

EGLISE ET ETAT EN ALLEMAGNE

DE WEIMAR

AUX PREMIÈRES ANNÉES DU III^e REICH

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le Lundi 9 Mars 1936, à 14 heures

PAR

Henri CAZELLES

Président : M. JOSEPH-BARTHELÉMY

Suffragants : { MM. GIDEL } Professeurs.
 { LE FUR }

PARIS

Librairie ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^{ie}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

—
1936

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

EGLISE ET ETAT EN ALLEMAGNE DE WEIMAR AUX PREMIÈRES ANNÉES DU III^e REICH

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le Lundi 9 Mars 1936, à 14 heures

PAR

Henri CAZELLES

Président : M. Joseph BARTHELÉMY

Suffragants : { MM. GIDEL } Professeurs.
 { LE FUR }

PARIS

Librairie ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU et C^e, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v^e)

—
1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Cette thèse concerne les rapports des Eglises et de l'Etat en Allemagne entre 1919 et septembre 1935. Etat signifie ici autorités civiles et, pour toute la période de la constitution de Weimar, il serait plus juste de parler des rapports entre « les Etats » et « les Eglises » que des rapports entre « l'Etat » et « l'Eglise », car le droit commun était la compétence non pas du Reich mais des divers Pays (Länder) composant le Reich. Cependant c'est volontairement que le titre de cette thèse parle de l'Etat au singulier et ceci pour une double raison. D'une part, parce que même sous le régime de Weimar, il y avait dans une certaine mesure unité de droit pour toute l'Allemagne. D'autre part, parce que depuis la révolution hitlérienne les derniers droits de souveraineté de ces Länder se sont évanouis progressivement pour disparaître complètement dans la loi du 30 janvier 1934 sur l'édification du nouvel Etat.

Rapports entre les Eglises et l'Etat : quelles sont les Eglises dont il s'agira dans cette thèse ? Y a-t-il en Allemagne un statut unique fixé par l'Etat pour toutes les Eglises ? La France avait fait cette tentative en 1905 par la loi de séparation. Mais celle-ci n'a abouti que partiellement. Le statut juridique de l'Eglise catholique est en fait différent sur bien des points (en particulier la situation des édifices du culte) de celle des autres cultes primitivement reconnus par l'Etat. De plus le statut juridique de ces cultes est différent de celui des cultes qui n'avaient pas été reconnus par l'Etat,

Donc, déjà en France, la position de l'Etat vis-à-vis des différents cultes varie bien que l'Eglise catholique soit incontestablement l'Eglise dominante et que, dans le langage courant, on se contente de parler des rapports de l'Eglise et de l'Etat.

En Allemagne cela est autre et cela est plus complexe.

D'abord il ne s'agit pas seulement des cultes mais des confessions (*Bekennnisse*). Il ne s'agit pas de régime des cultes, mais de *Staatskirchenrecht*, mot à mot Droit d'Eglise d'Etat. L'Etat ne se contente pas d'un droit de regard sur les manifestations publiques de l'Eglise, car ce que l'on entend par culte, c'est en somme ces manifestations publiques et extérieures, susceptibles de porter atteinte à l'ordre public. En principe l'Etat français ne connaît pas le régime intérieur de l'Eglise ; il n'a même pas la valeur d'un droit disciplinaire. Remarquons cependant que les faits ont obligé les tribunaux à reconnaître la hiérarchie ecclésiastique et par conséquent le droit canon ; en cas de litige dans l'affectation d'un édifice du culte, le tribunal se prononcera en faveur de celui des deux curés en accord avec son évêque. Mais c'est là une entorse aux principes de 1905. En Allemagne, cette séparation entre le droit de l'Etat, droit créé par la loi et sanctionné par les tribunaux, et le règlement intérieur de l'Eglise, n'a pas été tenté. Il y a parmi les diverses branches du droit un droit canon, un *Kirchenrecht*, enseigné dans les universités et ayant son autonomie au même titre que le droit pénal, le droit civil ou n'importe quelle autre branche du droit. Remarquons d'ailleurs qu'il n'est pas nécessaire pour que le droit canon soit considéré comme une branche du droit que ses dispositions, j'entends par là sa création, sa sanction et ses rapports avec les autres branches du droit, soient calquées sur celles du droit civil ou du droit pénal ou même du droit administratif. Il n'est pas nécessaire que ce soit le même législateur, ni les mêmes tribunaux qui le déterminent. Ce qui est nécessaire et indispensable précisément pour que le droit canon, le *Kirchenrecht* soit un véritable *Recht* c'est que soient

établis ses rapports avec les autres branches du droit, ce que nous pourrions appeler le droit étatique. Ces rapports forment l'objet de ce que nous nommons en France « Rapports de l'Eglise et de l'Etat » ce qui souligne le caractère d'indépendance de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat ; c'est là où se marque la tradition catholique, dans laquelle l'Eglise est une institution distincte de l'Etat, dont le chef, le Pape est distinct du chef de l'Etat et traite d'égal à égal avec lui ; cette expression souligne aussi l'indépendance des deux droits vis-à-vis l'un de l'autre, leur différence de nature. L'expression allemande, *Staatskirchenrecht*, dénote au contraire des caractères opposés. Ce *Kirchenrecht* est une branche du droit au même titre que les autres. Il n'y a pas d'indépendance foncière du droit canon, le *Kirchenrecht*, par rapport au droit étatique, le *Staatsrecht*. Cette expression trahit son origine protestante. Il n'y a pas de chef suprême reconnu où culmine la hiérarchie ecclésiastique. C'est le prince qui tient lieu de *summus episcopus*. Il appartient à l'Etat de déterminer les rapports du droit canon et du droit étatique ; ces rapports sont imposés à l'Eglise par l'Etat. L'Eglise est un organe de l'Etat qui considère l'Eglise comme un élément essentiel à son existence. J'insiste ici sans assez de nuances ; celles-ci viendront après. Il fallait noter ici les caractéristiques du système allemand. Le travail du temps a rapproché les solutions allemandes et françaises ; les Eglises allemandes ont peut-être même un statut qu'elles préfèrent au nôtre du fait que l'Etat les honore plus. Ceci est une autre question. Une chose est certaine. Le système allemand a à sa base une tradition historique remontant au xvi^e siècle et différente de la nôtre telle qu'elle est sortie de 1789.

Il faut définir ici non pas les termes juridiques concernant le *Staatskirchenrecht*, mais les termes du langage courant concernant l'Eglise. Ces termes dont il importe de préciser le sens sont les suivants : *Kirche*, *Bekenntniss*, *Kultus*.

Kirche, terme que traduit exactement le mot Eglise,

désigne l'organisme humain chargé d'une mission spirituelle, et supratemporelle vis-à-vis de ses membres. Il n'est pas encore temps d'approfondir le concept Eglise qui varie suivant les doctrines religieuses. Essentiellement c'est l'organisme fondé par le Christ chargé de dispenser à toute la terre sa parole et ses sacrements. En fait sous ce terme Eglise on entend autre chose ; on entend par Eglise une communauté organisée de fidèles. Ceci n'a rien de théologique. En droit pour les chrétiens il n'y a qu'une Eglise. Mais cette donnée est masquée par la pluralité des confessions qui a fait apparaître plusieurs organismes distincts. Et par extension on a pu être amené à parler d'une Eglise juive.

La *Bekennntniss* (confession) c'est l'ensemble des vérités admises par le fidèle d'une communauté religieuse ; c'est l'exposé de leur foi et c'est cette confession qui fait leur union. L'exposé de la foi luthérienne se trouve condensé dans la confession d'Augsbourg rédigée par Melancthon ; pour les calvinistes le cathéchisme de Heidelberg entre autres en tient lieu. A la base de toute communauté de fidèles il faut une confession, un minimum de points communs. Cependant confession n'entraîne pas communauté organisée, Eglise au sens courant du mot, c'est-à-dire Eglise visible. Les protestants n'attachent pas l'importance des catholiques à l'Eglise visible, spécialement les calvinistes dont le centre d'activité religieuse est formé par la communauté (*Gemeinde*) qui se trouve être autonome vis-à-vis des autres *Gemeinden*. La confession, c'est-à-dire l'ensemble des fidèles ayant la même profession de foi ne constitue pas forcément une Eglise au sens juridique. Ce fait crée une complication de plus dans le *Staatskirchenrecht* allemand car l'Etat avant de pouvoir définir les droits et devoirs de l'Eglise devra commencer par organiser cette Eglise. De cette nécessité est née la tentative de Frédéric Guillaume IV de Prusse qui a voulu unir luthériens et calvinistes en une Eglise. La démarcation entre le droit interne de l'Eglise protestante et son droit externe (rapports avec l'Etat) est beaucoup moins nette que

pour l'Eglise catholique, solidement établie dans sa hiérarchie indépendante.

Toute confession qui n'est pas une simple philosophie n'en reste pas à un simple exposé dogmatique. Cette vérité qu'elle proclame ne peut en rester à l'état purement conceptuel ; la confession se traduit en acte chez le fidèle. La foi intérieure tend à se réaliser à l'extérieur. Certaines de ces manifestations extérieures concernant les rapports des hommes entre eux n'utilisent pas l'intermédiaire de l'Eglise, c'est-à-dire de la confession organisée. C'est le cas des œuvres sociales par exemple. D'autres, par contre, concernant les rapports des hommes avec Dieu font l'essence même de l'activité de l'Eglise : ce sont ces dernières qui constituent le service du culte. Nous voyons ainsi la différence qui existe entre la confession et le culte.

L'Etat ne peut se désintéresser de ces manifestations extérieures. Mais deux attitudes de sa part sont possibles. Ou bien il s'affirmera neutre et refusera d'envisager les conséquences possibles de telle profession de foi. Il laissera chacun penser ce qu'il veut et s'organiser en conséquence avec ses correligionnaires ; il se bornera à édicter certaines prescriptions relatives au culte (soit unilatéralement, soit d'accord avec cette Eglise) et règlera les autres manifestations de la vie publique sans se préoccuper d'elle, laissant celle-ci profiter du droit commun ou en pâtir. Ou bien, seconde attitude, l'Etat estime ne pouvoir se désintéresser des doctrines professées par telle ou telle confession ; il ne croit pas possible de distinguer deux aspects dans l'homme : l'homme actif et l'homme pensant ; et il aura tendance à considérer non seulement le culte mais bien la confession et il voudra la favoriser ou la désavantager. La première tendance est celle de l'Etat français laïc, la seconde est dans la tradition allemande. La première donne plus de garanties à l'individu, la seconde est plus réelle et plus profonde. Quoiqu'il en soit dans la législation pratique chacune de ces tendances doit faire des concessions à l'autre.

Une étude du régime des cultes en Allemagne serait une étude insuffisante, ne pénétrant pas le cœur du problème. Il faut poser nettement : rapports de l'Etat et des Eglises, Eglise étant entendu ici comme la confession organisée. Sans cela il serait impossible de comprendre certains conflits opposant Eglise à Etat.

Deux phrases, deux principes résumeront cette introduction :

1° Eglise et Etat ont tendance à être plus intimement liés en Allemagne qu'en France ;

2° Etat allemand et Eglises allemandes sont des organismes moins définis et qui ont plus évolué qu'Etat français et sa partenaire principale, l'Eglise catholique romaine.

Une dernière observation va nous permettre de préciser la portée de cette étude. S'agit-il d'étudier les rapports de l'Etat avec toutes les Religions ? Non. En vertu de quel principe nous limiterons-nous ?

Nous n'étudierons que les rapports de l'Etat (ou plutôt des Etats allemands) avec les Eglises qui veulent diriger la communauté allemande. Les confessions chrétiennes se sont toujours refusées à n'être qu'une « affaire privée ». — « *Religion ist privat Sache* », disent les sociaux démocrates. — *Religion ist keine privat Sache*, ripostaient catholiques et protestants. La religion n'est pas uniquement affaire individuelle, elle a un caractère et un but social. L'Eglise ne se désintéresse pas des institutions. L'individu n'est pas un être indépendant de son milieu et ce sont les institutions qui modèlent ce milieu. Mœurs et institutions sont en étroite et réciproque corrélation. Cette prétention de l'Eglise est ce qui rend inévitables les contacts et par suite les conflits avec l'Etat.

Les religions, les Eglises qui nous intéressent ici seront donc celles qui voudront régir ou plutôt modeler conformément à leur métaphysique, la communauté allemande. En France la question est simple ; seule l'Eglise catholique de par le nombre de ses fidèles et sa force traditionnelle peut émettre cette prétention. En

Allemagne c'est plus complexe : la Réforme a scindé l'Allemagne en deux parties au point de vue religieux ; parties inégales, c'est entendu, mais le catholicisme allemand dans bien des régions l'emporte et peut apparaître comme religion de la « majorité des citoyens » pour reprendre l'expression du Concordat de 1801. Mais la religion juive n'a jamais concerné que la communauté juive et non pas la communauté allemande.

En 1919 cependant, les principes libéraux l'ont emporté, partiellement du moins, et on a cessé, en principe, de reconnaître l'aspect communautaire des religions pour ne plus voir en elles que l'aspect individuel, l'adhésion de l'individu à tels ou tels dogmes. Cette position a rapproché les Eglises chrétiennes, protestante et catholique, des autres et on a même prévu la possibilité de nouvelles Eglises. De ce fait nous nous trouverons avoir à étudier le statut juridique de ces communautés religieuses. Avec l'avènement du régime hitlérien l'idéologie libérale a fait place à une autre. On ne voit plus que l'aspect communautaire de la religion. Les Eglises chrétiennes ont repris leur primauté. Cependant sur ce point elles sont menacées et un mouvement s'est créé voulant une Eglise nationale faite pour la communauté allemande et correspondant à ses tendances les plus profondes.

Donc cette étude a pour but : essentiellement les rapports de l'Etat ou des Etats allemands avec les Eglises chrétiennes, catholique et protestante ; accessoirement le statut juridique des autres confessions et religions organisées tel qu'il fut déterminé à Weimar.

CHAPITRE PREMIER

L'Allemagne et les confessions Histoire et Géographie

Il s'agira dans ce chapitre non pas de l'Etat allemand, mais de la communauté allemande, du peuple allemand. C'est pour lui qu'ont été créés Eglise allemande et Etat allemand. Actuellement l'Etat n'est point en question ; c'est l'Eglise qui l'est. Aussi importe-t-il d'étudier les rapports des Allemands et de la religion. Le droit prend autrement de relief lorsque l'on connaît les données naturelles.

Le plus essentiel serait de connaître et d'expliquer l'âme allemande. Certains l'on tenté. Passons rapidement, de peur de tomber dans des lieux communs et de ne dire que des choses vagues. Notons seulement, en comparant avec l'âme française, que l'âme allemande éprouve plus que cette dernière le besoin de religion ; il vaudrait même mieux dire, de religiosité. On peut atteindre la vérité par deux méthodes, disaient les scolastiques : par la spéculation rationnelle et par la révélation divine. Chacune de ces méthodes, ajoutaient-ils, a son objet propre ; ni l'une ni l'autre ne saurait être négligée. La première voie conduit à la connaissance scientifique, la seconde à l'expérience religieuse. Cette dernière offre un caractère personnel et intime avec quelque chose de mystérieux qui séduit l'Allemand, plus qu'elle ne séduit le Français moyen type, rationaliste et cartésien. Schleiermacher et l'école protestante du

xix^e siècle ont tendu à fonder la religion uniquement sur cet aspect intime et subjectif (1). Il en est résulté une certaine négligence de l'Allemand vis-à-vis de l'organisation extérieure et objective de l'Eglise. Bien des nuances seraient ici nécessaires suivant les régions de l'Allemagne ; mais partout en Allemagne, c'est un fait historique, la distinction du spirituel et du temporel en tant qu'institutions distinctes a été moins accusée qu'en France. Rappelons seulement à titre d'exemple que jusqu'en 1803 les régions catholiques de la Rhénanie étaient administrées par des princes-évêques, dont trois électeurs d'Empire et que dans les régions protestantes jusqu'en 1919, spirituel et temporel se trouvaient confondus au sommet en la personne du chef d'Etat, évêque suprême (*summus episcopus*) sur son territoire.

Ceci nous amène à retracer l'évolution historique de l'Allemagne au point de vue religieux, qui est à la base de sa configuration confessionnelle actuelle.



La scission de l'Allemagne en deux religions chrétiennes rivales a son origine dans les disputes théologiques de Luther, ouvertes le 31 octobre 1517 par l'affichage des 95 thèses contre les Indulgences ; elle a été consommée 28 années plus tard, en 1545, lors de la réunion du concile de Trente, catholiques et protestants n'ayant pu se mettre d'accord sur les bases et la composition du concile. Entre-temps, à l'hérésie protestante s'était ajouté le schisme : l'Eglise protestante avait été fondée.

C'est en Saxe, berceau de la doctrine luthérienne, comme ce sera au xx^e siècle la terre d'élection du socialisme marxiste, puis du national-socialisme, que l'Eglise protestante se constitua tout d'abord. Luther en avait posé les premières bases dans son appel du

(1) C'est aussi l'idée du professeur Hauer qui est à la tête du « Mouvement de foi allemande » néo-païen : *Deutsche Gottschau*, p. 1 : « La foi ne consiste pas à tenir quelque chose pour vrai. La foi « est vie, force, sécurité de notre être intérieur. »

1^{er} août 1520 : « A la noblesse chrétienne d'Allemagne sur la réforme de l'Etat chrétien ». On y trouve deux principes qui sapent toute la hiérarchie :

1° Suppression de la distinction du clergé et des fidèles. Luther proclame l'égalité de tous les chrétiens : C'est le principe du sacerdoce universel.

2° Luther retire au Pape le pouvoir de convoquer le concile et confie celui-ci aux princes. C'est le premier pas vers la constitution d'une Eglise d'Etat.

La pensée de Luther à ce moment paraît encore se développer dans deux sens différents. Par le principe du sacerdoce universel on aboutissait à la négation d'une Eglise constituée et au régime des sectes, au congrégationalisme. C'est cette voie anarchique que suivit une partie des protestants, les anabaptistes. Luther s'y opposa et ce fut pour les combattre qu'il quitta sa retraite de la Wartbourg bien qu'il fut alors au ban de l'Empire.

Il évolua d'ailleurs dans sa conception de la mission dévolue aux principes. Au temps de la guerre des paysans (1524-1525) il leur confia une mission de protection. Puis, le désordre moral de l'Eglise s'accroissant, il leur confia une mission à l'intérieur même de l'Eglise. Par l'intermédiaire de son ami Haussmann (Mai 1525), puis directement, il demanda au duc de Saxe, Jean le Persévérant, d'organiser la Visite des Eglises. Ceci fut fait par l'ordonnance du 22 mars 1528 sur la Visite des Eglises, dont la Préface est de Luther lui-même : « La lumière de l'Evangile ayant été resti-
« tuée par la divine miséricorde..., nous avons désiré
« que la fonction épiscopale fut rétablie ainsi que la
« Visite des Eglises. Mais comme personne parmi nous
« n'avait d'appel ni d'ordre pour une œuvre si impor-
« tante, nous avons prié humblement l'Electeur Séré-
« nissime, Jean duc de Saxe, constitué indubitablement,
« par Dieu, prince de la région, — bien qu'il ne fut pas
« obligé par la loi humaine de nous entendre, au nom
« de la charité chrétienne et pour l'amour de Dieu, —
« de prendre en main le soin de l'Evangile et du salut

« de ses sujets et de déléguer à cet effet des hommes de valeur et de conscience. » De cette institution sortirent les superintendants et superintendants généraux (1).

Répondant aux aspirations de la petite noblesse besogneuse (sans les encouragements de certains de ses membres tels que Sickingen et Schaumberg, Luther n'eut peut-être pas osé rompre avec Rome) (2), le mouvement de la Réforme prenait une rapide extension, tant dans le peuple que chez les princes. Mais sans ceux-ci le mouvement ne pouvait réussir ; par leur adhésion il prit consistance et forme. Réunis à Spire en 1519, les réformateurs déclarèrent qu'il appartenait à l'autorité civile de faire prêcher et expliquer le pur Evangile (d'où sortira la formule *cujus regio, ejus religio*). Le duc de Poméranie en déduisit la possibilité de sécularisation ; on s'empara des biens d'Eglise « pour en faire un usage chrétien » (3) Albert de Brandebourg, grand maître de l'ordre teutonique, sur les conseils de Luther, quitta l'ordre, disposa en maître de ses biens et se maria en 1526. D'autres évêques firent de même (doctrine luthérienne hostile au célibat des prêtres). En 1527 le landgrave de Hesse suivait et devint le chef d'une armée protestante en voie de formation. Les villes libres, de leur côté, se ralliaient au pur Evangile. Après l'échec de la conférence d'Augsbourg, la ligue de Smalkalde comprenait la Saxe électorale, la Hesse, trois autres Etats et onze villes.

Les guerres de François I^{er} et de Charles-Quint affaiblissant celui-ci, le mouvement ne cessa de se développer. Lorsque Charles-Quint imposa la paix d'Augsbourg (1555), maintenant les situations acquises, toute l'Allemagne du Nord était acquise à la réforme, sauf les terres de la maison de Clèves et l'évêché de Hildesheim : les Mecklembourg, Poméranie, Luxembourg, Holstein, Brunswick, en plus

(1) Cf. Liermann : *Deutsches evangelisches Kirchenrecht*, p. 141 et suiv. Stuttgart, 1933.

(2) Lettre de Luther du 17 juillet 1520.

(3) Janssen : *Geschichte der deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters*, II, 366.

de la Saxe et du Brandebourg : les évêques de Magdebourg, Halberstadt, Schwerin et Ratzebourg y avaient adhéré ; dans l'Allemagne moyenne dominait l'électeur palatin, récemment converti. Dans l'Allemagne du Sud-Ouest, Bade et Wurtemberg appartenaient à la Réforme. Les provinces autrichiennes, Styrie et Carinthie étaient très menacées. Quant aux électeurs ecclésiastiques du Rhin, encore catholiques, on ne savait trop combien de temps ils le resteraient. L'électeur de Mayence était entouré d'une cour protestante, l'électeur de Cologne était l'allié du Wurtemberg ; l'électeur de Trèves n'avait pas reçu les ordres.

Les protestants cependant étaient affaiblis par leurs luttes religieuses. La discorde régnait chez les disciples de Luther. Deux écoles apparaissaient. Calvin venait d'édifier à Genève une cité chrétienne, différente de l'Eglise luthérienne, et basée non pas sur le pouvoir temporel, mais sur la communauté des fidèles. L'église catholique eut le temps de se réorganiser au concile de Trente. Alors qu'en 1558, d'après un ambassadeur vénitien, il n'y avait plus qu'un dixième des Allemands restés catholiques, sous la direction de la Bavière et des Jésuites, la contre-Réforme catholique s'épanouit. Cologne, Trèves, Munich, Ingolstadt, Vienne, avec leurs universités devinrent de véritables forteresses du catholicisme, la Réforme fut écartée des provinces autrichiennes. Les reconquêtes eurent lieu surtout dans le Nord-Ouest : Liège, Juliers, Berg, Spire et Worms sur le Rhin, les évêchés de Münster, Osnabrück, Paderborn et de Wetsphalie. En plein pays protestant, en Hesse, Fulda devint un centre de rayonnement catholique. Pendant un temps même, sous l'influence de la Bavière, la maison de Baden-Baden revint au catholicisme. A Cologne, en 1582, l'évêque Gebhardt de Waldbourg ayant apostasié pour épouser Agnès de Mansfeld ne put conserver son poste en dépit de l'appui des protestants. Les protestants furent expulsés de Donauwörth (sur le Danube) et d'Aix-la-Chapelle.

Inquiets de ces progrès, les protestants commencè-

rent à se réorganiser sous l'impulsion de Jean Casimir, régent du Palatinat et converti, lui, au calvinisme, ainsi que son pupille Frédéric V. Les positions n'étaient pas encore stabilisées. Le conflit faillit éclater à propos de la succession de Clèves et de Juliers. Deux princes protestants la revendiquaient, puis l'un deux Wolfgang de Neubourg, pour avoir l'appui de la Bavière et pour des raisons de conscience également (il lut douze fois la Bible en l'annotant), se convertit au catholicisme. Par contre l'Electeur de Brandebourg, Jean Sigismond, pour avoir l'appui des Pays-Bas se convertit au calvinisme. Or la paix d'Augsbourg ne prévoyait pas de tolérance pour le calvinisme.

Le conflit éclata en 1618. Ce fut la guerre de Trente Ans. A l'origine conflit religieux, il devint à la fin purement politique. Les succès de l'Autriche, dans les périodes palatine et danoise, entraînèrent des progrès du catholicisme ; en particulier Maximilien de Bavière, devenu électeur, obtint les Palatinats, mais il ne put en proscrire définitivement ni le protestantisme ni le calvinisme. L'Edit de Restitution de 1629 enjoignant aux Protestants de rendre les biens sécularisés depuis Augsbourg, déclancha la guerre avec la Suède. Commencée par Gustave Adolphe dans un esprit de prosélytisme protestant, elle s'acheva par des promesses d'amnistie et de tolérance. Cette tolérance reçut une certaine organisation aux traités de Westphalie. Les religions calviniste et luthérienne furent reconnues. Mais la liberté religieuse n'appartenait qu'aux princes. A l'expiration d'un délai de deux ans, les souverains convertis pouvaient expulser les dissidents. Les sécularisations étaient confirmées sauf celles qui avaient été opérées pendant les opérations militaires depuis les années dites « normales » (1618 en Bohême, 1624 pour le reste de l'Allemagne).

Désormais la carte religieuse de l'Allemagne est dessinée dans ses grandes lignes. Lorsque les maisons régnantes changeront de confession, elles n'entraîneront pas leurs sujets. En 1697, la maison de Saxe se

convertit au catholicisme pour monter sur le trône de Pologne ; la Saxe reste protestante.

★ ★

Quelle est cette carte religieuse en 1919 ? Voici ce qu'en dit M. G. Goyau (1), prenant comme exemple la descente du Rhin sur sa rive badoise :

« Vous y trouvez d'abord une assez longue bande
« protestante : ainsi le voulut Charles II, margrave de
« Bade Durlach, qui réforma son Eglise en 1553. Mais,
« à trois reprises, cette bande est trouée par des villa-
« ges catholiques ; dépendant de l'évêché de Bâle ou
« de l'Autriche, ils avaient le droit et le devoir de con-
« server la messe. Lorsque au margraviat succèdent les
« anciennes possessions autrichiennes, le catholicisme
« reparait ; mais, au milieu de son domaine, le protes-
« tantisme pointe ; c'est au village de Weisweil, dont
« la famille de Bade Durlach, qui en était propriétaire,
« donna les âmes à la Réforme. Les seigneuries de
« Mahlberg et de Lahr succédaient aux terres d'Autri-
« che le long du fleuve ; elles étaient le bien commun
« des margraves de Baden-Baden, longtemps indécis et
« finalement catholiques, et des comtes protestants de
« Nassau. N'y cherchez point l'uniformité religieuse :
« la conscience collective des deux maisons souverai-
« nes était ondoiyante et diverse ; cette diversité s'est
« maintenue. A la hauteur d'Offenburg, la rive rede-
« vient catholique : les margraves de Baden-Baden en
« étaient les maîtres ; ils se convertirent deux fois au
« protestantisme et deux fois au catholicisme ; à la
« dernière oscillation, ils installèrent avec plein succès,
« l'Eglise romaine dans leurs terres. De nouveau, la
« Réforme est riveraine en face du confluent de l'Ill ;
« Philippe IV comte de Lichtenberg, gouvernait ces
« parages ; en 1545, il y supprima la messe ; depuis
« lors, c'est un pays de prêches. Un tout petit village,

(1) Goyau : *L'Allemagne religieuse, le Protestantisme*, p. 4, 1908, Perrin.

« Hanau, échappait à ce prince ; il relevait du chapitre
 « de la cathédrale de Strasbourg ; on le retrouve catho-
 « lique, comme ses anciens seigneurs. Quatre souve-
 « rainetés se succédaient ensuite le long du fleuve ;
 « Baden-Baden (et la rive est catholique jusqu'à la
 « hauteur de Carlsruhe), Bade-Durlach (et la rive est
 « protestante jusqu'à la hauteur de Landau) ; l'évêché
 « de Spire (et la rive redevient catholique jusqu'à la
 « hauteur de Spire) ; enfin le Palatinat. Cette dernière
 « région fut réformée au xvi^e siècle, redevint catholi-
 « que après 1625, protestante après 1648, catholique
 « après 1685. Mais, à la différence du margraviat de
 « Baden-Baden, où la dernière conversion du prince
 « rallia tous les habitants, le Palatinat ne recouvra
 « point son unité religieuse ; la rive badoise du Rhin
 « se termine au Nord, par une bande de terre où les
 « confessions sont passablement mélangées. »

Cette description vaut pour le Sud-Ouest où l'enchevêtrement des principautés était inextricable encore au xvm^e siècle, avant le recès de 1803. Bade et Württemberg (qui ne correspondent pas du tout au Bade et Württemberg du xvii^e siècle) sont des régions à confession mixte.

En Bade, il y a 60 % (1) de catholiques contre 40 % de protestants (1.270.000 catholiques sur 2.100.000 habitants). En Württemberg, au contraire, la majorité est protestante. On n'y rencontre que 30 % de catholiques provenant de territoires médiatisés (Hohenberg) ou d'anciennes provinces autrichiennes.

En Bavière, nous retrouvons une forte majorité de catholiques : 70 % de la population, soit 4.800.000 habitants de confession romaine. Mais ici encore il faut distinguer suivant l'origine des territoires. La Bavière proprement dite, le duché de Bavière, protégé par Albert V contre l'hérésie, est purement catholique. Mais le Nord de la Bavière est plus mitigé. La Franconie a de

(1) Les chiffres cités proviennent du bulletin de la *Volksverein für das katholische Deutschland*, maintenant dissoute.

sérieux noyaux protestants et calvinistes : Nuremberg, ville libre sous l'ancien régime, Anspach et Bayreuth, anciennes possessions des Hohenzollern. Le Haut Palatinat de même. Quant au Palatinat situé sur la rive gauche du Rhin, il se trouve à peu près partagé également entre les deux religions. C'est en Palatinat ainsi que dans les régions rhéno-westphaliennes que l'on rencontre quelques communautés calvinistes, la grande majorité des protestants allemands étant luthériens.

Pour achever la carte de l'Allemagne du Sud il ne reste que deux Etats : la Hesse-Darmstadt et la petite principauté de Hohenzollern Sigmaringen. Celle-ci, chose curieuse, bien qu'Hohenzollern est presque entièrement catholique (94 %). La Hesse par contre est plus flottante. Il n'y a que 31 % de catholiques. Avec Bade c'était le pays d'Allemagne où le zèle religieux était le plus tiède, une de celles où le « *liberalismus* » dominait le plus les sphères politiques.

Passons maintenant à l'Allemagne du Nord. Elle est au point de vue religieux plus facile à définir. C'est un pays protestant, où l'on rencontre des régions avec de gros contingents catholiques. Il y a trois de ces régions à majorité catholique.

1° Les provinces prussiennes de Rhénanie (69 %) et de Westphalie (51 %). C'est là que se trouve le cœur du catholicisme allemand, sa partie la plus vivante et la plus active. Catholicisme beaucoup plus rayonnant que celui de Bavière qui s'était un peu assoupi dans la protection déferente, mais légèrement soupçonneuse, de la cour des Wittelsbach. C'est l'ancienne « Rue aux prêtres » (Pfaffengasse), le centre d'action de Mgr de Ketteler, le centre de résistance au Kulturkampf et actuellement aux tendances païennes d'une partie du national socialisme, la forteresse de l'ancien parti du Centre.

2° La Silésie (56 % de catholiques), ancienne province autrichienne conquise par Frédéric II, qui ne toucha pas aux croyances.

3° L'Ermland, province de la Prusse orientale,

demeurée jusqu'à Frédéric sous la suzeraineté de la Pologne et demeurée catholique.

Entre ces trois régions s'étendent les plaines protestantes. Il faut mettre à part la Hesse Nassau (28 % de catholiques) et l'Oldenbourg (22 %) qui forment comme les deux ailes du noyau rhéno-westphalien. Mais très rapidement si l'on avance vers l'Est, le pourcentage s'abaisse. Il n'est plus que de 13 % en Hanovre, de 5 % en Brunswick, de 9 % en Brandebourg (et encore ce chiffre tient à la présence de 500.000 catholiques dans Berlin). Au Nord et au Sud de Berlin, ce sont les pays dits de la « diaspora » catholique. Au Nord le Mecklembourg (3 %) et la Prusse orientale qui, sauf l'Ermland est en totalité protestante ; au Sud, la Thuringe 3 %, la Saxe 5 %.

En tout on trouvait en Allemagne, en 1919 :

38 millions de protestants (1) ;

20 millions de catholiques ;

plus 500.000 juifs et 500.000 divers.



Ces données appellent cependant une observation et un complément.

L'observation, c'est la tendance des confessions à se mêler davantage (2). C'était inévitable avec la *Freizügigkeit* (liberté de déplacement), l'industrialisation entraînant la migration de masses d'ouvriers, le service militaire, la politique de Berlin envoyant systématiquement des fonctionnaires protestants en Rhénanie. Il en est résulté un double accroissement, celui du nombre des catholiques en pays protestant, et celui du nombre des protestants en pays catholiques. Des colonies de protestants se sont développées dans les villes autrefois uniquement catholiques de Munich (plus de 50.000 protestants), Cologne, Fribourg-en-Brisgau. Berlin, en

(1) Cf. Patry : *La situation religieuse de l'Allemagne d'aujourd'hui*, p. 6, 1924.

(2) Goyau : *L'Allemagne religieuse, le Protestantisme*, pp. 7 et suiv.

sens contraire, est devenu un centre catholique important. C'est surtout dans les villes que s'est naturellement manifesté ce double courant.

Mais le catholicisme considère les pays protestants comme pays de missions et s'emploie à les reconquérir, ce qui n'est pas sans irriter parfois les susceptibilités protestantes. La *Bonifatiusverein*, de Paderborn, s'emploie à cet apostolat. Pour l'instant un sixième des catholiques allemands (1) vivent dans les territoires de la diaspora. Voici des chiffres témoignant de la progression constante :

A Berlin il y avait en 1816	3,7 %	de catholiques,	10,03 %	en 1925
En Brandebourg	1,09 %	»	5,34 %	»
En Poméranie	0,82 %	»	3,51 %	»
En Saxe (province prussienne).....	1 %	»	4,77 %	»
En Mecklembourg	0,17 %	»	5,35 %	»
En Anhalt	0,94 %	»	4,03 %	»
En Thuringe	1,45 %	»	2,84 %	»
En Slesvic-Holstein	0,26 %	»	2,72 %	»

etc.

Citons surtout l'exemple de la Saxe où il n'y avait rien il y a 100 ans et où l'on trouve maintenant l'évêché (Meissen), un séminaire, un lycée épiscopal, vingt postes d'aumôniers, 58 prêtres, 14 nouvelles églises, etc...

Le catholicisme consacre une partie de ses forces à cette reconquête, mais il n'en faudrait pas conclure à une lutte violente entre les deux confessions. Les relations sont en général courtoises. C'est ainsi qu'à Wittenberg, les annonces religieuses catholiques sont insérées par les journaux protestants (2). Une certaine symbiose se crée dans ces pays déchristianisés.

Pays déchristianisés, disions-nous. En quel sens et dans quelle mesure ? C'est là le complément nécessaire. Les chiffres cités jusqu'ici ne parlent que de protestants et de catholiques. Et les incroyants ? Leur chiffre officiel est restreint. On comptait en 1925 un million et demi (3) d'habitants faisant profession d'incroyance et

(1) *Schönere Zukunft*, 25 février 1934.

(2) Pierre Delattre dans *Études*, 5 novembre 1933, p. 322.

(3) *Schönere Zukunft*, 3 décembre 1933, p. 249.

refusant de payer l'impôt ecclésiastique. Mais la faiblesse de ce chiffre en regard de la désaffection réelle des masses indique seulement l'hésitation devant la rupture définitive à l'égard de la communauté religieuse. Un autre chiffre mettra les choses au point : dans le Reichstag de 1912 (1) il y avait 175 députés protestants, 105 catholiques et 133 députés israélites ou sans religion. Dans la crise d'après guerre, avec l'avance du socialisme marxiste le nombre de ces derniers augmentera.

Deux mouvements ont contribué plus que tout autre à l'affaiblissement du christianisme en Allemagne et doivent être ici très sommairement étudiés : le *Liberalismus* né de l'Aufklärung (temps des lumières) du xvm^e siècle ; le *Marxismus* au xix^e. Ce sont là deux *Weltanschauungen* pour employer l'expression allemande.

Le *Liberalismus* est un mode de pensée qui n'a rien de délibérément hostile aux Eglises, mais qui en sape les bases. Ce qu'il refuse de reconnaître du christianisme, c'est son caractère totalitaire, son caractère de vérité intégrale qui exige du fidèle qu'il se soumette à la doctrine en tout et pour tout. Dans la doctrine chrétienne, l'idéal du chrétien est l'imitation du Christ (2) ; le chrétien doit vivre de sa foi et la communauté de même ; ce que nous pourrions appeler les techniques humaines, politique, économie, organisation des rapports sociaux, culture, sciences, etc... sont subordonnées à la foi. Le *Liberalismus* renverse cette donnée ; pour lui il y a priorité des techniques humaines sur la foi ; ou plutôt la foi et par suite l'Eglise, ne sont qu'une technique humaine comme les autres, au service de ceux qui en éprouvent le besoin. Certes on considère la religion comme une chose utile, spécialement pour le peuple auquel les techniques humaines ne peuvent que rester inaccessibles ; mais ce n'est plus l' α et l' ω , à la rigueur on pourrait s'en passer ; la religion est consi-

(1) Patry : *op. cit.*, p. 6.

(2) Cf. Saint Paul : *Épîtres*, spécialement *Romains*, VI, 8, 11 ; *I^{ers} Corinthiens*, XI, 1.

dérée comme la propriété spéciale de ceux qui en éprouvent le besoin. On considère même la foi comme un bien, une chose utile à posséder pour soi-même (sauf dans les cas où elle devient gênante), mais la vie de l'homme ni de la communauté ne dépend d'elle exclusivement ; il y aura l'*homo æconomicus*, l'*homo politicus*, l'*homo socius* et sur le même pied l'*homo religiosus*, si cet *homo* désire s'assurer un salut éternel.

Ce mode de pensée, favorisé par le développement des sciences donnant à la raison humaine une grande confiance en elle-même (c'est elle qui est à la base de toutes les techniques), se répandit beaucoup en Europe occidentale, surtout en France et à sa suite dans les petites cours allemandes. Mais il ne pouvait prendre pied que dans des classes sociales où la raison et l'esprit pouvaient l'emporter sur les instincts plus ou moins violents de tout homme. Il n'imprégna donc que les classes dirigeantes mais ne laissa pas d'inspirer leur politique religieuse, le système de la religion service public : *Staatskirchentum*, puis *Staatskirchenhoheit*. La religion et l'Eglise doivent être au service de l'Etat.

Avec l'avènement de couches sociales plus nombreuses, le *Liberalismus* devait évoluer. En France à la suite de circonstances et de certaines alliances politiques, il aboutit au laïcisme. En Allemagne ce fut plus complexe. Les milieux commerçants et bourgeois de l'Allemagne du Nord ayant le culte de la science le firent aboutir dans le national-libéralisme ; ce parti national libéral fut l'âme du *Kulturkampf*. Cette attitude explique l'alliance qui fut conclue au début de la seconde moitié du xix^e siècle entre l'Eglise catholique et les masses prolétariennes dans l'Ouest rhénan. Par contre fonctionnaires prussiens et Junkers restèrent fidèles à l'Eglise comme ils restaient fidèles à l'Etat. En Bavière il aboutit à une certaine défiance vis-à-vis d'un catholicisme trop actif qui se mêlerait de ce qui ne le regardait pas ; la Bavière eut son *Kulturkampf* et des ministres anticléricaux. C'est en Hesse et en Bade que le libéralisme se manifeste de façon aiguë dans ses conséquen-

ces politico-religieuses. D'une part manque d'intérêt pour les questions religieuses, en second lieu une législation « laïciste » contre les congrégations ; enfin, et ce n'est pas le moins important, conséquences graves pour le protestantisme, coupé en deux tendances rivales, conservateurs et libéraux. Dans ces deux pays s'épanouit le protestantisme libéral plus soucieux de science religieuse que de foi et de dogme et dont l'attitude mettait en péril l'Eglise protestante (Schleiermacher, Ritschl, Harnack) ; avec ce protestantisme s'estompaient les frontières entre la religion et l'irreligion.

L'accession des masses prolétariennes dans la vie politique entraîna l'apostasie d'une partie d'entre elles. Le mouvement émancipateur, le socialisme marxiste fut en même temps un mouvement athée. Pourquoi cela ? La raison en est double.

La métaphysique hégélienne à la base du marxisme est une métaphysique athée, surtout Hegel interprété par la gauche hégélienne à laquelle adhéra Marx. Déterminisme historique, matérialisme historique sont des hypothèses diamétralement opposées aux doctrines chrétiennes de liberté humaine (du moins dans la conception catholique), priorité de la personne humaine, Dieu créateur et Dieu bon, priorité de l'esprit sur la matière.

Mais il y a plus : il y a des raisons de fait. Sinon l'Eglise, du moins une partie de ses défenseurs avaient été inconsciemment touchés par le mode de pensée libéral (il vaudrait mieux dire libéraliste) et justifiaient les attaques des adversaires accusant la religion d'être « l'opium du peuple ». La religion étant au service de l'Etat et s'efforçant de légitimer celui-ci dans les consciences, était un obstacle à ceux qui voulaient changer cet Etat. Ajoutons que par suite de la migration industrielle, les cadres traditionnels s'étaient brisés et que l'Eglise n'avait pas eu le temps de s'adapter aux conditions nouvelles de l'apostolat : à un moment où la population s'accroissait, le contact avait été rompu. L'enseignement des vérités chrétiennes semblait ne plus répon-

dre au besoin spirituel des hommes en proie aux plus terribles difficultés matérielles et dans des conditions de vie jusque là complètement inconnues (1).

Le socialisme fut puissant dans les villes et régions industrielles. Les régions les moins atteintes relativement furent l'Ouest rhénan où les préoccupations sociales étaient nées avant sa propre naissance. Mais dans les régions où le catholicisme était moins vivant et faisait plutôt partie d'un système de conventions constituant l'ordre social, par exemple à Munich et en Silésie il s'implanta solidement. Ses régions de prédilection furent les régions protestantes Saxe et Brandebourg (Berlin), Saxe surtout. Ses progrès furent rapides. Un moment contenu en 1907 par une manœuvre de Bülow, il emportait 110 sièges au Reichstag de 1912.



Avant de terminer ce chapitre, il importe de connaître l'état du catholicisme et du protestantisme au moment de la guerre, ainsi que d'indiquer sommairement l'activité des autres sectes.

Le catholicisme est en principe reconnu sur le même pied que le protestantisme. En fait il est encore soupçonné (*verdächtig*). Le citoyen allemand catholique a souvent l'impression d'être considéré comme un citoyen de deuxième classe. En Allemagne règne toujours l'*Anti-römisches Affekt* (1) la passion antiromaine qui remonte au Moyen Age et qu'exhalta Luther en 1545 dans son pamphlet : « La Papauté fondée par le diable » d'une violence inimaginable. Le catholique est « national unzuverlässig » (de patriotisme suspecté).

Cette situation est particulièrement aiguë en Rhénanie où le catholicisme apparaît comme une opposition latente à la Presse, maîtresse seulement depuis 1815.

(1) Voir dans *Lexique pour la théologie et l'Eglise*, livre V, le résumé des reproches adressés à l'Eglise par Algermissen. *Schönere Zukunft*, 21 janvier 1934.

(2) Cf. d'Harcourt : *La situation de l'Eglise catholique après le Concordat de juillet*, dans *Correspondant*, 10 septembre 1933.

Le peuple catholique là ne s'est jamais senti appuyé par le pouvoir et cette défiance l'a poussé à s'organiser lui-même en dehors du pouvoir, autour des principes de son catholicisme. La foi n'a jamais couru le risque d'être étouffée par le bureaucratisme civil. En 1837, l'archevêque de Cologne, Mgr Droste-Vischering, se faisait emprisonner pour refus d'obéissance à la législation civile sur les mariages mixtes. Dans cette région se multiplièrent les organisations et associations d'essence catholique. Le Centre, force politique, s'y épanouit. Mais il y eut bien d'autres Vereine et Verbände. Windthorst avant de mourir fonda la *Volksverein für das Katholische Deutschland*, destinée à répandre dans toute l'Allemagne l'esprit d'initiative laïque et d'action sociale. C'est de là que rayonnèrent les organisations de syndicats chrétiens et des associations de jeunesse.

Le point important est cette collaboration des laïcs et de la hiérarchie qui est essentielle à l'Eglise pour rayonner puissamment dans toute la société. Dès que la foi est en danger les fidèles se groupent autour de leurs évêques ; lorsque la crise est passée l'ecclésiastique fait confiance au laïc pour aller de l'avant dans la vie publique. Cette activité n'est d'ailleurs pas une activité purement extérieure : le fidèle reste attaché aux sources mêmes de la religion : on note plus de 80 communions pascales pour 100 fidèles (1).

Ces traits se retrouvent dans le catholicisme wurtembergeois. Mais ici l'Etat s'est toujours abstenu de Kulturkampf, s'est montré toujours libéral vis-à-vis des Eglises.

Cette attitude d'opposition à la Prusse se retrouve en Bavière. Le catholicisme est un des traits du patriotisme local. Mais il faut ici faire attention à ce que les autorités civiles de Bavière étaient elles aussi hostiles à la Prusse. Le catholicisme y perd sa note d'héroïsme. La foi est moins vivante, les associations moins développées et le gouvernement royal n'aime pas l'allure du

(1) Goyau : *op. cit.*, p. 30.

catholicisme rhénan que les fidèles actifs (comme de Preysing) eussent désiré imiter. Le peuple n'éprouve pas le besoin de se retremper dans sa foi pour conserver son individualité. La méconnaissance par certains dirigeants d'après 1919 de cette absence de vitalité entraînera plus tard des surprises. Il ne faudrait rien exagérer et la menace du socialisme en 1919 donnera un coup de fouet à l'activité religieuse. Mais retenons que le catholicisme y est plus vivant dans les classes cultivées que dans la masse. Celle-ci tient à sa religion comme à une propriété collective et si elle n'aime pas recevoir de directives politiques de la hiérarchie, n'admet pas qu'on attaque la religion.

En Bade et Hesse, les gouvernements d'avant la révolution étaient en somme aux mains des protestants libéraux, assez défavorables à l'action religieuse. La Hesse était peu pratiquante, vestige de la mauvaise influence du clergé d'ancien régime. Bade s'adonna longtemps au Kulturkampf et la religion y résistait mal ; le socialisme progressait dans les villes. Les deux confessions étaient en recul. La situation en Silésie présentait des analogies. Là de plus existaient des liens assez intimes entre l'Eglise et les grands propriétaires, ce qui l'alourdisait, bien qu'il faille noter que l'existence dans l'Ouest d'un groupe de gros industriels et propriétaires catholiques, (dont les Thyssen, les Von Papen), n'ait en somme pas compromis l'action catholique dans ces régions.

Dans les territoires de Diaspora enfin, le catholicisme rencontre de grosses difficultés. Il faut lutter contre des facteurs redoutables : l'isolement, le manque de locaux, la difficulté d'organiser des écoles (l'école est confessionnelle en Allemagne), la pénurie d'argent pour entretenir les prêtres, le danger des mariages mixtes. Là le catholicisme se recrute essentiellement dans les plus basses classes de la population, celles qui ont dû émigrer et c'est un facteur défavorable. L'activité dépend étroitement du zèle religieux des laïcs que l'on organise en conseils de paroisse.

Le protestantisme avant la guerre occupait le premier rang mais il était affaibli par des crises intérieures que ressentait douloureusement son Eglise ou plutôt ses Eglises (Landeskirchen) car il y avait au moins une Eglise protestante par Etat.

Distinguons trois zones :

1° Le Sud-Ouest. Là le protestantisme partage les vicissitudes du catholicisme. Il est fort là où ce dernier est fort ; faible là où ce dernier est faible.

2° Le Nord-Ouest. Le protestantisme rhéno-westphalien fait figure à part dans le protestantisme allemand. L'Eglise y a ses privilèges spéciaux et son organisation spéciale. Les fidèles ont toujours rivalisé d'ardeur apostolique avec les catholiques. A Bethel, près de Bielefeld en Westphalie, le pasteur von Bodelschwingh fonde une œuvre sociale pour épileptiques, tout à fait remarquable ; il entreprit aussi une action contre le chômage et le vagabondage. C'est non loin de là, à Hambourg, que Wichern commença à organiser la Mission intérieure (1).

3° Les régions de l'Allemagne du Nord où le Protestantisme est en grande majorité, les régions spécifiquement protestantes. Les villes tendent à devenir des « cimetières spirituels ». Sous l'impulsion de Guillaume II grand bâtisseur d'églises, on constate un mouvement de reprise vers la foi : à Berlin les nouveaux nés non baptisés qui atteignaient 26 % en 1880, en 1893 ne représentaient plus que 12 % ; en 1880 80 % des mariages étaient purement civils ; en 1893, 63 % seulement. A Hambourg 17 % des enfants restaient non baptisés. Mais ce demi-renouveau restait paraît-il extérieur. La bourgeoisie, religieuse de convenance, était incrédule de cœur. La masse, gagnée par le socialisme, était hostile tant à l'Eglise qu'à la morale, tout en conservant son mysticisme. « Le génie allemand concilie parfaitement l'irreligion et la religiosité » (2). Seuls les cadres

(1) *Sur l'activité bienfaisante du Protestantisme*, cf. Goyau : *op. cit.*, pp. 313 et suiv.

(2) Goyau : *op. cit.*, p. 42.

traditionnels, empereur, cour, hobereaux, conservaient la foi traditionnelle, mais, l'empereur mis à part, avaient peu de goût pour les questions religieuses.

Dans les campagnes (1) il importe de distinguer suivant les régions. Dans les pays de grande propriété (Slewic-Holstein, Mecklembourg, Poméranie occidentale) où le paysan est réduit à l'existence de prolétaire agricole, la dévotion est quasi nulle. Dans certaines régions du Brandebourg, sur la rive droite de l'Oder, dans les campagnes de Saxe non touchées par l'industrie, le paysan reste religieux, l'office est suivi. Dans le Centre (Brunswick, Thuringe), l'impiété croissait. D'une façon générale l'immoralité était extrêmement répandue et causait beaucoup de soucis aux pasteurs.

Le protestantisme d'avant guerre traversait une crise doctrinale très forte. C'était une sorte de crise de doute; le protestantisme doutait des vérités qu'il enseignait. Pour une religion, même une religion de libre examen (à la base du protestantisme en fait sinon en droit puisque Luther le rejetait), il n'est pas de pire danger d'affaiblissement puisque la base de toute religion est la foi. La discussion portait sur le contenu du dogme chrétien. Querelle d'intellectuels et d'universitaires, celle-ci devint crise lorsque les pasteurs recevant un enseignement extrêmement éloigné des vérités traditionnelles voulurent prêcher ce qu'on leur avait enseigné et non pas les vieilles formules (2).

L'origine paradoxale en est une tentative de conciliation de Lessing, préoccupé des disputes entre rationalistes et supranaturalistes : « Lors même, disait-il, que
« l'on ne serait pas en état de réfuter toutes les objec-
« tions contre la Bible, la religion demeurerait intan-
« gible dans le cœur de ceux des chrétiens qui ont

(1) Wittenberg et Hückstadt : *Die geschlechtlich-sittlichen Verhältnisse der evangelischen Landbewohner in Ostdeutschland*.

(2) Cf. Goyau : *Le Protestantisme allemand moderne* dans A. d'Alès : *Dictionnaire apologetique de la foi catholique*, fasc. XXI ; J. Kissling : *Der deutsche Protestantismus 1817-1917*, 2 vol. Münster, 1918.

« acquis un sentiment intime de ses vérités. » C'était faire appel à l'expérience religieuse et en même temps faire de celle-ci la pierre angulaire de la religion au détriment de la vérité objective, révélée par Dieu. Schleiermacher évitait le subjectivisme : ce qui fait la foi, c'est l'expérience religieuse de la communauté chrétienne ; l'âme chrétienne trouve le contact avec Dieu par le Christ et sa propre expérience, dans le Christ ; chaque chrétien doit rechercher « dans sa propre conscience l'écho de la conscience religieuse de la communauté chrétienne » et « en tirer sa religion ». Ritschl comprit que cette méthode était trop difficile pour la majorité des fidèles ; pour lui il fallait méditer l'Écriture et chercher ce que pour soi et sa conscience signifiaient les mots, chercher leur sens divin. Mots et formules traditionnels demeurent ; mais leur portée métaphysique importe peu ; ce qui importe c'est la mesure dans laquelle ils expriment chez chacun son expérience du divin. Ces idées aboutissaient à une sorte de dissolution du dogme, cause de trouble pour les consciences et contre quoi réagissaient les orthodoxes.

Les controverses débordèrent le cadre des universités. Les pasteurs formés dans les Universités et chargés de prêcher dans un esprit différent avaient là de grosses difficultés. Certains estimèrent contraire à leur conscience d'enseigner un symbole auquel ils ne croyaient pas (affaire Schrempf) et furent déposés. Le conflit éclata en 1893 lors de la revision de la liturgie (affaire de l'Agende) ; les orthodoxes voulaient donner au symbole une force juridique ; les libéraux voulaient le supprimer ; beaucoup d'entre eux niant l'incarnation et la divinité du Christ. L'intervention de Guillaume II se prononçant pour l'incarnation trancha le problème mais le symbole resta sans valeur juridique. Jusqu'à la guerre le conseil supérieur évangélique et le consistoire, continuèrent à exclure du ministère paroissial les pasteurs enseignant des opinions avancées. Mais depuis 1909 on ne considérait plus cet enseignement comme une faute ; il y avait incompatibilité entre les opinions

du pasteur et son ministère, mais une fois suspendu il toucherait une retraite. Les libéraux protestèrent d'ailleurs chaque fois que le tribunal avait à se prononcer (affaire Jatho, 24 juin 1911, le pasteur Jatho niant l'existence d'un Dieu extérieur au monde). Quant aux professeurs d'Université, nommés par l'Etat et indépendants de l'Eglise, ils ne furent jamais inquiétés.

Depuis la guerre une réaction contre le protestantisme libéral s'est dessinée. Les idées des pasteurs Hansen (1917), Bronisch, Bettac marquent un retour au dogme et aux sacrements. Une Haute Eglise s'est constituée en 1922.

Dans le domaine théologique une nouvelle école est apparue, celle des professeurs Barth et Gogarten. L'idée qui l'inspire est celle d'un retour aux sources du Protestantisme, aux premiers réformateurs avec lesquels le Protestantisme libéral n'avait plus grand' chose de commun. C'est ce qu'on appelle l'école dialectique. « Elle renouvelle la vieille théologie luthérienne de « l'irruption divine surprenante et combat ardemment « la pensée scholastique d'une disposition naturelle de « l'âme vers Dieu et surtout celle d'une dignité indestructible de la créature créée à l'image de Dieu » (1). Elle a une haute idée de la transcendance de Dieu alors que le protestantisme libéral ne voulait voir qu'un Dieu « immanent au monde. Pour Gogarten est fini « le rêve « de l'homme que sa vie lui est donnée avec la possibilité souveraine de l'orienter comme il veut ». L'école veut retrouver la réalité de la vie sous toutes ses formes. « Je considère l'analogia entis, écrit d'autre part « Barth, pour l'invention de l'Antechrist et pense qu'à « cause d'elle on ne peut devenir catholique. Ceci dit, « je me permets en même temps de considérer pour « peu sérieux et à courte vue tous les autres motifs que « l'on peut avoir de rejeter le catholicisme ». Cette doctrine profonde et sévère ne devait pénétrer les masses protestantes que difficilement.

(1) Eibl dans *Schönere Zukunft*, 14 mai 1933.

Les différentes tendances du protestantisme étaient organisées (le mot est un peu fort) en partis (1) qui se comptaient lors des élections, celles des synodes provinciaux en particulier. A droite les orthodoxes et les positifs (qui voulaient dire d'une manière neuve de vieilles choses) ; à gauche les libéraux ; à l'extrême gauche les éléments socialisants. Les compétitions trahissaient un certain caractère d'âpreté et les élections étaient un événement semi politique.

De quelle nature étaient et sont les rapports entre les deux religions ? Ils sont corrects, en somme, sans témoigner de la moindre intimité. Les clergés s'estiment ; on verra les autorités religieuses protestantes de Wittenberg aller saluer le nonce de passage dans cette ville. Mais en dépit des dangers menaçant la foi chrétienne dans son essence, il existe encore bien des susceptibilités. Pour les romains, le protestantisme est une hérésie ; pour les Protestants le Pape est l'Antechrist, l'Eglise catholique a abandonné le Christ, son dogme est figé et Rome n'est qu'une entreprise politique de conquête du pouvoir (comme le Centre en Allemagne). Les catholiques estiment que le Protestantisme n'a pas toute la vérité ; ils lui reprochent pratiquement de mener à l'incroyance (2). Des incidents éclatent facilement à propos de processions, d'établissements de Jésuites. Précisément le rappel des Jésuites en 1917 mécontenta les Protestants dont ils avaient toujours été les principaux adversaires. En sens inverse la célébration du 4^e centenaire de la Réforme ne fut pas agréable aux catholiques qui, malgré leur résolution de rester calmes, ne purent s'empêcher de laisser passer quelques articles de presse.

Le problème du rapprochement demeurerait cependant à l'ordre du jour. De part et d'autre on rencontrait des personnalités qui s'efforçaient de faire la synthèse des

(1) Dunkmann : *Die protestantischen Parteien nach dem Kriege dans Von inneren Frieden des deutschen Volkes.*

(2) Pour plus de détails, Waltherbach : *Katholiken und Revolution*, p 38.

deux points de vue. Le pasteur Lortzing, le Père Bichlmayr recherchaient les bases de l'union possible. C'est un problème difficile. La discussion porte jusqu'aux racines de l'homme et le degré de faiblesse de la nature humaine. Alors que le protestantisme n'admet que la loi du péché, les catholiques admettent un noyau susceptible de développement (1). Le travail est de longue haleine, compliqué de ce fait que Rome ne peut abdiquer sa primauté. On parle d'une nouvelle traduction de la Bible, de constituer de petites communautés unionistes qui pratiqueraient l'union avec Rome mais sans se rattacher aux communautés catholiques. Rien de cela n'était mûr lorsqu'éclata la bourrasque nationale-socialiste dont les répercussions sur le protestantisme allemand ont été considérables et qui a modifié bien des données. La tâche essentielle était de se mieux connaître. Les protestants attribuent souvent aux catholiques des opinions qu'ils n'ont pas et réciproquement.

Une chose certaine c'est le refus de se livrer à des luttes interconfessionnelles. L'évêque protestant de Saxe, Coch, le proclamait (2) : « La confession évangélique luthérienne ne signifie aucunement « lutte contre nos frères catholiques ». « Nous sommes farouches adversaires du Kulturkampf ». Il y aura rivalité, c'est impossible autrement et les chefs, à juste titre, n'aiment pas que l'on minimise trop les différences qui séparent les confessions, il y aura conflits personnels, mais cela s'arrêtera là. Les deux religions estiment nécessaire de s'unir.



Pour être complet il faudrait mentionner le pullulement des sectes et des petites congrégations qui procèdent du mouvement piétiste du xvm^e siècle. Les unes

(1) F. Muckermann (s. j.) dans *Schönere Zukunft*, 29 janvier 1933.

(2) *Schönere Zukunft*, 26 novembre 1933.

sont protestantes, d'autres simplement chrétiennes, d'autres enfin scientistes et incroyantes. Une partie de ces dernières se fédérera pour former « le mouvement de Foi allemande ». Elles sont le témoignage d'un besoin de religiosité et d'exaltation.

Parmi les sectes de tendance chrétienne citons les Frères Moraves, les Mennonites, les Baptistes, les Apostoliques, les dissidents.

D'autres sont le résultat d'une scission d'avec les Eglises officielles. Les Vieux-Luthériens se sont séparé au moment de la constitution de l'Eglise protestante au xix^e siècle. Les Vieux Catholiques sont ceux qui refusèrent d'admettre l'infailibilité du Pape et se trouvent à l'origine du Kulturkampf. Depuis longtemps sans influence ces derniers étaient avant guerre encore au nombre de 30.000 avec 63 prêtres et 100 paroisses. Mais ce ne sont pas là des Eglises.

CHAPITRE II

Comment se pose en 1919 la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat

Trois facteurs sont à envisager pour bien comprendre les solutions weimariennes au problème qui nous occupe et pour prévoir en même temps l'évolution qui se dessinera dès le lendemain de la constitution.

1° La position traditionnelle des Eglises.

2° Le statut juridique existant, le Landesherr regimement.

3° La situation politique et l'attitude des différents partis.

I. — *Doctrine des Eglises*

A) *Eglise catholique.* — La conception catholique de l'Eglise est nette et bien définie. C'est un organisme visible et hiérarchisé, fondé par le Christ. La formule qui la définit la plus généralement citée est celle de Bellarmin :

« Nostra sententia est ecclesiam unam tantum esse non duas et illam unam et veram esse coetum hominum, ejusdem filii christianae professione et eorundem sacramentorum communione colligatum, sub regimine legitimorum pastorum ac praecipue unius Christi in terris vicarii Romani Pontificis. »

« Notre doctrine est que l'Eglise est une, non pas double, que cette Eglise une et vraie est le lien des

hommes, lien par la profession de la même foi chrétienne et la communion des mêmes sacrements sous le gouvernement des pasteurs légitimes, et surtout d'un Pontife romain vicaire d'un seul Christ sur la terre »,

L'Eglise est donc une communauté des fidèles, communauté fondée par le Christ (l'Eglise est le corps du Christ) (1), mais communauté hiérarchisée dans laquelle le gouvernement spirituel appartient aux pasteurs et au-dessus d'eux au Pape. Sa tâche est de conduire les hommes au salut, en vue de ce but sa mission est double : enseigner la parole du Christ, administrer les sacrements.

Quant à l'Etat, sa mission est autre. Sans prendre parti sur le dilemme Etat-gendarme ou Etat-providence, l'Eglise demande à l'Etat d'assurer le bien commun des individus vivant en société. La société étant naturelle, l'Etat est une institution naturelle qui a pour fin le bonheur des individus. Le rôle de l'Etat n'est pas de procurer à ces individus isolés le bonheur. D'après l'Eglise, à lui seul il en est incapable ayant une fin strictement temporelle et n'ayant pas droit de regard sur les âmes. Mais l'Etat crée le cadre et les conditions nécessaires pour que l'individu puisse réaliser sa fin, c'est-à-dire trouver son bonheur.

Eglise et Etat sont deux sociétés parfaites et souveraines au service des individus. Ce sont deux sociétés autonomes ayant chacune leur fin propre, l'Etat se pré-occupant des fins temporelles de l'homme, l'Eglise de ses fins spirituelles et éternelles. Eglise et Etat sont distincts et ont chacun leurs pouvoirs propres. Théoriquement aucun conflit ne peut s'élever si le spirituel et le temporel restent chacun dans leurs sphères.

Distincts mais cependant inégaux. La doctrine de l'Eglise souligne la primauté du spirituel car le bien supérieur de l'homme est d'ordre spirituel : la possession de Dieu et de la Vérité.

Distincts mais non séparés. Que faut-il entendre par

(1) Adam : *Le vrai visage du catholicisme*,

là ? La séparation est l'Etat de choses dans lequel l'Etat ne prête aucune aide à l'Eglise, ni l'Eglise à l'Etat. Cette idée a été vivement défendue par les théoriciens du catholicisme libéral : Lamennais, Montalembert entre autres et s'est vue condamnée à diverses reprises (Encycliques *Mirari vos* de 1832, *Quanta cura* de 1864, *Immortale Dei* de 1885).

Mettons-nous bien dans la pensée de l'Eglise. L'Etat est chargé de réaliser l'ordre naturel, l'Eglise l'ordre surnaturel. Il ne peut y avoir contradiction entre ces deux ordres, tous deux voulus par Dieu. L'Etat dans ses lois ne peut violer les lois surnaturelles sans porter atteinte au bien commun. Ses lois, ses institutions doivent donc être conformes à la Vérité dont l'Eglise est dépositaire. Ses lois ne doivent pas avoir pour but de forcer les consciences, ce qui serait contraire à la doctrine de l'Eglise. Mais l'Etat soumis à Dieu au même titre que les individus, ne peut faire abstraction de la Vérité révélée et tout spécialement de l'Eglise romaine créée par l'auteur de la Révélation et seule dépositaire de cette vérité. Une protection égale aux divers cultes est un non sens, comme faisant la part égale à l'erreur et à la vérité. L'Etat se trouve acculé à une contradiction qui ne peut que ruiner le bien commun. « Les rois
« en tant que rois, obéissent au précepte de servir Dieu,
« s'ils commandent le bien et interdisent le mal dans
« leurs Etats, non seulement quant aux choses de la
« société humaine, mais encore quant à celles de la
« religion divine. En vain direz-vous : Qu'on nous laisse
« à notre libre arbitre. Pourquoi ne demandez-vous pas
« la même licence pour ce qui est de l'homicide, du
« viol et de toute sorte d'infamies qui sont réprimées
« par des lois assurément justes et salutaires » (1) ?

Il y a donc là un principe positif de l'Eglise : l'Etat et l'Eglise ne peuvent s'ignorer. Préceptes canoniques et lois civiles doivent ne pas s'opposer et pour cela entre

(1) Saint Augustin : *Contra Cresconium*, III, LI, 57 ; P. L., XLIII, 527.

l'Eglise qui élabore celles-là et l'Etat qui élabore celles-ci une entente est nécessaire.

Dans le domaine pratique l'Eglise est des plus conciliantes. Se refusant à admettre la séparation comme le régime le meilleur et le plus naturel, soucieuse d'éviter « les plus grands maux » (1) elle se gardera de condamner les chefs d'Etat proclamant la liberté des cultes. « Bien plus se trouvant impuissante à empêcher tous « les maux particuliers, l'autorité des hommes doit « *permettre et laisser impunies bien des choses qu'at-* « *teint pourtant, et à juste titre, la vindicte de la Pro-* « *vidence divine* » (2).

Admettant d'aussi grosses concessions dans les lois, sur la question des modalités des rapports entre l'Eglise et l'Etat, elle se montrera accommodante. Elle repoussera le césaro-papisme qui porte atteinte à la distinction du spirituel et du temporel. Pour la même raison elle repoussera tout régime de séparation qui mette en cause sa hiérarchie. Elle acceptera par contre un régime de séparation non absolue qui, par un biais ou un autre, respecte cette hiérarchie qui fait l'essence de la constitution de l'Eglise. L'idéal pour elle sera un régime concordataire, régime librement discuté, de part et d'autre et qui donne par suite les plus grandes garanties pour que les concessions de l'Eglise représentent bien « un moindre mal ».

Bref l'Eglise estime que, du fait que ces deux sociétés parfaites sont au service des mêmes hommes, elles doivent être unies ; mais ceci dit, les modalités dépendront des circonstances à condition que l'Eglise soit considérée comme pouvoir indépendant.

B) *Eglise évangélique*. — Nous allons nous arrêter plus longuement aux conceptions luthériennes de l'Eglise ainsi que de ses rapports avec l'Etat car les spéculations à la fois théologiques et juridiques qui ont

(1) *Encyclique Libertas*.

(2) Saint Augustin ; *De libero arbitrio*, I, V, 13 ; P. L. XXXII, 1228.

eu ces problèmes pour objet sont un écho direct de la pensée allemande.

Pour Luther le péché a corrompu la nature humaine en son essence même ; l'homme est radicalement mauvais. L'intervention du Christ n'a pas changé cette nature, mais celle-ci se trouve comme recouverte d'un voile. L'homme reste mauvais mais par la foi au Christ sauveur, il se trouve justifié, réconcilié avec Dieu. Ainsi apparaît le royaume de Dieu dans les âmes, c'est l'Eglise. L'ensemble des âmes croyant ainsi au Christ, adhérant à lui, constitue l'Eglise ; mais c'est une Eglise invisible. Pour Luther l'Eglise est « la communauté ou « la réunion de tous ceux qui vivent dans la juste foi, « l'espérance et l'amour ; aussi l'être, la vie et la nature « de la chrétienté n'est pas un assemblage corporel « mais une réunion des cœurs dans une foi » (1). L'Eglise au sens théologique du mot, c'est-à-dire l'Eglise fondée par Dieu et de caractère divin n'est que l'Eglise invisible. C'est la « chrétienté universelle de « ceux qui croient au Christ et à sa parole. L'Eglise « du salut fondée par le Christ n'a qu'un caractère spi- « rituel » (2). L'Eglise en son essence est « une commu- « nauté, établie d'En haut, théocentriquement, ayant « ses raisons dans le fait que le Christ est à sa tête, « réunie par sa parole, communauté qui n'est pas infor- « mée par la main ni par la volonté de l'homme » dit Holstein dans un langage difficile à traduire (3).

Mais du fait qu'ils ont la même foi et cherchent par le même enseignement à répandre la parole de Dieu, les fidèles constituent un « assemblage corporel », une communauté visible. Celle-ci constitue l'Eglise visible qui n'est pas nécessairement identique à l'Eglise divine

(1) Luther : *Vom Papstum*.

(2) Sohm : *Kirchenrecht* Band I, pp. 463 et suiv.

(3) Holstein : *Grundlagen des Evangelischen Kirchenrechts*, p. 98. Möhr Tübingen, 1928.

« Die Wesenskirche allerdings sei theozentrisch von oben herge-
setzte, in Christi Hauptschaft wurzelnde, vom Wort gesammelte
Gemeinschaft, die nicht durch Menschenhand und willen geformt
ist ».

invisible. C'est une communauté de caractère évolutif, soumise au péché en son essence même. Il n'y aura vraiment Eglise que si elle coïncide avec l'Eglise invisible. C'est ce que spécifie l'article 7 de la confession d'Augsbourg : « L'Eglise est la congrégation des saints (1) dans laquelle le Saint Evangile est enseigné correctement et les sacrements correctement administrés. » Par définition la communauté visible, qui ne mérite pas le nom d'Eglise, est faillible. Les protestants appellent cette communauté visible l'Eglise empirique par opposition à l'Eglise spirituelle. Cette Eglise offre pour eux un double caractère : un caractère humain en elle-même, c'est une communauté séculière de fidèles ; un caractère divin partout où elle sera « en accord » (*im Einklang*) avec l'Eglise spirituelle. Quel sera le signe distinctif ? L'Eglise empirique sera Eglise véritable (*Wesenskirche*) « lorsqu'elle remplira en tous points (*allseitig*) les devoirs de l'Eglise et administre dans leur pureté la parole et les sacrements ».

Les auteurs protestants récents, Holstein, Liermann, insistent beaucoup sur ce double aspect de l'Eglise empirique. Depuis Stahl, qui a beaucoup contribué à l'organisation de l'Eglise protestante prussienne au xix^e siècle, ils montrent les deux éléments qui constituent l'Eglise visible : elle est à la fois institution (*Anstalt*) et correspondant ainsi à une réalité indépendante des hommes, et communauté (*Genossenschaft*). Ils y ont été amenés par le souci de dégager l'Eglise de l'Etat.

Dans la pure doctrine protestante en effet, soutenue encore par Sohm à la fin du xix^e siècle, l'Eglise véritable (*Wesenskirche*) étant purement spirituelle, son organisation temporelle était une œuvre humaine. Luther, invoquant la Bible et le rôle des rois de Juda, avait confié à la puissance séculière, l'Etat, cette mission. Calvin avait donné de grands pouvoirs à la communauté mais ce n'était pas là non plus séparation du spirituel et du temporel, séparation qui n'avait plus de raison

(1) C'est-à-dire de ceux qui sont justifiés par la foi.

d'être puisque son caractère divin était enlevé à l'Eglise visible.

Cette solution ne fut plus viable lorsque l'Etat cessa d'être chrétien pour devenir laïc. Pour éviter la disparition de l'Eglise visible organisée, il fallait lui conférer une autonomie et pour cela retrouver ses bases théologiques.



Mais une autre question liée à la première (celle de la nature de l'Eglise) se posait, c'était celle de l'existence d'un droit propre à l'Eglise. L'Eglise protestante peut-elle être régie par des normes juridiques comme l'est l'Eglise catholique par le droit canon ?

Non, répondait Sohm, dans l'Eglise, la Wesenskirche, qui n'est qu'esprit, il ne peut y avoir place pour le droit ; il n'y a place que pour l'amour. Tout ce qui regarde l'organisation de la communauté des fidèles ne regarde pas l'Eglise. L'Eglise ne connaît pas la force et la contrainte qui sont nécessaires pour qu'il y ait droit

Cependant, pour assurer la distinction du spirituel et du temporel qui fut la grande idée du xix^e siècle, il fallait trouver pour l'Eglise visible une organisation indépendante. Bon gré, mal gré cette organisation devait revêtir un aspect juridique : *ubi societas, ibi jus*. Des auteurs firent remarquer qu'il pouvait y avoir droit sans qu'il y ait contrainte matérielle, sans l'*Erzwingbarkeit* (1) : *die materielle Erzwingbarkeit gehört jedoch nicht zum Begriff des Rechts* : La possibilité d'employer la force matérielle n'appartient cependant pas au concept du droit. Pour qu'il y ait droit il faut malgré tout que celui-ci ne repose pas uniquement sur le *sollen*, mais qu'il ait contact avec le *sein* : il suffira que ceux qui sont soumis à un droit s'estiment liés par

(1) Huber : *Verträge zwischen Staat und Kirche im deutschen Reich*, p. 27. Marburg, Breslau, 1930.

lui. C'est le cas des fidèles de l'Eglise protestante dont toutes les sanctions seront d'ordre spirituel et surnaturel. Sans un droit, une organisation juridique, il est impossible d'atteindre quelque but que ce soit. Il faut une autorité « qui soit rationalisée en clauses durables, institutionnelles et formelles » (1). Le droit est un « naturelle » sinon un « essentielle » de l'Eglise, comme de toute société organisée.

L'Eglise sera donc une « *selbstherrliche Gemeinschaft* », une communauté autonome avec son droit, ses normes propres. Mais qui fera ce droit ? de qui émanera-t-il ? D'où viendra-t-il ?

Les auteurs défendant l'existence d'un droit propre à l'Eglise protestante en considérant son aspect social, avaient été naturellement appelés à la considérer surtout sous son aspect de communauté, de société de fidèles. Le droit de l'Eglise aurait donc été surtout « *genossenschaftlich* » (2) ; et l'organe compétent, aurait été le synode. Le système synodal est d'origine calviniste. Les luthériens ont été habitués à voir l'autorité dans l'Eglise protestante, venir d'En Haut. Ce qui donna avec les progrès de la distinction entre le spirituel et le temporel, le système consistorial. Cette dualité s'est maintenue.

Le caractère de l'Eglise visible reste donc double : elle est d'une part communauté, d'autre part institution (*Anstalt*) et de fondation divine (*Göttliche Stiftung*) ayant une réalité et une existence indépendante des fidèles qui peuvent la composer.



Qu'est-ce que l'Etat dans la doctrine évangélique ?

L'Etat est un organisme naturel destiné à gouverner la société civile. L'Etat n'a que des fins naturelles ; il

(1) Troeltsch : *Pr. Jahrbuch* 81, pp. 215 et suiv.

(2) Gierke : *Privatrecht* Bd I, p. 113 : le Droit est l'ensemble des règles qui, d'après la conviction éclairée d'une communauté, saisiront entièrement d'une manière inconditionnée le libre vouloir humain.

n'est rien qu'humain. Il participe donc à la chute de la nature humaine d'après le péché ; mais n'ayant rien de surnaturel il ne bénéficie en rien du fait sauveur du Christ. Les lois de l'Etat, ou institutions relèvent de la Loi du péché, et non de la Loi d'amour et de justice. C'est le plus haut organisme humain, voulu par Dieu, pour la nature humaine. C'est ainsi que d'après Luther il y a cependant quelque chose de divin dans l'Etat.

Déniant son caractère divin à l'Eglise visible, violemment hostile à la Papauté et à la hiérarchie, Luther transmet au prince les attributs temporels de l'Eglise en même temps qu'il transmet à chaque fidèle les attributs spirituels (principe du sacerdoce universel). Il admet la nécessité de bornes fixées pour le culte et estime naturel de charger de cette organisation la puissance publique (1).

Cette idée se trouva ébranlée lorsque l'Etat cessa d'être le prince, puis cessa d'être chrétien. De ce fait l'Eglise ne pouvait plus recevoir ses normes de l'Etat et le problème des rapports de l'Eglise et de l'Etat se trouvait posé. Il fallait différencier l'Eglise de l'Etat. On a été amené à distinguer dans le prince la double qualité de chef d'Etat et de chef d'Eglise (*summus episcopus*). Cette théorie permit de repousser l'intervention du pouvoir législatif, des assemblées publiques, en matière ecclésiastique.

Mais il reste que l'Eglise évangélique considère comme valable une intervention de l'Etat dans ses affaires pourvu que cette intervention ne porte pas atteinte à la confession, c'est-à-dire au spirituel, dans lequel cas serait lésée non plus l'Eglise visible, celle dont nous parlons en parlant d'Eglise, mais d'Eglise véritable, la *Wesenskirche*. Seul le noyau spirituel de l'Eglise est interdit à l'Etat tandis que l'Eglise catholique se considère atteinte dès que la hiérarchie ou ses attributs visibles sont contestés. Cette attitude de l'Eglise protestante lui donne une grande malléabilité vis-à-vis du pouvoir.

(1) Dibelius dans *Staatsgrenzen und Kirchengrenzen*.

Quand le spirituel est-il atteint ? C'est là que rejaillit la discussion. Dès le xix^e siècle certains luthériens n'ont pas admis l'Union, forme d'organisation de l'Eglise provoquée par le roi de Prusse. En 1933 un conflit beaucoup plus grave a éclaté. En tous cas les protestants ont toujours considéré que l'organisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat pouvait être faite par l'Etat seul. Ce n'est que tout récemment qu'est apparue la théorie des Concordats évangéliques qui ne portent pas le titre de Concordats mais de traités ; l'Etat weimarien étant un Etat paritaire et traitant les Eglises romaine et évangélique sur le même pied, aux Concordats avec Rome devaient correspondre des Concordats avec les Eglises protestantes.

Sohm rejetait la valeur obligatoire du Concordat. Pour lui le Concordat est « l'expression d'un consentement de l'Eglise à un acte législatif de l'Etat, consentement qui ne relève pas du droit ». Son idée fondamentale était celle de la supériorité de l'Etat, son argument principal celui des Bulles de circonscription du xix^e siècle, sanctionnées par le pouvoir civil (car sa théorie s'étendait à l'Eglise catholique) : il y voyait deux lois parallèles de dispositions identiques ; et, pour lui, seule la loi d'Etat avait une valeur. Mais cette théorie ne l'emportera pas (1). Nous retrouverons plus tard cette question des Concordats. D'une façon générale, en effet, on tend à assimiler les traités évangéliques avec les Concordats. Il y a cependant certaines nuances. Voici ce que dit Holsteim de ces traités dans ses « Principes » :

« Pour autant que l'Eglise est voulue et reconnue par
« l'Etat en tant que personnalité juridique, elle peut se
« rencontrer avec lui dans la création de son droit, dans
« le domaine de sa compétence en tant que puissance
« autonome telle que l'Etat l'a voulue, force juridique
« propre établissant elle-même son but et ses moyens

(1) Huber : *Verträge zwischen Staat und Kirche im deutschen Reich*, pp. 67 et suiv., pp. 83 et suiv.

« d'action. Il en résulte que les rapports de l'Eglise et
« de l'Etat sont réglés d'une part par l'ordre juridique
« établi et en particulier la constitution, et d'autre part
« par une entente entre l'Eglise et l'Etat considérées
« comme deux puissances indépendantes. En d'autres
« termes, ce que l'on appelle un Concordat évangélique
« est possible en principe et c'est le procédé le plus
« naturel si une règle constitutionnelle exige des dis-
« positions complémentaires ou exécutoires. »

On voit d'après ce paragraphe l'infériorité où les auteurs protestants tiennent encore l'Eglise par rapport à l'Etat. Holstein continue en étudiant la valeur du Concordat :

« Il est certain que la nature d'un Concordat évan-
« gélique est différente de celle d'un Concordat catho-
« lique : ceci à cause de la position internationale de
« l'Eglise catholique. Tandis qu'un Concordat catho-
« lique relève en quelque sorte du droit international,
« un concordat évangélique relève du droit national ou
« du moins n'existe que dans le cadre et sur le terrain
« du droit national, car en tant que surnaturelle l'Eglise
« évangélique déborde les frontières. Celle-ci est aussi
« véritablement en tant qu'Eglise une puissance, supra-
« nationale, conformément à la grandeur surnaturelle
« de l'Evangile, de sorte que chez elles limites d'Etat
« et limites d'Eglise n'ont pas besoin de coïncider,
« mais en vertu de sa conception de l'unité de genre
« (*Einigartigkeit*) de tout droit, elle réalise cette inter-
« nationalité de son être religieux non pas dans un
« ordre juridique sacré de caractère souverain qui
« entre en concurrence avec celui de l'Etat, mais dans
« l'intégration consciente de ce système juridique dans
« chaque territoire national juridique. »

Autrement dit il n'y a partout qu'un seul droit et c'est le droit à la base de la société que forme l'Eglise, lequel est informé par celui de l'Etat dans chaque territoire où se trouve l'Eglise. Rien ne montre mieux la souplesse et la malléabilité de l'Eglise évangélique. Il

y a bien un droit d'Eglise mais celui-ci dépend de l'Etat quant à sa détermination.

« C'est pourquoi l'Eglise évangélique de l'Union de
« la Vieille Prusse peut en quelque sorte vivre d'une
« vie juridique intérieure unifiée déterminée par elle-
« même, mais dans ses rapports juridiques extérieurs
« avec la Prusse, Dantzig, Memel, la Pologne, s'inté-
« grer à des droits publics différents et réaliser l'accord
« de ses intérêts avec ces différents Etats par autant
« d'ententes différentes de caractère concordataire ».

C'est la distinction entre le droit et les modalités du droit. Les règles peuvent se modifier suivant les régions, le principe reste le même. Le droit de l'Eglise fait partie du droit public de l'Etat qui a pouvoir sur elle pour autant qu'il n'en atteint pas l'essence spirituelle. Une règle posée par l'Etat concernant l'Eglise n'est pas une atteinte au droit de celle-ci ; elle fait partie intégrante du droit de celle-ci. Liermann avait voulu préciser ce caractère subordonné de l'Eglise évangélique et par suite des accords qu'elle concluait. Il estimait qu'il s'agissait là de « *Verwaltungsverträge* », accords d'administration. Tandis que dans le Concordat catholique, deux ordres juridiques s'opposent et se font de mutuelles concessions, dans le Concordat évangélique, l'un des deux l'emporte sur l'autre. Il n'y a pas conflit entre deux souverainetés, mais entre un pouvoir souverain et une collectivité subordonnée. Il y aurait acte de gouvernement lorsque l'Etat négocie avec une puissance juridique de nature égale à la sienne ; il y aurait administration lorsque la supériorité de l'Etat se manifesterait (1).

Cette terminologie n'a pas eu de succès. On a fait remarquer qu'il n'y avait pas là d'administration par l'Etat. Voici ce que dit Holstein :

« Si l'on voulait souligner la différence de ces accords
« et des Concordats catholiques par la dénomination

(1) Je ne fais aucune allusion aux actes de gouvernement du droit administratif français.

« *Verwaltungsverträge*, ce serait une erreur ; car c'est
« l'Etat en tant que gouvernement et non pas l'Etat
« en tant qu'administration qui conclut ces arrange-
« ments et ils n'ont pas d'effets en tant qu'accommode-
« ments à l'intérieur de l'organisme administratif de
« l'Etat car l'Eglise ne fait pas partie de cet organisme ;
« c'est un accord de caractère juridique entre l'Etat et
« une personnalité juridique soumise en vérité à sa
« puissance suprême mais cependant indépendante. »

Rien ne montre mieux la subordination de l'Eglise protestante en tant que collectivité organisée, à l'Etat. L'Eglise protestante considère que l'accord est un mode commode pour régler ses rapports avec l'Etat ; mais une intervention unilatérale de l'Etat est une chose légitime. L'Eglise visible est une institution humaine et par suite soumise à la primauté temporelle de l'Etat.

Quoiqu'il en soit au cours du xix^e siècle et jusqu'en 1919 les protestants avaient le double souci d'organiser leur Eglise et de la rendre autonome vis-à-vis de l'Etat sans pour cela perdre les privilèges que conférait l'Union à l'Etat, bref à se rapprocher du statut de l'Eglise catholique. Ce n'est qu'à partir des années 1925-1930 qu'apparaîtront de nouvelles formes de pensée tendant par suite d'études sur le rôle de l'Etat et de considérations sur le besoin de religion de la communauté, à la fusion de l'Eglise et de l'Etat en même temps que d'autres théologiens accentuaient le caractère spirituel et divin de l'Eglise. L'aspect syndical pourrait-on dire de l'Eglise qui avait conduit à cette évolution de l'Eglise protestante cèdera le pas et de graves difficultés éclateront.

C) *Eglise réformée*. — La doctrine calviniste a une grande parenté avec la doctrine luthérienne mais elle est autrement centrée. La base n'en est pas l'opposition entre l'Eglise spirituelle et l'Eglise terrestre. Pour les calvinistes l'Eglise visible, la *weltliche Kirche* n'est pas quelque chose de différent de l'Eglise spirituelle ; c'en est une des faces. Le calviniste Karl Barth le dit expres-

sément : « D'après l'enseignement protestant également, l'Eglise visible et l'Eglise invisible sont une et même Eglise, non pas deux espèces d'un genre, mais deux attributs du même sujet » (1).

Calvin frappé du désordre des mœurs qui avait suivi la Réforme luthérienne était persuadé de la nécessité de restaurer les cadres de la vie religieuse. A l'encontre des anabaptistes qui veulent une communauté de saints distinct du monde alors que l'Etat est du monde, il veut fonder une cité chrétienne. Son idéal est la communauté sainte (*heilige Gemeinde*), administrée par des fonctionnaires ecclésiastiques qui sont le centre de gravité de tout son système. Pour lui la question d'organisation est d'une importance décisive. Il fonde sa communauté sur l'Ecriture, en particulier sur l'organisation de la communauté chrétienne primitive. Pour lui « seule l'Eglise organisée conformément à l'Ecriture est avec certitude l'Eglise » et ceci l'oppose à Luther.

Il restaure la puissance disciplinaire de l'Eglise, la *Strafgewalt*, contestée par les luthériens. Le motif en est la nécessité de la sainteté des membres de la communauté ; qui heurte les commandements de Dieu doit être exclu de la communauté. Sévère est ce pouvoir disciplinaire.

La « sainte communauté » a un caractère essentiellement corporatif, le caractère *genossenschaftlich* que nous avons signalé comme introduit au xix^e siècle dans l'Eglise évangélique. L'Eglise réformée est à base de synodes, synodes communaux, synodes provinciaux, synodes nationaux, mais le centre de la vie religieuse est tout au bas de l'échelle : c'est la communauté.

Cependant le caractère institutionnel (*Anstalt*) de cette Eglise n'est pas absent. On retrouve la dualité du caractère de l'Eglise protestante. Il y a institution parce que l'on n'agit que conformément et en fonction de l'Ecri-

(1) Barth : *Theologie und Kirche*, p. 290.

« Auch nach protestantischer Lehre die unsichtbare und die sichtbare Kirche ein und dieselbe ist, nicht zwei Spezies eines Genus, sondern zwei Prädikate desselben Subjekts ».

ture et de la parole de Dieu. La signification fondamentale et intangible de l'Eglise est contenue dans les *Bekenntnisschriften*, les confessions. Il y en a une soixantaine, variant suivant les communautés réformées. La plus célèbre est le catéchisme de Heidelberg.

Voici une profession de foi calviniste témoignant d'un état d'esprit bien différent de celui de Luther sur l'organisation de l'Eglise (1).

« Nous croyons que la véritable Eglise doit être gouvernée et administrée par la puissance ecclésiastique
« que Dieu nous a enseignée par sa parole, spécialement en ce qu'il doit y avoir en elle des pasteurs et
« des docteurs qui doivent annoncer la pure parole de
« Dieu et administrer des sacrements, ainsi que des
« prêtres et des diacres qui ont à former le Presbyterium ou Sénat de l'Eglise ».

Que pense Calvin sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat ?

L'idée de Calvin dépend étroitement de ce principe que le citoyen doit vivifier la vie active. Là où les calvinistes l'emportent (Genève) Etat et Eglise ne feront qu'un ; dans le cas contraire (France) les calvinistes s'organiseront indépendamment d'un Etat qui se trouve dans l'erreur.

Ce sera le cas pour la majeure partie des calvinistes allemands. Tendant à être indépendantes de l'Etat ces communautés sont beaucoup plus rebelles que les Eglises luthériennes à l'action de l'Etat. Cependant l'Eglise réformée du Palatinat a toujours été soumise au prince et celle du Bas-Rhin, longtemps Eglise libre (*Freikirche*), qui s'était constituée en tant que *Bekennerkirche* (Eglise des fidèles) et non en *Bekenntniskirche* (Eglise confessionnelle) fut après 1815 intégrée dans le système d'Union, la rendant dépendante du pouvoir (2).

A la fin du xix^e siècle seuls les réformés de Hanovre étaient constitués en Eglise. L'action des calvinistes sur

(1) Cité par *Kölnische Zeitung*, 28 mai 1934.

(2) Cf. Ebers : *Staat und Kirche im neuen Deutschland*, pp. 6-7.

la vie publique allemande, sur la vie du peuple allemand est plutôt indirecte. La religion nationale, si tant est qu'il en est une en Allemagne, serait le luthéranisme. Mais à l'intérieur du protestantisme l'action des théologiens calvinistes et des communautés calvinistes par la profondeur de leur vie religieuse, ne cesse pas d'être très forte.

Dans la majeure partie de l'Allemagne il y avait un mouvement de l'Eglise protestante vers l'unité, l'union des Eglises étant un désir profond des consciences. Nous aurons à étudier sous quelle forme cette union tendait à se réaliser.

II. — Le *Landesherr* regiment

Commencé dès avant la Réforme, au milieu des troubles qui déchiraient l'Eglise d'Occident, le mouvement qui tendait à donner à l'Etat, c'est-à-dire au prince, de larges pouvoirs en matière ecclésiastique trouva dans cette véritable « Révolution » une vigueur nouvelle. L'état de choses créé par le Protestantisme eut ses répercussions dans les Etats catholiques et l'on aboutit à un certain nombre de principes, communs à toute l'Allemagne. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ces principes forment un tout cohérent, un système, dénommé *Staatskirchentum* ou *Territorialismus*. Ce système est à la base de l'évolution juridique qui nous mènera jusqu'à Weimar ; on y posera des principes nouveaux sans beaucoup toucher au fond du droit.

Dans ce système, toute la puissance publique est concentrée dans le prince, *Landesherr* (seigneur du pays). A côté de la puissance souveraine de l'Etat, il n'existe aucune autre puissance indépendante. Toutes les corporations et tous les organismes qui existent sur son territoire lui sont soumis et l'Eglise ne fait pas exception. Elle est soumise à l'Etat, *jure territorii* (1).

(1) Ebers : *Staat und Kirche im neuen Deutschland*, p. 7 ; Richer : *Die rechtliche Stellung der evangelischen Kirche Deutschlands*, pp. 270 et suiv.

Ici se place une distinction célèbre, celle des *jura circa sacra* et des *jura in sacra*. Les *jura in sacra* consistent en ce qui touche à l'essence même de la foi et de l'Eglise ; les sacrements, les vérités enseignées, ce qui concerne les rapports du fidèle avec Dieu. Les *jura circa sacra* consistent dans les manifestations extérieures du culte, processions, prêches, déplacements des autorités ecclésiastiques. En tant que dépositaire de la puissance publique, le prince protestant dispose des *jura circa sacra* ; en tant que *summus episcopus*, en tant que commissaire, en quelque sorte, exprès ou tacite de l'association que constitue l'Eglise (*Kollegial system*) il dispose des *jura in sacra*. Le prince catholique par contre n'est maître que des *jura circa sacra* ; les *jura in sacra* lui échappent.

Au xviii^e siècle le système s'est encore précisé sous l'influence du joséphisme. L'Eglise est un service public, avec plus d'exactitude encore on pourrait dire un service public d'enseignement (*Staatsanstalt Erziehungsanstalt*) qu'elle doit distribuer à la convenance de l'Etat. Elle a « le devoir d'inspirer à ses membres le respect
« envers Dieu, l'obéissance envers les lois, la fidélité
« envers l'Etat et des sentiments moralement bons à
« l'égard de ses concitoyens » (1).

Voyons maintenant rapidement les principes du système.

Le xvi^e siècle avait donné aux princes le *jus reformandi*, droit de déterminer la religion admise sur leur territoire. Dès la paix de Westphalie on admit l'existence de religions tolérées, ayant capacité juridique si le prince la leur accordait mais dépourvues du droit d'exercer publiquement leur culte. Le *jus reformandi* se transformait en *jus religionis exercitium determinandi*, on eut ainsi trois sortes de religions : la religion interdite (*reprobata*), la religion tolérée ou culte privé (*religio tolerata*), la religion dominante avec culte public (*ecclesia recepta* ou *dominans*). Cette dernière est celle

(1) *Allgemeines Landrecht*, 54, II, 11 (Prusse).

dont le régime nous intéresse, c'est elle qu'on appelle la *Landeskirche*. A quel régime obéit-elle ?

C'est une corporation dite privilégiée, ou de droit public (*Korporation des öffentlichen Rechts*). Telle est la terminologie de l'*Allgemeines Landrechts* (1) qui est encore celle de la constitution de Weimar. C'est un concept juridique que nous étudierons à cette occasion, que les juristes allemands (2) tendent à considérer plutôt comme une étiquette sous laquelle on trouve une série de droits et devoirs spéciaux.

1°) Les décisions de l'autorité ecclésiastique sont des décisions de droit public et considérées comme des décisions de l'Etat. Par conséquent elles sont soumises, qu'elles soient d'ordre législatif ou disciplinaire, à l'examen et la sanction de l'Etat. C'est ce que l'on nomme le *Plazet*.

Seuls ses fidèles ont la plénitude des droits civils ; ses fonctionnaires sont fonctionnaires d'Etat ; ses actes (baptême, mariage, décès) ont des effets civils. Sa fortune est soumise à la tutelle de l'Etat ; ses bâtiments sont exempts de charges et font partie du domaine public (*öffentliche Dienstgebäude*).

2°) Le prince la protège d'une manière particulière contre les offenses, les vols, et l'inexécution de ses décisions (*jus protectionis s. advocatiae*).

3°) L'Eglise est soumise à un contrôle spécial de l'Etat (*jus inspiciendi cavendi*). A ce titre celui-ci contrôle le prêche, le service divin, la dispensation des sacrements, les décisions ecclésiastiques (*Plazet*), les rapports des évêques avec Rome ; il règle la vie des ordres religieux et exclut la juridiction des supérieurs étrangers ; il nomme aux emplois ecclésiastiques ou a droit de veto contre des personnages qui lui déplaisent ; il exige une certaine formation de la part des ecclésiastiques ; il a la haute main sur la fortune ecclé-

(1) §§ 17, 96 II, 11.

(2) Ebers : *op. cit.*, pp. 12 et suiv. Pour lui c'est un concept « plutôt politique que juridique ».

(3) Ebers : *op. cit.*, p. 18.

siastique et peut la séculariser ; il réglemeute les processions et les pèlerinages ; il intervient en accordant le recours comme d'abus en cas de détournement (*Missbrauch*) de la puissance ecclésiastique.

Mais pour Ebers ce contrôle qui est plus qu'un contrôle, une véritable ingérence, n'est pas la conséquence de la qualité de « corporations de droit public » :

« Protection et surveillance trouvent leur fondement
« dans des considérations qui ont un but politique,
« c'est la conséquence de l'idée d'Eglise service public
« (*Staatsanstalt*) et de son intégration organique dans
« l'Etat. Parce que sa sphère d'activité est une partie
« de la sphère d'activité de l'Etat, ses devoirs sont des
« devoirs d'Etat qu'elle doit accomplir par délégation
« de sa part et conformément à ses vues, parce qu'elle
« demeure vis-à-vis de lui dans un rapport particulier
« de sujétion et d'obédience ; aussi l'élève-t-il dans ce
« but au rang de corporation privilégiée du droit
« public, il lui garantit sa protection toute spéciale,
« mais il la soumet en même temps à une tutelle et un
« contrôle d'Etat bien supérieur à celui qui concerne
« les associations voisines. Par conséquent — et ceci
« est d'une importance décisive pour l'appréciation de
« la situation juridique actuelle — ce contrôle d'Etat
« accentué n'est ni la conséquence ni le corollaire de
« sa position dans le droit public, mais l'élévation à la
« situation privilégiée de corporation de droit public,
« la garantie d'une protection supérieure et la soumis-
« sion à un contrôle d'Etat plus étendu sont ensemble
« des conséquences, qui ont en vérité entre elles un lien
« interne, mais sont en droit autonomes et indépendan-
« tes les unes des autres, conséquences de la reconnais-
« sance de l'Eglise comme Landeskirche, institution
« d'Etat (*Staatsanstalt*), partie organique de l'Etat, qui
« en tant que telle n'a qu'à accomplir la volonté de
« l'Etat et à qui le droit à l'existence n'est accordé que
« parce qu'elle a à remplir des buts fixés par l'Etat et
« par suite des tâches comme tâches d'Etat exclusive-
« ment. »

Cet état de choses était contraire à la nature. Réduite à un rôle humain et naturel, la religion ne pouvait plus satisfaire les hommes, car ce qu'ils cherchent dans la religion c'est le surnaturel. La religion cessa d'apparaître comme l'expression de la Vérité. Donc dans l'esprit public se développa l'idée d'égalité entre les diverses religions. Les sujets exigèrent de l'Etat qu'il soit interconfessionnel et paritaire. Les idées de tolérance, de liberté de conscience se développèrent. Le vieux Staatskirchentum dut faire peau neuve. Sans aller immédiatement jusqu'à la séparation, c'est-à-dire l'Etat laïc agnostique, entre les années 1850-1870 se constitua un nouveau système, celui de la *Staatskirchenhoheit*, littéralement Suprématie de l'Etat sur l'Eglise.

C'est un système de compromis dont les bases sont assez indéfinissables. Individu, Eglise, Etat se partagent certains droits et suivant les circonstances politiques, chacun en aura plus ou moins. L'essentiel consiste dans la reconnaissance de droits propres à l'individu. La première moitié du XIX^e siècle a vu le développement de ces droits : liberté de conscience et de confession, égalité de droits civils et politiques indépendamment de l'appartenance à une confession, liberté du choix de leur confession et de l'appartenance à une communauté religieuse, liberté d'exercice public du culte. Le Parlement de Francfort a consacré ces libertés ; il a tenté d'établir la séparation. Mais il a échoué. La réaction de 1849-1850 renversa son système mais respecta ces libertés.

Il répugne à l'Etat de perdre tout droit de regard (*Aufsicht*) sur ces Eglises qui gardent encore un prestige considérable sur de larges couches de la population. Mais obligé qu'il est de respecter la tolérance, le soutien qu'il apporte à l'Eglise n'a plus l'efficacité primitive ; aussi toute ingérence de sa part dans les affaires de celle-ci tend à apparaître comme un acte tyrannique. Il est obligé de montrer plus de pudeur. Alors apparaît dans l'Eglise protestante la distinction des *interna* et des *externa*. L'Etat abandonne toute préten-

tion sur les Interna ; mais il garde son contrôle sur les Externa qui intéressent l'ordre public. On retrouve là la distinction catholique des affaires purement intérieures à l'Eglise qui ne regardent qu'elle et des affaires mixtes (*gemischte Angelegenheiten*) qui pour être réglées exigent l'entente entre les deux pouvoirs.

Logiquement l'Etat allemand qui reconnaît à l'Eglise une autonomie interne (*Selbstverwaltung*) devrait collaborer avec elle. Mais la tradition est contre cette égalité de pouvoirs ; l'Eglise protestante ne la revendique point. C'est avec l'Eglise catholique qu'éclate le conflit à la faveur du mouvement des esprits hostile aux religions : c'est le *Kulturkampf*. L'Eglise protestante en subit les contre-coups. A partir de 1880 s'établit un *modus vivendi* qui mènera insensiblement aux principes de Weimar et au régime des Concordats. La lutte avait montré la difficulté du système du *Landesherr*, c'est-à-dire le régime où l'Union entre Eglise et Etat est réalisée en la personne du prince. Celui-ci en effet cessait alors d'être identifié à l'Etat par suite du développement de l'esprit public en faveur d'un régime de partage des pouvoirs.

Voyons les traits essentiels du régime vers 1914.

1°) Les Eglises, c'est-à-dire les confessions organisées s'administrent elles-mêmes. C'est ce que l'on nomme la *Selbstverwaltung*. Toutes les associations religieuses (*Religionsgesellschaften*) possèdent ce droit. L'Etat renonce définitivement aux *jura in sacra*. Pour toutes les affaires religieuses « d'ordre purement intérieur » les communautés religieuses sont autonomes. Seulement c'est l'Etat qui en fixe les limites (1). La ligne de démarcation entre les différentes catégories d'affaires intérieures à l'Eglise, affaires mixtes, affaires considérées comme civiles (*weltliche Angelegenheiten*) variaient suivant les divers Etats de l'Allemagne car le Reich,

(1) Cf. Niedner : *Der Begriff der innerkirchlichen Angelegenheit*, pp. 25 et suiv., 243 et suiv.

malgré certaines tentatives (1), était resté complètement étranger à la question religieuse. Voici d'une façon générale la répartition.

a) Doctrine, sacrement, culte sont affaires purement intérieures à l'Eglise (à moins qu'elles ne se heurtent à l'ordre public, comme la polygamie), devoirs et droits ecclésiastiques des fonctionnaires ecclésiastiques et des fidèles, partie canonique de l'administration de l'Eglise.

b) Sont affaires mixtes l'administration de la fortune ecclésiastique, situation et activité des sectes et congrégations, établissement et collation des postes ecclésiastiques, formation des fonctionnaires ecclésiastiques.

c) Sont considérées comme affaires civiles la situation juridique des associations religieuses, leur représentation juridique, l'organisation de la liberté de conscience (changement de religion, sortie de l'Eglise, éducation religieuse des enfants) et depuis un temps assez récent le mariage, l'école, l'assistance, les enterrements.

2°) Inégalité de traitement des diverses associations religieuses (*Imparität*). La liberté de conscience et de culture exige une certaine parité (protection contre les injures, le trouble du service divin) mais il subsiste de profondes différences. Il n'y a plus d'*ecclesia dominans*, d'*ecclesia tolerata* et *reprobata*. Mais il existe des corporations de droit public, celles qui agissent profondément sur la société et l'Etat les considère comme particulièrement utiles. « Il veut, sinon être confessionnel, du moins demeurer chrétien. Il ne s'identifie plus à l'une des Eglises, mais cependant il s'en tient aux principes chrétiens pour la conception et la réalisation de ses buts » (2). Mais remarquons que l'exercice public du culte est indépendant de la qualité de corporation de droit public.

(1) Projet Scherer en 1867 ; Projet dit *Toleranzantrag* (1900-1902) sur l'égalité des droits à quelque confession que l'on appartienne.

(2) Ebers : *op. cit.*, p. 84 : « Der Staat identifizierte sich zwar nicht mehr mit einer der Kirchen, aber er hielt doch in den christlichen Grundlagen für die Auffassung und Betätigung seiner Zwecke fest. »

En Prusse on distinguait par exemple les Corporations privilégiées de droit public, les associations religieuses de droit public, mais non privilégiées, dont les statuts étaient déterminés par une loi dite « Concession » (*Konzession*) et enfin les simples unions religieuses ou associations religieuses sans droit corporatif, sans *Rechtsfähigkeit*. La Bavière, à côté des Eglises, ne connaissait que des associations religieuses privées autorisées ne jouissant pas de l'exercice public du culte. Les Juifs avaient ordinairement un statut spécial.

Ce qui nous intéresse, ce sont seulement les Eglises, corporations de droit public et il est nécessaire d'énumérer celles-ci car à Weimar on ne fera que maintenir à ce point de vue l'état de choses existant.

Les Eglises reconnues comme de droit public ou autrement dit les *Landeskirchen* sont :

En Bavière, Saxe et Lippe, les trois Eglises chrétiennes : catholique, luthérienne, réformée.

En Prusse : l'Eglise catholique, l'Eglise évangélique-unie de l'Union de la Vieille Prusse, l'Eglise luthérienne et l'Eglise réformée de Hanovre (depuis l'annexion en 1866), les Eglises de Nassau, Hesse-électorale, Sleswic-Holstein, Francfort, les communautés réformées de la Confédération de la Basse-Saxe, l'Eglise des Vieux-Luthériens.

En Palatinat, Oldembourg, Bade, Württemberg, Hesse, Saxe-Weimar, Anhalt et Waldeck, l'Eglise catholique et l'Eglise évangélique unie.

En Mecklembourg, les petits Etats de Thuringe, les villes hanséatiques, l'Eglise évangélique luthérienne.

Plus, en Saxe, les allemands-catholiques ; en Prusse, Bade et Hesse les Vieux catholiques.

Quels sont les rapports de ces Eglises privilégiées avec l'Etat ? Les auteurs ne sont pas d'accord à ce sujet.

Pour Anschütz (1) et Berner, il y a déjà dans ce

(1) Anschütz : *Die Verfassungsurkunde für den preussischen Staat*. pp. 298 et suiv.

régime séparation de l'Eglise et de l'Etat, chacun des deux pouvoirs ayant son terrain délimité et étant reconnue à l'Eglise la Selbstverwaltung. Pour Kahl (1) et Harms c'est le développement du Staatskirchentum profondément amendé d'ailleurs au début du xix^e siècle.

Pour Ebers il y a dans ce régime non pas Séparation mais seulement Distinction, « Unterscheidung, aber nicht Trennung » (2) Eglise et Etat ont leurs sphères d'activité respectées mais Eglise et Etat demeurent liés. L'Etat donne des privilèges à l'Eglise, mais la contrôle étroitement. Cette union et ce contrôle se sont même resserrés à la fin du xix^e siècle.

Quels sont les avantages conférés par l'Etat à ces Eglises ?

1°) Le droit et la constitution de ces Eglises font partie du droit public de l'Etat ; le droit canon pour autant que certaines de ses parties ne sont pas expressément exclues vaut comme partie du droit public de l'Etat. Les règles de l'Eglise lient les fidèles de cette Eglise de la même façon que les membres d'une communauté sont soumis aux décisions des autorités de cette communauté. Ses décisions sont exécutoires sans l'intervention des tribunaux civils comme ce serait nécessaire pour les décisions prises par une simple association du droit privé.

2°) Les fonctionnaires ecclésiastiques jouissent de privilèges spéciaux (tribunaux spéciaux, dispense du service militaire, dispense de témoigner en justice en cas de secret de la confession) ; la fortune ecclésiastique également (dispense d'impôts, subventions et dotations, impôt ecclésiastique) ; participation de l'Eglise à l'enseignement, à l'assistance publique ; l'enseignement théologique est donné dans les Facultés d'Etat.

La contrepartie de ces avantages concédés aux corporations de droit public réside dans l'accentuation du

(1) Kahl : *Über das Verhältniss von Staat und Kirche in Vergangenheit und Gegenwart.*

(2) Ebers : *op. cit.*, p. 45.

droit de regard (*Aufsicht*) de l'Etat sur le fonctionnement temporel des Eglises.

3° Le troisième trait caractéristique du régime est en effet le contrôle d'Etat auquel sont soumises les associations religieuses en général et tout spécialement les corporations de droit public.

Les trois droits réguliers du xvr^e siècle : *jus reformati*, *jus protectionis*, *jus inspiciendi cavendi* se sont transformés et devenus au xx^e siècle les trois droits suivants :

a) le *Zulassungsrecht* (droit d'autorisation). Détermination de la liberté du culte public (certaines législations comme la Prusse) l'accordent indistinctement à tous ; ainsi que de la capacité juridique de l'association religieuse ;

b) le *Schutzrecht* (protection) contre les injures, les troubles, le vol.

c) la *Religionsaufsicht* (surveillance) proprement dite en ce qui concerne les rapports juridiques avec des tiers, les mesures contre les atteintes aux lois et à l'ordre public, la paix entre les confessions, la liberté de conscience.

C'est en ce dernier droit que consiste la *Kirchenhoheit* de l'Etat à l'égard des Eglises reconnues. Pénétrons dans le détail de ce contrôle qui, supprimé en Prusse par l'article 15 de la constitution de 1850 fut rétabli lors du Kulturkampf (1). Ce contrôle a une pointe dirigée contre l'Eglise catholique dont le chef, le Pape, est une puissance étrangère et qui se trouve revendiquer vis-à-vis de l'Etat plus d'indépendance que l'Eglise protestante ;

(1) Cet article spécifiait que « Les Eglises évangélique et catholique romaine, ainsi que toute association religieuse, ordonne et administre elle-même (*selbstständig*) ses affaires ». Il ne spécifiait pas à quel contrôle elle serait soumise. Mais la discussion, l'analogie des textes et pendant 20 ans l'absence de contrôle spécial font interpréter le texte en ce sens que l'Eglise n'est soumise qu'aux lois générales de l'Etat (*allgemeinen Gesetzen*).

Voir la discussion dans Ebers : *op. cit.*, pp. 46 et suiv. ; Anschütz ; *op. cit.*, p. 284.

d) il ne reste plus que des vestiges de l'ancien Plazet qui ne demeure plus que pour certaines mesures ecclésiastiques ayant des conséquences sociales et civiles. Le recours comme d'abus a repris par contre une vie nouvelle lors du Kulturkampf ;

e) l'accord de l'Etat est nécessaire pour toute création ou modification de paroisses et d'évêchés. Pour ces derniers et l'organisation des autorités évangéliques supérieures une loi est rarement nécessaire.

3° L'Etat intervient dans la nomination aux postes ecclésiastiques. Il exige pour ceux-ci que le titulaire satisfasse à certaines conditions de nationalité et de culture. Il surveille l'enseignement religieux et l'enseignement donné aux séminaristes. Il intervient même directement dans la nomination en vertu de droits de patronage (*Patronatrecht*) généralement sous forme de droit de présentation ; écho des droits publics ou privés issus du Staatskirchentum. Pour les postes de curés catholiques il fallait le consentement de l'Etat (Bavière) ou encore celui-ci avait le droit de faire opposition pour certaines causes rendant le candidat indésirable (Prusse), droit garanti par l'obligation de déclarer à l'Etat le candidat (*Anzeigepflicht*). La Bavière et la Saxe avaient le droit de nommer les évêques, la Prusse un droit de veto seulement ; pour les canonicats il y avait soit droit de nomination (Bavière) soit droit de présentation (Prusse pour quelques cathédrales telles qu'Aix-la-Chapelle) soit droit de veto (Bade, Wurtemberg). L'Etat participait directement au recrutement des autorités évangéliques. Les fonctionnaires étaient soumis à la nécessité de prêter serment ; la formule en variait suivant les régions. Quant à la perte de la fonction l'ingérence de l'Etat fut grande lors du Kulturkampf ; il en demeura que la condamnation d'un clerc à une peine déshonorante entraîne déchéance de son poste.

4° L'Etat contrôle par le recours comme d'abus les mesures disciplinaires de l'autorité ecclésiastique ; il

intervient aussi pour faire exécuter certaines d'entre elles.

5° L'Etat intervient dans l'autorisation et la vie des ordres religieux. Ceux-ci ont beaucoup souffert du Kulturkampf. Seuls ceux qui remplissent un service social sont agréés. Le Reich par une loi a interdit l'ordre des Jésuites (1). Les Etats exigent presque toujours une autorisation spéciale de leur part. La législation est restrictive car le protestantisme et le temps des lumières (Aufklärung) ont été hostiles au monachisme. L'acquisition des droits corporatifs est subordonnée à une loi ou une autorisation. La Bavière a une législation abondante concernant la vie des cloîtres.

6° La surveillance de l'Etat est particulièrement étendue en ce qui concerne l'administration de la fortune ecclésiastique. Des lois d'amortissement limitent la faculté d'acquisition. L'administration des biens est soumise à la tutelle de l'Etat ; le contrôle varie suivant qu'il s'agit de la fortune mobilière, immobilière ou du casuel. Enfin depuis l'établissement de l'impôt d'Eglise (Kirchensteuer) celui-ci est soumis étroitement au contrôle de l'Etat qui le perçoit.

Voilà dans son ensemble le système du Landesherr regiment tel qu'il existait en 1918 lorsque la Révolution allemande contraignit à chercher autre chose. M. Vermeil dans son livre sur l'*Allemagne contemporaine*, résumait ainsi ce régime : « L'Eglise et l'Etat sont séparés, c'est-à-dire indépendants à l'égard l'un de l'autre en ce qui concerne leur organisation et leurs fonctions, cela dans la mesure même où ils diffèrent. Mais ils demeurent unis suivant que l'exigent les nécessités historiques et leurs besoins respectifs » (3).

Ce régime était avantageux pour l'Etat et les Eglises qui, en tant qu'organisations temporelles y trouvaient

(1) Loi rapportée en 1917.

(2) Ainsi que pour les ordres et congrégations.

(3) Cf. Vermeil : *La constitution de Weimar et les principes de la démocratie allemande. L'Allemagne contemporaine* (Alean), pp. 317 et suiv.

d'importantes satisfactions. Mais il ne fonctionnait pas sans difficultés, on l'avait bien vu lors du Kulturkampf. Il convenait au gouvernement wilhelminien, aux gens en place, aux *beati possidentes*. Il déplaisait aux autres.

Il déplaisait surtout à ceux qui voulaient rendre à l'Eglise l'influence sur les masses. Dès 1830 en France, Lamennais voulait dégager l'Eglise de ses liens avec l'Etat qui étaient en fait des liens avec les partis au pouvoir et les classes dirigeantes. Il est certain que, si l'Eglise trouve des avantages et de la sécurité en étant unie à l'Etat, elle y perd de la liberté d'action. Il apparaissait à de nombreux esprits religieux que cette liberté devenait de plus en plus nécessaire à l'Eglise pour qu'elle remplisse sa mission divine. Bien avant la fin du xix^e siècle, sans aller jusqu'à la séparation, Döllinger voulait « soulager l'Eglise de sa situation de servitude » et de dépendance dépourvue de liberté ». Le pasteur Stöcker, aumônier de la cour des Hohenzollern, voulut un mouvement social : ce fut le fondateur du parti chrétien-social ; il finit par être désavoué par Guillaume II, chef de l'Eglise évangélique. Lui se montra favorable à la séparation. En 1908 le catholique Karl Rothenbücher la demande. Cela ne veut pas dire que les Eglises la demandaient, au contraire.

Dans un Etat où spirituel et temporel avaient été longtemps confondus, la séparation apparaissait comme l'émancipation définitive des esprits et des consciences. Mais sans les événements de 1914-1918 il y a peu de chance qu'elle soit apparue en Allemagne de sitôt parce que le régime convenait aux besoins. Il fallut les circonstances de 1919 et l'arrivée des socialistes au pouvoir, hostiles à l'idée religieuse pour que la séparation apparaisse à tous comme une solution commode car il fallait trouver quelque chose.

III. — *La constitution de Weimar*

En novembre 1918 toutes les dynasties allemandes s'effondrent, donc tous les Landesherren disparaissent.

Tel est le fait brut. L'Allemagne a un régime religieux dont la pierre angulaire est le Landesherr et celui-ci du jour au lendemain cède la place, avec ceci de plus grave c'est qu'il ne cède la place à personne. Pour l'Eglise catholique qui a sa hiérarchie et n'aime pas sinon le régime en lui-même, du moins le système et les principes du césaropapisme, cette disposition peut paraître un soulagement ; pour elle la question qui se pose est celle du futur gouvernement qu'elle va trouver en face d'elle ; sa situation même se renforce : elle est organisée tandis qu'en face d'elle précisément il n'y a qu'un chaos politique, un gouvernement et un Etat faibles. L'Eglise protestante perd son chef et son protecteur et risque de se trouver à la merci de ses adversaires (1) tels que le commissaire du peuple Hoffmann qui veut une séparation radicale et hostile à l'Eglise en même temps qu'il intervient dans la vie intérieure de l'Eglise en nommant comme représentant du gouvernement pour les autorités évangéliques de Prusse un pasteur berlinois de gauche avec droit à la contresignature de tous les décrets et ceci malgré la protestation de l'*Oberkirchenrat*. Qui a droit à l'héritage du Landesherr ? Est-ce l'Etat ? Le gouvernement prussien est divisé à ce sujet ; celui d'Anhalt en fait l'essai ainsi que celui de Brunswick qui veut imposer à l'Eglise un système d'élections politiques. Mais cette thèse est inadmissible théoriquement et pratiquement ; pratiquement car on ne peut remettre le sort de l'Eglise à des ministres dépendant de majorités changeantes et non protestantes ; théoriquement parce que le Landesherrliche summus episcopus, était un Kirchenamt (office ecclésiastique) et non un attribut de la puissance laïque. De par la disparition du prince le Kirchenregiment est-il retombé dans l'Eglise ? Thèse séduisante mais qui ne correspondait pas à la réalité.

Quoiqu'il en soit, tout continua en fait comme avant.

(1) Cf. Liermann : *Neues Evangelisches Kirchenrecht*, pp. 176 et suiv.

La transmission des pouvoirs aux autorités supérieures ecclésiastiques s'effectua progressivement. En Hesse, sans opposition du gouvernement, le consistoire suprême déclara se charger concurremment avec la commission synodale des fonctions du Landesherr. En Wurtemberg une loi prévoyait un collège qui servirait d' « *Evangelische Kirchenregierung* » pour le cas d'extinction de la dynastie protestante qui menaçait. En Bade ce fut plus simple encore, le grand duc ayant avant d'abdiquer transmis ses pouvoirs à des autorités ecclésiastiques. Bon gré malgré l'Eglise protestante se trouvait ainsi vivre d'une vie autonome.

Le problème ecclésiastique résolu, restait encore le problème politique. Quel allait être le nouveau statut ? Eglise catholique et Eglise protestante étaient en fait solidaires. Avec les idées du temps ce que l'une obtiendrait, l'autre l'obtiendrait. Mais qu'obtiendraient-elles ? Les violentes attaques cessèrent après janvier 1919 mais le statut définitif devait venir de l'Assemblée nationale réunie à Weimar. Il nous faut voir la composition de cette Assemblée et les tendances des partis qui composent cette Assemblée sur la question qui nous occupe.

Sur 421 députés, l'Assemblée comprenait 188 sociaux-démocrates, 75 démocrates, 91 centristes, 44 *deutschnational*, 23 populistes, donc une forte majorité de gauche sans que le Centre cessât pour cela d'être l'arbitre de la situation à cause de son influence. C'est lui qui défendra avec acharnement les droits des Eglises et influencera considérablement sur les solutions définitives. Nous étudierons successivement la position des partis protestants et celle des trois partis qui forment la coalition dite de Weimar : les sociaux-démocrates, les démocrates, le Centre.

a) *Position des protestants* — Les protestants, à la différence des catholiques, se trouvaient dispersés dans plusieurs partis ce qui, pratiquement parlant, était une cause de faiblesse. Le parti spécifiquement protestant et protestant orthodoxe était le parti conservateur, le parti

national allemand. Les protestants libéraux se trouvaient dans les rangs des nationaux libéraux (devenus la *Deutsche Volkspartei*) et les démocrates ; les tendances sociales dans le petit parti évangélique des chrétiens sociaux. Dans l'assemblée ces partis (sauf les démocrates) apparaissent comme les vaincus des dernières luttes et sont dans l'opposition, leur activité est comme provisoirement suspendue et ne reprendra que vers 1920-1921.

L'Eglise protestante elle-même reste divisée (1). La guerre a suspendu l'âpre lutte entre la droite luttant pour le *Minderheitsgottesdienst* et la gauche dont l'organe est le journal *Kirchlich-liberal*. En automne 1915 est intervenu un accord à propos des élections : les positions seraient maintenues, il n'y aurait pas d'agitation pour l'inscription sur les listes électorales, ni réunions électorales, ni luttes de parti, ni racolage des électeurs. Cette paix fut plus ou moins observée et les conservateurs ne purent conserver en Brunswick leurs positions ; en Bade la gauche en majorité dans le synode poursuivit la lutte pour l'obtention d'un nouveau Livre de prières. Les rapports entre calvinistes et luthériens étaient d'ailleurs bons, les deux confessions travaillaient en collaboration (en 1916, fondation de la conférence des organisations de travail évangéliques allemandes) ; ciel bleu à peine assombri par quelques nuages de temps à autre (au synode de district à Hanovre, un calviniste reproche aux Luthériens leur étroitesse d'esprit). Quant au prestige de l'Eglise dans la nation, il n'avait pas grandi, malgré un grand mouvement de piété au début de la guerre. Les « préjugés » redoublèrent après 1915-1916. On l'accusa d'avoir voulu la guerre ; on lui reprocha les privilèges du clergé (ceux qui sont demeurés à l'arrière). Un grief précis consistait dans la solde supplémentaire donnée aux aumôniers militaires.

La perméabilité de l'Eglise protestante aux courants

(1) Cf. Schian ; *Die Arbeit der Evangelischen Kirche in der Heimat*, 1925.

politiques fit qu'elle ressentit avec une particulière violence les événements de 1919 comme elle ressentira plus tard le mouvement luthérien. Ces courants se heurtent et nous rencontrons trois tendances principales dans les esprits évangéliques, trois tendances qui visent à la fois l'organisation de l'Eglise et ses rapports avec l'Etat, choses qui, nous le savons, sont fortement liées chez les luthériens.

1° Les uns veulent des changements radicaux. Ils veulent la *Volkskirche*, l'Eglise du peuple, qui imprègne celui-ci de sa substance et épouse d'autre part ses revendications et ses passions. L'heure de ceux-ci sonnera quelques années plus tard.

2° D'autres obéissent à l'idéologie démocratique du moment. Ils veulent la liberté complète de conscience et réclament la séparation. Ils partagent les idées de certains catholiques sur ce point (1). Ils veulent l'indépendance sans limite de l'Eglise. L'Etat cessera d'exister en tant que communauté confessionnelle. Enseignement et service divin seront organisés par la communauté, la tâche et les devoirs du Pfarrer (pasteur) seront déterminés par contrat avec la paroisse. Ni protection ni surveillance particulières de l'Etat sur l'Eglise.

3° Mais ces idées n'expriment pas la pensée ni les vues de l'Eglise protestante dans son ensemble et dans son essence. Celle-ci reste fidèle à l'idéal de l'Etat chrétien. Sur la mesure dans laquelle Eglise et Etat sont liés, il y a divergence. Le programme minimum exige les points suivants : mariage chrétien, *Volkschule* confessionnelle (école primaire), serment dans les formes déterminées par l'Eglise, question sociale résolue conformément aux principes chrétiens, protection pénale de l'Eglise. Il y a là tout un programme qui dépasse le cadre du problème qu'il faut résoudre à Weimar. Sur cette question de la séparation, l'*Evangelische Vereinigung* a pris position et celle-ci représente bien la men-

(1) Cf. Erich Foerster : *Entkirchlichung des Staats und Entstaatlichung der Kirche*, 1911.

talité des autorités ecclésiastiques. Elle combat la propagande de ceux qui veulent « libérer l'Eglise » ; elle s'oppose aux efforts séparatistes. Elle considère le système historique comme celui qui offre les meilleures garanties. Un auteur protestant résume bien la tendance.

« Au programme de la séparation s'opposèrent nécessairement tous ceux qui reconnaissaient dans la conservation de la Volkskirche le devoir et la force du protestantisme et comme moyen indispensable pour cela le maintien du Landeskirchentum. Ceux-ci ne méconnaissent pas que le Landeskirchentum n'est qu'une forme de l'Eglise légale apparemment déterrminée par l'histoire et donc modifiable ; ils contestent aussi peu sa faiblesse et ses possibilités de perfectionnement. Mais ils ne considèrent pas comme venue l'époque pour un changement si radical ; ils considèrent que sans l'union de la Landeskirche l'action de l'Evangile sur le Volkstum n'est pas également assurée, ils voient dans cette union une garantie de sécurité indispensable contre la centralisation du catholicisme qui, de son côté, serait à peine touché par la séparation de l'Eglise et de l'Etat. »

Rien de plus net. Mais, en 1919, le Landeskirchentum disparaît et n'est plus viable, la Volkskirche, aspiration profonde, n'est pas encore une idée mûre. Aussi le protestantisme n'a rien de spécifiquement protestant à proposer. Ce sont d'autres principes qui vont l'emporter.

b) *Position des sociaux-démocrates.* — Les sociaux-démocrates constituent le parti triomphant. C'est lui qui, dans les jours de novembre, a recueilli, par les soins de Scheidemann la succession du chancelier Max de Bade. C'est lui qui installe la République ; c'est son idéologie qui inspirera les principes à la base de la république naissante.

Foncièrement matérialistes les sociaux-démocrates ne sont même pas déistes mais athées. Il nient non seulement l'Eglise, mais Dieu. Maurenbrecher le disait.

expressément : « La théorie socialiste est en toute circonstance adverse de toute religion positive. » Bebel, dans une phrase plus nuancée, spécifiait : « Nous abandonnons le ciel aux prêtres et aux moineaux. » Cette phrase prise en elle-même aurait pu signifier désintéressement méprisant plutôt qu'hostilité radicale. Mais en attendant d'arriver au pouvoir la sociale-démocratie travaillait à saper les bases de l'influence de l'Eglise et des idées religieuses. La sociale-démocratie résolvait le problème des rapports entre l'Eglise et l'Etat en le niant.

Il veut la séparation ; le parti déclare en 1906 : « Ein « künftiger sozial demokratischer Staat bedeutet eo ipso « die Trennung ». — Un Etat social démocrate dans l'avenir signifie de ce fait même la séparation. L'Etat a des bases métaphysiques tout à fait distinctes de celles de l'Eglise et il nie à celle-ci le droit d'intervenir dans la vie publique. « Religion ist Privat sache », — la religion est affaire privée » tel est le dessein net du libéralisme de la sociale démocratie. Pour satisfaire les consciences on laissera la liberté aux confessions de s'organiser sous la forme d'associations privées. Mais que les Eglises aient la prétention d'influencer les institutions et la société en tant que telle, les sociaux-démocrates ne l'admettront pas ; parce que les Eglises ont cette prétention, ils la combattront. Ils veulent une séparation de l'Eglise et de l'Etat organisateur de la vie publique ; ils veulent une séparation radicale dans un sens hostile aux Eglises. Les quatre principes suivant résument leur doctrine.

1°) Les Eglises auront le statut des communautés privées.

2°) Elles ne posséderont pas d'avantages particuliers.

3°) Elles n'auront à leur service aucune parcelle de la puissance publique.

4°) L'influence cléricale sera rejetée de l'école qui deviendra neutre.

Mais, arrivés au pouvoir, les sociaux démocrates apparaissent en réalité faibles et impuissants. Leurs troupes étaient divisées en plusieurs tronçons : majori-

taires, indépendants et spartakistes ; leurs premiers mois de gouvernement furent consacrés à écraser les spartakistes. A l'Assemblée de Weimar, n'étant plus la majorité, ils durent s'entendre avec les démocrates et le Centre : des concessions de leur part s'imposaient.

C'était précisément sur la question religieuse que ces concessions devaient se produire. La confession était la raison d'être, sinon la base, du parti du Centre et celui-ci était décidé à combattre avec acharnement sur ces questions, ce qu'il fit. D'autre part pour la sociale démocratie la question religieuse n'était qu'un accessoire. Lorsqu'au gouvernement ils se trouvèrent en face de ce que nous pourrions appeler le « fait religieux », ils furent assez désorientés et des tendances divergentes apparurent qui se concrétisèrent dans le conflit entre les commissaires du peuple en Prusse, Hoffmann et Hœnisch, sur la conduite à tenir. Les sociaux démocrates tenaient à un principe : la Séparation. Sur les modalités ils n'avaient pas de doctrine solide appuyée sur la connaissance des réalités.

c) *Les démocrates.* — D'eux il y a peu de chose à dire. Ils représentent l'aile gauche de la tradition libérale que nous avons déjà étudiée. Ils sont partisans de la séparation par principe. Leur idéal ce sont les principes de 1848 qu'ils n'ont pas su réaliser alors. Le parti démocrate représente un courant d'esprit assez puissant dans les milieux intellectuels ; mais les élections futures montreront la faiblesse véritable de leur parti. Ils feront le trait d'union entre sociaux démocrates et le Centre parce que leur libéralisme répugne à une séparation totale.

d) *Le Centre.* — C'est lui qui en définitive imposa les modalités du régime des Eglises tel qu'il sortira de la Constitution de Weimar.

La position du Centre a son origine dans les principes de l'Eglise catholique. Mais ceci dit, étant un parti politique, le Centre avait naturellement une assez large

liberté d'action et de manœuvre. Les catholiques avaient plus à se plaindre que les protestants du système du Landesherr ; ils désiraient diminuer les frottements. Ceci revenait pratiquement à une diminution de la participation de l'Etat à la nomination des fonctionnaires, ainsi qu'à l'administration des biens et surtout une liberté plus grande pour les ordres et congrégations. Telles étaient les revendications du Centre. Mais en 1919 il ne s'agissait plus tant de réclamer des avantages que de présenter un système cohérent afin d'éviter l'application intégrale du programme social démocrate. Le Centre s'y employa et nous trouvons son point de vue précisé dans une de ces petites brochures publiées par les soins du secrétariat général du parti entre décembre 1918 et mars 1919, brochures qui portent le titre de *Flugschriften der deutschen Zentrumsparthei*. Le numéro 3 traite du problème de la séparation des Eglises et de l'Etat et ne vise en principe que la situation en Prusse car on ne savait encore si la compétence en ces matières serait dévolue au Reich ou aux Länder.

Le sous-titre en est ainsi rédigé : « Zur Trennungsfrage in Preussen » (1), c'est-à-dire : A propos de la question de la séparation en Prusse. Le Centre, en effet, admet le principe de la séparation et c'est là sa concession capitale au parti social-démocrate. Mais dès les premières lignes l'auteur subordonne ce principe à celui de la distinction du spirituel et du temporel ce qui, en quelque sorte, baptise ce principe et lui fait perdre son aspect antichrétien. La séparation devient un moyen de libérer l'Eglise et l'esprit en sera tout différent de celui qui inspirait le député Vogt déclarant : « Je suis pour « la séparation de l'Eglise et de l'Etat à la seule condition que ce que l'on appelle l'Eglise soit anéanti. » Le Centre accepte une séparation comme celle qui existe aux Etats-Unis « où elle ne représente pas séparation « d'avec le christianisme », mais non pas une sépara-

(1) A. von Brandt : Dr oec. publ. Geheimer Regierungsrat : *Staat und Kirche. Zur Trennungsfrage in Preussen*.

tion dans le genre de celle qui fut faite en France avec un esprit antireligieux.

Après une étude historique sur le catholicisme prussien au xix^e siècle, le concordat de 1821, la dotation, la tutelle administrative, la constitution libérale de 1850 et le Kulturkampf qui la suit, l'auteur de la brochure en arrive à 1918 et prend pour base de l'exposé du programme du Centre, le programme du gouvernement prussien du 12 novembre qui promettait la séparation ainsi que la libération de l'école de toute tutelle cléricale.

L'essentiel, dit-il, est d'éviter autant que possible les frottements entre les pouvoirs civils et ecclésiastiques et pour cela l'Etat ne doit pas s'occuper de la nomination aux emplois ecclésiastiques, de l'administration de la fortune ecclésiastique ni de l'établissement d'ordres. Mais Eglise et Etat ne peuvent s'ignorer puisqu'il existe des questions connexes revendiquées par l'un et l'autre comme étant de leur compétence ; un statut s'impose donc et le Syllabus a raison de condamner la thèse suivante : l'Eglise doit être séparée de l'Etat et l'Etat de l'Eglise. Une séparation absolue est contre nature, l'un et l'autre pouvoirs ont action sur les mêmes hommes et l'on ne peut couper en deux la vie d'un homme.

Quelles sont les bases qui permettront de réaliser à l'amiable cette séparation ?

1°) *Reconnaissance de l'Eglise par l'Etat.* — Pour le Centre, l'Eglise est une institution indispensable à la vie publique : « L'Eglise doit jouir de la position juridique d'une corporation publique. » En conséquence, elle aura le droit à l'usage des cloches ; il y aura certaines exemptions de charges pour l'Eglise et les clercs ; la capacité juridique des évêchés, chapitres et paroisses, l'appartenance paroissiale seront déterminées en fonction de cette situation ; l'Eglise pourra percevoir des taxes. Mais M. Brandt va plus loin encore (1) :

(1) *Op. cit.*, pp. 39-40.

« Dans cette situation de l'Eglise, institution du droit public, il y a plus encore. Avec raison on s'est rendu compte que le pouvoir que l'Eglise revendique sur ses membres devait être considéré comme un pouvoir de souveraineté (obligatorisch) par l'Etat et que celui-ci devait accorder à l'Eglise une autonomie. Par suite il devrait reconnaître également le statut que l'Eglise s'est donné ainsi que la compétence du Pape et celle des évêques. Un contrôle des tribunaux d'Etat sur l'abus de pouvoir ecclésiastique est par suite tout aussi peu concevable (möglich = possible) qu'un contrôle semblable sur les fonctionnaires d'Etat pour abus des droits de souveraineté de l'Etat. » La protection des droits du fidèle aux sacrements et au service divin sera beaucoup mieux sauvegardée par un appel aux supérieurs ecclésiastiques, organes de surveillance. L'Eglise aura donc un pouvoir propre sur ses membres qu'elle exercera en pleine souveraineté sans avoir à être contrôlée et surveillée par l'Etat ; et ceci s'explique d'autant mieux que l'Eglise n'est pas une société nécessaire comme l'Etat dont on ne peut pas ne pas faire partie, mais une société volontaire à laquelle on peut ne pas appartenir, du moins dans la société moderne telle qu'elle est conçue.

Le Centre se refuse à ce que l'Eglise soit ravalée au rang d'une simple association privée : Ce serait une déchéance pour l'Eglise qui en souffrirait gravement. Une telle situation serait contraire à l'« être intime » de l'Eglise catholique qui n'est pas un laïc mais repose sur la hiérarchie. Il y aurait là « violence aux fins réelles de la vie » qui conduit à des absurdités. Devant les tribunaux civils en effet le droit canon apparaîtrait comme le statut d'une association d'après lequel on déciderait si tel ou tel appartient à la confession. « L'excommunication deviendrait l'exclusion de l'association, la privation d'emploi infligée à un ecclésiastique équivaldrait à la rupture d'un contrat de travail et pouvant donner lieu à un procès civil », etc.

Appartenir à une Eglise n'est pas uniquement ques-

tion de sentiment et de conviction. Du moment que des millions d'hommes lui obéissent, l'Etat doit reconnaître l'Eglise et lui accorder une position prééminente. On ne doit pas toucher au statut corporatif actuel de l'Eglise et de ses organisations. L'indépendance de l'Eglise dans sa législation et son administration doit être garantie par la Constitution.

2° *Maintien à l'Eglise du droit d'imposer* (1). — L'Eglise ne peut conserver sa position avec les charges que celle-ci comporte, si elle ne peut compter pour faire face à ses dépenses que sur la générosité des fidèles. La liberté de conscience n'entraîne pas obligatoirement liberté de contribuer ou de ne pas contribuer à l'entretien du culte ; ou plutôt ces deux libertés sont étroitement liées. Une fois qu'un individu a manifesté sa volonté d'appartenir à telle ou telle confession celle-ci a le droit d'obliger civilement l'individu à participer aux frais du culte.

« La deuxième revendication doit être : conservation
 « de l'imposition ecclésiastique. Si l'on voulait... sup-
 « primer l'impôt ecclésiastique et le faire remplacer par
 « des cotisations dont le paiement dépendrait du bon
 « vouloir de chacun, ce serait aller contre les réalités.
 « Des établissements d'une telle importance et soumis
 « à de telles charges exigent une base solide que ne
 « peut leur offrir la liberté absolue. Appartenir à une
 « Eglise dépend de la volonté de chacun ; qui veut la
 « quitter a déjà aujourd'hui la possibilité juridique de
 « le faire. Mais les membres d'une Eglise doivent lui
 « garantir les sommes nécessaires à son entretien, con-
 « formément à leurs capacités contributives sans que
 « l'accomplissement de ce devoir dépende de leur
 « caprice ou de leur humeur du jour et sans que l'Eglise
 « en soit exclusivement réduite à la procédure. Il faut
 « donc utiliser un procédé analogue à la levée des con-
 « tributions civiles de peur que l'Eglise ne tombe dans

(1) En allemand : Beibehaltung des Kirchlichen Umlagerechts.

« des difficultés qui s'accroîtraient sans cesse. L'exécution des contributions ecclésiastiques n'est en aucune façon un privilège des Eglises dites officiellement reconnues (catholique et protestante) mais ce droit appartient également aux communautés israélites (1) et rien ne s'opposerait à ce qu'une pareille facilité soit accordée aux communautés religieuses dites tolérées (2). Si l'on veut juger la question d'un point de vue tout à fait neutre il faut considérer comme étant une condition de l'ordre public que soit accordé aux grandes communautés religieuses, dont l'activité est utile à tout ordre public digne de ce nom, la levée des contributions sur leurs membres dans de certaines limites. De plus le droit ecclésiastique d'imposer représente aussi un dédommagement partiel pour l'expropriation des biens ecclésiastiques par la sécularisation (3) ».

3° *Prestations financières de l'Etat.* — Après la sécularisation conséquence du recès de 1803, les princes avaient garanti une indemnisation à l'Eglise catholique. C'est l'origine de ce que l'on appelle la Dotation, étendue par la suite aux Eglises évangéliques. Le Centre s'élève donc contre la suppression de ces prestations et il s'inspire d'une théorie analogue à celle que l'on avait soutenu au Parlement français en 1905 : le budget des cultes, dette de l'Etat. Il y ajoute certaines considérations politiquement opportunes sur la nécessité de rassurer les fortunes et le trouble qui résulterait d'une abolition, équivalent, d'après lui, à une confiscation.

4° *Influence de l'Eglise sur la formation de la jeunesse.* — « L'Eglise doit exiger une influence sur l'éducation et l'enseignement si elle veut préserver son propre avenir et remplir sa mission divine ». Le Centre réclame l'école confessionnelle, celle où se trouve donné

(1) Loi sur le statut des juifs du 23 juillet 1847, § 55.

(2) A. L. R. § 20, II, 11.

(3) Il s'agit des sécularisations de 1803.

l'enseignement religieux et où les vérités religieuses sont sous-jacentes à tout l'enseignement. Non seulement il souhaite le maintien de l'état de choses existant à ce point de vue, état menacé d'ailleurs (1) mais il voudrait son extension par une disposition du Reich aux Etats qui n'ont pas encore cette école confessionnelle (Hesse). A défaut d'école confessionnelle, le Centre demande la garantie de la liberté d'enseignement. Il s'oppose en tous cas à l'école laïque et à la Simultanschule où les enfants de confessions différentes sont élevés en commun.

En concluant, l'auteur déclare ne pas se faire d'illusions sur l'idée mère des partisans de la séparation ; ils veulent « avilir pour détruire ». Il faut se défendre là contre, mais un essai de séparation doit être fait et le Centre se placera résolument sur ce terrain pour lutter contre l'irreligion. Les catholiques prussiens prennent assez facilement leur parti de la séparation, car si le gouvernement prussien a été clérical, jamais il n'a été catholique.

Les positions ainsi circonscrites, quelle allait être l'issue du débat ? (2).

Il ne fut en somme pas extrêmement important. D'autres problèmes beaucoup plus difficiles et beaucoup plus immédiats occupaient la scène politique. La plus grande partie des concessions fut faite par les sociaux-démocrates qui abandonnèrent leurs positions sur les points en litige : contrôle de l'Etat, budget des cultes, égalité des Eglises. Il lui fallait payer le concours du Centre qui éprouvait de réelles difficultés à se prononcer en faveur de la République, tiraillé qu'il était entre la réaction et les forces démocratiques, difficultés réelles puisqu'elles entraîneront le schisme de la Bayerische

(1) Cf. Lettre pastorale des évêques allemands en 1917.

(2) Cf. *Berichte und Protokolle des Verfassungsanschlusses über den Entwurf einer Verfassung des deutschen Reiches*, Stenogr. Reichstagsberichte Bd 336 V. A. Mausbach : *Kulturfragen in der deutschen Verfassung*.

Volkspartei estimant le Centre trop centralisateur et trop avancé.

La partie la plus importante de la discussion eut lieu en Commission où il s'agissait d'appliquer le paragraphe 5 de l' « Appel du Conseil des Commissaires du peuple » au peuple allemand, appel daté du 12 novembre 1918. Ce paragraphe avait force de loi et était ainsi rédigé : « La liberté de l'exercice de la religion (*Religionsausübung*) est garantie. Nul ne peut être obligé à un acte (*Handlung*) de caractère religieux. »

Le gouvernement corrigea le premier projet de Hugo Preuss ; son texte proposé à la commission ne comprenait guère que la détermination des libertés de conscience et de culte, faisant abstraction de toute règle concernant le statut juridique des Eglises qu'avait abordé Preuss. Il laissait aux Pays et non au Reich la compétence sur cette question.

A la commission tous les partis estimèrent nécessaire que la constitution traitât de ce problème. A gauche les partisans d'une séparation mais d'une séparation pacifique, tels que le député Meerfeld, souhaitaient que la constitution en fixât les principes. A plus forte raison les partis du Centre et de droite désiraient voir contenues dans certaines limites les initiatives audacieuses auxquelles se livraient certains pays. Les protestants surtout exigeaient de solides garanties pour pouvoir réorganiser leur Eglise. Aussi le député Kahl fut-il chargé de rédiger un article 30 *a* sur le régime juridique des Eglises faisant suite à l'article 30 du projet gouvernemental sur les libertés de conscience, de religion et de culte.

Celui-ci rédigea un texte qui fut l'objet de longues négociations parce que la gauche n'y reconnaissait pas son idéal de séparation. Elle finit par admettre que la liberté de conscience de l'individu exigeait la liberté des Eglises. Elle reprit alors le principe de Cavour : « l'Eglise libre dans l'Etat libre ». Les questions les plus délicates furent les suivantes :

1° Quelles seraient les limites de l'autonomie de

l'Eglise ? Dans quelle mesure l'Etat pourrait-il restreindre son action ?

Dans les projets de Preuss et de Kahl on spécifiait que l'Eglise « reste soumise aux lois d'Etat générales » (*bleibt aber den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen*). Ceci excluait la possibilité de mesures restrictives de l'Etat sur l'activité des Eglises. Plus défiant vis-à-vis de celles-ci Meerfeld avait proposé l'amendement suivant : Les associations religieuses auraient pleine autonomie administrative « dans les limites de la loi (*innerhalb der Schranken des Gesetzes*) ». Ainsi des lois spéciales visant les associations religieuses ou certaines d'entre elles auraient été constitutionnelles. Sur la proposition de Gröber on opta pour la formule définitive suivante : « à l'intérieur des limites de la loi valant pour tous (*innerhalb der Schranken des für alle geltenden Gesetzes*). »

2° Le projet Kahl laissait le soin de l'exécution (*Durchführung*) de ces dispositions (*Bestimmungen*) constitutionnelles aux législations des pays. Sur la proposition de Spahn l'Assemblée nationale en troisième lecture seulement précisa que les législations des pays ne pourraient intervenir « qu'autant que l'exécution de ces dispositions exige une réglementation plus complète (*soweit die Durchführung dieser Bestimmungen eine weitere Regelung erfordert*) ». C'était une restriction à la compétence des pays.

3° A qui accorder le droit d'imposition et quelles sont les conséquences de ce droit ? Sous l'influence des idées égalitaires et démocratiques on aurait voulu l'accorder à toutes les associations religieuses et on avait interdit de différencier les droits des membres suivant l'importance de la contribution. On revint sur ces dispositions. Le droit d'imposition fut réservé aux corporations de droit public et la seconde disposition fut supprimée.

4° Les partis de droite et du centre obtinrent la garantie de la propriété et de la fortune des associations religieuses.

Voici maintenant le texte définitif des articles de la constitution de Weimar qui visent le régime des cultes.

ARTICLE 135. — Tous les habitants du Reich jouissent de la pleine liberté de croyance et de conscience. L'exercice du culte sans trouble est garanti par la Constitution et se trouve sous la protection de l'Etat. Les lois d'Etat générales demeurent à ce point de vue sans changement.

ARTICLE 136. — 1° Les droits et devoirs civils et politiques ne sont ni conditionnés ni limités par l'usage de la liberté religieuse.

2° La jouissance des droits civils et politiques ainsi que l'admission aux emplois publics ne dépendent pas de la confession religieuse.

3° Nul n'est obligé de manifester ses convictions religieuses. Les autorités civiles n'ont le droit de questionner sur l'appartenance à une religion que si des droits et devoirs en découlent ou si l'exige l'établissement d'une statistique ordonnée par la loi.

4° Nul ne peut être contraint à un acte ou une cérémonie cultuelle ou à participer à des exercices religieux, ni à utiliser une forme religieuse de serment.

ARTICLE 137. — 1° Il n'existe pas d'Eglise d'Etat.

2° La liberté de s'unir en associations religieuses est garantie.

La fusion d'associations religieuses à l'intérieur du territoire du Reich n'est soumise à aucune limitation.

3° Chaque association religieuse ordonne et administre ses affaires en toute indépendance dans les limites fixées par la loi applicable à toutes. Elle confère ses fonctions sans ingérence de l'Etat ni de la commune civile.

4° Les associations religieuses acquièrent la capacité juridique d'après les prescriptions générales du droit civil.

5° Les associations religieuses demeurent corpora-

tions de droit public si elles l'étaient jusqu'alors. A d'autres associations religieuses les mêmes droits peuvent être garantis sur leur demande si elles offrent des garanties de durée tant par leur statut que par le nombre de leurs membres.

Si plusieurs associations religieuses de droit public de même espèce se lient en une union, cette union est également corporation de droit public.

6° Les sociétés religieuses qui sont corporations de droit public, ont le droit de lever des impôts sur la base des rôles d'impôts civils conformément aux dispositions du droit du pays.

7° Sont assimilées aux sociétés religieuses les associations qui se sont donné pour tâche de s'occuper en commun d'une conception du monde (*die sich die gemeinschaftliche Pflege einer Weltanschauung zur Aufgabe machen*).

8° Pour autant que la mise en application de ces dispositions exige une réglementation plus complète, les législatures des pays y pourvoient.

ARTICLE 138. — 1° Les prestations d'Etat aux sociétés religieuses fondées sur la loi, le traité ou des titres de droit particuliers sont abolies par la législation des pays. Le Reich pose les principes.

2° La propriété et les autres droits des sociétés religieuses sur leurs établissements et fondations affectés au culte, à l'enseignement et à la bienfaisance et leurs autres biens sont garantis.

ARTICLE 139. — Le dimanche et les jours de fête reconnus par l'Etat demeurent légalement protégés comme jours de chômage et d'élévation morale.

ARTICLE 140. — Le temps libre nécessaire pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux doit être garanti aux membres de l'armée.

ARTICLE 141. — Pour autant qu'il existe un besoin de service divin et d'aumônerie dans l'armée, les hôpitaux,

les prisons ou autres établissements publics, les sociétés religieuses doivent être autorisées à se charger du service religieux mais toute contrainte doit en être écartée.

CHAPITRE III

Le régime des cultes sous la constitution de Weimar

La constitution de Weimar introduit dans les Rapports de l'Eglise et de l'Etat des innovations mais pas de changement profond. Le système demeure ; mais la façade est changée. Derrière cette façade et derrière cette réalité apparaît une réalité encore plus profonde, des germes d'un nouvel état de choses qui se développant sous la République produiront leur plein effet sous le Troisième Reich. Mais de ce développement nous parlerons en son temps.

Qu'est-ce que l'Etat de Weimar ? Deux choses sont à considérer : sa structure et la philosophie politique qui a présidé à sa constitution.

L'Etat de Weimar n'est pas encore un Etat unitaire ; il est en voie de le devenir, mais 1919 n'est qu'un stade dans cette évolution de l'Allemagne. Les anciens Etats composant l'Allemagne ont perdu de leur compétence mais ils conservent sous le nom de Pays une autonomie, diminuée peut-être, mais qui n'en existe pas moins.

Jusqu'alors le Reich n'avait eu aucune compétence en matière religieuse. Le Centre s'était efforcé, en vue d'avoir une garantie contre les tyrannies locales, de le faire intervenir ; mais il n'avait pu y réussir. En 1919 il y parvint et cette garantie était d'ailleurs devenue de toute nécessité pour contrôler les gouvernements anti-

cléricaux comme ceux de Saxe, de Brunswick et même de Prusse.

La compétence du Reich est déterminée par l'article 10 § 1^{er} de la constitution. Le Reich ne peut que poser les principes, les « Grundsätze ». Les lois d'application et d'exécution émanent des législatures des pays. Plus précisément il appartient au Reich de fixer les principes sur les droits et devoirs des corporations religieuses (*Religionsgesellschaften*) (1).

Avant d'étudier ces principes voyons l'idée que les constituants se faisaient de l'Etat.

L'Etat de Weimar est un Etat juridique, un *Rechtsstaat*. C'est un Etat basé sur le Droit, établi dans le but de faire respecter le droit et la justice. On peut opposer ce *Rechtsstaat* au *Polizeistaat*, l'Etat tyrannique au sens scolastique, l'Etat policier. C'est ainsi que Scharnagl définit le *Rechtsstaat* (2) :

« Si l'on veut désigner le *Rechtsstaat* par opposition
« au *Polizeistaat*, il n'est pas légitime de le considérer
« comme la seule source de tout droit, ce que l'on fait
« trop souvent (3) ; d'après cette thèse il n'y aurait
« aucun droit en propre (*selbstständig*) à l'Eglise mais
« celle-ci en tant que corporation dans l'Etat n'aurait
« de droit que ce que l'Etat lui accorderait suivant son
« bon plaisir (*Ermessen*). Ce terme répond beaucoup
« plus au concept du *Rechtsstaat* qui a le devoir de
« protéger le droit, l'existence du droit même en face
« et indépendamment de l'Etat. Aussi le *Rechtsstaat*
« reconnaît-il les droits fondamentaux des individus et
« fait-il une place sur son territoire à une Eglise auto-
« nome ayant son droit propre, Eglise qui n'est pas

(1) Art. 10 : « Das Reich kann im Wege der Gesetzgebung Grundsätze aufstellen für

1) die Rechte und Pflichten der Religionsgesellschaften.

(2) Article *Kirche und Staat* dans *Staats lexikon* de la Goerresgesellschaft, tome III, p. 160.

(3) Allusions aux nombreuses théories juridiques allemandes faisant de l'Etat la source du Droit et niant ainsi la primauté du Droit sur l'Etat.

« soumise (*untergeordnet*) à l'Etat, mais qui lui est juxtaposée (*nebengeordnet*). »

Ce droit c'est essentiellement la loi écrite et les principes généraux du droit. Scharnagl insiste sur la subordination de la loi au droit. Plus tard lorsque nous aurons à opposer le Rechtsstaat au Volksstaat hitlérien nous aurons à montrer que pour celui-ci la maxime latine « *Salus populi suprema lex* » est à la base de l'Etat. Nous constaterons un retour au régime policier avec une importance capitale donnée en fait sinon avouée aux ordonnances de police.

L'Etat weimarien respecte le droit mais il se reconnaît comme l'autorité suprême ayant compétence pour l'exprimer. Autrement dit, la constitution de Weimar fixe unilatéralement les rapports de l'Eglise et de l'Etat : il n'y a pas de Concordat et le texte n'en prévoit pas, pas plus qu'il ne les interdit. Beaucoup de commentateurs, d'ailleurs, dès 1919 en prévirent la possibilité et voici pourquoi.

Au XIX^e siècle le Saint-Siège lors de la réorganisation de l'Eglise qui suivit les guerres napoléoniennes, fit cette réorganisation en accord avec les pays intéressés ; il la fit sous forme de Concordat avec la Bavière ; avec les autres pays il la fit sous forme de bulles publiées ensuite par les princes. On avait donc déjà fait en Allemagne usage de l'accord entre spirituel et temporel et en 1919 la question se posait de la révision de ces accords. Il n'y avait jamais eu jusqu'ici de Concordat entre l'Allemagne proprement dite, le Reich et l'Eglise parce que le Reich n'était pas compétent en matière religieuse. Maintenant qu'il le devenait, tout naturellement, devait apparaître comme normal le Concordat pour la solution des questions dépendant de sa compétence.

Il s'ensuit que dans le fait de la réglementation unilatérale par le Reich, il n'y a aucune pointe dirigée contre l'Eglise. Ce n'est qu'une mesure d'ordre intérieur. Il s'agit en somme d'une répartition des compétences à l'occasion de laquelle le législateur du Reich fixe certai-

nes bornes, certains points de repère destinés à éclairer les législateurs des Pays qui devront s'y conformer. Comme nous l'avons vu, bien loin d'être dirigés contre les corporations religieuses, les articles de la constitution de Weimar sont destinés à les protéger.

Il s'ensuit une conséquence importante qui permet de mieux poser la question que nous étudions. Il n'y a pas à proprement parler de rapports entre les Eglises et le Reich allemand, il n'y en a qu'entre Eglises et Pays allemands. Seulement ceux-ci étant soumis au Reich voient leur compétence limitée, la marge de leur liberté d'action restreinte. Ils sont un peu dans la même situation que le diplomate auquel un gouvernement a donné des instructions, à cette différence près que le Pays n'est pas obligé de négocier avec l'Eglise. Nous trouvons donc sous le régime de Weimar autant de rapports différents avec les Eglises qu'il y a de Pays. Cependant l'orientation générale est déterminée par certains principes fondamentaux posés par la Constitution et ce sont ces principes que nous devons maintenant étudier. Ils forment une sorte de droit commun valable pour toute l'étendue du Reich, droit commun qui pourra même donner dans certains cas accès devant les tribunaux administratifs au profit des représentants légaux des Eglises.

Quel est le trait caractéristique de l'œuvre de Weimar ? Est-ce la séparation de l'Eglise et de l'Etat ? C'est généralement ainsi qu'on désigne le système religieux de 1919. Mais cette expression ne permet pas de s'en faire une idée bien exacte.

Le texte dit : *Es besteht keine Staatskirche* (137 § 1^{er}) — « Il n'y a pas d'Eglise d'Etat ». Qu'est-ce que ce paragraphe signifie ?

On le trouve déjà dans la constitution élaborée par le Parlement de Francfort en 1848 ; il signifiait alors la suppression de l'*ecclesia dominans*, c'est-à-dire l'Eglise de confession déterminée considérée comme un service public. Or sur ce point l'œuvre de Francfort avait été acquise ; longtemps avant 1919 ceci avait disparu,

L'article 137 § 1^{er} signifie donc autre chose où il faut le considérer comme une simple déclaration destinée à empêcher tout retour à ces formes juridiques surannées.

Ce paragraphe ne signifie d'autre part certainement pas l'égalité entre les Eglises ni la suppression de tout rapport entre l'Eglise et l'Etat. Les dispositions suivantes de la constitution impliquent manifestement le contraire.

Une chose certaine, c'est que ce texte concerne l'état de chose résultant de la révolution de 1919, état de chose qui n'apportait guère de nouveau que pour l'Eglise protestante. Le Landesherr à la fois chef d'Etat et chef d'Eglise avait disparu : ce texte signifiait qu'on ne le ressusciterait point (1). L'étroite séparation entre l'Etat et l'Eglise protestante, celle-ci voyant ses fonctionnaires soumis à celui-là, devait cesser. L'Eglise devait vivre autant que possible de sa vie propre. Seulement cette disposition n'impliquait aucune rupture brusque. La succession du Landesherr disparu une fois réglée, en fait rien ne fut changé et en particulier l'Etat continua à alimenter le budget des Eglises.

Fallait-il aller plus loin et admettre que les constituants avaient fait véritablement œuvre constructive ? La discussion s'engagea à ce sujet entre les juristes, discussion que nous retrouverons à propos du droit de surveillance de l'Etat. Il s'agissait ici de savoir si ce texte consacrait ou au contraire reniait le système juridique qui s'était lentement formé sous l'Empire wilhelminien.

Pour les uns (Lilienthal) c'était « la réalisation parfaitement pure de ce système » (2). La preuve en est pour eux que dans le paragraphe 5 du même article il est dit que les Eglises « conservent » (erhalten) leurs droits publics. La constitution de Weimar consacre

(1) Cf. : Déclaration du rapporteur Mausbach à l'Assemblée nationale le 17 juillet 1919. « (Ce texte) signifie le principe de la Séparation contre une certaine étroite union de l'Eglise et de l'Etat telle « qu'elle existait jusqu'alors pour l'Eglise protestante. »

(2) Lilienthal : *Die Staats Aufsicht über die Religionsgesellschaften nach art. 137*, p. 10.

juridiquement ce système de Staatskirchenhoheit mûri par la doctrine dans les années d'avant-guerre.

Pour d'autres (Ebers, Eichmann) c'est un nouveau régime qui s'instaure, incompatible avec celui de la Staatskirchenhoheit. En effet, disent-ils, Staatskirchenhoheit entraîne trois conséquences : surveillance de l'Etat, autonomie de l'Eglise, différence de traitement entre les Eglises. Or ces traits ne se retrouvent plus, ou du moins ils ont changé de caractère.

1° Il n'existe plus de contrôle spécial de l'Etat sur les Eglises. Ce fait est certain pour le droit commun ; il reste discuté en ce qui concerne les Eglises privilégiées.

2° L'autonomie des Eglises s'est étendue. Jusqu'ici il appartenait unilatéralement à l'Etat de fixer les limites de sa propre action. C'est lui qui distinguait à sa convenance les Interna et les Externa, ce qui n'est plus possible. Le paragraphe 3 de l'article 137 spécifie que chaque Eglise administre elle-même *ses* (ihr) affaires.

3° La différence de traitement entre les Eglises a changé de raison d'être. L'Etat non seulement est sans confession, mais il cesse même d'être chrétien, il est sans religion. Les Eglises n'ont plus d'importance en elles-mêmes mais en raison de leur influence sociale. On prévoit la possibilité pour des associations athées à caractère philosophique d'être reconnues comme corporations de droit public.

Il y aurait donc pour ces auteurs un régime nouveau, un régime de séparation, mais de séparation d'un genre spécial (1), d'un genre jusqu'ici inconnu et non expérimenté. Ce régime consisterait dans une transformation de la Staatskirchenhoheit en une simple Religion hoheit (2), conservant encore de nombreux éléments de l'ancien régime, mais différant essentiellement de celui-ci en ce que le principe fondamental serait non la surveillance de l'Etat, mais la liberté de l'Eglise. La posi-

(1) Cf. Ebers : *op. cit.*, p. 132 : *Trennung eigener Art*.

(2) Expression de Giese dans la 1^{re} édition de son livre *Reichsverfassung...*, p. 352, qui l'a abandonnée dans les éditions suivantes,

tion de ces auteurs semble bien répondre aux idées des constituants. Leur but était d'assurer des garanties à l'Eglise contre l'administration. Mais, sans le Concordat, il est bien difficile de le faire. Car l'Etat dit seul le Droit et, d'autre part, s'il est religieusement indifférent, les Eglises ne sont pour lui que de simples associations auxquelles il accorde plus ou moins de droits, associations qu'il est de son devoir de contrôler. La liberté de l'Eglise ne peut qu'être précaire.

Quoiqu'il en soit, à la base de l'œuvre de Weimar, c'est plutôt l'idée de liberté que l'idée de séparation qu'il faut mettre (1). Liberté veut dire ici non seulement liberté individuelle, mais de plus autonomie des associations inférieures à l'Etat. Dans ce vaste affranchissement c'est l'Etat qui perd ses droits, l'Etat, c'est-à-dire l'administration. Il ne tardera pas à les reconquérir dès qu'il sera moins affaibli.

Dans les articles 135 et 136, la constitution pose des principes extrêmement larges qui facilitent beaucoup par rapport à l'ancien régime les changements de confession.

Le § 1^{er} de l'article 135 décrète la double liberté de croyance et de conscience. Cette liberté religieuse est donnée à tout habitant du Reich sans exception. C'est un droit qui relève du « droit des gens ». On n'exige même aucun domicile.

Il existe cependant une condition particulière : c'est

(1) Löhr : *op. cit.*, p. 5, y voit plutôt une « Lockerung » (relâchement) qu'une « Lösung » (rupture) des liens entre l'Eglise et l'Etat.

Ceci est conforme aux intéressantes déclarations des députés Düringer (populiste) et Quareck (socialdémocrate).

Düringer : Wir dürfen uns auf den Begriff « Trennung von Kirche und Staat » nicht festlegen ; es ist falsch zu sagen dass jetzt eine Trennung zwischen Staat und Kirche eingetreten sei oder eintreten müsse :

Quareck : Dies alles hat es zu einer reinlichen Trennung nicht kommen lassen, vielmehr zu einem ganz einseitigen Verhältniss.

(Protokoll 193 des 8^{tem} Ausschusses über den Entwurf einer Verfassung des deutschen Reiches Berlin 1920).

Cf. Heilfron : *die deutsche Nationalversammlung von 1919*, VI, 4019,

l'âge. Il existe en Allemagne une majorité religieuse, majorité différente de la majorité civile. Le Reich, usant de sa compétence prévue par la constitution, fixa cette majorité à 14 ans dans la loi sur l'éducation religieuse des enfants du 15 juillet 1921. Jusqu'à cet âge les parents déterminent la religion de leurs enfants. L'accord entre les parents suffit. Si un pareil accord n'existe pas, on se réfère aux dispositions du B. G. B. sur les droits et devoirs concernant la personne de l'enfant ; en principe c'est la volonté du père avec cette restriction que pendant la durée du mariage il faut l'approbation de la mère pour éduquer l'enfant dans une autre confession que la confession commune aux deux époux au jour du mariage ou que celle où l'enfant était présentement éduqué. Lorsqu'il a atteint 10 ans on ne peut le faire changer de religion sans qu'il soit entendu par le tribunal de tutelle ; après 12 ans révolus on ne peut le changer de religion contre sa volonté (§ 5, 2 et 3). Quant au tuteur ou au curateur, il décide en la matière (1), mais il lui faut l'approbation du tribunal de tutelle, proches et professeurs entendus (§ 3). Il est intéressant de voir cette réglementation légale intervenant sur un point accessoire, celle de l'éducation, pour toucher à ce que l'on pourrait appeler le droit de conversion.

Il nous faut voir maintenant quel est le contenu de cette liberté de croyance et de conscience promise par le paragraphe 1^{er} de l'article 135. On y distingue trois libertés essentielles : la liberté confessionnelle, la liberté de culte, la liberté d'association.

La liberté confessionnelle, c'est la liberté pour chaque individu d'avoir ses conceptions sur Dieu et l'ordre du monde, de changer de conviction et de n'en pas avoir (*Glaubensfreiheit*) ; c'est aussi le droit de se conduire moralement comme il l'entend (*Gewissensfreiheit*) et d'adhérer à une association religieuse. C'est enfin le droit de régler son activité religieuse à sa façon, d'ex-

(1) A condition que les père et mère soient morts.

primer ou de taire sa conviction à volonté (1). La constitution est même assez précise sur ce dernier point. Autorités administratives et tribunaux ne peuvent en principe obliger un individu à déclarer sa foi (art. 136, 3). Cependant ici une limitation s'imposait du fait que la loi civile n'ignore pas les confessions. La constitution prévoit le cas d'établissement de statistiques ; encore est-il dit qu'une loi est nécessaire pour contraindre les citoyens ; une mesure administrative ne suffirait pas. L'autre exception a une portée plus large. Chaque fois que « des droits ou des devoirs en dépendent » le citoyen peut être obligé de déclarer sa confession. Droits et devoirs doivent être compris ici au sens large. Ainsi lorsqu'il s'agira de l'éducation religieuse de l'enfant, de son entrée dans une école confessionnelle, de l'établissement de la tutelle (2). De même pour qu'un militaire puisse aller au service du culte, et surtout à propos de la perception de l'impôt ecclésiastique (art. 137, § 6), perception qui est faite par les autorités civiles au profit des corporations religieuses de droit public.

Il suit de la liberté confessionnelle l'égale admission de tous aux emplois publics. Les droits civils et politiques sont indépendants de la confession à laquelle on appartient (art. 136, §§ 1 et 2). Dans le choix des fonctionnaires, les pays ne devront plus s'inspirer de motifs traditionnels les faisant préférer une confession à une autre : ce serait contraire au principe de parité. Le nouveau texte devait entraîner la modification du statut de certaines universités (Halle). Mais ceci n'empêchait pas des chaires d'être réservées à certaines confessions (en matière de théologie, de philosophie, d'histoire).

La liberté du culte est le complément indispensable de la liberté confessionnelle. Elle consiste dans le droit

(1) Cf. art. 118 § 1 sur la liberté d'expression de l'opinion (en parole ou dans des écrits).

Art. 120 à propos de l'éducation.

Art. 149 § 2 à propos de l'enseignement.

Art. 123 et 124 pour les réunions et les associations.

(2) Cf. *G. G. B.* § 1801.

d'organiser des exercices religieux publics ou privés faits en commun ou simplement d'y participer. L'art. 135, § 2, garantit cette liberté de sorte qu'il n'y a plus de distinction à faire suivant les différents cultes. Il est intéressant de voir ce droit donné à l'individu et non aux associations religieuses. Il est cependant évident qu'il n'y a culte en commun que si on est un certain nombre ; par conséquent, en fait, c'est un droit reconnu aux communautés religieuses, les traités entre Eglise et Etat le diront explicitement. Notons que cette liberté du culte n'est pas restreinte au culte dans un bâtiment ; elle s'étend aux manifestations sur la voie publique sans préjuger bien entendu des mesures de police. Mais ni l'Etat, ni la commune ne peuvent prendre des mesures qui tendent à restreindre cette liberté. Bien au contraire, ils doivent la protéger contre tout trouble venant de l'intérieur ou d'adversaires.

Nul ne doit rencontrer d'obstacle dans l'exercice de ses devoirs religieux. C'est ainsi que la constitution dans son article 140 prévoit que les membres de l'armée devront avoir du temps libre pour vaquer à leurs obligations confessionnelles. Quant à cette protection de la liberté religieuse par l'Etat, elle s'exerce de deux manières. Non seulement l'Etat ne peut agir au détriment d'une religion, mais de plus il ne peut en favoriser une en obligeant par exemple les citoyens à certaines fêtes ou certains exercices religieux (136, § 4). Le militaire ne peut s'y voir contraindre pas plus qu'on ne pourrait le lui interdire.

Cette sauvegarde de la liberté individuelle soulève deux questions :

1° celle du serment. On ne peut obliger un individu à prêter un serment sous forme religieuse (art. 136, § 4). Aussi a-t-on introduit une formule de serment sans caractère religieux à l'usage des incroyants. Ce n'est plus un serment mais une simple affirmation solennelle : « Je jure... ». Elle a les mêmes effets civils que le serment et peut être prêtée par les membres de communautés religieuses interdisant celui-ci ;

2° celle des professeurs. L'art. 149 § 2 les protège contre l'obligation de participer à l'enseignement religieux ou à des emplois ecclésiastiques (1). Ils ne peuvent être privés de leur poste ou punis disciplinairement pour se refuser à ce travail. Or il se trouve que l'Etat allemand reconnaît l'école confessionnelle dont tout l'enseignement doit être donné en fonction de l'esprit de telle ou telle confession. Qu'allaient devenir les petites écoles où un seul maître avait à distribuer tout l'enseignement. On a admis que le maître se refusant à cet enseignement ne pourrait rester à cette école ; mais qu'il aurait à être déplacé dans une situation équivalente tant par le rang que par le traitement. La question se complique si c'est la première fonction offerte que refuse le maître. Le cas a été soulevé à propos du concordat bavarois qui oblige les instituteurs de l'école primaire à être capables de départir l'enseignement religieux de la confession à laquelle appartient cette école. Que peut devenir l'instituteur incroyant ? Cette disposition n'est-elle pas inconstitutionnelle ? L'inconstitutionnalité n'a pas été admise (2).

La protection de la liberté de conscience supporte de plus une double exception. En premier lieu l'exception tenant à l'éducation. Jusqu'à 14 ans l'enfant est religieusement mineur ; il dépend de ses parents qui, s'ils l'ont mis dans une école confessionnelle lui font suivre les exercices religieux qui y sont liés ; moyennant certaines formalités ils pourront l'en faire dispenser. Mais à 14 ans l'enfant devient capable de choisir sa religion. Il n'en reste pas moins qu'il n'en devient pas maître de suivre ou non l'enseignement et les offices religieux ; il les suivra ou non suivant la volonté de ses parents ; mais dans la religion qu'il aura pu choisir. Ce n'est que s'il devient dissident que toute obligation cesse pour lui.

L'autre exception vise le pouvoir disciplinaire de l'Eglise. L'Etat n'intervient point dans le cas de puni-

(1) Ex. : être organiste ou sacristain.

(2) Pour Ebers, *op. cit.*, p. 160 : « Ein Recht auf Anstellung... gibt es nicht. »

tions ou d'excommunications. Le citoyen a librement choisi sa religion, sa communauté religieuse, il est soumis aux lois de cette communauté. Cependant pour protéger la liberté de conscience l'Etat a réglé par la loi les formalités de la sortie de l'individu hors de la communauté religieuse. Cette sortie entraîne des effets civils. Les modalités de cette sortie sont réglées différemment suivant les pays (1). Il faut en général une déclaration devant une autorité administrative ou un tribunal, déclaration soit écrite avec certificat officiel, soit orale avec procès-verbal. L'autorité délivre l'attestation au requérant et prévient les autorités ecclésiastiques. Les effets civils cessent immédiatement ; quant aux charges financières elles ne cessent qu'après un certain délai (en Prusse, achèvement de l'année fiscale).

Le troisième aspect de la liberté de conscience, c'est la liberté d'association, le droit pour les coreligionnaires de s'unir. Selon quel mode, c'est ce que nous allons avoir à étudier. Disons seulement ici que les athées peuvent aussi bien s'organiser que les croyants : leurs unions auront les mêmes droits.

Cette liberté religieuse a, comme toute liberté, ses limites. La constitution de Weimar précise (art. 135 § 3) que les lois concernant ces points demeurent en vigueur. On ne peut enseigner ce qui est contraire à l'ordre public ou à la sûreté de l'Etat, par exemple la polygamie, les sacrifices humains. Il faut demeurer soumis aux lois civiles, pénales et de police. Rien d'illégal ne devient légal du fait de la liberté religieuse. Selon l'adage « Staatsgesetz geht vor Religionsgebot (2) — la loi de l'Etat passe avant le commandement de la religion ». Et de plus on ne peut se dispenser d'aucune obligation vis-à-vis de l'Etat, du fait que l'on appartient à une religion ; sans quoi les droits civils et politiques

(1) Cf. loi prussienne du 30 novembre 1920 concernant la sortie (Austritt) hors des associations religieuses de droit public.

Bavière : loi du 16 janvier et du 10 février 1922, etc.

(2) Anschütz : *Die Verfassung des D. Reichs vom 11 August 1919*, art. 135, n° 6.

varieraient suivant la confession des individus ce qui est contraire à la constitution. « La liberté religieuse est limitée par le devoir civil, sans réciprocité » selon la formule d'Anschütz. L'Etat peut étendre les obligations du citoyen et celui-ci ne peut s'en plaindre au nom de la liberté religieuse pourvu que tous les citoyens restent sur un pied d'égalité.

Après avoir ainsi déterminé la liberté religieuse, sa portée et ses limites, la constitution dans son article 137 pose les principes relatifs aux groupements religieux. Cet article est important.

Nous en connaissons déjà le premier paragraphe^o : es besteht keine Staatskirche. Il s'ensuit que l'Etat ne connaît plus d'Eglise en tant qu'Eglise, il ne connaît que des associations religieuses, des Religionsgesellschaften. La Landeskirche, institution reconnue par l'Etat, vivant en symbiose avec lui, ayant à sa tête le même chef, cette Landeskirche n'existe plus. En quoi consiste donc cette Religionsgesellschaft, cette association religieuse, qui est désormais le mode juridique type sous lequel l'Etat connaît les communautés religieuses ? Avant d'étudier séparément le statut privilégié de celles qui nous intéressent particulièrement, nous allons voir les traits généraux de cette institution des Religionsgesellschaften.

Quelle est la nature de ces associations religieuses ? Comment les définir ?

La constitution ne le fait pas, se référant à son sens courant. Ce n'est pas là, en effet, une notion nouvelle. Déjà l'allgemeines Landrecht prussien les connaissait ; mais il entendait par là les petites communautés religieuses telles que les abbayes. Un autre sens s'est développé qui au milieu du xix^e siècle s'est trouvé consacré dans toute l'Allemagne d'après lequel une Religionsgesellschaft désigne l'ensemble des adeptes d'une même croyance. Ebers donne cette définition : organisation supérieure dans tel Etat ou telle partie du pays groupant les adeptes d'une confession de foi détermi-

née (1). Anschütz en donne une définition analogue plus longue et plus précise : association groupant les adeptes d'une même confession de foi ou de plusieurs confessions de foi analogues (églises évangéliques unies) pour un territoire en vue de satisfaire en tout leurs devoirs prescrits par la confession commune (2) (3).

Ce territoire dont parle Anschütz ce peut être une partie d'un pays. Par exemple l'église réformée de Hanovre qui a subsisté indépendante après la conquête de ce pays par la Prusse. C'est le cas général pour l'Eglise catholique dont l'unité de base est le diocèse. Ce peut être un pays : église protestante de Saxe. Ce pourra être le Reich. Mais au delà de ses frontières, l'Etat allemand ne connaît pas d'Eglises. C'est une institution strictement nationale, de droit interne. Si un diocèse est coupé en deux par la frontière comme ce fut fréquent après les traités de 1919, l'Etat allemand ne connaît la Religionsgesellschaft catholique que pour la partie du territoire en deça des frontières. De cela, il résulte que l'Etat allemand ne connaît ni l'Eglise catholique ni l'Eglise protestante ; il connaît seulement les anciennes Landeskirchen protestantes reconstituées sur une nouvelle base juridique, et les diocèses catholiques. S'il n'y a pas de diocèse ou de préfectures apostoliques en tenant lieu, comme cela se rencontrait dans certaines régions de Prusse avant le concordat de 1928, en principe au point de vue de l'Etat il n'y a pas de communauté religieuse. Cependant il n'est pas interdit aux Pays de donner globalement aux Eglises le statut d'association religieuse ; ainsi la Bavière avait ce régime pour l'Eglise catholique.

Quant aux associations religieuses simples (reli-

(1) Ebers : *op. cit.*, p. 168 : « Zusammenfassende und in dem betr. Staate oder Landesteile oberste Organisation der Anhänger eines bestimmten Glaubens-Bekenntnisses. »

(2) Anschütz : R. V. n. 2, art. 137.

(3) Giese : *die Verfassung des deutschen Reiches* v. 11 Aug. 1 § 19, n. 137.

« Organisation sociétaire des fidèles d'une même confession, particulière et déterminée ».

giösen Vereine) dans le sens de l'Allgemein Landesrecht, elles diffèrent de celles dont nous venons de parler (Religionsgesellschaften) en ce qu'elles poursuivent des buts religieux spéciaux et ne tendent pas à assurer l'exercice de la totalité de la vie religieuse, elles ont en principe le même statut juridique. La constitution (art. 137, § 7) y assimile les associations athées, panthéistes ou déistes, constituées en vue de développer (zur Pflege) (1) une conception du monde (Weltanschauung) déterminée.

Comment un simple groupement de fidèles peut-il être reconnu comme Religionsgesellschaft ? Quelles sont les conditions ?

La liberté de constituer une Religionsgesellschaft est en principe complète. La constitution garantit la liberté d'association. Une Religionsgesellschaft appartient à ce point de vue au droit commun. Aucun avantage comme aucune limite : elles n'ont pas à être autorisées. Cette liberté d'association s'étend aux associations religieuses elles-mêmes qui peuvent se constituer en unions sur toute l'étendue du territoire du Reich.

Une association religieuse acquiert la capacité juridique par l'inscription au registre des associations. L'administration ne peut faire opposition que si l'association est en contradiction avec le droit public en matière d'association, c'est-à-dire en particulier si elle tombe sous le coup de la loi pénale (2). Mais ceci n'entraîne pas pour l'association religieuse le statut d'une simple association avec les prescriptions concernant le vote et le bureau ; la constitution garantit en effet aux Religionsgesellschaften le droit de s'organiser elles-mêmes. La conséquence de cette inscription est de donner la personnalité morale à l'association religieuse. Au point de vue administratif elle est soumise à la loi du 19 avril 1908 qui laisse aux Pays (Etats de ce temps-

(1) Cf. Ebers, p. 170, note 3 la critique du mot Pflege. Où s'arrêter. Peut-on y comprendre les associations qui y joignent un but scientifique, ou politique ?

(2) Cf. B. G. B. § 61, 2.

là) la réglementation des pèlerinages et processions; la détermination du statut des réunions et associations religieuses ainsi que des ordres et congrégations. Ces Etats avaient fait des distinctions suivant les différentes Eglises. Ayant par les articles 123 et 124 proclamé la suppression de toute limitation au droit d'association et de réunion, la constitution a fait disparaître au point de vue administratif la distinction existant entre associations reconnues juridiquement et associations non reconnues juridiquement. Les mêmes prescriptions valent pour ces deux catégories, à savoir : dissolution pour buts contraires au droit pénal, surveillance des réunions, intervention en cas de danger pour la vie et la santé, possibilité pour l'administration de défendre et d'interdire les réunions en plein air en cas de danger immédiat pour la sécurité publique.

Il faut donc bien voir que l'association religieuse existe avant l'inscription au Vereinsregister. Cette inscription n'est pas nécessaire pour qu'elle possède les droits reconnus par la constitution à toutes les associations religieuses, c'est-à-dire le droit de s'administrer elle-même ; cette inscription n'a d'autre effet que de lui donner la capacité de posséder, de contracter, d'ester en justice... bref l'exercice des droits privés. Mais en ce qui concerne les droits dont nous allons maintenant parler, ils sont acquis à toute association religieuse possédant ou non la capacité juridique. Il faut bien distinguer ce qui est du droit public, à savoir la constitution d'une société et ce qui est du droit privé, c'est-à-dire sa personnalité morale.

Toute Religionsgesellschaft dispose du droit de s'administrer elle-même. Ce droit lui était reconnu dès avant 1919. Mais il y avait certaines limites que la constitution de Weimar a reculées. Avant 1919, c'était le régime du *Selbstverwaltungsrechts* ; avec Weimar, c'est le régime du *Selbstbestimmungsrechts*. Non seulement le droit de s'administrer, mais le droit de disposer de soi-même. Les Eglises sont désormais protégées contre toute ingérence de l'Etat : tel était du moins

le but des constituants (1). Celui-ci n'a à intervenir ni dans le fonctionnement ni dans l'activité des Eglises. C'est en ce sens que l'on peut parler de la Séparation réalisée à Weimar.

Toute Eglise jouit ainsi de la double liberté d'organiser (*ordnen*) et d'administrer (*verwalten*) que mentionne le paragraphe 3 de l'article 137. Par *ordnen*, il faut entendre la possibilité d'établir une règle de droit qui s'impose objectivement aux membres, règle que les tribunaux de l'Etat auront à faire respecter. *Verwalten*, cela comprend l'application de ces règles, application faite par le gouvernement (*Regierung*), c'est-à-dire la puissance de direction et d'organisation, par l'administration (*Verwaltung*), c'est-à-dire l'activité des organes en vue de la réalisation des buts de l'association, et enfin par le pouvoir disciplinaire.

Ce droit de disposer de soi-même ne concerne que les propres affaires de l'Eglise ou Religionsgesellschaft. Quel critérium adopter pour distinguer ce qui est affaire de l'Eglise de ce qui ne l'est pas ? L'interprétation de l'administration ? Ce n'est certainement pas la volonté du législateur puisque tout l'effort fait à Weimar tend précisément à dégager l'Eglise des liens de l'Etat. Il faut s'attacher à un critère purement matériel, ce sera ici la « nature de la chose », ce que Kahl appelle *Zweck beziehung* (2), le rapport de la chose avec le but poursuivi. Sera affaire de l'Eglise tout ce qui sera ordonné principalement au but poursuivi par l'association religieuse, c'est-à-dire les rapports des fidèles avec Dieu.

(1) Mausbach, rapporteur au Plenum : « Le § 3 contient la phrase importante décidant que les Religionsgesellschaften et les Eglises sont complètement indépendantes sur leur propre terrain, celui de la religion, ainsi que dans la nomination de leurs fonctionnaires. Ce principe fut posé dans la constitution dans une parfaite unanimité malgré l'opposition de quelques gouvernements de pays. Il renferme, si je puis ainsi parler, la liberté de l'Eglise en dehors de l'Etat (vom Staat), ou la liberté envers l'Etat et son pouvoir. » Cité par Ebers, *op. cit.*, p. 252.

(2) Kahl : *Lehrsystem des Kirchenrechts und der Kirchenpolitik* Bd 1, p. 284.

Le dogme, la morale, le culte sont essentiellement affaires propres de l'Eglise ; l'Etat n'a pas à se mêler du rituel (1), ni des processions, ni des pèlerinages, ni de la décoration des édifices du culte, il ne peut empêcher de prêcher la doctrine. Sont ainsi affaires propres de l'Eglise, l'organisation intérieure, l'érection des diocèses, la réglementation des organes inférieurs, le droit de vote. L'Etat de Brunswick avait légiféré sur l'âge requis pour voter aux élections synodales ; le Reichsgericht a cassé cette loi (2). Les droits et devoirs des fidèles sont réglés unilatéralement par l'Eglise qui fixe les formes de l'entrée et de la sortie, même si l'exclusion peut avoir des conséquences civiles telles que la perte du droit au traitement ou au droit de patronage (2).

L'Eglise est indépendante dans l'établissement des fonctions et des nominations afférentes. L'Etat n'a ni droit de veto, ni droit de désigner certaines personnes comme « minus gratae » ; bien que le texte du paragraphe 3, phrase 2, n'exclut formellement que la collaboration de l'Etat (*Mitwirkung*), il faut rejeter ce droit comme susceptible de restreindre la liberté de l'Eglise à s'organiser elle-même. Dans son jugement du 8 septembre 1924, le Reichschiedsgericht a spécifié que par *Mitwirkung* il fallait entendre toute intervention directe ou indirecte de l'Etat dans la nomination aux postes ecclésiastiques. Dans son arrêt du 5 juillet 1926, le Reichsgericht a admis le même principe : l'Etat ne doit pas influencer (*beeinflussen*) l'attribution des nage (3).

Cette disposition constitutionnelle entraînait la nécessité de reviser les accords avec Rome qui pré-

(1) En Bavière et en Saxe l'Etat ordonnait encore certaines fêtes votives.

(2) Reichsgericht Z. 103, 94.

(3) Ceci a donné lieu à plusieurs arrêts du Reichsgericht 15 mars 1926, R. G. Z. 113, 133.

(4) Dans l'affaire soumise au Reichschiedsgericht, l'Etat qui payait s'opposait aux règles instituées par l'Oberkirchenrat évangélique de Schwerin sur la répartition des traitements.

voyaient une intervention de l'Etat dans la collation des bénéfices. Ces accords ne tombaient pas du fait de l'article 137 qui étant du droit interne ne pouvait porter atteinte à un traité (1) ; les pays pouvaient encore user des droits à eux reconnus dans ces traités (2), mais ils étaient obligés de négocier de nouvelles stipulations conformément à l'article 137, § 3. En vertu du principe *volenti non fit injuria*, la Religionsgesellschaft, en faveur de laquelle a été établi ce paragraphe, peut accorder à l'Etat un certain droit de regard sans que cependant l'extension de ce droit puisse méconnaître le principe de la Séparation. Les concordats et accords ont ainsi instauré la clause des objections politiques ; avant de nommer certains hauts fonctionnaires, la Religionsgesellschaft soumet le nom des futurs titulaires à l'Etat pour savoir si celui-ci n'a pas d'objection d'ordre politique à formuler. De même l'obligation pour la Religionsgesellschaft de notifier ses nominations à l'Etat est parfaitement conciliable avec le paragraphe 3.

De même devaient disparaître les droits publics de patronage. Ces droits encore nombreux en Allemagne consistaient dans des privilèges variés conférés à certaines personnes considérées comme bénéficiaires de l'Eglise. Il y avait en particulier des droits de nomination et de présentation ; les uns reposaient sur des titres spéciaux, les autres dérivait de droits éminents reconnus au Landesherr et aux autorités civiles. La constitution n'en disait rien. Ces derniers devaient naturellement disparaître ; mais il fallait distinguer selon qu'ils étaient ou non accompagnés de charges au profit de l'Eglise. Dans le premier cas, il fallait qu'une loi intervienne ; dans l'autre, certains auteurs (3) estimaient que l'article 137, § 3, phrase 2 entraînait automatiquement leur disparition à la suite d'une décision de la Religionsgesellschaft, mais l'Oberverwaltungsgericht

(1) Ebers : *op. cit.*, p. 267.

(2) En fait la Hesse, Bade et Wurtemberg y renoncèrent.

(3) Ebers : *op. cit.*, p. 271 ; Schön, Stutz.

exige toujours une loi. Nous retrouverons d'ailleurs cette question.

Les Eglises sont libres de déplacer et de casser leurs fonctionnaires comme elles l'entendent ; en particulier la fixation de l'âge de la retraite ne dépend plus que d'elles. Elles règlent à leur gré l'instruction et la préparation de leurs fonctionnaires, en particulier des clercs (1). L'Etat n'a à fixer ici aucune condition de nationalité ou de moralité puisqu'il s'est désintéressé de toute religion. Mais l'Eglise peut parfaitement régler ces points en accord avec l'Etat.

L'Etat ne peut apporter aucune condition, ni aucune limitation à la constitution des ordres et congrégations qui sont partie intégrante de certaines Eglises. Cependant il lui appartient de réglementer leur capacité civile.

Toute Religionsgesellschaft est enfin libre en principe dans l'administration de sa fortune. La liberté financière est indispensable pour qu'existe une véritable liberté d'activité. Naumann et Kahl lui-même, grand défenseur des droits de l'Etat reconnaissaient la légitimité de cette autonomie financière. Dans plusieurs pays de l'Allemagne : Bade (2), Wurtemberg (3), Bavière (4) le contrôle a été supprimé. Mais en Prusse d'accord avec la hiérarchie catholique une certaine tutelle a été conservée ; il y a en effet là une garantie pour la bonne gestion de la fortune ecclésiastique.

Nous abordons ici la délicate question des affaires mixtes ou affaires communes (5). On entend généralement par là les affaires de mariage, d'éducation et d'organisation du culte public. En droit allemand Weimar

(1) La Prusse était intervenue en 1873 dans ces questions ; c'était une « loi de mai » encore en vigueur.

(2) Loi du 7 avril 1927.

(3) Loi du 3 mars 1924.

(4) Loi du 21 décembre 1921.

(5) Löhr et Lilienthal disent *gemischte Angelegenheiten*. Ebers et Eichmann, *Staat, Religion, und Religionsgesellschaften nach der neuen Reichsverfassung*, p. 14, soucieux d'opposer le régime issu de Weimar au régime antérieur, disent : *gemeinsame Angelegenheiten*. Ils marquent ainsi que ces affaires ne peuvent plus être prétextes à immixtion de l'Etat à l'intérieur de l'Eglise.

rien, la notion d'affaires communes est un peu différente. Les questions de mariage n'en font pas partie ; mariage civil et mariage religieux relèvent chacun des autorités respectives qui légifèrent indépendamment (1). Les affaires communes sont celles qui intéressent directement à la fois l'Eglise et l'Etat.

On range dans cette catégorie les services d'aumônerie dans l'armée et les institutions publiques prévues par l'article 141 de la constitution. C'est une affaire de l'Etat qui s'est engagé à assurer la liberté des exercices religieux pour chaque citoyen ; il y a là service public. Mais en même temps ce service doit être assuré par les Religionsgesellschaft (2). Etat et Eglise ont donc chacun à intervenir.

Il en est de même en ce qui concerne l'instruction religieuse dans les écoles publiques. D'après l'article 149, § 1^{er}, l'instruction religieuse est « matière ordinaire d'enseignement », c'est-à-dire que dans l'organisation des programmes scolaires l'autorité compétente doit prévoir l'instruction religieuse ainsi que les dépenses afférentes ; seulement la constitution dispose également que cet enseignement doit être donné « aux enfants avec les principes de la Religionsgesellschaft dont il s'agit », par conséquent en accord avec l'autorité enseignante de cette Eglise. Il en résulte un certain droit de surveillance de la part de l'Eglise sur la portée duquel les auteurs ne sont pas d'accord (3). Une situation analogue existe pour les facultés de théologie que tous les partis ont été d'accord pour maintenir.

Reste enfin la réglementation des inhumations et des cimetières. Le Reichsgericht (4) reconnaît aux Reli-

(1) Il serait plus juste de dire que l'Eglise ne peut disposer que de ce que l'Etat lui abandonne. En cette matière l'Etat n'admet pas de concurrence.

(2) Ceci est contesté par Lilienthal (*Die Staatsaufsicht über die Religionsgesellschaften*, p. 28) en ce qu'il dénie tout droit de regard à la Religionsgesellschaft.

(3) Lilienthal (*op. cit.*, p. 28) le nie, ne reconnaissant à l'Eglise que le droit d'être auxiliaire de l'Etat en ces matières. Mais ce point de vue n'a pas prévalu en législation positive. (Cf. Concordat bava-rois).

(4) R. G. Z. 23, 22 et suiv., 29.

gionsgesellschaften le droit de déterminer les cérémonies religieuses. L'Etat dans la plus grande partie de l'Allemagne a laissé aux Religionsgesellschaften l'administration des cimetières. Mais l'Etat règle les rapports entre les différentes confessions et prend les mesures de police et d'hygiène nécessaires.

Ayant ainsi décrit le contenu du Selbstbestimmungs rechts, du droit des communautés religieuses à disposer d'elles-mêmes, il reste à en voir les limites. La constitution de Weimar définit ainsi les bornes à l'activité autonome des Religionsgesellschaften. Celles-ci administrent leurs affaires elles-mêmes, mais « innerhalb der Schranken des für alle geltenden Gesetzes ». La phrase est difficile à traduire, le sens est celui-ci : à l'intérieur des limites fixées par la loi applicable à toutes les associations en général.

Cette interprétation est certaine. Le but des constituants était d'éviter tout nouveau Kulturkampf, c'est-à-dire toute mesure d'exception visant les associations religieuses. *Alle*, tous, n'est pas ici un adjectif ; *alle* doit être compris substantivement ; il désigne toute personne juridique, tout sujet de droit qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une collectivité (1). Seulement il faut bien se rendre compte des difficultés qu'il y a à appliquer un tel principe, car il est évident que l'Etat se trouvera amené à légiférer spécialement à propos des associations religieuses, celles-ci posant des problèmes que les autres associations ne posent pas.

En réalité ce texte a une double portée : il paraît poser des limites à l'activité des Eglises ; en fait c'est l'Etat qu'il peut le plus gêner.

A l'égard des Eglises ce texte pose le principe de leur subordination à la souveraineté de l'Etat (Unterordnung unter die Staatshoheit). C'est une conséquence logique

(1) Le Reichsschiedsgericht précise qu'il peut s'agir de lois visant tels cercles de personnes ou telles associations pourvu qu'elles soient applicables à toutes les associations de cette espèce. Ebers, 266, note 1 et 321, note 4.

de la situation juridique à elles reconnues : ce ne sont que des Religionsgesellschaften, des associations particulières par rapport à l'organisation suprême qui est l'Etat. L'Etat peut se montrer libéral et bon prince, assouplir et restreindre son contrôle, le principe de sa supériorité reste intangible, toujours pour ce même motif : l'Etat ne connaît pas l'Eglise en tant que telle, organisme extra national. Ce principe de la souveraineté de l'Etat était si constamment admis en Allemagne, pays en majorité protestant donc avec tendance à l'Eglise nationale, qu'aucune voix à Weimar ne s'éleva pour le contester, même parmi les rangs des catholiques (1). Ebers voit en cela une « Selbstverständlichkeit », une chose qui va de soi (2). Pour Lilienthal (3) au contraire ce paragraphe a été introduit en vue d'écarter le danger possible, révélé par l'histoire, d'un refus de l'Eglise catholique de se soumettre à la puissance de l'Etat. Quoi qu'il en soit, en 1919, cette difficulté ne pouvait concerner que l'Eglise catholique et comme il n'était pas question de faire un statut spécial à cette confession minoritaire le principe de la souveraineté de l'Etat, de l'Etat créant seul le droit sur l'ensemble de son territoire, ce principe était la seule base juridique susceptible d'être admise.

Mais d'autre part ce texte limite les conséquences de cette souveraineté de l'Etat. Il signifie que les associations religieuses ne peuvent être moins bien traitées que les simples associations (Verëine). Par conséquent il est loisible à l'Etat de promulguer des lois particulières (*Sondergesetze*) à l'égard d'une ou plusieurs Religion Gesellschaften. Mais il ne peut promulguer de lois d'exception (*Ausnahmegesetze*). Comment distinguer une loi spéciale d'une loi d'exception ?

(1) Le centriste Gröber, auteur du texte, déclarait : *natürlich* sollen auch die geistlichen Gesellschaften den für alle geltenden Gesetzen unterworfen sein.

(2) Ebers : *op. cit.*, p. 294.

(3) Lilienthal : *op. cit.*, pp. 16 et 20.

Il y'aura loi d'exception en deux cas. D'abord si la loi distingue entre les Religionsgesellschaften suivant un autre critère que leur situation juridique, leur rang juridique. Ainsi une loi distinguant les Religionsgesellschaften suivant qu'elles sont corporations de droit public ou simples associations privées ou encore associations sans caractère juridique, sera une loi spéciale ; si elle les distingue suivant leurs rites ou leurs doctrines, ce sera une loi d'exception. Il y aura encore loi d'exception, et c'est le second cas, si une loi soumet une Religionsgesellschaft à des conditions plus restrictives que les simples associations. Ces lois d'exception sont inconstitutionnelles et peuvent être annulées devant le Reichsgericht (1).

Ainsi l'Etat ne peut faire valoir ses droits de souveraineté que pour autant que « cela convient (gelegen) à l'essence et au besoin de l'Etat pour maintenir l'ordre public et la sécurité de l'Etat ». La formule est de Kahl (2) qui ajoute d'ailleurs «...et pour autant qu'il est indispensable à l'intérêt de l'Etat » ce qui est contesté par les juristes libéraux, nous entendons par là ceux qui tendent à restreindre les droits de l'Etat (3).

Les restrictions générales à l'autonomie des Religionsgesellschaften sont fondées sur le droit concernant les associations. Ce sont des mesures répressives, des prescriptions pénales ou prescriptions de police destinées à protéger tout citoyen dans l'exercice de ses droits civils (droit de tout citoyen de changer de religion, protection du mariage civil) ainsi que de s'opposer à toute activité

(1) Ceci est le point de vue d'Ebers (*op. cit.*, p. 294) mais non de Holstein (Archiv des öffentlichen Rechts N. F. Bd 13, p. 173) qui ne voit dans l'article 137 § 3 que la consécration du système juridique antérieur.

(2) Die Verhandlungen der Verfassungsgebenden Deutschen Nationalversammlung Bd 328, 1647.

(3) En tous cas sont exclues toutes les mesures administratives restrictives qui ne seraient pas fondées sur un texte précis de loi. Ainsi, en principe, les mesures législatives visant particulièrement telle association religieuse. La discussion porte seulement sur les lois possédant un caractère général et abstrait.

des Religionsgesellschaften hors des limites de leur compétence (dans leurs pouvoirs disciplinaires). Il existe enfin un droit de surveillance de l'Etat qui n'est plus un droit spécial visant les Eglises mais qui n'est que l'application du droit ordinaire de l'Etat de contrôler l'activité des associations : c'est le *Vereinsaufsicht* destiné à faire respecter la loi.

Voici comment Ebers résume ce statut.

« Ainsi est réalisée une séparation claire entre les
 « deux sphères, celle de l'Etat et celle des Religions-
 « gesellschaften. Le droit à disposer de soi-même ne
 « comprend, comme pour les personnes physiques et
 « les autres personnes juridiques, que leurs propres
 « affaires en y comprenant le côté religieux des affaires
 « communes et n'a d'autre limite que celles que trou-
 « vent la liberté et le droit à disposer de soi-même de
 « l'individu et de toute association vis-à-vis des lois
 « d'Etat, la loi qui vaut pour tous. Ici commence la
 « sphère de l'Etat. Dès que des actes d'associations reli-
 « gieuses pénètrent dans cette sphère, non pas seule-
 « ment à titre de conséquence accidentelle, mais ayant
 « indépendamment des effets sur les rapports civiques
 « et civils ainsi que des conséquences juridiques à
 « l'égard de tous, s'ils ne peuvent être accomplis que
 « sous la reconnaissance et grâce à la collaboration de
 « l'Etat, ils cessent d'être affaires propres, mais seule-
 « ment dans la mesure où ils pénètrent dans la sphère
 « de l'Etat...

« Réciproquement l'Etat ne possède à l'égard des
 « Religionsgesellschaften que les seuls droits fondés sur
 « la loi applicable à toutes les personnes physiques et
 « juridiques. Il ne peut par conséquent étendre sa com-
 « pétence vis-à-vis des Religionsgesellschaften que jus-
 « qu'à la ligne où commence le droit à disposer de soi-
 « même. C'est-à-dire que les affaires du ressort de
 « l'Etat qui touchent par contre-coup (als Nebenwir-
 « kung) des intérêts d'Eglise sont exclusivement affaires
 « d'Etat de même que les affaires communes pour
 « autant qu'elles ont rapport avec la fin de l'Etat. Mais

« il doit prendre garde dans cette réglementation à ne
 « pas dépasser ces limites — le point de friction se trou-
 « vera par exemple dans la question de la garantie des
 « droits juridiques et la représentation à l'étranger —
 « et par suite pénétrer sur le terrain des affaires pro-
 « pres à la Religionsgesellschaft et ainsi intervenir dans
 « le Selbstbestimmungsrecht » (1).

En échange de ce contrôle l'État assure aux associations religieuses une triple protection : une protection civile, une protection pénale, enfin une protection de police. Il y a là une protection spéciale en ce sens que les Religion gesellschaften ont malgré tout une nature différente des autres associations, mais ce n'est en réalité que l'application du devoir général de protection de l'État à l'égard de ses sujets. Le motif de cette protection spéciale est le maintien de la paix religieuse et la garantie de la libre activité des Religion gesellschaften.

1° *Protection civile*. — Il s'agit ici d'une protection spéciale de la propriété des associations religieuses. L'article 138 § 2 proclame solennellement que « la propriété et les autres droits des Religionsgesellschaften et des associations religieuses (1) sur leurs institutions, affectées au culte, à l'enseignement et à la bienfaisance, leurs fondations et les autres éléments de leur fortune (sonstigen Vermögen) sont garantis ». L'objet de cette garantie est donc très étendu. Tout ce qui appartient à une association religieuse soit en propre, soit en vue d'un but religieux ; tout ce qui est directement affecté au service du culte ou simplement des biens dans le commerce, des droits réels ou des créances (livraison de bois pour chauffer l'église, obligations de réparer l'église par le patron), tout cela est garanti. Peu importe à l'égard de qui existent ces droits (État, commune, particuliers) pourvu que les biens soient destinés à satisfaire le but de l'association religieuse.

(1) Ebers : *op. cit.*, p. 298.

(2) Religiöse Vereine ; il faut entendre par là les associations inférieures mais subordonnées à l'Eglise telles que les ordres et congrégations.

Dans son article 153 la constitution de Weimar prévoit une garantie analogue pour toutes les propriétés. Il existe cependant une différence. Une simple loi du Reich pourrait déroger à l'obligation d'indemniser les propriétaires ; pour les associations religieuses une loi amendant la constitution, donc avec une procédure spéciale, serait nécessaire. Cependant les associations religieuses peuvent être normalement soumises à l'expropriation pour cause d'utilité publique de même qu'elles sont soumises aux impôts (1).

Ainsi sont prises les mesures de protection légale contre les sécularisations si fréquentes en Allemagne depuis le xvi^e siècle.

2° *Protection pénale.* — Le Code pénal contient une série de dispositions destinées à protéger la liberté et la paix religieuses. Il punit l'outrage public envers Dieu dans les expressions injurieuses (§ 166), l'atteinte aux convictions religieuses par injure aux confessions chrétiennes ou des corporations de droit public, le scandale injurieux dans une église ou un lieu destiné à une réunion religieuse. Sont punis le trouble d'un office divin (§§ 137, 196), l'offense à celui qui officie, le vol des objets religieux dans un bâtiment consacré au culte, le dommage causé à des objets destinés au service du culte ou honorés par l'association religieuse, l'incendie des bâtiments religieux (§§ 243, 1 ; 304 ; 306).

Certaines de ces dispositions pénales ne visaient que les corporations de droit public mais le projet de Code pénal étendait l'égalité à toutes les Religionsgesellschaften, même aux associations athées, simples Weltanschauungsvereinigungen.

3° *Protection de police.* — Ce sont les principes généraux qui s'appliquent ici mais avec une intensité particulière vu l'importance et la fréquence des réunions

(1) Giese, *Staatskirchenrecht*, p. 238, voit dans ce principe la légitimation des lois d'amortissement qui limitent la capacité d'acquérir et d'administrer des Eglises.

religieuses dont l'Etat doit assurer l'ordre et le calme, dans la tranquillité publique.

Tel est le statut normal, le droit commun d'une association religieuse. C'est l'ensemble des droits minima dont peut jouir une Religionsgesellschaft. Ainsi les vieux Luthériens, la confession réformée néerlandaise, les frères moraves, les Mennonites et les Baptistes sont constitués en associations religieuses de cette forme (1). On les appelle associations religieuses de droit privé par opposition aux corporations de droit public qu'il nous faut maintenant étudier.

(1) Les communautés juives (Synagogengemeinde) ont un statut complexe. Elles ne sont pas reconnues comme Eglise (jugement du Kammergericht du 14 novembre 1924). Cependant elles reçoivent des prestations de l'Etat ; elles ont droit d'imposition (loi du 9 avril 1923). L'association religieuse israélite de Francfort-sur-le-Mein est reconnue comme corporation de droit public (16 août 1928). De même Bade et Wurtemberg.

CHAPITRE IV

Les corporations de droit public

S'il est difficile de savoir exactement ce qu'est une corporation de droit public, l'idée d'où elles sont nées est assez facile à saisir. Ce n'est pas une création nouvelle du droit allemand, mais cette institution, du fait des principes nouveaux, prend un nouveau relief. L'idée mère est simple : toutes les religions n'ont pas la même influence sur la vie sociale. Pour des raisons diverses, telles que le nombre de leurs adhérents, leur ancienneté et leur rôle historique, leur doctrine même, certaines de ces religions sont un facteur que l'Etat ne peut ignorer et auxquelles il doit faire une place à part. Ces religions traditionnelles organisées en Eglises entendaient conserver le plus possible de leurs anciens privilèges en tant qu'ils facilitaient leur action ; elles ne voulaient pas déchoir au rang de simples associations de droit privé, c'est-à-dire sans caractère officiel, ce qui leur eut causé une perte de prestige et de rayonnement considérable.

Comment concilier ces désirs avec les principes de Weimar : parité et séparation ?

Parité, cela signifie que l'Etat ne favorise aucun culte. Le député Naumann (démocrate) l'avait affirmé avec force dans l'assemblée plénière. Mais cela ne devait pas entraîner automatiquement égalité comme Scharnagl le fait remarquer (1). Parité ne veut pas dire « à chacun le même » mais « à chacun le sien ». Or certaines confes-

(1) *Kirche und Staat* dans *Staats Lexikon*, III, p. 161.

sions rendent plus de services à la nation allemande que d'autres, il en résulte qu'elles ont plus de droits. Voici comment le rapporteur Mausbach développe ce point de vue (1) :

« Dès le commencement la majorité de la commission
 « s'est refusée à abaisser les Eglises chrétiennes au
 « niveau du pur droit privé. Mais de ce côté (sociaux-
 « démocrates et démocrates) il n'y avait en tous cas
 « aucune inclination à accorder en quoi que ce soit aux
 « Eglises chrétiennes un privilège à l'égard des sectes
 « ou de nouvelles associations religieuses. La solution
 « de cette opposition a été trouvée d'une manière que
 « l'on peut considérer comme originale, comme ayant
 « une signification dans l'histoire et en tous cas dans les
 « temps présents. Nous n'avons pas essayé de réduire
 « simplement au rang d'association privée *les églises*
 « *chrétiennes avec leur passé millénaire ou centenaire,*
 « *avec leurs travaux culturels et leurs droits justement*
 « *acquis.* A l'inverse nous avons accordé et facilité aux
 « sectes et aux nouvelles associations religieuses la
 « possibilité d'acquérir les mêmes droits, tant privés
 « que publics. »

Ainsi se trouve réalisée une égalité, une parité de principe sinon de fait. Toutes les associations religieuses peuvent devenir corporations de droit public. Ce droit est garanti par la constitution qui exige seulement que l'association religieuse à laquelle on confère ces droits ait un nombre suffisant de fidèles et offre des gages de stabilité et de durée (art. 137 § 5, phrase 2). Voilà pour l'avenir ; quant au présent sont corporations de droit public celles qui se trouvaient en fait déjà reconnues comme telles. Nous aurons à préciser.

Deuxième question grave. La reconnaissance de corporations de droit public ne porte-t-elle pas atteinte au principe de la Séparation ?

Il est incontestable que ce fait est exclusif d'une sépa-

(1) Cité par Löhr : *Ist eine staatliche Kirchenhoheit und eine besondere Staatsaufsicht über die Kirche mit der deutschen Reichsverfassung vereinbar ?* p. 9.

ration totale. Des droits publics reconnus par l'Etat à des associations impliquent plus que la non-ignorance de l'Etat vis-à-vis de ces associations. Aussi c'est unanimement que l'on reconnaît le caractère très spécial, « original » pour reprendre le mot de Mausbach, de la Séparation de Weimar.

Malgré tout Eglise et Etat sont des organismes séparés, des institutions autonomes. Chacun a son administration spéciale, ses fonctionnaires distincts. Ce n'est qu'accidentellement que l'Etat prête son concours aux associations religieuses. Lui-même ne se préoccupe pas de leur vie intérieure ; mais reconnaissant leur force et l'aide qu'indirectement elles peuvent apporter à sa propre action, il consent à collaborer avec elles sur certains points. Il leur reconnaît certains droits publics dont l'ensemble fait que l'on appelle ces associations corporations de droit public. Il n'en reste pas moins que l'Etat reste séparé dans son activité propre de celle de ces corporations alors qu'auparavant Etat et Eglise étaient unis au sommet en la personne du prince, *summus episcopus*.

De cet octroi de certains droits spéciaux, s'ensuit-il que l'Etat jouit à l'égard de ces corporations d'un droit de contrôle élargi ? C'est à ce sujet qu'éclata dans la doctrine une large discussion, discussion des plus intéressantes car elle oblige de serrer de très près la notion de corporation de droit public. En bonne logique il faudrait commencer par ce point, mais étant donné qu'il fait difficulté, nous sommes obligés au préalable d'étudier la législation positive.

C'est dans les paragraphes 5 et 6 de l'article 137 que la constitution traite des corporations de droit public. Dans le § 5 elle déclare quelles sont les corporations de droit public ; dans le § 6 elle garantit un des droits attachés à cette institution. Nulle part elle ne les définit ; elle se réfère à l'usage juridique courant.

Quelles sont donc les associations religieuses qui ont le privilège d'être corporations de droit public ?

1° En premier lieu celles qui le sont déjà. « Les Reli-

gionsgesellschaften demeurent corporations de droit public pour autant qu'elles l'étaient déjà ». La constitution ne fait ici que consacrer le droit existant (1). Cependant de par cette disposition constitutionnelle ces corporations déjà existantes ne sont plus à la merci des Pays. Jusqu'alors le gouvernement de Prusse ou de Saxe par exemple pouvaient de leur propre autorité retirer à une Eglise, protestante ou catholique entre autres, son rang de corporation de droit public. Ce n'est plus possible désormais que par un amendement constitutionnel.

2° En second lieu les associations religieuses auxquelles l'Etat octroie ce rang. La porte est donc ouverte à d'autres associations. Ce peuvent même être des associations sans caractère religieux, de simples Weltanschauungsvereinigungen. Il appartient à l'Etat, c'est-à-dire aux Pays (Länder) (2), de leur conférer ces droits. Mais ils ne peuvent le faire arbitrairement. Les associations religieuses, pour devenir corporations de droit public, doivent représenter une force sociale. Pour déterminer cette valeur, la constitution de Weimar s'attache à un critère un peu vague : la durée, la stabilité. Cette durée, ou plutôt cette garantie de durée (Gewähr der Dauer) exigée s'apprécie par le moyen de deux signes extérieurs : la constitution (Verfassung), c'est-à-dire ce qui correspond aux statuts dans les sociétés privées, à savoir : le but, l'organisation, les principes ; et d'autre part le nombre des membres. Si ces conditions sont remplies c'est une obligation pour l'Etat de la reconnaître ; seulement bien entendu il lui reste un large pouvoir d'appréciation. L'article 137 précise que lorsqu'un Etat élève ainsi une association religieuse au rang de corporation de droit public, il doit lui assurer les mêmes droits qu'aux précédentes corporations de droit public de sorte que le principe d'égalité est res-

(1) Voir dans Ebers, *op. cit.*, pp. 179-180, les associations religieuses reconnues à ce titre avant 1919.

(2) Conformément au § 8 de l'article 137 qui donne aux Pays compétence pour exécuter et compléter les dispositions constitutionnelles.

pecté et qu'il est interdit à l'Etat de favoriser telle Eglise à l'égard des autres.

Dans quelle forme l'Etat doit-il procéder à l'octroi de ce statut, car en somme être corporation de droit public c'est posséder un statut ? La constitution de Weimar n'en dit rien. Les Pays de Bade et de Saxe ont laissé ce soin à l'Administration après avoir posé les conditions générales d'admission (1). En Prusse par contre une loi est nécessaire. Une fois acquise, la possession des droits publics se trouve garantie par la constitution.

La constitution prévoit enfin un cas où l'acquisition de la qualité de corporation de droit public est de droit. Lorsque plusieurs corporations de droit public s'unissent, l'union qui en résulte possède cette qualité. On prévoyait ainsi l'union entre les Eglises protestantes qui devait se réaliser en 1922 par le Bund évangélique.

Quant à ces droits publics octroyés par l'Etat aux corporations religieuses, ils ne sont pas garantis dans leur détail, de sorte que suivant les Pays, être corporation de droit public pourra signifier des choses bien différentes. L'étendue de ces droits est variable dans le temps et dans l'espace. « Leur situation juridique leur « est garantie par la constitution uniquement comme « un tout » dit Löhr (2), et encore « ...il ne s'agit dans « cette notion non pas d'une somme mais seulement « d'un ensemble (Inbegriff) de droits ». Il aurait pu y avoir une difficulté à cause des termes employés par l'article : ...*soweit* sie solche bisher waren. On aurait pu dire que ce *soweit* (3) figeait l'ensemble des droits

(1) Pour Bade, constitution du 23 mars 1919, § 18. Pour la Saxe, constitution du 1^{er} novembre 1920, article 50, 2.

(2) Löhr : *op. cit.*, p. 21.

(3) Brecht : *Der Geist der deutschen Reichsverfassung*, Berlin, 1924, p. 286. Brecht s'appuie pour prouver sa thèse de l'invariabilité du contenu (Umfang) des droits des corporations sur les déclarations de Gröber au Plenum : « ...aber über einem Punkt waren, glaube ich, die Mitglieder des Ver. ausschusses durchaus einer und derselben Ansicht, dass eben die Religionsgesellschaften in denjenigen Einzelstaaten, in welchen sie die Rechte einer öffentlichen Körperschaft geniessen, diese auch behalten sollen... »

des corporations à ce qu'ils étaient en 1919. Mais ce serait faire trop dire à cette conjonction : le paragraphe ne vise que la qualité de corporation de droit public et non point son contenu. Les déclarations des commissaires du gouvernement, Zweigert et Poetzsch, déclarations qui ne furent pas contredites, sont en ce sens. Un seul de ces droits était garanti par la constitution, le droit de lever des impôts sur les fidèles ; impôts qui devaient être recouvrés par l'administration de l'Etat. Pourquoi avait-on pris soin de préciser à ce sujet ? Non pour des raisons juridiques mais pour des raisons politiques : on voulait aboutir progressivement à l'autonomie financière des corporations de manière à abolir les dotations de l'Etat à celles-ci et parvenir ainsi à une plus grande séparation entre les deux institutions.

Nous en savons assez désormais pour voir combien vague et peu déterminé est ce concept de corporation de droit public et combien il dépend étroitement de considérations d'ordre politique. Nous pouvons maintenant suivre les discussions qui se sont poursuivies à son propos pendant toute la durée du régime de Weimar

Les discussions commencèrent dans la commission à la suite de la définition proposée par Kahl. Pour lui les corporations de droit public sont des corporations jouissant de pouvoirs analogues à la souveraineté (*mit obrigkeitähnlichen Befugnissen*) ; trois caractères les distinguent des associations privées (1), à savoir :

a) L'Etat leur garantit à l'égard de leurs membres des droits régaliens (*hoheitsrechte*) tels que le droit d'imposer et le pouvoir disciplinaire.

b) Elles jouissent d'une protection spéciale de l'Etat grâce à laquelle leurs organes sont des pouvoirs publics (*öffentliche Organen*), leur constitution est partie intégrante du droit public, leurs arrêts disciplinaires ont force exécutoire (contrainte administrative), des dota-

(1) Giese (*op. cit.* : article 137) donne également ces trois caractères comme signes distinctifs de la corporation de droit public.

tions et des ressources particulières d'impôt leur sont assurées.

c) Elles sont soumises à une surveillance spéciale de l'Etat qui les contrôle plus étroitement que les associations privées à cause de leur importance dans la vie publique.

Mais les critiques s'abattirent sur la définition proposée. Un député fit remarquer que cette définition générale ne pouvait s'appliquer ni aux corporations qui n'ont à remplir aucun service public même indirectement ni à celles dont les droits avaient pour origine une concession (*Verleihung*) spéciale ; un autre fit remarquer que le caractère même de corporation de droit public ne dépendait pas des pouvoirs publics conférés mais se trouvait accordé en vue de l'intérêt public et que ces pouvoirs étaient définis par l'acte de concession ou la loi ; enfin le député Naumann faisait remarquer que cette qualité de corporation de droit public n'entraînait aucune assimilation aux autorités publiques de l'Etat ni aucun contrôle spécial sauf l'examen du budget des communautés ecclésiastiques.

Aussi Kahl dut-il reconnaître que, suivant les cas, corporation de droit public pouvait signifier des choses différentes ; c'est un concept analogue, dirait-on en philosophie. Il dut aussi préciser que, en parlant de souveraineté (*obrigkeit*), il n'entendait pas transformer les organes ecclésiastiques en fonctionnaires d'Etat. Sur la question d'un contrôle plus étroit la commission ne le suivit pas (1) mais Kahl fit à ce sujet des réserves. Au fond tout cela était obscur et Kahl n'avait pas encore mis au point son système. On renonça à donner un concept clair des corporations de droit public, on renonça même à donner des directives aux pays à ce sujet ; on s'en tint à une conception pragmatique, dit conception *légal*e prônée par les démocrates et socialistes majoritaires : par corporation de droit public, on entend seulement élever les anciennes Eglises au-dessus

(1) Cf. Löhr : *op. cit.*, p. 27.

du simple droit privé ; ce sont les *lois* en vigueur dans chaque pays qui déterminent ce statut qui sera également celui des futurs corporations de droit public.

On se saurait mieux conclure que ne le faisait le rapporteur Mausbach déclarant « que chaque corporation
« de droit public en tant que telle doit avoir une
« importance particulière pour la vie publique, pour la
« vie de l'Etat et de la société ; qu'elle peut revendiquer
« sur cette base une considération spéciale (Berücksichtigung) dans le droit public (staatlichen), par exemple une protection pénale *sui generis* et le droit d'imposer. Mais on a également reconnu l'impossibilité
« d'une définition précise de la notion de corporation
« de droit public parce que cette qualité de corporation
« publique ne trouve sa claire expression (Ausprägung)
« que dans le droit des Pays (Landesrecht) (1) ».

Nous voici ainsi conviés à chercher dans le Landesrecht s'il existe une claire notion de la corporation de droit public. Or il se trouve que dans le droit public des Pays allemands nous trouvons bien des corporations de droit public, avec des droits distinctifs, mais toute la question est de savoir si les corporations de droit public de nature religieuse peuvent rentrer dans cette catégorie. Ces corporations de droit public du droit administratif, ce sont ce que nous appelons en droit administratif français les organes administratifs décentralisés : départements, communes, établissements publics. Faut-il y assimiler les Eglises ? Kahl le croit, Ebers le nie. Voici comment il analyse les différents caractères des corporations de droit public ordinaire (2) :

a) elles ne possèdent pas de droits propres originels (ursprünglich) mais seulement des droits dérivés (abgeleitet), appartenant à l'Etat au temps de l'absolutisme.

b) ces corporations n'ont pas leur but en elle-même (Selbstzweck). Elles ont l'autonomie d'organisation mais elles doivent remplir leurs fonctions en vue de l'intérêt

(1) Mausbach dans le Plenum : 17 juillet 1919. Cité par Ebers ; *op. cit.*, p. 188.

(2) Ebers : *op. cit.*, pp. 192 et suiv.

de l'Etat. La preuve en est que si elles négligent de les remplir, l'Etat les supplée, même dans le cas de la commune qui leur est pourtant le plus favorable puisque la commune possède une compétence générale pour toutes les affaires qui intéressent ses membres. Il leur est de plus interdit de se dissoudre elles-mêmes (*Daseinsnotwendigkeit* selon l'expression de Jellinek). Ces corporations font donc partie intégrante et organique de l'Etat ;

c) pour l'accomplissement de ces tâches l'Etat leur confère certains droits de souveraineté (droit d'imposer, statut des fonctionnaires, puissance disciplinaire, protection pénale) ;

d) toujours pour la même raison l'Etat les soumet à un contrôle spécial, non seulement d'ordre négatif (contre les illégalités) mais d'ordre positif (voir si elles remplissent leurs fonctions). Ebers précise que ce contrôle spécial n'est pas essentiel à la notion de corporation de droit public mais n'est que la conséquence de ce que l'Etat leur a confié des tâches administratives. L'étendue de ce contrôle peut varier, et l'histoire le montre. Il sera d'autant plus important que les tâches confiées auront plus d'importance pour la vie de l'Etat.

Or, continue Ebers, les Eglises ne présentent pas ces caractères (1).

a) « Les Eglises sont avant tout en droit pleinement
« indépendantes de l'Etat dans leur naissance et leur
« durée, leur activité et le caractère obligatoire de celle-
« ci vis-à-vis des fidèles. Le pouvoir qui leur est imma-
« nent n'est pas une sorte de pouvoir syndical reposant
« sur la reconnaissance de leurs membres, comme celui
« d'une association du droit privé, mais une autorité
« reposant sur le principe de la domination et de la
« subordination (2), autorité qui se présente comme
« ayant pouvoir de légiférer, d'ordonner et de contrain-
« dre, même lorsque lui font défaut les moyens de con-

(1) Ebers : *op. cit.*, p. 199.

(2) « ...auf dem Prinzip der Über-und Unterordnung beruhende Herrschaft ».

« trainte extérieure. Cette autorité (Herrschaftsgewalt) « ne lui est pas créée ou octroyée uniquement par l'Etat, « mais elle appartient originairement en propre aux « Eglises ». Naturellement l'Etat peut étendre ou restreindre l'application de ce droit, mais son existence ne peut être mise en cause (1).

b) Les Eglises ont un but qui leur est propre ; elles n'ont pas été créées en vue de remplir les tâches de l'Etat, elles ne lui sont pas intégrées organiquement, elles peuvent se dissoudre sans que l'Etat n'ait rien à dire. Leurs tâches leur sont propres et elles n'ont pas à les remplir dans l'intérêt de l'Etat. Pendant l'époque du Staatskirchentum l'Etat avait commis cette erreur juridique de considérer la mission de l'Eglise comme liée à la sienne propre. Cette idée a fait son temps et rien ne serait plus dangereux et inexact que de confondre les Eglises avec les corporations de droit public de nature laïque. D'ailleurs Kahl lui-même reconnaissait (2) que les corporations de droit public ordinaire et les Eglises étaient des « grandeurs incommensurables ».

Aussi Ebers conclut-il que les Religionsgesellschaften et les Weltanschauungs vereinigungen qui leur sont assimilées ne sont pas des corporations de droit public mais qu'elles doivent seulement être traitées comme telles. Si la législation n'avait pas sanctionné cette dénomination, il lui préférerait celle de « corporation qualifiée ». En tous cas ce n'est qu'un expédient et on ne peut tirer de la situation des corporations de droit public laïc des conclusions ayant valeur obligatoire pour les corporations de droit public de l'article 137.

Il ne nous reste plus qu'à nous adresser à la législation des Pays concernant les Eglises, au Staatskirchenrecht tel qu'il existait en 1919. Comme il fallait s'y attendre nous ne trouvons pas là une vue d'ensemble mais seulement une série de droits.

(1) C'est ce point qui différencie essentiellement les Eglises des Sectes.

(2) Kahl : *System...*, p. 337.

En premier lieu la constitution de l'Eglise et son droit, c'est-à-dire le droit canon, sont élevés au rang de droit public d'Etat. L'Etat reconnaît à l'Eglise l'autorité ecclésiastique pour les affaires qui la concernent. Elle possède ainsi une certaine souveraineté. Leurs fonctionnaires et les actes de ceux-ci sont des actes officiels, des actes publics, sans être pour cela bien entendu des actes de l'Etat.

En second lieu l'Etat reconnaît le droit canon comme partie de son droit public, comme une règle objective. A moins cependant qu'il n'en ait formellement répudié certaines parties lesquelles cessent d'avoir cette valeur. Les décrets (*Verfügung*) ecclésiastiques ont valeur obligatoire pour les membres de l'Eglise. Il n'est pas nécessaire d'aller auparavant devant les tribunaux civils pour obtenir l'exécution forcée comme c'est le cas pour les associations^p privées. Les ordonnances ont donc immédiatement force exécutoire par contrainte comme celles de l'Etat et des communes. Elles peuvent faire appel au bras séculier pour l'exécution des mesures disciplinaires, la perception des impôts, pour l'exécution des dispositions de police pour le bon ordre extérieur de l'Eglise, en matière de réglementation des différends concernant les bâtiments de l'Eglise, du presbytère et de la sacristie. Enfin les fonctionnaires ont dans une certaine mesure le droit de prononcer des peines pécuniaires (1).

Tel est l'ensemble des droits garantis par la constitution de Weimar aux Eglises qui les possédaient déjà et ce sont eux auxquels ont droit les associations religieuses lorsqu'elles deviennent corporations de droit public (2). Mais il ne s'agit là, répétons-le, que d'un ensemble. La législation des pays peut régler ces droits comme elle l'entend à une triple condition :

1° Que le statut des différentes associations religieuses

(1) Elles revêtent surtout la forme d'astreintes.

(2) Ont disparu par contre des privilèges tels que le *Parochial recht* du droit prussien qui rendait le curé ou le pasteur membre de droit de la commune où il résidait.

du Pays reconnues comme de droit public soit un statut uniforme.

2° Que soit respecté l'article 137 § 3, c'est-à-dire qu'aucune atteinte ne soit portée à leur droit d'administrer leurs affaires elles-mêmes.

3° Que soit respecté l'article 137 § 6 donnant à ces corporations le droit de lever des impôts.

A ces droits il nous faut ajouter d'autres droits qui sont de véritables privilèges. Ce sont des privilèges parce qu'ils ne découlent pas de la nature de corporation de droit public. Du fait de la Séparation beaucoup ont disparu mais au fond les privilèges essentiels sont demeurés. Il s'agit ici en premier lieu des avantages financiers : certaines exemptions d'impôts d'une part (1), dotations d'autre part que nous étudierons plus en détail, avantages personnels aux fonctionnaires ecclésiastiques (ils ne sont pas soumis à l'obligation de remplir certaines fonctions officielles, ils peuvent refuser de témoigner pour des motifs tenant à leur fonction, limitation de la saisissabilité de leur traitement), enfin une procédure spéciale de liquidation judiciaire.

Ces droits spéciaux, ces droits régaliens qu'abandonne l'Etat aux Eglises va-t-il se désintéresser de la manière dont les Eglises les utilisent ? Un Etat peut-il ainsi abdiquer un démembrement de sa souveraineté ? Ceci serait contraire à tous les principes juridiques ainsi qu'aux nécessités sociales. C'est une obligation pour l'Etat de contrôler l'exercice de ces droits.

Ce point est certain et nous avons vu que pour les associations religieuses en général il existait un contrôle qui n'était autre d'ailleurs que la surveillance générale des associations. A quel contrôle seront soumises les corporations de droit public ? Sur cette question les juristes ne sont pas d'accord. Les uns à la suite de Kahl estiment que les corporations de droit public sont de

(1) Joignons y la possibilité pour les fidèles de déduire de leurs revenus soumis à l'Einkommensteuer les impôts payés à la corporation. Loi du 10 août 1925 § 17 (loi du Reich car c'est un impôt organisé par le Reich et perçu par les Pays).

par leur nature soumises à un contrôle spécial (*besondere Aufsicht*), une sorte de tutelle. Les autres (Löhr, Eichmann, Ebers) n'admettent pas ce contrôle généralisé ; ils n'admettent qu'une série de contrôles particuliers visant chacun des droits publics conférés à la corporation par l'Etat. La distinction peut paraître subtile, en réalité il s'agissait d'éviter le retour des lois de Mai du *Kulturkampf* sous le couvert de la surveillance des associations par l'Etat, il fallait retirer à l'Etat le droit d'intervenir autrement que sur des points bien déterminés. Un conflit qui éclata en Brunswick dès 1920 montra que dans certains Pays ce désir était toujours assez vif.

Pour Kahl, comme nous l'avons vu dans la discussion à la commission, il est de la nature même des corporations de droit public d'être soumises à un contrôle administratif plus étroit que celui qui concerne les autres associations. Ce contrôle en serait un des traits caractéristiques, à son défaut il ne pourrait y avoir de corporation de droit public. On appelle sa théorie la *Korrelaten theorie* car il considère cette tutelle comme le corollaire (*Korrelat*) nécessaire de l'institution. Il employa le mot pour la première fois dans la séance plénière du 17 juillet où il dressa les premiers linéaments du système. « Pour moi, dit-il, on ne fait qu'affirmer « par ce rapport le maintien d'une tutelle de l'Etat pour « autant qu'il est indispensable à celui-ci et provient de « son essence même » (1). Ce droit est nécessaire à l'Etat pour assurer sa propre sécurité et l'ordre public. C'est d'autre part la contre-partie de la protection spéciale et des prestations financières qu'il accorde aux Eglises. Il appartiendra à la législation de chaque pays de fixer l'étendue de cette tutelle (*Aufsicht*) (2).

Ce système fut-il approuvé par l'Assemblée de Weimar ? Il ne le semble pas. Il n'était pas admis par les membres influents tels que Naumann, Gröber, Beyerle,

(1) *Heußron*, VI, 4012, cité par Löhr : *op. cit.*, p. 28.

(2) En vertu de l'article 137 § 8.

le rapporteur Mausbach et Kahl avait vu ses idées repoussées par la commission dont l'assemblée ratifia le texte. Sur ces entrefaites d'ailleurs éclata le conflit auquel nous avons fait allusion entre le gouvernement et l'Eglise évangélique de Brunswick (1).

L'Eglise évangélique de Brunswick, du fait de la Séparation, avait à se réorganiser. Pour ce faire les autorités convoquèrent un synode qui aurait mandat d'élaborer une constitution et elles décidèrent d'appliquer le droit canonique qui fixait la majorité électorale à 25 ans. Or ceci parut aux yeux du gouvernement une mesure réactionnaire. En vertu des subsides qu'il versait à l'Eglise évangélique, il se crut le droit d'intervenir et fixa la majorité électorale à 20 ans. D'où conflit devant le tribunal d'Empire, le Reichsgericht, qui trancha contre la prétention du Pays de Brunswick (2) déclarant incompatible cette loi avec l'article 137 § 3, phrase 1 de la constitution du Reich : « Ce texte donne aux Religionsgesellschaften le droit d'organiser et d'administrer leurs affaires mêmes, *n'enlève pas à la vérité à l'Etat les droits de tutelle (Aufsichtsrechte) découlant de la Kirchenhoheit*, mais lui interdit toute ingérence dans l'administration propre de l'Eglise ».

En présence de cet arrêt et surtout du danger possible qu'avait révélé ce conflit, Kahl modifia quelque peu sa théorie. Il reconnut que la qualité de corporation de droit public ne pouvait servir à l'Etat de « titre juridique universel » (*allgemeine Rechtstitel*) à une ingérence de sa part. Une tutelle ou une intervention de la part de l'Etat ne peuvent entrer en jeu que pour des actes ou des règlements (*Bestimmungen*) particuliers (*einzelnen*) d'une association religieuse corporation de droit public. Son activité juridique vis-à-vis des tiers ne saurait être déterminée sans la reconnaissance ou la collaboration de l'Etat ; de même sa capacité de représentation à l'in-

(1) Cf. Kahl : *Das Reichsgericht und der braunschweigische Kirchenverfassungsstreit* dans *Archiv öffentliches Rechtes* Bd 43, pp. 115 et suiv.

(2) Arrêt du 26 octobre 1921 rapporté dans la *R. G. Z.* 103, 94.

térieur ; bref tout ce qui peut avoir des effets civils ou civiques.

Ainsi précisée et dans une certaine mesure approuvée par l'arrêt du Reichsgericht que nous avons cité, la théorie de Kahl connut un grand succès. Dans la doctrine tout d'abord, de nombreux auteurs l'adoptèrent, tels Anschütz, Schoen, Giese. Certains même l'étendirent en renforçant encore les droits de l'Etat : celui-ci pourrait lors de l'octroi du statut corporatif fixer des conditions et des restrictions. Pour Schoen l'établissement de cette tutelle est non seulement un pouvoir mais un devoir (1). Consultée par le gouvernement de Saxe, la faculté de droit de Leipzig répondit dans le sens de Kahl. Les corporations du droit public religieuses étant en possession d'une partie de la puissance publique, une *Kirchenhoheit*, c'est-à-dire la souveraineté de l'Etat à l'égard de l'Eglise est nécessaire et par suite est reconnue implicitement dans l'article 137 § 5. Quant à la jurisprudence, elle conservera sa position plutôt expectante et laissant en fait les différents Pays libres d'agir à leur guise. Dans son arrêt du 9 septembre 1924 le Reichschiedsgericht citait la phrase de l'arrêt du Reichsgericht du 26 octobre 1921 et celui-ci la reprit dans un arrêt ultérieur du 2 décembre 1926 (2).

Ainsi autorisés et même encouragés les Gouvernements des Pays admirent presque tous le principe sui-

(1) Huber : *Verträge Zwischen Staat und Kirche im deutschen Reich*, pp. 48 et suiv., a une thèse un peu différente. Il admet la nécessité d'une surveillance de la part de l'Etat et ceci contre Löhr. Il distingue corporation de droit public au sens strict (celles qui accomplissent des tâches d'Etat) et des corporations de droit public dans un sens plus général qui ont le privilège « d'être intégrées dans le domaine des institutions publiques ». Elles possèdent une délégation de la puissance étatique, ce qui nécessite une certaine intervention de l'Etat. Comment limiter celle-ci ? En appliquant le principe suivant : « In ihrem eigenen Rechts — und Seins bestand ist die Kirche für den Staat unantastbar ; in ihren Auswirkungen in die staatliche Rechtsordnung ist sie dem Staate unterworfen. » — En son essence et en son droit propre, l'Eglise est intangible pour l'Etat ; dans ses effets dans l'organisation juridique étatique, elle est soumise à l'Etat.

(2) Cités par Ebers : *op. cit.*, p. 305, note 2.

vant dans l'exposé des motifs des lois concernant les corporations de droit public : la constitution de Weimar avait aboli le système de tutelle en vigueur (Bevormundungssystem) mais un système de surveillance à la fois spécial aux corporations et visant toute leur activité, l'ancienne Kirchenhoheit dans certains de ses éléments, était parfaitement compatible avec l'article 137. Ce fut le cas de Wurtemberg, de Bade et surtout de la Saxe et de la Prusse.

La liberté des Eglises se trouvait ainsi singulièrement compromise. Or n'avait-ce pas été là le but essentiel des rédacteurs de la constitution de Weimar ? Aussi contre l'interprétation de Kahl une vigoureuse résistance s'organisa dans les Pays (1) ainsi que dans la doctrine. Que disent ces auteurs ? (Löhr, Lilienthal, Eichmann, Ebers).

Il faut d'abord remarquer que l'on ne pouvait rien tirer des travaux préparatoires ni de la jurisprudence en faveur de la Korrelatentheorie. Des travaux préparatoires parce que l'opinion de Kahl avait été une opinion isolée et combattue, de la jurisprudence parce que le Reichsgericht ne s'était jamais prononcé directement sur la question ; on pouvait même croire que parler de Kirchenhoheit avait été chez lui un défaut dans la manière de s'exprimer. Ceci dit, les auteurs hostiles au droit de surveillance de l'Etat répondent successivement à deux questions :

1° *La notion de corporation de droit public implique-t-elle surveillance spéciale de la part de l'Etat à l'égard de cette institution ?*

Non pas, répondent-ils. D'abord parce que, comme nous l'avons vu (2), ils ne considèrent pas les associations religieuses élevées au rang de corporations de droit public comme de véritables corporations de droit public (3). Aussi de ce que la surveillance de l'Etat est

(1) Sont à noter spécialement les observations du député Baur au Landtag de Wurtemberg.

(2) Voir p. 118.

(3) Cf. Löhr : *op. cit.*, p. 30.

un trait essentiel de la notion de corporation de droit public laïque il ne s'ensuit pas qu'il en soit de même pour les corporations de droit public de nature religieuse. Bien plus, disent-ils, cette tutelle, cet Aufsicht, n'est pas la conséquence des devoirs spéciaux qui incombent à la corporation à l'égard de l'Etat (1). Si le service du culte était considéré comme service public, dans ce cas une surveillante particulière de l'Etat s'expliquerait. Comme ce stade est aujourd'hui dépassé, l'Etat s'étant déclaré neutre, il n'a plus de bases juridiques.

En second lieu, continuent-ils, cela est manifestement contraire à la volonté du législateur. Gauche et droite ont protesté aux déclarations de Kahl (2). Le but évident du législateur était de donner aux corporations de droit public une situation plus favorable qu'aux simples Religionsgesellschaften. Or avec le système de Kahl on aboutit à ce paradoxe de les désavantager vis-à-vis de celles-ci à l'égard desquelles il n'est pas question de contrôle ni de surveillance.

2° *En octroyant la qualité de corporation de droit public (art. 137, § 5) et en déterminant ce statut (art. 137, § 8) la législature des Pays est-elle liée par l'article 137, § 3 qui stipule l'autonomie administrative des Religionsgesellschaften ?*

Là réside en effet la question cruciale. Si l'article 137, § 5 qui traite des corporations de droit public est indépendant des paragraphes précédents, réglant le sort des simples associations religieuses, on peut admettre une ingérence de l'Etat dans les affaires des corporations de droit public. Or manifestement ce n'est pas de cette façon qu'il faut lire le texte de l'article 137.

Celui-ci dans son paragraphe 3 pose le principe général de l'autonomie des associations religieuses, du Selbstbestimmungsrecht. Dans son paragraphe 4 il règle le mode d'acquisition des droits privés, dans son

(1) Cf. Ebers : pp. 312 et suiv.

(2) Cf. Eichmann : *op. cit.*, p. 20.

paragraphe 5 celui des droits publics. Il n'y a donc dans le paragraphe 5 que les conditions d'acquisition de ces droits publics ; c'est un cas particulier du cas général qu'envisage le paragraphe 3. Les Pays ne peuvent donc porter aucune atteinte au principe que les associations religieuses de quelque nature qu'elles soient, privée ou publique, administrent leurs affaires elles-mêmes. Les Pays peuvent légiférer à l'égard des corporations de droit public, elles doivent même le faire mais non à leur détriment. Seul le Reich pourrait fixer de nouveaux principes. Mais dans l'état actuel des choses un pays ne pourrait aller contre le principe du Selbstbestimmungsrecht. « Autrement, dit Löhr (1), la constitution du Reich aurait accordé un blanc seing « (*Frei Brief*) aux Pays et une majorité anticléricale « pour enchaîner les associations religieuses conformément à la mesure et au degré qui leur paraîtraient « convenables. » Et on sait que si le Reich est intervenu en matière religieuse c'était précisément en vue d'éviter pareille chose.

Reste enfin à répondre à une dernière objection : les prestations financières des Etats ne transforment-elles pas l'activité des Eglises en service public ? En droit administratif le fait que telle institution reçoit des subsides de l'Etat ne la transforme pas en service (2) public. Mais l'Etat n'a-t-il pas le devoir de contrôler l'emploi des deniers publics ? Ici il faut distinguer. Une partie de ces subsides n'est qu'une indemnité de sécularisation, ce n'est que le paiement d'une dette. Par contre, s'il s'agit de libéralités de sa part, alors il peut acquérir certains droits, mais après accord avec l'Eglise en question.

En somme, si on veut systématiser la complexe législation des différents Pays de l'Allemagne, c'est l'idée libérale qui l'a emporté sur le système bureaucratique

(1) Löhr : *op. cit.*, p. 28.

(2) L'Etat prussien a reconnu dans l'exposé des motifs de la loi sur la constitution de l'Eglise évangélique que les prestations étaient indépendantes de la qualité de corporation de droit public.

de Kahl. Nulle part n'a été établi un système de tutelle généralisée. Mais il ne faudrait pas croire qu'aucun contrôle n'ait été établi. Spécialement en Prusse un contrôle assez étroit fut prévu à l'égard des Eglises protestante et catholique ; et l'on sait que la Prusse s'étend sur les deux tiers de l'Allemagne.

Cette tendance compressive ainsi que les inquiétudes ressenties à la suite des théories de Kahl poussèrent à chercher la garantie de la liberté des Eglises vers d'autres voies : celle des Concordats. On s'était rendu compte combien précaire était une garantie constitutionnelle et peu solide la garantie unilatérale de l'Etat.

Mais avant d'étudier l'histoire de ces Concordats, il nous faut entrer dans le détail de certaines institutions particulièrement intéressantes telles que le droit d'imposer, le droit de patronage et les nominations aux emplois ecclésiastiques, l'école confessionnelle. Plus spécialement nous étudierons le système Prussien.

CHAPITRE V

L'Etat et le patrimoine ecclésiastique

Aucune institution ne peut vivre sans moyens matériels et le plus indispensable de ces moyens, ce sont les ressources financières. Ce fut toujours un grave problème que celui de la fortune ecclésiastique ; une des plus fréquentes occasions de crise religieuse a été le désir de l'Etat de s'emparer des biens d'Eglises. Que l'on se rappelle en France la confiscation des biens du clergé et en Allemagne les sécularisations, tant celles de la Réforme que celles de 1803 ! On comprend que dans ces conditions la constitution de Weima ait jugé utile de consacrer trois de ses dispositions à la question de la fortune des associations religieuses.

Sur l'une d'elles nous ne nous attarderons pas, car nous en avons déjà parlé (1), c'est celle qui concerne la protection spéciale assurée aux biens des associations religieuses (art. 138, § 2). Les deux autres méritent une étude séparée. Il s'agit des dotations ou prestations de l'Etat à l'Eglise d'une part (art. 138, § 1^{er}), du droit d'imposition d'autre part, droit réservé aux corporations de droit public (art. 137, § 6).

§ 1^{er}. — *Les Staatsleistungen*

L'article 138 contient une double prescription à l'égard des sommes versées annuellement par les différents

(1) P. 107.

Etats de l'Allemagne à certaines associations religieuses (non pas nécessairement corporations de droit public). D'une part, il autorise en principe ces Etats à suspendre ces prestations : « Les prestations des Etats aux associations religieuses fondées sur une loi, un traité ou un titre juridique particulier sont abolies par le pouvoir législatif des Pays (*Ländergesetzgebung*). » Mais le paragraphe continue par une phrase qui annule en fait la première : « C'est le Reich qui pose les principes en la matière. » Or on était bien résolu à ne jamais poser ces principes, car on se rendait compte de la difficulté du problème ; de sorte que les Pays se trouvaient paralysés par la carence du Reich. Nous allons voir successivement l'origine de ces prestations, leur protection juridique, la garantie constitutionnelle.

L'origine et les différents fondements juridiques de ces prestations forment un ensemble complexe. Pour y mettre une certaine clarté, il importe de distinguer suivant qu'il s'agit de l'Eglise évangélique, de l'Eglise catholique et enfin des autres associations religieuses (1). Eliminons de suite ce dernier cas. Il s'agit de prestations accordées par l'Etat à des associations religieuses telles que les vieux catholiques, les vieux luthériens, les communautés de la confédération de la Basse-Saxe. Ce sont des prestations faites par l'Etat, soit d'une manière purement gratuite, soit inspirées par des buts politiques (vieux catholiques), soit enfin à titre d'indemnité pour les pertes de bénéfice ressortant au casuel à la suite de l'introduction du mariage civil. Il existe enfin, en Prusse par exemple (2), des subventions aux pasteurs de toute confession.

Les princes ayant confisqué la fortune ecclésiastique en se convertissant à la Réforme, sauf toutefois les biens locaux qui passèrent aux communautés ecclésiastiques, il en naquit à la charge de l'Etat l'obligation de pourvoir à tous les besoins excédant ces modestes res-

(1) Cf. Ebers : *op. cit.*, pp. 218 et suiv.

(2) Cf. Bredt : *Kirchenrecht*, II, 147.

sources et en particulier à l'entretien des clercs et du personnel. Les sommes ainsi versées furent incorporées au budget au xix^e siècle et s'accrurent constamment. Telle est la première source de la dotation évangélique. D'autres prestations reposent sur des titres directs (Wurtemberg) et résultent de l'étroite liaison entre l'Eglise évangélique et l'Etat ; certaines d'abord simples libéralités ont fini par devenir véritables créances de l'Eglise reconnues par le Reichsgericht comme provenant d'une coutume (1). Une troisième source est constituée par les sécularisations de 1803 qui n'ont d'ailleurs que peu frappé les protestants. Enfin les Pays ont considéré qu'ils se trouvaient moralement obligés (non pas juridiquement) de subvenir aux frais des autorités ecclésiastiques supérieures tant personnelles que matérielles, du fait que jusqu'en 1919 incombait à l'Etat la charge de l'entretien du Landesherrlichen Regiments.

A l'égard de l'Eglise catholique, le principal fondement juridique (2) des prestations se trouve être les décisions de la *Reichshauptdeputationschluss* du 25 février 1803 (3). Il s'agit du célèbre Recès de 1803 qui avait pour but d'indemniser les princes des territoires de la rive gauche du Rhin cédés par eux à la France. Non seulement les principautés ecclésiastiques furent sécularisées, mais tous les biens des abbayes et des fondations furent mis « à la disposition » des princes aussi bien dans leurs nouvelles que dans leurs anciennes possessions.

En vertu du paragraphe 35, les biens étaient « abandonnés à la pleine et entière disposition des Landesherren tant pour satisfaire aux frais du service du culte, de l'enseignement et d'autres institutions d'in-

(1) Arrêt du 17 février 1926. Cf. Ebers : p. 221, *R. G. Z.* 113, 349 et suiv.

(2) En Prusse il existe un titre spécial du fait de la confiscation des biens ecclésiastiques des territoires polonais annexés sous Frédéric II.

(3) Cf. Sägmüller : *Der Rechtsanspruch der katholischen Kirche in Deutschland auf finanziellen Leistungen seitens des Staates.*

« t  r  t général que pour le soulagement de leurs
 « finances, sous la réserve expresse *de la dotation*
 « *  rme et demeurant la même* (Gleichbleibende) *des*
 « *Eglises cathédrales...* ainsi que des pensions pour le
 « clergé supprimé. »

En contre-partie de cette confiscation les Etats se trouvaient assujettis à certaines obligations à l'égard de l'Eglise catholique :

a) La garantie de la possession et de la jouissance des biens ecclésiastiques (§ 63) : la fortune purement locale (ex. : l'  glise par opposition au bien foncier jusque-là possédé) et quelques fondations spécialement protégées ;

b) En vertu des paragraphes 36 et 77, les Etats étaient successeurs universels et donc héritaient des charges et obligations. Ils héritaient ainsi des charges de culte, d'entretien des bâtiments, de traitements dans la mesure où ceci incombait à l'abbaye ou à la fondation ou à l'évêché sécularisé ;

c) Par le paragraphe 35, les Etats contractaient l'obligation de doter les Eglises cathédrales. Ceci ne signifiait pas seulement l'entretien des évêques et des chapitres ainsi que les frais du service divin mais également toutes les institutions diocésaines nécessaires (autorités épiscopales, fonctionnaires épiscopaux...) (1). Le mode d'exécution de ces obligations fut discuté avec Rome après les guerres napoléoniennes. Rome désirait une dotation en biens fonds, une *Real-dotation*. La plupart des Etats se contentèrent de fixer une somme globale : la *dotatio firma et congrua*. La Prusse mit une certaine mauvaise volonté à s'exécuter et conditionna le paiement de ces sommes à des prescriptions administratives assez étroites. Des difficultés s'élevèrent aussi lorsque les besoins augmentèrent et l'argent perdit de sa valeur. C'est en partie pour y remédier que l'on s'orienta vers l'institution de l'impôt ecclésiastique.

d) Le paragraphe 35 oblige également les princes à satisfaire tous les besoins essentiels de l'Eglise pour

(1) Cf. Ebers : *op. cit.*, p. 226.

autant que les biens locaux n'y suffiraient pas. Des études récentes ont montré que « la pleine et libre disposition » laissée aux princes consiste dans la liberté ou non de séculariser, non pas dans l'usage des sommes ainsi recueillies qui doivent en premier lieu être consacrées au culte, en second lieu aux besoins d'utilité générale, enfin seulement si tous ces besoins sont satisfaits au soulagement des finances publiques. Les Etats commencèrent par reconnaître ce droit (la Prusse spécialement dans l'édit de sécularisation du 31 octobre 1810), mais ils ne tardèrent pas à l'oublier et les « fonds ecclésiastiques » qu'ils versèrent furent plus ou moins insuffisants. C'est aussi là une des sources de la création de l'impôt ecclésiastique.



La constitution de Weimar maintient en principe ces dotations ou prestations. Non seulement sont ainsi conservées les prestations aux Eglises en vue des titres que nous venons d'étudier mais également les droits des communautés ecclésiastiques et des Eglises non plus en tant qu'Eglises mais à titres spéciaux. Une abolition brusque aurait obligé à capitaliser les sommes à rembourser (1) ce qui eut créé plus de difficultés et de soucis matériels que n'eut apporté d'avantages la séparation plus poussée de ce fait entre les Eglises et l'Etat. Ce qu'il est intéressant de remarquer c'est que beaucoup des prestations maintenues reposent sur la coutume. Les Etats, les communes versaient des sommes aux Eglises. Il faut qu'ils continuent. Cette sorte de garantie provisoire donnée par la constitution de Weimar va mener plus loin encore puisque le Reichsgericht admet qu'elle s'étend aux exemptions d'impôts d'Etat (2). L'ensemble de ces avantages financiers doit être conservé (*aufrechterhalten*) aux Eglises ; il peut

(1) Cf. Scharnagl : *Staats Lexikon*, III, 179.

(2) *R. G. Z.* 11, 134.

être augmenté, non supprimé ou diminué, ni directement, ni indirectement.

L'inflation de l'après-guerre a fait surgir à ce sujet un conflit entre les Etats de Saxe et l'Eglise évangélique de ce pays. Le gouvernement socialiste du pays se refusait à accroître ses prestations lors de la chute du mark ou plutôt niait toute obligation juridique à ce sujet et proposait à titre purement gracieux une augmentation de 50 % qui ne correspondait en rien à la chute du mark. Le Staatsgerichtshof, dans son jugement du 15 octobre 1927 (1), a affirmé le droit des Eglises à la revalorisation des prestations par le motif que cette revalorisation ne dépendait pas de la qualité des prestations en tant que telles mais de leurs racines dans la vie publique. Ainsi les obligations de l'Etat vis-à-vis des Eglises ne sont pas fixées à un chiffre, ce n'est pas une créance fixée, c'est un devoir de l'Etat d'aider les Eglises dans la mesure où ils le faisaient jusqu'alors. L'obligation de l'Etat serait plutôt une obligation de faire qu'une obligation de donner. Plusieurs auteurs en ont conclu à l'obligation pour l'Etat d'accroître ses prestations avec l'augmentation des besoins de l'Eglise et l'élévation des prix. Plusieurs Pays ont suivi cette direction dans les années d'après-guerre.

Il n'en reste pas moins que la constitution prévoit la suppression des prestations. Il appartiendra au Reich de fixer les principes à ce sujet. Mais en attendant, le Reichsgericht (dans l'arrêt cité) a reconnu comme compatible avec la constitution une suppression des dotations par entente entre l'Eglise et l'Etat. Un traité de ce genre fut conclu entre le Pays de Brunswick et l'Eglise évangélique transformant en une rente l'obligation qui incombait jusqu'alors à l'Etat de payer les traitements des autorités supérieures. Mais le désir des Eglises était surtout de transformer ces prestations pécuniaires en

(1) *R. G. Z.* 118 supplément, pp. 1 et suiv.

bien-fonds offrant beaucoup plus de garanties de stabilité dans la possession comme dans la valeur.

★★

Quelle est la voie de droit ouverte aux Eglises pour faire respecter leurs droits à des dotations ? Il y a là un point de droit administratif intéressant que nous ne pouvons passer sous silence. C'est de plus un cas curieux de conflit de jurisprudences.

Jusqu'en 1923 on admettait que les contestations relatives aux prestations devaient être portées devant la juridiction ordinaire, car il s'agissait de droits de nature patrimoniale (*vermögensrechtliche*). Mais dans deux arrêts rendus le 12 mai 1923 le tribunal des conflits prussien (preussische Kompetenzkonflikt Gerichtshof) a dénié la compétence aux tribunaux ordinaires en la matière (1).

Son argumentation est la suivante : la voie ordinaire est exclue lorsqu'il s'agit de contestations qui ne sont pas du droit privé. Elles ne seraient donc reçues en matière de dotation que s'il s'agissait de droits de nature privée à l'égard des fondations et monastères et qu'en passant à l'Etat ces droits aient conservé le caractère d'une obligation privée de la part de l'Etat. Or il n'en est rien, les paragraphes 35 et 36 de la Reichshauptdeputationschluss n'ayant fondé que des devoirs sociaux publics, la sanction de la Bulle de salute animarum (2) n'étant qu'un acte de souveraineté et le Kabinettordnung de 1834 n'étant qu'un acte administratif et non une loi (comme le soutenait par contre la précédente jurisprudence). Les fondements juridiques des prestations sont donc de droit public et les contestations rela-

(1) Ceci dans un but fiscal.

(2) Après les guerres napoléoniennes il fallait réorganiser l'Eglise. Comme la Prusse était encore loin d'idées concordataires, le Pape avait réorganisé l'Eglise catholique par cette Bulle et l'Etat l'avait sanctionnée pour lui donner force de loi.

tives à ces prestations échappent à la juridiction ordinaire.

Le Reichs gericht dans deux arrêts de 1925 s'opposa à cette manière de voir. Il fit remarquer que la voie ordinaire n'était exclue que lorsque l'acte lui-même était l'objet de cette contestation ; mais, que le droit de nature patrimoniale soit fondé sur un titre de droit privé ou de droit public, cela ne modifie en rien la compétence des tribunaux ordinaires (1).

Cependant malgré cette décision de la cour la plus élevée de tout le Reich allemand, le tribunal des conflits prussien a maintenu sa position dans un arrêt du 20 mars 1926 en introduisant une distinction : la juridiction ordinaire ne serait compétente que si des faits sont apportés qui montrent le fondement d'une obligation spéciale de droit privé. C'est dans cette direction, c'est-à-dire dans une extension progressive de la compétence administrative, que s'est orientée la législation prussienne à propos des règlements (Anordnungen) concernant les constructions ou réparations d'églises, de sacristies et de presbytères, par conséquent à propos de conflits tenant à des questions de patronat (lois du 8 août 1914 et 24 novembre 1925). Elle a pour ce cas créé tout un système de juridiction avec appel à l'Oberverwaltungsgericht tandis que pour les autres cas, si la voie ordinaire est fermée, il ne demeure plus que le recours gracieux. La jurisprudence administrative prussienne étant ainsi moins bien organisée et moins indépendante vis-à-vis de l'administration, on comprend que certains auteurs tels que Fischer et Ebers protestent contre cette évolution et parlent d'une « sécularisation d'un nouveau genre » (2) malgré les précautions de la constitution.

(1) C'était l'argumentation du juriste Otto Fischer annotant l'arrêt du tribunal des conflits prussien. Cf. *Archiv Katholisches Kirchen rechts* 105, 1925, pp. 265 et suiv. Ebers, p. 237.

(2) Ebers : *op. cit.*, p. 242.

§ 2. — *Le droit d'imposer (Besteuerungsrecht)* (1)

Nous allons nous attarder un peu sur cette institution originale qui n'a pas d'équivalent en France. Il est certes toujours loisible à une Eglise de lever des contributions sur ces membres et même d'utiliser à cet effet ses moyens de contrainte spirituelle. Mais elle ne peut recourir à la contrainte matérielle. Le droit d'imposer, avec le caractère de contrainte essentiel à un impôt, étant un droit régalien, il n'appartient à l'Eglise que si l'Etat le lui octroie. C'est ce que firent les Etats allemands au début de ce siècle dans les conditions que nous avons dites. La constitution de Weimar en généralisa le système, faisant dépendre ce droit de la qualité de corporation de droit public ; c'est d'ailleurs le seul droit exceptionnel qu'elle garantit à ces corporations. Mais l'article 137 § 6 est formel sur ce droit : « les associations religieuses, qui sont corporations de droit public, sont autorisées (*berechtigt*) à lever des impôts... » Cette obligation pour les Pays se trouve soumise à trois conditions :

1° La première condition non spécifiée par la constitution de Weimar mais qui tient aux principes généraux de la législation financière est que cet impôt soit nécessaire pour couvrir les besoins matériels des Eglises. Cet impôt a un caractère *subsidaire*. Si par d'autres moyens (bienfaits, prestations (2)) l'Eglise possède les ressources suffisantes, l'impôt n'a pas de raison d'être. C'est ce que dit l'article 1^{er} de la loi prussienne du 26 mai 1905 : « Les communautés ecclésiastiques sont autorisées à lever des impôts pour la satisfaction de leurs besoins. On ne peut faire usage de cette disposition que tout autant que les autres revenus disponibles n'y suffisent pas... »

(1) Walter Koch : *Die Kirchensteuer im Preussen nach dem Stande von 1933*.

(2) Dans de nombreuses petites communes la commune (en tant qu'autorité laïque) subvient aux frais.

Il en résulte un droit de contrôle de la part de l'Etat. L'Etat aura le droit d'examiner le budget de la corporation qui demande à faire usage du Besteuerungsrecht. En fait ce contrôle se réduira à l'examen de la conformité de la décision d'imposer de l'Eglise avec les prescriptions édictées par l'Etat à ce sujet. Ces prescriptions ce sont des dispositions du Reich (quant à la tâche des fonctionnaires du Reich), des lois des pays (par exemple en Prusse la loi du 26 mai 1905 modifiée par les Nouvelles de 1928 et 1929) et les Richtlinien, sorte de décrets administratifs sur les lignes générales à suivre en la matière.

Mais il ne faut pas croire que de ce fait l'Etat ait le droit de s'immiscer dans l'administration de l'Eglise. La compétence de l'Etat se borne à la levée de l'impôt. Il ne faut pas que cet examen des besoins de l'Eglise tourne à une tutelle de son administration financière. L'administration de l'Etat acceptera ou refusera l'impôt, elle ne pourra fixer les conditions de l'emploi des sommes ainsi perçues. Cependant en fait ces considérations influenceront naturellement sur la décision des autorités laïques et le système n'est pas viable sans entente entre les deux administrations ecclésiastique et laïque. C'est ce qui ressortira de chacune de ces pages sur le Kirchensteuer (impôt ecclésiastique).

2° La seconde condition est posée expressément par la constitution. Cet impôt sera perçu sur « la base du rôle des contributions civiles » (*auf Grund der bürgerlichen Steuerlisten*). Ce texte indique le caractère *accessoire* de l'impôt ecclésiastique (1). L'impôt ecclésiastique n'est qu'un supplément à l'impôt civil ; que cet impôt soit perçu au profit du Reich, des Pays ou des communes cela n'a pas d'importance. Le but de cette disposition est d'assurer l'harmonie de l'impôt ecclésiastique avec

(1) L'Oberverwaltungsgericht, dans un jugement du 10 décembre 1929, a proclamé la liaison étroite de l'impôt ecclésiastique avec l'impôt proportionnel. « Il demeure et tombe avec lui », « steht und fällt mit dieser ». Toute modification de celui-ci entraîne modification de celui-là. Exemption ou décharge de l'un entraîne exemption ou décharge de l'autre.

ce que l'Etat considère comme le système assurant le plus de justice sociale.

En fait c'est généralement un pourcentage de l'impôt sur le revenu. Mais en *droit prussien* rien ne s'oppose à ce qu'il soit établi sur les impôts cédulaires, ou sur les impôts réels (Grundvermögensteuer, Gewerbesteuer) et le nouvel impôt du Reich : le vermögensteuer. Il peut y avoir cumul sauf dans ce dernier cas où l'impôt ne sera perçu que sur la plus forte contribution.

Cependant la constitution n'interdisait pas aux Etats de créer d'autres impôts ecclésiastiques organisés sur d'autres bases. C'est ce que fit la Prusse en 1928-1929 l'impôt sur le revenu étant d'un emploi difficile pour certaines communautés rurales. Le système d'impôt progressif que connaissent les régimes d'après-guerre se prête mal aux conditions locales, aux petites communes où il n'y a pas de grand commerce et où les fidèles peuvent désirer participer aux frais de leur Eglise. Aussi imagina-t-on une forme d'impôt plus souple, mieux adaptée : c'est le Kirchgeld qui s'est largement répandu surtout avec la diminution des capacités contributives du peuple allemand. C'est un impôt qui peut être fixe (dans ce cas il ne peut dépasser 3 marks) ou échelonné (dans ce cas le premier palier ne peut excéder 3 marks et le dernier 30 marks). Ainsi est brisé le lien rigide aux impôts proportionnels. Il peut être établi dans les communautés ecclésiastiques sur des bases variées, mais il doit être « *fest und gleichmässig* » : ferme et uniforme, c'est-à-dire établi d'après des règles objectives sans faire acception des personnes. Cette dernière disposition est nécessaire pour éviter la pression des « coqs de village ». Une seule exemption est obligatoire : celle des membres de l'assistance publique. Le Kirchgeld est donc une faible contribution qui peut être payée par tous et permet aussi de remédier au défaut d'adaptation des impôts proportionnels dont elle n'est d'ailleurs qu'un complément.

En 1932, le système d'impôts de la Prusse s'est trouvé assez profondément modifié au profit des agricul-

teurs, la plupart desquels ont cessé d'être assujettis à l'impôt sur le revenu. Pour compenser on a élevé les pourcentages relatifs à l'impôt foncier et une élévation du Kirchgeld a été autorisée.

Cependant qu'il s'agisse d'impôts ecclésiastiques ou de Kirchgeld, tous deux considérés à titre égal comme Kirchensteuer, le trait caractéristique de cet impôt est son recouvrement par le moyen des rôles des contributions directes (1). Il appartient en principe aux fonctionnaires de l'Etat de rédiger le *Kirchensteuerbescheid* (la feuille d'impôt) de la faire parvenir à l'assujetti et de percevoir la somme ainsi fixée ((*einziehen*)). Cependant après accord, il est loisible à l'administration de se décharger sur les communautés ecclésiastiques de certaines attributions (par exemple l'établissement du Kirchensteuerbescheid).

3° La constitution spécifie enfin que l'impôt ecclésiastique sera levé « en raison (*nach Massgabe*) des prescriptions du droit de chaque Pays. » Il appartient donc aux pays de fixer les conditions et modes de perception de cet impôt.

C'est là une tâche assez délicate car le Pays en question doit prendre en considération la capacité contributive des citoyens et ménager autant qu'il le peut leurs intérêts, capacité contributive et intérêts assez menacés déjà par les besoins financiers de l'Etat moderne, et il doit en même temps faire en sorte que cet impôt procure des revenus appréciables aux Eglises. Le souci de ne pas élever le taux de cet impôt est un des motifs qui a poussé à ne pas supprimer les prestations ou dotations.

Les Pays ont fait largement usage de ce droit et la plupart des prescriptions concernant l'impôt ecclésiastique viennent de l'Etat. Cependant ce que l'Etat n'a

(1) A cette réserve près que si l'assujetti au Kirchgeld n'est pas assujetti aux impôts directs et donc à l'impôt proportionnel ecclésiastique, il ne peut être recouvré par ce moyen.

(2) Cf. *Notverordnung* du Kirchenrat de l'Union évangélique de la vieille Prusse du 28 septembre 1928 en ce qui concerne le Kirch-

pas réglementé, la corporation de droit public a compétence pour le faire (2).

L'Etat (c'est-à-dire ici le Pays) pose les conditions et les bases (*Voransetzungen und Unterlagen*) de l'impôt, ex. : l'autorité ecclésiastique compétente, le but de l'impôt, les personnes soumises à l'impôt, la représentation des assujettis, le contrôle de l'administration laïque et les autorités compétentes, les recours, etc... Il lui appartient également de déterminer comment la décision d'une communauté ecclésiastique d'imposer ses membres sera examinée et approuvée par l'administration laïque, autrement dit d'organiser une sorte de tutelle (*Aufsicht*) spéciale quant à l'usage de ce droit.

Sans étudier les diverses législations de chaque Pays, nous allons dire seulement quelques mots du système prussien.

La circonscription ecclésiastique compétente pour imposer les fidèles est la communauté ecclésiastique (c'est-à-dire la paroisse). Il n'appartient pas aux diocèses (1). Il appartiendra à l'autorité compétente (*Gemeindekirchenrat* pour les catholiques, *Kirchenvorstand* pour les protestants) de prendre les décisions concernant l'imposition (*Umlagebeschlüsse*), de déterminer les assujettis (*Veranlagung*), etc...

Pour être assujetti, il faut remplir les trois conditions suivantes : appartenir à la confession, être domicilié dans la commune ecclésiastique, en être membre. Les étrangers en sont en principe redevables (2). Les ecclésiastiques et fonctionnaires d'Eglise n'en sont plus dispensés, ni le patron à moins qu'il ne contribue spécialement (par exemple aux frais d'entretien d'édifice du culte). Ne sont exemptés que les militaires en ser-

geld, suppression de l'exemption des clercs. En vertu de l'article 2 de la loi du 8 avril 1924.

(1) Dans l'Allemagne du Sud il existe par contre une distinction entre le *Landeskirchensteuer* et l'*Ortskirchensteuer*.

(2) A moins que dans le voisinage de la circonscription il n'y ait une organisation de service divin étranger non entretenu par la *Kirchengemeinde* (ex. : un fidèle de la Haute Eglise anglaise s'il y a une Eglise à Berlin).

vice actif, les fonctionnaires civils de la Wehrmacht, enfin les membres de certaines communautés qui y demeurent. Le Kirchensteuer est en principe indépendant de l'âge de l'assujetti ; mais le Kirchgeld qui a un certain aspect de capitation n'est dû qu'au-dessus de 18 ans. En cas de pluralité de domiciles, l'impôt est partagé entre les communes. En cas de mariage mixte on divise par moitié le revenu commun et on applique à chaque moitié les coefficients fixés par chacune des confessions.

L'assujetti a un recours soit contre le montant, soit contre le fait de l'imposabilité. Il doit faire opposition devant les autorités ecclésiastiques répartitrices. Cet organe doit trancher dans les quatre semaines. Si l'assujetti n'a pas reçu satisfaction, il peut faire appel devant les autorités administratives laïques, à savoir le Regierungspräsident ; il doit le faire dans un délai de quatre semaines. Si sa plainte est repoussée, il peut alors sortir l'affaire devant l'Oberverwaltungsgericht et il dispose pour cela d'un délai de deux semaines. Mais si l'individu n'a pas fait opposition à une inscription sur la liste des assujettis, celle-ci (*Veranlagung*) devient inattaquable ; il ne lui est plus possible de discuter que le montant de l'impôt (1).

La décision d'imposer est en principe valable pour un an. Le taux, égal pour tous (réserve faite de la progressivité) peut varier suivant l'impôt dont l'impôt ecclésiastique est le supplément ; cependant le même taux doit s'appliquer aux impôts cédulaires et à l'impôt sur les salaires (2). L'organe ecclésiastique peut consulter l'administration des finances pour l'évaluation des recettes probables, mais celui-ci ne peut lui donner tous les renseignements car il ne connaît pas la diversité des confessions des contribuables. La décision

(1) Les sociétés et personnes morales sont imposables.

(2) De plus, sauf autorisation spéciale, l'impôt ecclésiastique, supplément aux impôts réels, ne peut dépasser que le quadruple de la part d'impôt ecclésiastique, supplément de l'impôt sur le revenu.

d'imposer (*Umlagebeschluss*) doit contenir toutes les précisions nécessaires pour percevoir l'impôt.

Pour avoir force exécutoire elle doit avoir été soumise à approbation : approbation des autorités ecclésiastiques supérieures d'une part (consistoire, Landeskirchenamt, vicaire général), autorités laïques d'autre part (en principe le Regierungspräsident). Si l'autorité laïque rejette, celle-ci doit entrer en conversation avec les autorités supérieures de l'Eglise. Mais en principe il n'y a pas de recours ouvert contre le rejet de la décision d'imposer par l'autorité laïque (1). C'est là où l'on voit combien tout le système dépend du bon vouloir de l'Etat, ce qui d'ailleurs est normal.

La décision d'imposer, une fois acceptée, doit être publiée avec les précisions requises (endroits, modes et dates de paiements, élévation des taux, système adopté pour le Kirchgeld). Reste alors la Veranlagung, fixation expresse de l'individu et de la somme à payer. C'est l'administration des contributions directes qui perçoit et verse à l'Eglise, déduction faite des frais que lui a coûté le recouvrement.

Ce système présente l'avantage d'assurer certains revenus à l'Eglise. Mais c'est un peu un trompe-l'œil. Il ne donne pas à l'Eglise l'indépendance qu'au premier abord on imaginerait ; il ne lui procure que des sommes insuffisantes d'autant plus que les Eglises craignent de voir fuir les fidèles si elles fixent le taux au degré nécessaire pour subvenir à leurs besoins ; enfin les variations de la capacité contributive ne lui assurent pas la sécurité que réclame l'existence de pareilles institutions (2). Aussi on comprend le désir des Eglises, surtout de l'Eglise catholique de voir ce système remplacé par une dotation en capital, en biens fonciers.

L'idée est cependant intéressante et l'assouplissement du système par le Kirchgeld permettra peut-être d'aboutir à la vraie formule.

(1) Il reste cependant le recours gracieux.

(2) Surtout avec le système d'impôt moderne frappant principalement la circulation des biens.

CHAPITRE VI

Les lois complémentaires des Pays

(ART. 137, § 8)

Tel est l'ensemble du système de Weimar. Mais nous savons que dans le paragraphe 8, de l'article 137, la constitution appelait les Etats à légiférer sur les Religionsgesellschaften et les corporations de droit public, et ceci en corformité avec les principes exprimés. C'est en vertu de ce texte que dans les années qui suivirent, les Pays soit dans leur constitution propre, soit dans des lois spéciales réglementèrent la situation des Eglises. Avant de juger l'œuvre de Weimar, il est indispensable de voir comment elle a été appliquée, dans quelle mesure la séparation a été réalisée. C'est ce que nous allons étudier, réservant la plus grande partie de ce chapitre au système prussien, le plus important de beaucoup d'autant plus que nous n'aurions rien à dire ici de la Bavière qui modifia par Concordat son régime.

SECTION I. — LE SYSTÈME PRUSSIE DE 1924 (1)

Ce système présente en premier lieu ce trait remarquable de ne pas avoir d'unité. Il y eut, en effet, une

(1) Cf. Linneborn : *Kirche und Staat in Preussen* dans *Staats Lexikon der Goerres Gesellschaft*, t. III, pp. 203 et suiv.

loi concernant l'Eglise catholique et une loi concernant l'Eglise protestante. Ceci n'était-il pas contraire à la constitution ? Oui, puisque selon l'interprétation de la doctrine, celle-ci voulait l'égalité entre toutes les corporations de droit public, un statut uniforme pour elles. Aussi a-t-on critiqué cette dualité. Mais cette critique n'eut pas de suite parce que avant d'être votées les lois avaient été soumises aux autorités supérieures de l'une et l'autre Eglises et approuvées par elles.

Il nous faut donc étudier séparément Eglise catholique et Eglise protestante.

A) *Eglise catholique*

Les lois qui la concernent sont essentiellement la constitution prussienne du 20 novembre 1920, la loi du 30 novembre 1920 sur l'appartenance à une Religion gesellschaft, la très importante loi du 24 juillet 1924 sur l'administration de la fortune ecclésiastique complétée par l'ordonnance du 24 octobre 1924 sur l'application des droits de l'Etat vis-à-vis de cette administration (2). Il existe naturellement bien d'autres textes en vigueur et sur de nombreux points il faut encore se reporter à l>Allgemeines Landrecht.

a) L'Eglise catholique est reconnue comme association religieuse de droit public. Elle est personne juridique, a droit à l'exercice public du culte et possède les différents droits que nous avons étudiés jusqu'à présent. Le vol dans une église est un vol qualifié, le trouble de l'office divin un délit particulier.

b) L'Eglise catholique est autonome. Sa liturgie n'est plus soumise à l'approbation de l'Etat. Les processions n'ont pas à être autorisées en tant que telles, mais sont considérées comme des réunions en plein air qui doivent être déclarées et peuvent être interdites en cas de danger immédiat pour la sécurité publique. Dans l'exercice du culte, l'Eglise demeure soumise aux prescriptions de police (§ 10, 11, 17 A. L. R.). C'est là une restriction

(1) *Gesetzsammlung* 1921, p. 119.

(2) *Gesetzsammlung* 1924, p. 731.

considérable qui n'est pas compensée comme en France par une juridiction administrative libérale.

c) L'Eglise a le droit de modifier sa *constitution et son droit*. Les lois ecclésiastiques catholiques ne sont soumises à aucune autorisation préalable et aucun délai n'est fixé par l'Etat pour leur mise en vigueur. L'évêque est reconnu comme ayant pouvoir de légiférer (1) et l'Etat n'a plus comme autrefois le droit de décider que la communauté des fidèles d'un diocèse n'est plus soumise à l'autorité de celui-ci.

d) En ce qui concerne la *formation des clercs*, jusqu'à la conclusion du Concordat de 1928, l'Etat prussien a tenu à conserver certains droits de regard datant de l'époque du Kulturkampf (2). Tout clerc doit avoir fait ses études secondaires dans un lycée allemand et avoir fait au moins trois années d'études supérieures dans une Université allemande ou dans un Séminaire diocésain reconnu (Fulda, Hildesheim, Paderborn, Trêve, Osnabrück, Limburg). Tous les établissements ecclésiastiques de formation des clercs sont soumis à la surveillance de l'Etat auquel doivent être soumis les statuts ; les programmes doivent être calqués sur ceux de l'Université ; les professeurs doivent avoir été formés dans une Université allemande.

e) L'Eglise est en principe libre de *nommer aux emplois ecclésiastiques*. Mais cette faculté est limitée par le droit de *Patronat*.

Qu'est-ce que le Patronat ? C'est un ensemble de droits et devoirs divers et assez complexes appartenant à une personne physique à l'égard d'une communauté ou d'une fonction ecclésiastique (3). L'Eglise catholique le définit ainsi « Summa privilegiorum, cum quibusdam » oneribus, quae ex ecclesiae concessione compétunt » fundatoribus catholicis ecclesiae, capellae aut beneficii, vel etiam eis, qui ab illis causam habent » (4).

(1) Par des « Geschäftsanweisungen » et des « Wahlordnungen ».

(2) Ce qui était en contradiction avec la constitution.

(3) Liermann : *Deutsches evangelisches Kirchenrecht*, p. 286.

(4) Canon 1448.

Mais cette définition est ici trop étroite, car il existait en Allemagne des patronats contraires au canon de l'Eglise.

Nous voyons donc que le Patronat peut avoir pour objet différents droits ; mais le plus important de ces droits était le droit de nomination, c'est à cette occasion que nous allons en parler. C'est d'ailleurs une institution qui tombe en désuétude.

La première difficulté consiste à déterminer la nature juridique du Patronat. C'est certainement un droit de nature *kirchenrechtlich*, selon le terme allemand que l'on peut traduire par canonique sans en rendre parfaitement le sens. Mais est-ce un droit public ou un droit privé ? La question est discutée. Il existe un arrêt de l'Obertribunal de Stuttgart du 5 juillet 1846 (1) qui déclare : « Le droit de présentation ou de nomination
« d'un clerc appartient certainement au droit public
« s'il est utilisé comme une émanation (*Ausfluss*) de la
« puissance ecclésiastique par les autorités laïques ou
« ecclésiastiques. Mais il peut être acquis en vertu de
« titres juridiques spéciaux par des personnes privées
« ou des corporations séparées et constitue dans ce cas
« un droit privé. » Il peut donc y avoir des espèces différentes de Patronat. Mais avec la constitution de Weimar le Patronat de droit public a disparu.

Ce Patronat de droit public dérivait du Landesherr regiment, des droits de souveraineté immédiate reconnus au chef de l'Etat à l'égard de l'Eglise. C'est en vertu de ce droit que la loi du 11 mai 1873, dans son paragraphe 15, donnait à l'Etat prussien un délai de 30 jours pour faire opposition à toute nomination ecclésiastique. Quant aux évêchés prussiens et aux chapitres, leur situation était réglée par les traités de 1821 auxquels la constitution de Weimar n'avait pu porter atteinte, ces traités faisant partie du droit international. Il y avait

(1) Cf. Wilhelm Grau : *das Kirchenpatronatrecht in Württemberg unter der Verfassung von 25 sept.* 1919. Stuttgart, 1932, F. Ecke Verlag.

discussion dans la doctrine mais c'était le point de vue du gouvernement prussien (1).

Le système de nomination aux charges vacantes était des plus compliqués pour les chapitres : il y avait là un partage entre les chapitres, l'évêque et l'Etat suivant les dignités et suivant les mois de l'année où les vacances se produisaient. Pour les évêchés eux-mêmes la situation était plus simple : l'Etat avait le droit d'exclure les personnes « minus gratae » ; la nomination appartenait aux chapitres. La solution ne pouvait être que transitoire ; de nouveaux accords étaient nécessaires, là est l'origine du Concordat de 1928.

Quant aux patronats de droit privé, dans le silence de la constitution de Weimar, leur réglementation était laissée à la discrétion des Pays. En Prusse, l'article 83 de la constitution du 30 novembre 1920 décida que :
« Sur la proposition d'un intéressé, tout Patronat existant doit être aboli, pour autant que les obligations de nature patrimoniale sont liquidées. La loi règle la procédure et pose les principes concernant ce rachat (*ablösung*). »

Or, il existait une grande différence entre deux catégories de Patronats. Les uns sont libres de charge et dérivent d'anciens droits de souveraineté : ils ne sont pas reconnus par l'Eglise catholique ; les autres sont la compensation de charges et sont reconnus par l'Eglise. D'après l'article 83 on aurait pu croire que les Patronats exempts de charge étaient abolis de plein droit. Ce ne fut pas le point de vue du gouvernement prussien. Il fallait une loi dans les deux cas. Mais cette loi ne vint pas, car on négociait avec Rome. La question ne fut résolue que par le Concordat de 1928.

Les droits du patron sont le plus souvent de simples droits honorifiques (prières, sonneries de cloches, siège dans l'Eglise), parfois un droit à des secours en cas de besoin, enfin le droit de présentation à certains postes ecclésiastiques. Ses devoirs, lorsqu'ils existent, con-

(1) Cf. Linneborn : *op. cit.*, p. 212.

sistent le plus souvent dans le devoir d'entretien de l'édifice du culte, dans le versement de sommes en cas d'insuffisance des revenus de la paroisse.

f) La question la plus délicate est celle de la *gestion du patrimoine de l'Eglise*. Les traditions prussiennes à cet égard étaient des plus restrictives et avaient provoqué dès 1829 une réclamation de la part des évêques ; à l'époque du Kulturkampf l'Etat alla jusqu'à nommer des commissaires pour l'administrer. L'Eglise avait grande hâte en particulier d'être débarrassée des entraves que lui apportait la loi du 20 juin 1875. Aussi, sans renoncer à une réglementation canonique, les évêques acceptèrent-ils la loi du 24 juillet 1924 et dans cette loi plusieurs dispositions qui leur agréaient peu. Il faut voir aussi que l'Etat avait grand intérêt à voir régler cette question (détermination des organes compétents, représentation suffisante des fidèles laïcs, bonne administration d'une aussi grande masse de biens) et à la voir régler d'une manière uniforme pour tous les diocèses prussiens ; comme il n'y avait aucune chance pour que les divers diocèses parvinssent rapidement à s'entendre, la voie la plus courte était que l'Etat détermine lui-même le statut de la fortune ecclésiastique.

L'organe compétent est le Kirchenvorstand composé du curé président, de 6 à 28 membres élus suivant la population (avec suffrage des femmes) (1) et du patron s'il y en a un. C'est cet organe qui dresse le budget, vérifie les comptes de l'année et fait l'inventaire, bref qui gère la fortune de la paroisse. Il peut se former des unions de paroisses si celles-ci le désirent après approbation de l'évêque et des autorités laïques. C'est le même régime qui est appliqué aux fondations et aux congrégations. Pour la fortune diocésaine, moins importante puisqu'en Prusse l'impôt ecclésiastique n'alimente que les caisses paroissiales, l'évêque est laissé

(1) On est électeur à 21 ans, éligible à 30 ans. Les élections sont réglementées par l'évêque en accord avec les autorités laïques.

libre d'organiser et de nommer les autorités chargées de la gérer.

Pour comprendre le système de surveillance de l'Etat il faut distinguer quatre espèces d'actes d'administration de la fortune ecclésiastique :

1° Certains actes peuvent être faits par l'Eglise seule. C'est le droit commun. Mais vu le détail de la réglementation, ce cas est rare.

2° D'autres exigent la *collaboration de l'administration laïque* (Einvernehmen).

a) Ainsi l'insertion au budget d'une dépense obligatoire lorsque l'organe compétent s'y refuse. Il s'agit ainsi de charges prescrites par la loi aux frais de la fortune ecclésiastique ou qui incombent à la paroisse en vertu d'une obligation juridique. La loi ne fait pas de différence suivant qu'il s'agit de l'emploi de sommes recueillies grâce à l'impôt ecclésiastique ou s'il s'agit simplement des biens d'Eglise. Des auteurs (1) demandent cette distinction pour que soient respectés les droits de souveraineté de l'Etat en matière d'impôt et le Selbstbestimmungsrecht des Eglises. Mais la distinction en pratique serait difficile puisqu'il s'agit non des ressources mais des dépenses à faire. Cette institution est appelée Zwangsetatisierung.

b) L'accord avec l'administration laïque est aussi exigé pour autoriser le Kirchenvorstand de la paroisse à ester en justice.

c) De même pour la nomination d'un administrateur des biens de la paroisse dans les cas où le Kirchenvorstand ne peut fonctionner.

d) Enfin les Wahlordnungen et les Geschäftsanweisungen du Kirchenvorstand qui ont besoin de l'approbation de l'évêque ne peuvent être publiés, donc mis en vigueur qu'avec le concours des autorités laïques.

3° D'autres actes d'administration exigent seulement le *consentement de l'administration laïque*.

a) Ainsi l'emploi des biens ecclésiastiques pour d'au-

(1) Ebers : *op. cit.*, p. 378.

tres buts que ceux auxquels ils étaient affectés (bestimmungsgemäss). Non seulement s'il s'agit de sommes obtenues par l'impôt ecclésiastique, mais de fondations et de tous les biens et sommes inscrits au budget (1).

b) La vente d'objets de valeur scientifique, historique ou artistique.

c) Les emprunts lorsqu'ils ne sont pas uniquement une opération de trésorerie.

d) Les quêtes organisées par l'Eglise en dehors des édifices du culte.

e) Les décisions concernant les taxes des tombes dans les cimetières.

4° Enfin en cas d'inaction des autorités ecclésiastiques compétentes *l'Etat peut accomplir certains actes*.

a) Il peut nommer un administrateur si l'évêque ne le fait pas alors que le Kirchenvorstand se trouve dissous pour la seconde fois.

b) Si le président malgré la requête de l'évêque ou du tiers des membres du Kirchenvorstand, ne convoque pas celui-ci, ou s'il n'y a pas de président et que l'évêque n'utilise pas son droit de convoquer le Kirchenvorstand et de nommer le président, ou si malgré la grossière négligence du Kirchenvorstand, celui-ci n'est pas dissous, il appartient à l'Etat de prendre les mesures nécessaires (convocation ou dissolution du Kirchenvorstand, nomination d'un président). L'administration laïque doit auparavant inviter les autorités diocésaines à faire usage de leur droit. En cas de discussion l'organe qui tranche le conflit est le ministre des Sciences et Cultes, donc l'autorité laïque.

c) L'Etat a droit lui aussi à la Zwangsetatisierung à son profit. Mais il doit avoir l'accord des autorités ecclésiastiques supérieures.

d) L'Etat peut agir en justice aux lieu et place d'un Kirchenvorstand négligent.

Tel est l'ensemble des moyens dont dispose l'Etat à

(1) Les paroisses peuvent seulement disposer de 10 % des sommes inscrites sans autorisation de l'Etat.

l'égard des biens d'Eglise. On voit qu'ils sont étendus. Ils se complètent par ce que l'on appelle les *lois d'amortissement* (Amortisationsgesetze), destinées à surveiller l'accroissement de la fortune ecclésiastique et qui sont l'expression de la défiance de l'Etat à l'égard des biens de mainmorte. L'exposé des motifs de l'Ordonnance générale du ministère des affaires ecclésiastiques concernant l'approbation de l'Etat pour l'aliénation de biens immobiliers ecclésiastiques (13 mai 1875) disait : « Il faut que l'Etat puisse s'opposer à une accumulation exagérée des biens fonciers et prenne soin que la plus grande partie du patrimoine de l'Eglise ne soit pas, sans un motif suffisant, dégagé du but des fondations au préjudice des intéressés. » Les lois d'amortissement sont des lois qui soumettent au contrôle de l'Etat les acquisitions et aliénations de biens d'Eglise ou plutôt des personnes morales en général. La constitution de 1919 a fait disparaître toute loi d'exception visant les associations religieuses, ce qu'a admis la loi de 1924. Une loi du 15 mai 1918 sur la simplification de l'administration avait dispensé les acquisitions et aliénations d'immeubles de l'autorisation ministérielle jusque-là nécessaire. Mais le gouvernement prussien soutenu par une partie de la doctrine et la jurisprudence du Kammergericht (1), a admis que cette abolition ne concernait que les aliénations et les charges, non pas les acquisitions d'immeubles. Si la valeur des dons, des acquisitions d'immeubles et des dispositions de dernière volonté excède 5.000 marks (décret du 2 juillet 1926), l'autorisation des autorités laïques est nécessaire. S'il s'agit de l'acquisition d'immeubles l'autorisation est donnée par le Regierungspräsident jusqu'à la valeur de 50.000 marks, par le ministre au delà ; s'il s'agit de dons et héritages le ministre est seul compétent. On voit qu'il y a là une véritable tutelle qui restreint très sensiblement la liberté d'administration de l'Eglise.

(1) Arrêt du 1^{er} octobre 1926 rapporté dans *Archiv für Katholische Kirchenrecht* 107 (1927), 714 et suiv.

g) Il existe enfin un contrôle par l'Etat des *pouvoirs juridictionnels* reconnus à l'Eglise. Une loi datant du Kulturkampf, celle du 12 mai 1873, avait étroitement lié le pouvoir disciplinaire de l'Eglise catholique et demeure en principe en vigueur ; mais pour en bien comprendre la portée, il importe de la placer dans le cadre du droit en la matière.

Nous trouvons en premier lieu un principe général, déjà maintes fois énoncé : l'Etat n'a pas à intervenir dans les affaires intérieures de l'Eglise. Conséquence : les décisions juridictionnelles de l'Eglise ne sont soumises à un examen (*Nachprüfung*) de l'Etat qu'en deux cas : 1° si elles ont des effets civils ; 2° si l'Eglise demande l'exécution forcée. Ainsi un jugement de nullité de mariage canonique, un jugement prononçant la perte du droit à un bénéfice ecclésiastique ne sont soumis en rien au contrôle de l'Etat. Un arrêt du Reichsgericht du 15 mars 1926 a refusé le droit d'agir à un moine exclu d'une congrégation qui invoquait le préjudice pécuniaire qu'il subissait par contre-coup.

Lorsqu'il s'agit d'accorder l'exécution forcée à certaines mesures disciplinaires prononcées par l'Eglise à l'égard de ses membres qui ont failli, l'Etat pose des conditions. Il exige que le procès ait suivi une procédure régulière : rédaction de l'acte d'accusation, audition de témoins, comparution de l'inculpé, communication à celui-ci de la liste des témoins, rédaction écrite du jugement (1). Les autorités laïques procèderont à l'examen de la décision disciplinaire : l'autorité ecclésiastique était-elle compétente, la procédure a-t-elle été suivie ? Ce n'est qu'après un pareil examen que l'Oberpräsident pourra décider l'exécution de la sentence (2). Sa propre décision est à cet égard souveraine. Cependant il faut bien voir que l'examen préalable par l'Oberpräsident ne fonctionne pas comme un appel : ce n'est qu'un examen formel de la sentence, non pas matériel. La loi de 1873

(1) Loi du 12 mai 1873 § 2.

(2) Loi du 12 mai 1873 § 9.

dans ses paragraphes 2 à 5 limite d'ailleurs l'étendue des peines susceptibles d'être prononcées. Les peines pécuniaires ne peuvent excéder 90 marks ou, si le traitement annuel est supérieur, le montant du dernier mois touché : quant à la privation de la liberté elle ne peut consister qu'en une réclusion de trois semaines dans une maison de pénitence (Demeritenanstalt). Mais tout ceci est tombé en désuétude. La seule menace de quelque importance est l'éloignement du poste avec les conséquences pécuniaires qui en résultent sur le montant du traitement.

Quant à l'excommunication une discussion avait surgi parce qu'elle a pour conséquence l'interdiction pour les fidèles de communiquer avec l'excommunié. Mais d'une part le code de droit canonique a considérablement atténué cette obligation et d'autre part l'Etat n'interdit plus la déclaration d'infamie (Verrufserklärung) portée par un syndicat contre un briseur de grève de sorte que, à moins de faire une loi d'exception pour les Eglises, ce qu'interdit la constitution, on ne voit pas comment interdire l'excommunication.

B) *Eglise protestante*

Tandis que l'Eglise catholique en Prusse, fortement organisée en elle-même souhaite voir se détendre les liens qui l'unissent à un Etat qu'elle n'imprègne pas de son esprit, l'Eglise protestante doit à cet Etat les grands traits de sa structure en même temps qu'historiquement tous deux ont vécu de la même vie. Le Landesherrregiment qui heurtait la conscience catholique pour laquelle le chef suprême est le Pape était un système protestant ; sa disparition atteint l'Eglise protestante dans son prestige sinon dans son existence ; mais nous allons constater sa persistance en fait dans la réorganisation de l'Eglise protestante pendant les années 1918 à 1924. Ici, beaucoup plus que pour l'Eglise catholique, droit canon et droit de l'Etat sont enchevêtrés et se complètent l'un

l'autre. L'Eglise reste en fait liée à l'Etat et dépendante vis-à-vis de lui.

Qu'est-ce que l'Eglise protestante prussienne ? Il n'y a pas à proprement parler d'Eglise protestante prussienne, il y a seulement pour représenter le protestantisme vis-à-vis de l'Etat prussien une union des Eglises protestantes prussiennes. Celles-ci sont au nombre de sept, retraçant dans leur configuration la carte politique de 1815, avec une complication supplémentaire tenant à ce que les différentes confessions n'ont pas fusionné dans tout l'ensemble de l'Allemagne. Ces Eglises sont :

1° l'Eglise évangélique de l'Union de la Vieille Prusse, organisée par les Hohenzollern dans la première moitié du xix^e siècle qui, étant calvinistes alors que la majorité de leurs sujets étaient luthériens, tentèrent une Union qui ne réussit qu'en partie ;

2° l'Eglise évangélique luthérienne de Hanovre ;

3° l'Eglise évangélique réformée de Hanovre ;

4° l'Eglise évangélique luthérienne de Sleswig-Holstein ;

5° l'Eglise évangélique de Hesse-Cassel ;

6° l'Eglise évangélique de Nassau ;

7° l'Eglise évangélique de Francfort-sur-le-Mein.

L'organisation interne de ces Eglises n'est pas uniforme (1). D'une façon générale on trouve à la base la commune (*Gemeinde*), au-dessus la Province (2) (*Provinz*) puis au sommet la Landeskirche, l'Eglise. Pour bien comprendre la structure de l'Eglise protestante, il faut distinguer trois Etats (*Stände*) ayant chacun leur mission (3) :

a) le *geistliche Stand* ou *Lehrstand*. C'est l'organe religieux qui a pour mission de prêcher, d'enseigner la parole de Dieu. Cet organe est représenté essentiellement par le pasteur. Mais il n'a pas de pouvoirs d'autorité, du moins en principe, ceci en vertu de l'idée pro-

(1) Cf. Liermann : *op. cit.*,

(2) Fréquemment entre la commune et la Provinz se trouve intercalé le diocèse ou *Kreis*.

(3) Cf. Kahl : *Friede unter den kirchlichen Parteien*.

testante du sacerdoce universel ; il est avec sa paroisse sous le contrôle du superintendant ;

b) le stand de la souveraineté laïque (Stand der weltlichen Obrigkeit) ou Regierstand. Luther comprit lors de la guerre des paysans la nécessité d'une organisation et d'un contrôle. Ayant rejeté la hiérarchie, il fit appel au prince qui organisa les Visitations, d'où sortit la fonction de superintendant chargé de contrôler le pasteur et les communautés. Ces superintendants se réunirent en consistoire, d'abord pour trancher les litiges, puis pour administrer. Ils exerçaient cette dernière fonction par délégation du prince devenu, après la mort des premiers réformateurs, le Landesherr chargé de la custodia utriusque tabulæ (laïque et ecclésiastique). Dès la fin du xvr^e siècle apparaît la fonction de superintendant général intermédiaire entre le consistoire et le superintendant ;

c) le stand der Hausväter in der Gemeinde c'est-à-dire les anciens, les chefs de famille de la communauté qui sont chargés d'administrer celle-ci ; au besoin par des délégués qu'ils nomment. C'est l'organe démocratique d'où sortira le synode.

Touté la difficulté de l'organisation de l'Eglise protestante réside dans l'harmonie à établir entre ces trois *Stände*. Aux xvr^e et xviii^e siècles ce sont les théologiens qui gouvernent. Les superintendants sont en effet un organe religieux. Par contre au xviii^e siècle la direction ecclésiastique devient une partie de l'administration laïque. L'influence bureaucratique l'emporte, les consistoires indépendants disparaissent, les ministres des cultes apparaissent, les pasteurs comme les communautés deviennent l'objet de la Kirchengewalt. Au xix^e siècle apparaissent les revendications démocratiques et décentralisatrices ; les communes revendiquèrent leurs droits. Pour concilier les droits de l'Etat et les droits des communes fut élaboré le système synodal-consistorial encore en vigueur en 1918 lors de la chute du Landesherrregiment.

En vertu de la loi du 20 mars 1919 (§ 5), les pou-

voirs du Landesherr furent transférés à un conseil formé de trois ministres ecclésiastiques. La constitution prussienne du 30 novembre 1920 précisa comme suit dans son article 82 :

« Les pouvoirs qui, en vertu des lois, ordonnances ou traités antérieurs appartenaient au roi passent au ministère d'Etat.

« Les droits qui appartenaient au roi en tant que dépositaire (Träger) du landesherrlichen kirchenregiments sont exécutés par trois ministres d'Etat, tant que l'Eglise évangélique n'aura pas confié ces droits à des organes ecclésiastiques par une loi d'Eglise sanctionnée par une loi d'Etat.

« Les autres droits exercés par le roi à l'égard des associations religieuses sont à régler à nouveau dans le sens de l'article 137 de la Reichsverfassung. »

C'est là un texte très intéressant qui marque bien la situation très spéciale de l'Eglise évangélique ; en même temps qu'il contient une invitation nette à s'organiser elle-même, il souligne sa dépendance à l'égard de l'Etat puisque sa constitution interne aura à être approuvée par l'Etat.

Les diverses Eglises se mirent au travail, travail qui aboutit par l'élaboration d'une série de constitutions ; la dernière, celle de Hesse-Cassel date du 14 février 1923. Nous ne pouvons les étudier toutes ; voyons seulement l'histoire de la nouvelle constitution de l'Eglise évangélique de l'Union de la Vieille Prusse promulguée le 29 septembre 1922 ; c'est de beaucoup l'Eglise la plus importante de l'Allemagne et qui a le plus d'influence (1).

Le Landesherr ayant disparu, bien que Guillaume II ait revendiqué ses droits dans une lettre publique du 10 mars 1923, qui était compétent pour réorganiser l'Eglise ? Le synode général ou une assemblée constituante élue ? On s'entendit finalement pour une constituante élue à deux degrés ; les conseils de paroisse se-

(1) Cf. R. Patry : *La Religion dans l'Allemagne d'aujourd'hui*. Payot, 1926, pp. 22 et suiv.

raient réélus et nommeraient les membres de la future constituante ; les femmes obtenaient le droit de vote. Les élections aux conseils presbytéraux eurent lieu en janvier 1921. Les partis politiques de gauche tentèrent d'agir : les démocrates et même une partie des socialistes. Mais les autorités ecclésiastiques se refusèrent à toute propagande et se contentèrent de prévenir les fidèles par le prêche de manière à ne faire voter que les chrétiens fervents. Ces élections donnèrent la majorité aux conservateurs orthodoxes (3.306 conseillers) contre les tenants du protestantisme libéral (1.765 conseillers) plus 73 d'un parti intermédiaire et 300 sans nuance déterminée (1). Les élections au synode général reflétèrent naturellement cette tendance : 148 orthodoxes, 50 du parti moyen, 23 libéraux seulement. Les orthodoxes étaient les maîtres de l'Eglise beaucoup plus que du temps des Hohenzollern où l'influence de l'État était considérable. Mais, redoutant un schisme menaçant, les orthodoxes n'abusèrent pas de leur victoire. Ils imposèrent cependant comme préambule à la constitution la confession de foi, malgré l'opposition de la gauche ; ils donnèrent aussi plus d'importance aux pasteurs dans le synode que ne le voulaient les libéraux. En dépit des 73 opposants, la constitution fut votée en 1922. Sur la plupart des points elle ne faisait que conserver l'état de chose antérieur.

Voyons la situation de l'Eglise protestante. L'organe fondamental est la paroisse (Gemeinde). C'est la paroisse qui détermine la confession à laquelle appartiennent ses membres (2). Elle règle sa vie propre, son activité, son culte. La Landeskirche évangélique se construit à partir des paroisses (3). Mais cependant elle peut les modifier et même les détruire ; elle possède à son égard des moyens de coercition (Zwangsetatisierung, dissolution du Kirchenvorstand, nomination d'un avoué

(1) Il existait de plus une tendance socialiste : le Bund der religiösen Sozialisten, qui n'obtint aucun succès.

(2) Il existe une certaine protection des minorités.

(3) Article 4 de la constitution de l'Union de la Vieille Prusse.

administrateur). La paroisse est administrée par un organe élu : le Kirchenvorstand ou synode communal (1). Le pasteur (Pfarrer) n'est pas en principe un organe de la paroisse, mais il est membre de droit et président de droit des conseils paroissiaux. Le Pfarrer n'est pas un prêtre mais « le frère commun et le chrétien commun » (gemeiner Bruder und Christ)... Il n'y a pas, en effet, de clergé évangélique. La fonction ecclésiastique (geistliches Amt) bien qu'essentielle dans l'Eglise protestante comme dans l'Eglise catholique, n'est liée à aucun poste dans l'administration de l'Eglise. Le pasteur n'est pas un fonctionnaire, car le soin des âmes (Seelsorge) répugne pour les protestants à tout fonctionnarisme. Le pasteur est chargé essentiellement de l'administration de la paroisse et du sacrement ; il a une position de guide juridique. Sa nomination est faite par des procédés variés. Il est d'ailleurs lié à sa paroisse et soumis à une certaine discipline (Spruchverfahren).

Nous trouvons ensuite un ou plusieurs degrés intermédiaires : le Kreis et la Provinz. Le district (Kreis) est une circonscription de second rang avec deux organes principaux. Le superintendant d'une part dont la situation juridique a des analogies avec celle de notre préfet : il est à la fois représentant du gouvernement ecclésiastique central et représentant du district. Il est soit élu par le synode du district avec approbation par les autorités supérieures, soit nommé (2) après consultation des pasteurs. Il a pour fonction de présider le synode de district, d'être l'intermédiaire entre les autorités supérieures et inférieures, d'être Visitator des paroisses ; enfin, il est lui-même un pasteur. L'autre organe, le synode de district est avant tout une assemblée ecclésiastique chargée de la vie religieuse du district. Il est élu par les conseillers paroissiaux. Dans la Province on trouve un synode provincial avec une com-

(1) Parfois il existe un second organe : la commission de la paroisse. Chez les calvinistes on trouve de plus des docteurs et des anciens.

(2) Ainsi en Bavière.

mission permanente et le consistoire dont sont membres les superintendants généraux. Certaines provinces ont des privilèges : telle la province de Rhénanie Westphalie ayant un statut spécial depuis 1835 confirmé en 1923. Notons le maintien de quelques abbayes dont celle de Loccum.

Avant de donner une description sommaire du gouvernement suprême d'une Landeskirche, il faut préciser qu'il ne s'agit pas là d'un type uniforme. Les Eglises de Saxe, Hambourg, Lubeck ont conservé des traditions ; par contre, dans l'Ouest, certaines Eglises ont presque l'allure de sectes. Cependant les Eglises prussiennes sont généralement gouvernées suivant le modèle que nous allons donner.

Il existe deux organes à la tête de la Landeskirche évangélique : le synode général et le consistoire. Le consistoire autrefois représentant du Landesherr est demeuré ; la dualité a été maintenue mais la démarcation des compétences est difficile à marquer.

Le synode général est élu. Dans l'Union de la Vieille Prusse, il est élu par les conseils provinciaux de sorte qu'il comprend un pasteur pour deux laïcs. Pour être élu, il faut non seulement être électeur dans un synode communal (1) (appartenance à l'Eglise, baptême, confirmation, majorité spéciale), mais avoir certaine qualité, par exemple ne pas être un ennemi notoire de l'Eglise. Le synode général n'est pas un Parlement ; mais il prend des décisions d'ordre général sans avoir à se borner à la législation. Dans ses décisions, il est lié par la confession des communes. Il nomme une sorte de commission, le Kirchenregierung (2), chargé d'exécuter ses décisions et d'établir la liaison avec le consistoire.

Le consistoire (3) a recueilli l'héritage du Landesherr. Il comprend des ecclésiastiques et des laïcs. Il comprend des membres de droits (par exemple le président de

(1) Kirchenvorstand, Presbyterium, etc...

(2) Oberkirchenrat dans l'Union de la Vieille Prusse.

(3) Kirchensenat dans l'Union de la Vieille Prusse.

l'Oberkirchenrat, les superintendants généraux) et des membres nommés par le Kirchenregierung. Son président est nommé par le synode général. Le consistoire est chargé de l'administration générale, de la direction des autorités évangéliques au point de vue du droit, des affaires courantes, en somme, et de la surveillance ecclésiastique. De plus, il a parfois droit de veto sur toute décision émanant du synode général.

Tel est le schéma des différentes constitutions des Eglises évangéliques que l'Etat prussien ratifia. Cette intervention de l'Etat considérée comme normale ne s'arrête pas là. Comme il était intervenu pour l'Eglise catholique, l'Etat intervint pour organiser l'administration des Eglises protestantes dans une loi du 8 avril 1924 (1). C'est par cette loi que l'Etat ratifie et promulgue les constitutions évangéliques. Aussi l'appelle-t-on : loi concernant les constitutions ecclésiastiques des Eglises évangéliques. En même temps qu'il les promulgue il pose certaines règles que nous allons avoir à étudier.

a) *Autonomie des Eglises*. — Elles acquièrent la qualité de corporation de droit public. Le droit de légiférer en matière ecclésiastique est confié aux synodes généraux, mais les autorités ecclésiastiques supérieures (c'est-à-dire en général le consistoire) ont droit de veto. Les lois ecclésiastiques entrent en vigueur 14 jours après leur publication. Enfin le Kirchensenat (consistoire) a le droit de promulguer des ordonnances de nécessité (Notverordnungen).

Mais ce pouvoir de légiférer est considérablement restreint par l'article 2 de la loi. Cet article stipule que toute loi ecclésiastique devra être soumise au ministre compétent avant d'être publiée (2). Celui-ci peut s'opposer à la promulgation si la loi de l'Eglise est en con-

(1) Cf. Linneborn : *Kirche und Staat in Preussen* dans *Staats Lexikon*, t. III, pp. 221 et suiv.

(2) L'écoulement d'un certain délai équivalant à approbation.

tradiction avec une loi de l'Etat, si elle exige pour son exécution la collaboration de l'Etat, enfin « si elle modifie les dispositions concernant la formation et la réunion des organes ecclésiastiques chargés de gérer le patrimoine ecclésiastique ou compétents pour l'impôt, de telle sorte qu'une bonne administration patrimoniale ou une suffisante représentation des assujettis à l'impôt n'est plus assurée ». En cas de contestation sur le bien fondé de cette opposition, l'Eglise peut se plaindre devant l'Oberverwaltungsgericht. On voit en tous cas combien le contrôle de l'Etat est large puisque toute loi doit être préalablement portée à la connaissance des autorités civiles. Dans l'article 3, une disposition analogue oblige les paroisses et unions de paroisses à soumettre avant publication leurs règlements à l'autorité civile.

Enfin toute formation ou transformation de paroisse est soumise à l'approbation de l'Etat. Celui-ci est également intervenu par une loi du 7 novembre 1922 pour établir une province ecclésiastique avec les restes de la Prusse occidentale.

b) *Les clercs et fonctionnaires.* — La formation des clercs est affaire d'Eglise, mais l'Etat dans une loi du 11 mai 1873 incorporée dans le droit canon en 1898 exige que le clerc ait subi un examen de maturité dans un lycée allemand et qu'il ait étudié pendant six semestres dans une université allemande dont trois dans une prussienne.

Une grosse question qui avait soulevé beaucoup d'orages avant-guerre et devait encore en soulever après était celle des déviations d'enseignement. Un pasteur pouvant penser ce qu'il veut en vertu du principe du libre examen, était-il libre de l'enseigner et de heurter ainsi la confession de l'Eglise ? Le problème était difficile à résoudre. Un tribunal, le Spruchkollegium, peut à la majorité des 2/3 enlever son poste à un pasteur qui s'est mis en opposition avec la confession de l'Eglise de telle sorte que son activité dans la Landeskirche

n'est désormais plus possible. La loi du 8 avril 1924, dans son article 16, a interdit à l'Etat d'intervenir en la matière.

L'Etat, d'autre part, reconnaît le droit disciplinaire de l'Eglise qui d'ailleurs a été lent à s'établir dans l'Eglise protestante. A ce point de vue l'Eglise protestante est légèrement avantagée à l'égard de l'Eglise catholique. L'article 14 dit en effet : « Dans une procédure « disciplinaire en règle dirigée contre des clercs ou des « fonctionnaires d'Eglise :

« 1° Les autorités disciplinaires ecclésiastiques ont
« le droit de faire prêter serment à des témoins et à
« des experts. »

Cette disposition est intéressante juridiquement. Elle s'explique parce que l'Eglise protestante admet que des laïcs puissent juger des clercs, ce que n'admet pas le droit canon catholique.

L'article 15 concerne l'exécution de la sentence : il faut, comme nous l'avons vu, pour l'Eglise catholique que les autorités civiles déclarent la sentence exécutoire. De plus, les peines pécuniaires ne peuvent être exécutées à l'égard des fonctionnaires que dans la mesure où elles le sont à l'égard des fonctionnaires civils. Autrement dit leur traitement est insaisissable dans les mêmes proportions.

En ce qui concerne la nomination aux grades et fonctions ecclésiastiques, la loi du 8 avril 1924 lève toutes les restrictions de l'ancien régime, sauf pour les patronats ; en cette matière la réglementation définitive fut la même que pour l'Eglise catholique.

Cependant, un droit de veto négatif fut conservé à l'Etat quant à la nomination des présidents des conseils ecclésiastiques. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que pour la mise en vigueur de ce droit, ainsi que pour la réglementation du conflit en cas de désaccord entre l'Eglise et l'Etat, un accord était prévu entre le ministre et les Landeskirchen évangéliques (loi du 15 octobre 1924, § 9). Cet accord interviendra en 1931.

c) *L'administration du patrimoine.* — Pour une double raison, l'intervention de l'Etat devait se faire moins sentir en ce domaine pour l'Eglise évangélique que pour l'Eglise catholique. D'une part, la structure relativement laïque des Eglises protestantes donnait une des garanties que réclamait l'Etat : la représentation des intéressés. D'autre part, l'Etat possédait déjà un contrôle du fait de l'obligation pour toute autorité ecclésiastique de soumettre ses décisions aux autorités civiles.

Cependant l'Etat s'est réservé plusieurs droits de contrôle et d'approbation (1). Les décisions des autorités ecclésiastiques en ce qui concerne la composition du patrimoine, la création ou modification des communautés et unions de communautés ecclésiastiques doivent être approuvées par les autorités laïques (2). Une loi de l'Eglise évangélique taxant la fortune des paroisses (Gemeinde) doit être approuvée par une loi d'Etat (3). Les mêmes prescriptions que celles qui visent l'Eglise catholique réglementent les emprunts, les aliénations d'objets d'art et les collectes des Eglises évangéliques.

Ainsi le statut de l'Eglise protestante en Prusse la lie plus étroitement à l'Etat que celui de l'Eglise catholique. Il n'est pas possible d'annuler en quelques articles de constitution un état de chose datant de trois siècles et qui faisait de la Prusse un Etat protestant et de l'Eglise protestante l'armature spirituelle de cet Etat. Cependant de nombreux esprits du côté protestant admettaient sans réticence la Séparation et le développement de cette situation entraîna pour l'Eglise protestante, à l'imitation de l'Eglise catholique, la conclusion d'un accord en bonne et due forme avec l'Etat sur les points litigieux (4).

(1) Cf. de plus la loi du 15 octobre 1924 sur la réglementation provisoire des dépenses pour les Landeskirchen évangéliques.

(2) Cf. Linneborn : *op. cit.*, p. 223.

(3) Loi du 8 août 1924, art. 9.

(4) Il est curieux de constater que tandis qu'en France la Séparation s'est consommée par la rupture d'un Concordat, la Séparation allemande de 1919 est à l'origine des Concordats allemands.

SECTION II. — QUELQUES TRAITS DU RÉGIME DES CULTES DANS LES AUTRES PAYS

Les autres Pays furent en général plus libéraux que la Prusse. Le plus favorable de tous fut la Bavière. Celle-ci vivait sous un régime concordataire. Ce Concordat datant de 1817 devait être révisé mais cela exigeait un certain temps. Il n'y eut cependant pas de lois analogues aux lois prussiennes que nous venons d'étudier. Seulement la constitution bavaroise du 14 août 1919 précisa quelques-unes des garanties données déjà par la constitution du Reich. Le paragraphe 17 concerne les prestations, l'éducation religieuse, et la sortie d'une association religieuse. Le paragraphe 18, dans ses paragraphes IV et V, déclare que des bâtiments et terrains appartenant à l'Etat mais affectés au culte ne pourront lui être soustraits sans le consentement des intéressés.

La constitution du Pays de Bade du 21 mars 1919 contient également des dispositions relatives aux associations religieuses. Tous les patronats dérivant de l'ancienne idée du Landesherr étaient supprimés. Les lois dirigées contre l'enseignement congréganistes étaient abolies et la direction de l'enseignement religieux confié aux autorités religieuses. Une loi du 4 juillet 1918 sur l'administration de l'Eglise demeurait virtuellement en vigueur : elle prévoyait la nécessité d'un consentement des autorités laïques pour les ordonnances ecclésiastiques ayant des effets civils ainsi que pour l'exécution des décisions disciplinaires frappant la personne ou la fortune de ses membres (art. 14 et 15). Elle punissait pénalement toute tentative d'influence électorale par abus du pouvoir ecclésiastique (art. 17). De plus une loi postérieure du 7 avril 1927 sur l'administration de la fortune ecclésiastique oblige l'Eglise à soumettre ses règlements au ministre des cultes qui a trois mois pour y mettre son veto. L'Eglise peut porter plainte contre cette opposition devant le tribunal administratif (Verwal-

tungsgerichtshof) ; elle dispose aussi d'une sorte de recours hiérarchique qui est la plainte devant le ministère tout entier.

Le Württemberg présente cette caractéristique de se refuser à tout Concordat. Il en a écarté l'idée *a priori* et la loi qui réglemente les associations religieuses date du 3 mars 1924. Mais sa réglementation est en somme libérale : l'autorisation de l'Etat est cependant nécessaire pour fonder de nouvelles paroisses et de nouveaux monastères ; les anciennes communautés sont reconnues en bloc corporation de droit public pourvu qu'elles appartiennent à une des trois confessions : catholique, protestante ou juive. L'Etat se désintéresse de la formation des clercs : un accord est prévu qui interviendra en mars 1928 d'après lequel la direction des séminaires et convicts est transférée aux autorités ecclésiastiques supérieures. Quant au patrimoine ecclésiastique l'Etat ne surveille pas sa gestion : cependant le règlement déterminé par l'Eglise doit être soumis au ministre des cultes qui peut s'y opposer si une représentation suffisante et réelle des fidèles n'a pas été organisée. Enfin le Württemberg soumet à l'approbation de l'Etat les acquisitions d'immeubles d'une valeur supérieure à 5.000 marks (1).

Quant à la Hesse où sévissent les traditions les plus anticléricales, elle ne prévoit rien dans sa constitution sur les rapports des Eglises et de l'Etat. Sauf le Centre, tous les partis étaient opposés à une réglementation par Concordat. Mais avant le Concordat allemand de 1933 aucune loi n'était encore intervenue. Mentionnons que dans ce Pays tout clerc ou fonctionnaire ecclésiastique devait faire part de sa nomination au ministre des cultes.

Tel est l'ensemble du système allemand concernant les rapports des Eglises et de l'Etat. Pour bien com-

(1) Cf. Haller : *Das württembergische Gesetz über die Kirchen von 3 märz 1924*.

prendre l'œuvre de Weimar, il est nécessaire de se rendre compte qu'il n'y eut pas de grands changements au régime des cultes. La constitution promettait plus de liberté que les Eglises n'en ont en fait reçu ; et, d'autre part, les Eglises ont conservé plus de privilèges que les constituants ne voulaient primitivement lui en laisser. Bref, les principes posés par l'assemblée de Weimar n'ont pas pénétré jusque dans le détail de l'administration. Ceci est d'ailleurs un peu l'histoire de toute la constitution de Weimar et de son échec si bien qu'on a pu dire que cette constitution n'était qu'une façade alors que la disposition intérieure demeurait la même. Ce n'était pas par une affirmation de principes que l'on pouvait bouleverser les traditions et changer l'esprit de la bureaucratie prussienne.

Cependant il ne faudrait pas méconnaître l'œuvre de 1919. Si on n'a pu ni séparer l'Eglise de l'Etat, ni libérer l'Eglise de tout contrôle d'Etat, Weimar doit être considéré malgré tout comme une étape importante et un essai intéressant.

Étape importante en ce sens que le Landesherrregiment disparaît : le chef d'Etat cesse d'être chef d'Eglise. Eglise et Etat sont reconnus comme personnes autonomes et indépendantes qui n'ont pas d'organes communs : elles ont les mêmes sujets, c'est tout.

Essai intéressant en ce sens que tout lien n'est pas rompu. Séparation ne signifie pas rupture du lien, ignorance mutuelle, elle signifie seulement que chacun des deux pouvoirs s'administre comme il l'entend. Autrement dit, l'Allemagne reconnaît la distinction du spirituel et du temporel, reconnaissance faite depuis longtemps dans d'autres pays, soit à cause de leur libéralisme, soit à cause de leur catholicisme, car c'est là un principe catholique alors que la Séparation ne l'est pas. Cette constatation jette une lumière nouvelle sur la notion confuse de Séparation. Si l'on voit en elle ignorance mutuelle, le système semble inviable car les Eglises le repoussent ; pour elles, vie publique comme vie privée doivent être soumises à la loi de Dieu dont

elles sont les dépositaires ; il ne peut donc y avoir ignorance sans conflit à moins que le nombre des fidèles ne soit trop faible ; si l'on voit dans la Séparation la non reconnaissance du service du culte comme service public, les Eglises n'ont rien à dire en tant qu'Eglises, les fidèles seuls peuvent protester en tant que sujets de l'Etat et dans ce cas d'ailleurs se pose le problème de savoir quel statut donner à l'Eglise.

La difficulté du problème des rapports de l'Eglise et de l'Etat vient de ce que sa solution implique une appréciation exacte de la force morale de l'Eglise dans l'Etat.

Le problème se posait dans l'Allemagne de 1919, pays, répétons-le en majorité protestant ; le système protestant du Landesherr devenait impraticable. On assista à une combinaison de l'idée libérale qui ne voit dans la religion qu'une philosophie, un système de pensée et de l'idée catholique pour laquelle l'Eglise se suffit à elle-même sur le terrain spirituel. On obtint ainsi l'ersatz de ce qui venait de défaillir en même temps qu'une évolution était dessinée, mais cette évolution ne doit être mise qu'au second plan ; ce n'est qu'un écho de la révolution politique qui venait de s'accomplir et qui donnait le pouvoir aux socialistes appuyés sur les catholiques. La solution adoptée ne pouvait être qu'un compromis et comme tout compromis devait respecter le plus possible le statu quo.

Quoi qu'il en soit l'article 137 dans son dernier paragraphe prévoyait une législation complémentaire faite par les Etats. C'était la porte ouverte aux négociations entre les Eglises et ces Pays si celles-ci étaient assez fortes en Allemagne pour s'imposer. C'est ce que nous allons étudier.

CHAPITRE VII

La conception allemande des Concordats

La question des Concordats, de leur nature juridique et de leur force obligatoire, a fait l'objet en Allemagne comme en France d'une abondante littérature. Il existe, on le sait, trois positions fondamentales sur la nature du Concordat. La première est dite Théorie du Concordat-Privilège (*Privilegien Theorie*) selon laquelle le Concordat n'est qu'une concession de l'Eglise. Soutenue par Boniface VIII dans la Bulle *Unam Sanctam* (1302), elle n'a jamais été en accord avec les faits ; elle ne saurait expliquer les Concordats du Moyen Age (Worms, Constance, Aschaffenburg). La seconde est le fruit de l'absolutisme du XVIII^e siècle. C'est la théorie du Concordat-Loi (*Legaltheorie*) de Febronius (1763) reprise par Sohm à la fin du XIX^e siècle. La force obligatoire du Concordat viendrait du pouvoir législatif de l'Etat. Entre ces deux théories prend place celle qui voit dans le Concordat un traité. C'est elle que l'on soutient le plus communément. Mais cette assimilation laisse place à beaucoup d'incertitudes. Est-ce un traité de droit international ? Un quasi-traité de droit international ? Un traité entre partenaires égaux en droit, également souverains ? Un traité de coordination ou un traité de subordination ? N'y a-t-il dans le Concordat que le traité ? N'y a-t-il pas autre chose ?

Kahl distingua deux éléments, un double fondement

juridique dans le Concordat (1) : Il y a dans le Concordat un traité et une loi. Cette distinction a été reprise par Huber dans son travail sur les Concordats (2), ouvrage que nous allons suivre en en rendant la pensée aussi exactement que possible.

Pour Huber, Eglise et Etat sont deux sociétés indépendantes et souveraines chacune dans leur sphère. L'Eglise n'est pas subordonnée à l'Etat ni l'Etat à l'Eglise. Il n'y a pas de souveraineté (Hoheit) de l'Etat par rapport à l'Eglise, ou du moins, si d'après la constitution de Weimar il semble en exister une puisque l'on y voit l'Etat régler de son propre chef des questions touchant les Eglises, on ne peut en conclure de la subordination de l'Eglise en tant que telle à l'Etat ; il s'agit ici uniquement de l'Eglise en tant qu'association agissant dans la sphère d'influence de l'Etat et donc en ce cas subordonnée à lui. Pour que l'Eglise soit en son être même, en son essence, une société subordonnée, inférieure à l'Etat, il faudrait qu'elle reconnaisse dans son droit propre, dans sa constitution interne, la supériorité de l'Etat et de son pouvoir ; ce qui n'est certainement pas le cas pour l'Eglise catholique ni pour les Eglises protestantes bien qu'à un moindre degré (3).

Ubi societas, ibi jus. Chaque société a son droit. L'Eglise organisée a son droit qui lui donne sa forme ; de même l'Etat. Chacune de ces sociétés étant souveraine s'organise comme elle l'entend, est souverainement compétente pour déterminer les normes juridiques qui règlent sa vie. Mais si l'Eglise veut agir dans la sphère d'influence de l'Etat, il est auparavant nécessaire que celui-ci la reconnaisse, qu'il lui fasse sa place

(1) Kahl : *Lehrsystem des Kirchenrechts*. Mohr, Leipzig, 1894, p. 242.

(2) Huber : *Verträge zwischen Staat und Kirche im deutschen Reich*, Breslau, 1930.

(3) Cf. Huber : *op. cit.*, p. 52. Kahl, écrivant à la fin du siècle précédent, s'en tenait au système de la Kirchenhoheit et rejetait l'idée de coordination (*op. cit.*, p. 276) comme contraire à la notion d'Etat chrétien que représentait encore la monarchie des Hohenzollern.

dans son propre droit. L'Eglise doit être incorporée dans le système juridique de l'Etat. Du point de vue de l'Etat, l'Eglise devient une *Rechtsverband*, une association reconnue juridiquement avec certains droits. Mais cela ne touche pas à l'indépendance de l'Eglise qui dans son être même échappe aux mesures de surveillance et de contrôle de l'Etat ; elle n'y est soumise que dans la mesure où elle est considérée comme association dans le cadre de l'ordre légal de l'Etat. Il existe des limites *a priori* et immanentes à l'action de l'Etat sur l'Eglise (1) : ce sont « le dogme et le Sacrement, « l'administration conforme à la vérité de la Parole de « Dieu et des Moyens de Grâce (*Gnaden Mittel*), la foi « et l'enseignement (2). » L'Etat se heurterait là à une puissance spirituelle qu'il ne saurait vaincre. Eglise et Etat sont donc deux sociétés indépendantes, avec leurs buts propres, ayant chacune leur droit ; le Concordat a pour objet de coordonner ces droits, de les harmoniser.

Sans contredit le Concordat est un traité public, étant conclu entre les représentants de deux sociétés souveraines. Mais est-ce un traité du droit international ? Il y a certainement une analogie mais deux différences capitales empêchent qu'on puisse les assimiler :

« 1° Dans un cas on voit deux sociétés dont les intérêts communs et opposés s'affrontent quant à la puissance extérieure dans le monde ; dans l'autre les intérêts communs et opposés tendent à un pouvoir spirituel sur le peuple dépendant des deux sociétés.

« 2° Il y a dans un cas deux sociétés en présence sur des territoires délimités et séparés ; dans l'autre c'est dans le même espace que se rencontrent les deux sociétés (3) ».

Ainsi sont soulignés les deux traits qui empêchent de pouvoir considérer les Concordats comme des traités internationaux ordinaires. D'une part il s'agit ici d'inté-

(1) Cf. Huber : *op. cit.*, p. 53.

(2) Jellinek : *Staats lehre*, pp. 243 et suiv.

(3) Huber : pp. 141-142.

rêts spirituels et non matériels. Même si le Concordat précise des questions matérielles, s'il fixe des créances par exemple, il n'empêche que le fond même du traité n'est pas le bien matériel de ceux pour lesquels Eglise et Etat contractent, mais leur avantage spirituel. Les questions d'argent, de circonscriptions, de nominations ne sont pas la fin du traité, mais figurent dans le Concordat à titre uniquement de moyens concourant au bien spirituel du peuple (1).

De plus il ne s'agit pas là de deux puissances étrangères. L'une et l'autre cohabitent sur le même territoire. Ce n'est pas au nom de la Cité du Vatican que le Pape contracte, mais au nom de l'Eglise catholique tout entière qui n'est pas un Etat. Bismarck disait que la Papauté était « une institution ni étrangère seulement, ni universelle seulement, mais parce qu'universelle une institution également allemande pour les catholiques allemands » (2). Et il en est de même pour l'Eglise protestante en vertu du principe de la parité. Une Eglise admise à signer un Concordat, ce qui est rare, ne peut donc être considérée comme une puissance étrangère. C'est une société agissant sur le territoire de l'Etat, ayant pour membres des sujets de l'Etat, non soumise à l'Etat (*untergeordnet*) mais placée près de lui (*nebengeordnet*), souveraine comme lui dans les limites de sa compétence.

Il n'y a pas de nécessité juridique qu'un Concordat soit conclu. Chacune des deux parties a compétence pour dire le droit dans les matières mixtes. Mais on

(1) Personnellement nous serions tentés de ne pas donner autant d'importance à cette première distinction. Bien spirituel et bien temporel ou matériel sont étroitement liés ; le rôle de l'Eglise est d'incarner le spirituel. D'autre part, des traités internationaux, tels que ceux concernant le désarmement moral, ont une fin d'ordre spirituel. Il suffit de voir dans le Concordat deux sociétés organisées se reconnaissant mutuellement, réglant en commun des questions soit matérielles, soit spirituelles pour lesquelles elles ont toutes deux compétence. Par contre, la seconde distinction garde toute sa valeur.

(2) « Eine nicht bloss ausländische, eine nicht bloss weltallgemeine, sondern weil sie weltallgemein ist auch eine deutsche institution für die deutschen Katholiken », cité par Huber, *op. cit.*, p. 93,

aboutit ainsi à des conflits sans issue : l'expérience prouve qu'ils sont dommageables pour l'une et l'autre parties. Mais Etat et Eglise peuvent-ils se lier mutuellement ? On l'a contesté en se basant sur l'absolue diversité des buts poursuivis (Ulrich Stütz). Mais le principe *Pacta sunt servanda* est un principe absolument général et vaut ici comme ailleurs (1). L'Eglise s'est d'ailleurs toujours reconnue comme capable de se lier vis-à-vis de l'Etat.

Dans l'Eglise catholique, l'évêque est compétent pour conclure des Concordats à moins qu'il n'y ait dans le traité modification du droit commun de l'Eglise. En fait c'est souvent le cas et comme, d'autre part, pour négocier le Saint-Siège est dans une situation beaucoup plus avantageuse que l'Evêque, tous les Concordats importants seront conclus avec Rome (2). Dans les Eglises protestantes c'est l'affaire de la Kirchenregierung, du gouvernement de l'Eglise et du synode. Les raisons qu'en donne Huber ont une portée qui dépasse beaucoup cette question de compétence et qui permet de mieux saisir la nature du Concordat :

« La conclusion d'un traité n'est pas un acte législatif, ce n'est pas l'établissement de règles pour une
« multiplicité indéfinie de personnes qui sont soumises
« à la puissance de celui qui pose ces règles (*normsetzen*
« *den Subjektes*). Son essence est beaucoup plus l'éta-
« blissement (*Begründung*) de droits et devoirs subjek-
« tifs entre deux sociétés organisées juridiquement
« (*Rechtsverbände*) qui se trouvent l'une près de l'au-
« tre indépendantes et hors de tout système de contrain-
« te (*Gewaltordnung*). Des traités ne peuvent pas être
« conclus par la voie législative, mais seulement par
« l'administration, plus précisément par le gouverne-
« ment. Même dans le cas où le traité contient des pres-
« criptions d'ordre général, il n'oblige pas ceux qu'il

(1) Cf. Huber : pp. 80 et suiv.

(2) De plus certains Etats peuvent y avoir avantage. Tel la Bavière qui, par cet acte, se faisait reconnaître comme Etat.

« concerne à se conduire de telle ou de telle manière
 « comme la loi le fait. Il donne à l'une des parties le
 « droit d'exiger que son cocontractant, dans un cer-
 « tain nombre de cas fixés arbitrairement (*in einer*
 « *generellen Vielheit von Fällen* »), agisse de la manière
 « prévue. Mais dans ce cas le traité sert de fondement à
 « un droit spécial et individuel d'une partie contre l'au-
 « tre ; il donne droit à la conduite des organes et des
 « sujets de cette partie non pas dans un cas isolé, mais
 « un nombre indéterminé de fois (1) ». Le Concordat
 comme tel n'a pas à être approuvé par le législateur et
 la ratification est l'acte par lequel l'Etat conclut le
 traité.

Mais « l'Etat, qui par la conclusion du traité se trouve
 « lié juridiquement, s'est obligé à transformer (*umfor-*
 « *men*) le droit subjectif contenu dans le traité en droit
 « objectif, en droit de l'Etat, parce que ce n'est qu'ainsi
 « que l'exécution (*Realisation*) juridique du traité est
 « possible (2) ». C'est alors qu'intervient l'Etat législa-
 teur. Le Concordat valable comme traité doit acquérir va-
 leur de loi ; il va faire partie intégrante de l'ensemble du
 droit de l'Etat. C'est alors affaire de droit interne de
 savoir dans quelle mesure doit intervenir le Parlement.
 Si le concordat prévoit des mesures d'ordre général
 abstrait, cas prévu par Huber dans le passage cité au
 paragraphe précédent, il y a là une loi ; de même si
 sont prévues des prestations financières de l'Etat. Par
 contre les mesures administratives prévues (ex. : nomi-
 nations aux postes ecclésiastiques, circonscriptions) ne
 nécessitent aucune intervention du législateur. Si la
 constitution donne au gouvernement le droit de conclu-
 re des traités et si le Parlement refuse de voter la loi,
 le Concordat sera valable, mais il y aura rupture du
 traité. Pour éviter pareille situation on a fait dépendre
 l'efficacité du Concordat bavaïois de la publication du
 traité en tant que loi d'Etat (3).

(1) Huber : *op. cit.*, p. 96.

(2) Huber : *op. cit.*, p. 101

(3) Cf. Huber : pp. 106-107.

Du point de vue du droit interne de l'Eglise et de l'Etat le Concordat est donc sans force obligatoire. Il a seulement pour effet d'obliger Eglise et Etat à légiférer et à administrer en conformité avec ses dispositions. « Le sens du traité est seulement celui-ci que le contenu « sur lequel on est tombé d'accord doit acquérir force « obligatoire pour les sujets et les organes de l'Eglise « et de l'Etat » (1). L'Eglise le fera par des bulles (catholicisme) ou par des *Kirchengesetzen* (protestantisme). L'Etat le fera par des lois ou des décrets (*Verwaltungsordnung*). Historiquement on s'est également servi du système des bulles de circonscription par lequel la bulle était confirmée et publiée par l'Etat. Un point doit en tous cas être bien spécifié : c'est que le traité doit être considéré comme un tout. Il n'est pas loisible à l'Etat d'en promulguer une partie et non le reste. Ceci explique que toujours le traité soit promulgué comme loi d'Etat même s'il contient des parties qui ne sont pas lois au sens technique du mot, des lois matérielles véritables ayant le caractère abstrait et général qu'on exige d'elles ; ces dispositions sont alors lois formelles. De sorte que la confirmation a une fonction multiple : elle ne touche pas à certaines dispositions du Concordat (ex : engagement de résoudre les difficultés à l'amiable), elle en transforme d'autres en lois formelles (ex : organisation des diocèses) et d'autres enfin en lois matérielles (exercice de la religion, statut des congrégations religieuses, etc...).

Comment le Concordat peut-il cesser d'être en vigueur ? Nous trouvons d'abord les cas habituels : arrivée du terme fixé, d'une condition résolutoire, conclusion d'un nouveau traité abrogeant l'ancien. La véritable difficulté n'est pas là mais de savoir dans quelle mesure est abrogée la loi d'Etat qui seule a force obligatoire vis-à-vis des sujets, lorsque le traité cesse d'être en vigueur. L'existence du traité doit-elle être considérée comme condition de l'existence de la loi ? Il semble

(1) Huber : p. 108.

qu'il faille une nouvelle loi pour abroger l'ancienne à moins que le texte ne spécifie le contraire.

Que se passe-t-il si au contraire le traité reste en vigueur mais la loi appliquant le Concordat se trouve modifiée ? « Sans aucun doute l'Etat peut écarter par « *actus contrarius* la loi d'Etat confirmant le Concordat... » (1). Des lois contre la foi des traités n'en sont pas moins valables. « Ni par un acte de gouvernement « de droit interne, ni par un acte international, la liberté « de décider (*der Entschliessung*) qui appartient au législateur ne peut être empêchée ou limitée. Mais même « par un acte du législateur lui-même, son droit de « libre décision pour l'avenir ne peut être empêché ; le « législateur ne peut se lier lui-même pour l'avenir ». L'Etat peut donc faire valablement une nouvelle loi qui aura force obligatoire. Mais en ce cas que reste-t-il de la force obligatoire du Concordat ? Voilà ce que répond Huber : « Le traité conclu entre l'Eglise et l'Etat ne perd « nullement de ce fait sa force juridique. Pour les traités « internationaux cela est hors de doute. Pour qu'il y « ait lien contractuel international, il n'est pas nécessaire « que le contenu du traité soit transformé en droit « interne de l'Etat. » L'Etat qui légifère ainsi agit donc en contradiction avec le traité. Celui-ci reste en vigueur ; l'Eglise conserve son droit d'exiger de son cocontractant l'exécution du traité parce qu'une loi d'Etat ne peut abolir un traité. Il y a *Rechtsbruch*, rupture du droit (2).

Une difficulté spéciale se présentait en droit public allemand du fait de la division en Reich et en Pays. Le Pays pouvait conclure un Concordat, mais postérieurement il était possible au Reich de légiférer en contradiction avec ce Concordat. *Res inter alios acta*, le Concordat ne pouvait être atteint par cet acte du Reich ; mais en vertu du principe : « *Reichsrecht bricht Landesrecht* : Le droit du Reich brise le droit du Pays » cette

(1) Huber : pp. 121-122.

(2) Toute cette argumentation paraît reposer sur la théorie du dualisme du droit : 1) droit légal interne, 2) droit contractuel entre sociétés souveraines.

loi postérieure du Reich modifiait le Concordat en tant que loi du Pays et le traité est inexécutable. Cependant concluant avec un Pays allemand, le Saint-Siège devait connaître la constitution et prévoir la possibilité de cette intervention du Reich ; on peut donc supposer une clause tacite dans le traité en vertu de laquelle les clauses ne seraient exécutées que si le Reich ne légiférait pas.

Eglise et Etat peuvent-ils se délier si le Concordat porte atteinte à leur propre existence ? C'est la question de la clause *rebus sic stantibus*. En droit international on admet que tout traité contient la clause que le traité ne reste en vigueur que si les circonstances ne subissent pas de modifications trop considérables. L'indétermination de cette clause en fait d'ailleurs contester la valeur. Elle vaut cependant pour les Concordats comme pour les traités. « L'Etat ne saurait être lié envers les Eglises « plus fortement qu'il ne l'est dans ses engagements « internationaux ». Si le traité le menace dans son existence, l'Etat doit rompre « car il est le maître « suprême et le gardien de son organisation ; il possède « le droit indéniable d'employer tous les moyens pour « conserver cet ordre ». L'Etat est souverain et décidera librement et lui seul. Il en sera de même pour l'Eglise (1). La loi d'Etat tombera avec le traité car la clause en fait partie intégrante.

Est-ce la négation de tout droit ? Non, parce que l'Eglise et l'Etat qui n'ont aucun pouvoir au-dessus d'eux ont une « moralité supérieure » (*überlegene Sittlichkeit*) qui les conduira à une exécution légale du traité. Celui qui abuse de cette clause cesse d'être dans le droit. « Le droit de se retirer du traité en vertu de « cette clause a sa limite dans l'exigence (*Erforderlich-* « *keit*) et la nécessité de ce retrait pour la conservation « de l'Eglise ou de l'Etat ce qui n'est pas seulement

(1) Cf. l'attitude de Pie VII dénonçant le concordat de Fontainebleau (1813). Voir Huber : pp. 130-131.

« une limite de fait, mais beaucoup plus une limite de droit en réalité (1). »

Les autres événements susceptibles d'abroger le traité sont le changement de constitution dans l'Etat et la succession d'Etat à Etat. Le simple changement de constitution n'annule pas le traité mais donne à l'Eglise un droit de retrait si l'un des éléments principaux qui avaient pu la déterminer à contracter disparaît ; elle peut n'en pas faire usage. Ainsi, si elle a concédé la nomination des évêques à un chef d'Etat chrétien, elle n'est pas tenue de maintenir ce droit à son successeur non chrétien ; mais le traité tombe alors intégralement. Cependant, s'il y a un nouveau Staatswesen (être de l'Etat), s'il se dissout ou s'il y a discontinuité (anéantissement de la constitution ; chute du pouvoir constituant à la base de celle-ci) le Concordat disparaît.

Quant à la succession, les principes du droit international y verraient une impossibilité. Les Concordats sont des *jura personalia*, des droits accordés à l'Etat à cause de ce qu'il est en lui-même. Mais la pratique constante est en sens inverse (2). Invoquer un contrat tacite entre l'Eglise et le nouvel Etat est difficile et contraire aux faits (3). Huber explique de la façon suivante ce fait que traité et loi subsistent. Eglise et Etat ne sont pas des personnes étrangères ; mais les rapports de l'Etat à l'Eglise sont ceux de l'Etat à une personne « qui est en lui et prend part à sa vie... Les rapports tiennent essentiellement aux habitants et au territoire de l'Etat ». Aussi le Concordat doit-il être considéré comme un rapport de droit interne. Or, dans les changements de souveraineté le droit interne demeure (Concordat en tant que loi) ainsi que les droits subjectifs (Concordat traité considéré en tant que rapport entre l'Eglise et l'Etat dans la partie détachée). Et Huber

(1) Huber : p. 132.

(2) Cf. la subsistance du Concordat de 1801 en Alsace-Lorraine ; le maintien des Bulles de circonscription après les annexions de 1866.

(3) Le Saint-Siège ne voulait pas maintenir le Concordat de 1801 en Alsace après 1870.

conclut par cette phrase qui met en relief les différentes nuances de sa pensée : « Certainement les Concordats « ne sont pas une partie du système juridique interne « de l'Etat, ils ne sont pas incorporés dans le système « juridique de subordination de l'Etat. Mais ce ne sont « pas non plus comme les traités internationaux des « *jura personalia* de deux sociétés juridiquement organisées, isolées et séparées dans l'espace ; ce sont beaucoup plus le résultat du jeu contraire de forces juridiques agissant dans le même espace, déterminées par « deux points de vue différents venant de la vie du même « peuple (1). »

Les dernières pages du livre de Huber sont consacrées à la signification politique du Concordat, c'est-à-dire à la « fonction du Concordat dans la vie (*gemeinwesen*) de l'Etat ». Il distingue deux interprétations possibles : l'interprétation libérale, l'interprétation conservatrice.

Pour l'Etat libéral l'Eglise n'est qu'une union comme les autres. L'idéologie libérale cherchant à vider l'Etat de son contenu, à détruire l'Etat dont l'autorité seule garantit contre l'anarchie des intérêts privés, cette idéologie libérale donc, verra dans le Concordat un moyen de lier l'Etat et de transformer le droit objectif, imposé d'autorité, en un droit subjectif contractuel. Mais si l'Etat libéral cesse d'obéir à cette idéologie pour devenir autoritaire, par une de ces réactions fréquentes dans l'histoire et nécessaires pour la conservation des sociétés contre l'égoïsme individuel, le Concordat perdra toute raison d'être.

Il n'en est pas de même dans l'interprétation conservatrice. « Quelle que soit l'indifférence à l'égard de « certaines exigences des Eglises et l'éloignement de la « vie religieuse que manifeste la vie publique, on ne « peut négliger que certains principes de l'enseignement « chrétien sont une partie indestructible de la pensée et « de la structure de l'Occident. Les Etats européens

(1) Huber : p. 144 : ...« sie sind vielmehr das Widerspiel juristischer Kräfte im selben Raume, bestimmt von zwei verschiedenen Beziehungspunkten aus dem Leben des gleichen Volkes. »

« actuels peuvent tant qu'ils le veulent affirmer leur
 « caractère laïc et proclamer leur neutralité à l'égard
 « des dogmes contestés entre les différentes Eglises,
 « leur structure et leur idée politique est imprégnée du
 « trésor de pensée et des principes chrétiens. Les hom-
 « mes et les Etats d'Europe ne pourront plus se libérer
 « de l'action intensive de l'esprit chrétien, action presque
 « deux fois millénaire (p. 209) ».

« Même l'Etat moderne quelque étouffé qu'il soit dans
 « des affaires purement économiques et quelque indiffé-
 « rent qu'il apparaisse aux questions chrétiennes de foi
 « et de salut ne peut demeurer sans lien avec les Eglises.
 « Il est en vérité laïc en ce sens qu'il n'avantage pas une
 « Eglise ou une confession ; c'est un Etat paritaire. Et
 « il est aussi laïc en ce sens que le soin de la religion,
 « l'évangélisation de la foi et la réalisation d'une idée
 « religieuse n'appartiennent pas à sa tâche mais lui sont
 « entièrement soustraits. Cependant l'Eglise et la Reli-
 « gion n'ont pas perdu pour l'Etat leur signification.
 « Partout où vie publique et privée demeurent sous les
 « principes fondamentaux du christianisme que toutes
 « les Eglises représentent ensemble, partout aussi où
 « pour le moins tout éloignement de ces principes vaut
 « comme une chute d'une règle surnaturelle (*massgebende überpositive Norm*) l'Etat ne peut abandonner
 « tout rapport avec les Eglises qui représentent la foi
 « chrétienne (p. 211) ».

Le Concordat « peut être l'expression de la volonté
 « unie de l'Eglise et de l'Etat de se conserver comme
 « institutions essentielles contre les tendances anarchi-
 « ques de ce temps. Ce peut être la volonté de l'Etat de
 « reconnaître l'Eglise comme ce qu'elle est : une institu-
 « tion avec son but propre différent de celui de l'Etat,
 « avec sa propre autorité dans les choses du salut et de
 « la foi, dans son système de droit propre et indépen-
 « dant de celui de l'Etat. Le Concordat peut d'autre part
 « exprimer la volonté de l'Eglise que l'Etat soit auto-
 « nome et indépendant en matière civile et temporelle,
 « qu'elle-même se considère dans cette mesure comme

« membre de l'ordre juridique interne de l'Etat et par
« suite responsable de cet ordre et de sa garantie...
« p. 212) ».

Le Concordat « est une union (*Bund*) non pas en
« vérité dans le sens d'une unité (*Einheit*) qui unit les
« deux contractants et se trouve au-dessus d'eux, mais
« une Union dans ce sens qu'ainsi les rapports de
« l'Eglise et de l'Etat conduisent à une liaison (*Verbin-*
« *dung*) noble et libre de deux institutions qui, dans leur
« tâche et l'idée qu'elles représentent, veulent demeu-
« rer sauves de l'épuisement des forces arrivées à
« maturité et de la dissolution de toute substance poli-
« tique par l'accentuation du caractère économique de
« toute communauté humaine ».

Retenons surtout de ces pages qu'il y a deux aspects
dans le Concordat : l'aspect politique, l'aspect juridique.
Tout Concordat parvenu à son achèvement semble être
à la fois création d'une norme juridique commune à
deux sociétés indépendantes et traité d'alliance.

CHAPITRE VIII

Les Concordats des Lander

(Bavière, Prusse, Bade)

§ 1^{er}. — *Les accords de la Bavière avec les Eglises catholique et protestante*

L'Eglise catholique avait su profiter des événements de 1919. Alors que les partis protestants s'étaient provisoirement effondrés, le Centre catholique apparaissait comme un des vainqueurs de la révolution : il avait contribué à la déroute des partis extrêmes, son alliance avec la sociale démocratie lui avait permis d'accéder au pouvoir et en même temps il avait su défendre contre l'athéisme de celle-ci les prérogatives de sa confession et par ricochet, mais par ricochet seulement, celles du protestantisme. Alors que le protestantisme avait à se réorganiser, à se constituer en fédération, à se chercher lui-même tant au point de vue doctrinal qu'au point de vue social (1), toutes ces questions se trouvaient déjà résolues par l'Eglise catholique qui désormais n'était plus tenue en suspicion par le gouvernement. Peu atteinte par le mouvement de sortie des Eglises qui se manifesta au début de la République (2), l'Eglise con-
sa-

(1) Cf. sur les Eglises en Allemagne de 1919 à 1925 l'ouvrage du pasteur Patry : *La Religion dans l'Allemagne d'aujourd'hui*. Payot, 1926.

(2) Il n'y eut de 1919 à 1921 que 90.000 démissions catholiques pour 781.437 démissions protestantes.

cra toute son activité à affirmer sa vitalité en Allemagne : développement du mouvement syndical, des associations culturelles, renouveau monastique, approfondissement doctrinal. Elle sut donc parfaitement utiliser le régime de liberté et de séparation. Mais elle voulait faire consacrer cette liberté par des accords avec l'Etat. Telle fut la position des catholiques (1) : l'Etat veut la neutralité, soit, mais que cette situation soit garantie. De plus, ajoutaient-ils, il y a des questions non encore réglées qui ne sauraient être bien réglées autrement que par un Concordat.

C'est en Bavière que les choses avancèrent le plus vite et ceci se comprend puisque la Bavière est le Pays traditionnellement catholique, qui n'a jamais rompu avec Rome et pour lequel il y avait un Concordat en vigueur daté du 5 juin 1817. Les négociations furent entamées dès 1920 par le président socialiste Hoffman : une commission officielle fut formée, plus ou moins secrète semble-t-il, car le projet ne manquait pas d'opposants. Le principal négociateur fut l'abbé Wohlmuth. Le Concordat fut signé le 29 mars 1924. Parallèlement furent engagées des négociations avec les deux Eglises protestantes de Bavière : celle de Bavière proprement dite et celle du Palatinat; elles aboutirent le 15 novembre. Dès le 18 novembre le président du conseil, M. Held, présenta le projet au Parlement et c'est alors que se déclama l'opposition dans toute sa force. Il fut adopté le 15 janvier 1925 par 73 voix contre 52. Votèrent en sa faveur : les populistes bavarois (catholiques), les nationaux allemands en majorité. Votèrent contre les racistes, les sociaux démocrates, les démocrates et les communistes.

Le Concordat contenait un préambule, 16 articles et une annexe. Quatre questions y sont en somme envisagées : la garantie de la liberté des Eglises, le statut de l'enseignement, les biens ecclésiastiques, la nomination aux postes ecclésiastiques.

(1) Rapport de Mgr Kaas au synode diocésain de Trèves en 1921.

1°) Les articles 1 et 2 garantissent à l'Eglise la liberté complète et la protection de l'Etat.

Il y a ici quelque chose de plus que ce que contenaient les textes de Weimar. La constitution de Weimar garantissait la liberté individuelle et reconnaissait les associations religieuses, mais d'Eglise il n'était pas question. Désormais l'Eglise catholique, de même que l'Eglise protestante, qui est placée sur un pied d'égalité avec elle, sont reconnues comme Eglises. La question se pose de savoir si la neutralité de l'Etat est maintenue. On peut considérer qu'elle l'est pour cette raison qu'ici « Eglise » est pris dans son sens d'organisation extérieure d'une confession ; on n'a pas été jusqu'au sens profond du mot Eglise, cela est passé sous silence. La meilleure preuve en est que l'Etat passait en même temps un contrat avec chacune des Eglises dont l'une au moins a des prétentions à l'universalité. Reconnaissance de l'Eglise se ramène donc essentiellement à la reconnaissance de la hiérarchie ecclésiastique avec le Pape à son sommet ; cela ne veut pas dire que l'on admet toutes les prétentions de l'Eglise. La mesure dans laquelle on la reconnaît va être précisée dans les articles suivants quant aux questions en litige.

Il fallait cependant indiquer dans quelle mesure les ordres religieux étaient reconnus. La constitution de Weimar semblait avoir reconnu la pleine liberté de constitution et d'activité des ordres et congrégations dans les §§ 2 et 4 de l'article 137 et c'était certainement l'intention des constituants, mais avant que cette solution triomphât définitivement, un conflit avait éclaté entre la cour suprême prussienne hostile à cette liberté et le ministère d'Etat prussien qui trancha en sa faveur par une décision du 13 décembre 1919. Ceci avait inquiété la Curie dont les anxiétés furent calmées par la rédaction d'une annexe précisant leur situation juridique. Les ordres et congrégations existant déjà en Bavière gardaient leurs biens ; les autres avaient la faculté de s'y établir. En tous cas il n'y aurait pas de contrôle financier de la part de l'Etat et l'acquisition de biens-fonds ne

serait pas soumise à une autorisation préalable. C'était donc une réglementation libérale.

2°) Les articles 3 à 9 traitaient de la question de l'enseignement. C'est là la grosse pierre d'achoppement entre l'Eglise et l'Etat moderne libéral. Pour l'Etat libéral l'enseignement consiste à donner à l'enfant certaines notions dans des techniques différentes considérées comme nécessaires ou utiles pour former son esprit ; chaque technique est autonome. Pour l'Eglise (Eglise catholique et protestants conservateurs), le problème se pose différemment, la perspective est autre. Il ne s'agit pas tellement d'un enseignement que d'une branche de l'éducation. Pour l'Eglise la culture scientifique et humaine, comme toute activité de l'homme, doit être subordonnée à sa fin qui est la connaissance de Dieu. Cette connaissance de Dieu l'homme peut y parvenir par deux voies : la première consiste dans le travail propre de sa raison et c'est la connaissance scientifique qui, s'efforçant de rendre le monde intelligible, y découvre la pensée de Dieu ; la seconde est la voie de la révélation qui, grâce à la foi, nous fait connaître directement Dieu. La première voie est longue et prête aux erreurs ; c'est le fruit du travail de longs siècles qui fait l'objet de l'enseignement et l'édifice de la Science est loin d'être achevé ; de plus, du fait du péché, la raison n'a plus sa rectitude naturelle et se trompe facilement, surtout en ce qui concerne les connaissances les plus utiles à l'homme, les connaissances morales. Aussi l'enseignement de la Vérité révélée doit-il être mis au centre de tout l'enseignement et doit-il rayonner sur toutes ses branches. Aussi l'Eglise demande-t-elle l'école confessionnelle pour les croyants, c'est-à-dire l'école où tout l'enseignement est ordonné à la lumière de la doctrine. Si elle ne peut l'obtenir elle se contentera de demander que l'instruction religieuse soit matière ordinaire d'enseignement dans les écoles fréquentées par les fidèles ; ainsi l'enfant lorsqu'il sera plus apte à se prononcer sur ces difficiles questions métaphysiques pourra le faire en connaissance de cause.

A l'Assemblée de Weimar le problème de l'enseignement se posait à l'état aigu et ne pouvait être esquivé ; on se trouvait en présence de trente législations différentes entre lesquelles il fallait mettre à tout prix une certaine unité (1). Cependant elle ne put être résolue, le Centre et les sociaux démocrates étant en opposition, les premiers tenant pour l'école confessionnelle, les autres voulant établir l'école laïque et unique. Grâce aux démocrates on put cependant s'entendre sur certains points : ce fut l'article 146 de la constitution de Weimar, dit « compromis scolaire ». L'idée fondamentale était de hâter l'unification des esprits : l'école unique fut donc admise pour l'école primaire : « l'admission d'un « enfant... dépend de ses dispositions et de ses goûts, « non de sa situation économique et sociale ou de sa « confession religieuse. » Mais les écoles libres seraient-elles interdites ? Les socialistes le voulaient mais ils durent s'incliner devant l'opposition des autres partis. Les écoles libres furent autorisées avec contrôle de l'Etat (art. 147). Dans les écoles d'Etat y aurait-il place ou non pour l'enseignement religieux ? Craignant la multiplication des écoles libres et soucieux de respecter les droits des parents, une partie des sociaux démocrates accepta le « compromis » : « Devront être organisées « dans les communes, à la demande de ceux qui ont « droit à l'instruction, des écoles publiques conformes « à leur confession ou à leurs vues philosophiques... (2) » On aboutit ainsi à trois espèces d'écoles primaires : l'école confessionnelle, l'école primaire mixte (3), l'école laïque. Un projet de loi gouvernemental déposé en 1921 établissait l'école confessionnelle comme règle générale ; il dut être abandonné devant l'opposition des sociaux démocrates. Un autre projet, se ralliant au principe de

(1) Cf. Patry : *op. cit.*, p. 179, les articles sur l'école (Schule) dans le *Staats Lexikon*.

(2) Art. 146 § 2.

(3) Celle où tous les enfants réunis aux classes ordinaires, mais ont des cours de religion différents suivant leur confession. On l'appelle *Simultanschule*.

la Simultanschule, ne réussit pas plus. Les conseils de parents y étaient hostiles en grande majorité et tenaient pour l'école confessionnelle. Devant tant de divergences la loi fut indéfiniment ajournée.

Cependant, du fait même de l'existence de l'école confessionnelle, un problème se trouvait posé : comment le caractère confessionnel de l'école serait-il assuré ? Quel droit posséderait l'Eglise à cet égard ? La constitution précisait que l'enseignement devait être donné conformément aux « principes fondamentaux » des corporations de droit public. Mais en même temps, le 16 décembre 1920, était supprimé le droit de contrôle dont disposait jusque-là l'autorité ecclésiastique. Comment les Eglises dès lors pourraient-elles avoir la garantie que l'enseignement était donné conformément à leur doctrine ? Aussi réclamaient-elles un moyen de contrôle : elles voulaient des garanties.

« Les instituteurs n'ont pas à s'en froisser, disent-elles, puisqu'aucun d'eux, d'après la constitution, ne peut être forcé de donner des leçons de religion, dans ces conditions on peut attendre des instituteurs chargés de ces leçons qu'ils évitent tout conflit doctrinal. — Soit, mais à supposer que l'Eglise renonce à exercer directement dans les écoles sa surveillance sur l'enseignement religieux, par contre elle est bien décidée à exiger que la religion soit enseignée uniquement par des instituteurs possédant sa confiance. L'Etat sera-t-il obligé alors de consulter l'Eglise pour le choix des instituteurs ? Renoncera-t-il à ses prérogatives dans la nomination du personnel scolaire ou en abandonnera-t-il une part à l'Eglise ? En outre, pour enseigner la religion, les instituteurs doivent naturellement y être préparés ; pour que cette préparation soit donnée selon les « principes fondamentaux » des Eglises, celles-ci n'auront-elles pas leur mot à dire ? (1) ».

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, d'autres

(1) Patry : *op. cit.*, pp. 188-189.

difficultés se posaient. En premier lieu, le statut des facultés de théologie. Seraient-elles maintenues ? Quel contrôle exercerait l'ordinaire ecclésiastique, du moins en ce qui concernait les facultés de théologie catholiques. Enfin les catholiques demandaient des chaires où serait exposé le point de vue catholique en matière d'histoire et de philosophie, surtout dans les pays où les catholiques étaient disséminés. C'est ce que l'on appelle les *Weltanschauungsprofessoren* chargés d'exposer la conception du monde de l'Eglise.

Les articles 3 et 4 du Concordat bavarois traitent précisément de l'enseignement supérieur. Les professeurs dans les universités de théologie et les *Privatdozenten* (1) sont nommés par l'Etat, mais les évêques ont un droit de veto si les candidats ne présentent pas les garanties nécessaires (art. 3, § 1^{er}). De plus, et ceci est très important pour l'Eglise catholique, « les professeurs « à cause de leur enseignement ou de leur conduite « pourront être suspendus par les autorités ecclésiastiques s'il y a des motifs fondés et le gouvernement « devra pourvoir à leur remplacement » (art. 3, § 2). Ainsi l'Eglise ne risque pas de voir des hérésies se développer impunément dans les facultés de théologie où iront s'instruire de futurs prêtres et l'on sait que le *kulturkampf* prussien éclata à la suite d'un conflit entre les évêques et les professeurs. L'article 4, dans son § 1^{er}, précise que l'enseignement dans ces postes sera donné en conformité avec les exigences de l'autorité épiscopale. On ne crée pas enfin de chaires de *Weltanschauungsprofessoren*, mais l'article 4, § 2, réserve deux chaires de philosophie et deux d'histoire auxquelles l'Etat ne pourra nommer que si l'évêque n'élève pas d'objection ; les universités où l'enseignement catholique est sûr d'être représenté sont les universités de Munich et de Wurzburg.

La situation de l'enseignement secondaire (2) est réglée

(1) Ceux qui ne sont pas rétribués par l'Etat mais par leurs auditeurs.

(2) Ce sont les *Mittelschulen*.

par le paragraphe 3 de l'article 4. En général, l'école secondaire en Allemagne n'est pas confessionnelle, mais l'initiation religieuse y est matière ordinaire d'enseignement. La situation des professeurs de religion est la même que celle des professeurs de théologie de l'enseignement supérieur. Ils sont nommés par l'Etat avec droit d'opposition de la part de l'évêque et ils sont soumis aux mêmes causes de suspension. L'Eglise obtient aussi la garantie que le temps consacré à l'instruction religieuse ne sera pas diminué.

Restent les textes concernant l'école primaire (la Volksschule) et l'Eglise obtint en ce domaine des concessions de la part de l'Etat qui soulevèrent de nombreuses critiques.

1) L'enseignement et l'éducation des enfants dans la Volksschule ne seront confiés qu'à des enseignants convenables et prêts à instruire en conformité avec la doctrine catholique et dans l'esprit de la foi catholique. Ainsi instituteurs et institutrices ne pourront être nommés dans des écoles confessionnelles que s'ils sont aptes à enseigner la doctrine religieuse ; il y a un représentant de l'Eglise dans le jury chargé d'octroyer le certificat d'aptitude à l'enseignement (article 5, § 1^{er}).

2) Dans toutes les communes, sur la demande des parents, devra être établie une école confessionnelle catholique, à la condition toutefois qu'il y ait un nombre suffisant d'élèves pour que l'école puisse fonctionner (article 6). Ainsi, non seulement les écoles confessionnelles sont garanties, mais à la demande des conseils de parents, on en créera de nouvelles.

3) Vient enfin la disposition qui a paru la plus réactionnaire et qui a le plus irrité les instituteurs (1) : la restauration du contrôle ecclésiastique (article 8, §§ 1^{er} et 2). Pour toutes les Volksschulen même non confessionnelles, la surveillance et la direction de l'enseignement religieux est garanti à l'Eglise. En cas d'influence

(1) Cf. Jakob Beyhl : *Deutschland und das Konkordat mit Rom* 1925.

pernicieuse ou d'atteinte à la foi, les autorités ecclésiastiques peuvent attaquer l'instituteur devant les autorités civiles de l'enseignement.

Le parti national allemand s'était inquiété de cet article comme portant atteinte à la liberté de conscience des professeurs. Ses inquiétudes furent calmées lorsque le ministre eut donné tous les éclaircissements souhaitables : en particulier l'assurance que les instituteurs n'avaient d'autres obligations que celles qui touchaient à leur fonction et à leur classe ; et le maintien de la surveillance de l'Etat contre un abus possible de la part du contrôle de l'Eglise.

Le Concordat garantissait enfin aux ordres et aux congrégations religieuses la capacité d'enseigner.

3°) Les articles 10 à 12 du Concordat bavarois concernent les prestations financières de l'Etat à l'Eglise. Nous en avons vu le fondement et les règles juridiques.

L'Etat garantit à l'Eglise un revenu annuel au moins égal à celui que prévoyait le Concordat de 1817. Les diocèses avaient jusqu'ici chacun leur dotation, celle-ci est maintenue unifiée. Une disposition importante, mais qui n'a pas reçu d'exécution projetait la transformation de ce revenu en une dotation réelle en bien-fonds pour laquelle l'Eglise a toujours manifesté une préférence.

Les bâtiments appartenant à l'Etat utilisés par l'Eglise lui demeureront affectés. L'Eglise conserve la possession entière de ses biens ; elle a pleine liberté d'en acquérir de nouveaux. Ce n'est guère ici que la reprise dans le traité des garanties déjà inscrites unilatéralement dans la constitution de Weimar.

4°) Les articles 13 et 14 définissent la situation du clergé.

Certaines règles sont prises concernant la formation des clercs ; elles le sont d'ailleurs indirectement, précisant les conditions à remplir pour pouvoir être nommé curé. Il est nécessaire d'avoir fait des études dans un lycée allemand et des études supérieures de théologie dans une faculté de théologie allemande ou à l'école papale de Rome. Les supérieurs des écoles de forma-

tion religieuse devront être allemands. Chanoines et évêques devront *a fortiori* remplir ces mêmes conditions.

Ayant ainsi posé des conditions lui paraissant suffisantes pour défendre la sécurité de l'Etat, le gouvernement bavarois s'est montré large quant à la nomination aux postes ecclésiastiques. La nomination des évêques est réservée au Saint-Siège. Celui-ci doit en principe choisir sur une liste que dresse le chapitre de la cathédrale tous les trois ans, mais il n'y est pas astreint (article 13, § 2). De même l'évêque est pleinement libre dans la nomination des curés et le choix des prêtres.

Deux restrictions sont cependant à noter.

a) La première est d'une portée limitée : c'est le maintien des droits actuellement existants de patronat et de présentation en particulier.

b) L'Etat cependant se réserve un certain contrôle sur les nominations d'évêques et de curés. Le Pape avant de nommer l'évêque, et l'évêque avant de nommer aux postes inférieurs doivent s'assurer auprès du gouvernement bavarois que celui-ci n'a pas d'objection d'ordre politique à faire à l'égard de ces nominations.

Nous retrouverons cette clause dans les autres Concordats. Remarquons qu'elle n'équivaut pas à un droit de veto même indirect. Le dernier mot reste au Saint-Siège : on sait d'ailleurs celui-ci trop souple pour imposer un candidat désagréable à un gouvernement. La clause a surtout pour effet d'obliger le Saint-Siège à demander l'avis du gouvernement ; c'est la consultation préalable obligatoire. La nomination directe par le gouvernement n'est plus dans nos mœurs et l'Eglise ne s'y prête plus vu qu'il ne s'agit plus comme autrefois d'accorder un privilège à un roi Très Chrétien offrant d'incontestables garanties : les gouvernements démocratiques sont changeants par définition et voir des évêques nommés par des gouvernements anticléricaux est une situation paradoxale. Cependant on comprend que dans un pays tel que la Bavière où le catholicisme est encore un catholicisme de masse, où l'évêque et le curé sont

encore des puissances, on comprend, dis-je, que le gouvernement tienne à avoir un certain droit de regard, à pouvoir tout au moins indiquer au Saint-Siège que la nomination d'un tel à tel poste peut créer un malaise, inquiéter une partie de la population. L'ordre public peut être intéressé et il est tout à l'intérêt de l'Eglise comme de l'Etat que de pareilles situations soient évitées.

Telle est la clause dite « des objections d'ordre politique », formule en somme heureuse et qui a donné satisfaction.

La discussion du Concordat au Landtag fut extrêmement vive. Nous avons déjà parlé de l'opposition aux articles scolaires. Deux autres critiques furent faites.

La première était de n'être pas conforme à la constitution du Reich. Il ne semble pas que ç'ait été une objection très sérieuse. Le gouvernement du Reich n'avait élevé aucune objection.

La seconde visait les clauses financières. Les protestants se plaignaient de ne pas voir respecter la parité dans les dotations. Mais ils n'avaient pas subi les sécularisations de 1803. L'opposition demeura cependant violente et au synode du Palatinat l'accord avec l'Eglise protestante dits « articles organiques » ne fut voté que par 8 voix contre 7. Les protestants s'étaient ralliés au principe des accords surtout dans la pensée de combattre les socialistes (1). Ces articles étaient d'ailleurs symétriques des articles du Concordat. L'Eglise protestante recevait des subsides, gardait l'école confessionnelle, surveillait l'enseignement religieux ; la faculté de théologie protestante d'Erlangen demeurerait dans l'Université et l'Etat s'engageait à lui conserver son caractère luthérien ; la même clause des objections d'ordre politique jouait en faveur de l'Etat pour les nominations dans l'Eglise protestante comme pour l'Eglise catholique. Malgré cela les protestants se

(1) Il s'agit ici des protestants conservateurs (parti deutsch national).

divisèrent. Le Palatinat en particulier était hostile à l'école confessionnelle.

L'opposition était au fond surtout dirigée contre le principe du Concordat ; on regrettait l'abandon de la Séparation et dans ce pays en majorité protestant qu'est l'Allemagne on s'inquiétait de voir appliquer un principe aussi catholique que celui du Concordat. Cependant ce Concordat a vécu, il a servi de modèle sur certains points aux autres Concordats et il est encore en vigueur puisque le Concordat du Reich de 1933 n'abroge pas les Concordats des Pays.

§ 2. — *Les accords de la Prusse avec les Eglises*

Un accord entre la Prusse et l'Eglise était chose infiniment plus délicate qu'un accord entre la Bavière et l'Eglise. D'abord les traditions étaient différentes. L'Etat prussien n'avait commencé à se peupler de catholiques qu'à la fin du xvm^e siècle par les conquêtes de Frédéric II et il n'avait eu véritablement à compter avec le catholicisme qu'après 1815 : or nous avons vu que le Concordat était une institution d'essence catholique. En second lieu, il n'y avait pas de précédent comme en Bavière. Au lendemain des guerres napoléoniennes, il avait bien fallu réorganiser l'Eglise dans les provinces rhénanes échues à la Prusse, mais le gouvernement des Hohenzollern s'était refusé à traiter avec le Saint-Siège ; on avait procédé par la voie indirecte. Le Saint-Siège avait élaboré une Bulle, la *Bulle de Salute animarum*, à laquelle le gouvernement prussien avait donné force de loi en la promulguant. Depuis cette époque il y avait eu la grande crise du Kulturkampf à laquelle Bismarck mit fin en négociant avec Rome par-dessus le Centre ; mais il n'y avait pas eu de traité en forme. Après la constitution de Weimar et le Concordat bavarois il apparut de plus en plus nécessaire de déterminer les rapports de l'Eglise et de l'Etat par un accord entre les deux pouvoirs, mais les difficultés étaient considérables,

les socialistes faisaient une vive opposition, les protestants n'y étaient guère favorables, la majorité dont la coalition de Weimar disposait au Landtag de Prusse était réduite et précaire. Aussi la mission de Mgr Pacelli en 1925, qui avait été le premier nonce à Berlin, ne put-elle aboutir. En 1928 seulement on parvint à s'entendre sur un texte viable mais qui n'avait pas la portée que l'on avait désirée : on se borna en somme à reprendre les questions soulevées dans les bulles de 1821 et 1824, dites bulles de circonscription et le traité ne porta pas le nom de Concordat pour ménager les esprits ; on l'appela seulement Traité solennel (feierlicher Vertrag). Tel quel il fut voté grâce aux voix de la coalition de Weimar par 272 voix à 243 le 9 juillet 1928.

Le traité avec les Eglises protestantes de Prusse suivit un cours parallèle, mais plus lent ; il ne fut signé que le 11 mai 1931 et accepté au Landtag de Prusse par une coalition inverse de celle qui avait voté le Concordat : cette fois les socialistes étaient dans l'opposition et les droites votaient le projet pour marquer leur hostilité contre l'étatisme. Le synode général des Eglises protestantes de la Vieille Prusse le vota par 166 voix contre 47. Des difficultés s'étaient manifestées touchant le jeu de la clause des objections politiques et le statut des facultés de théologie : de cette dernière nous parlerons plus amplement à propos du Concordat badois.

Les deux traités suivent à peu près le même plan, cependant pour plus de clarté, nous les étudierons l'un après l'autre.

Dans l'article premier du Concordat (1) l'Etat prussien s'engage à assurer la protection de la loi à la liberté de pratiquer et de professer la religion catholique. Ainsi la liberté religieuse garantie par l'article 135 aux individus se trouve étendue à l'Eglise. Nous trouverons exactement le même texte au début du traité avec les Eglises évangéliques. Par cet article, l'Etat

(1) Nous appellerons ainsi pour plus de commodité l'accord avec l'Eglise catholique.

s'engage en somme à ne pas considérer comme contraire à l'ordre public la diffusion de la doctrine catholique ni les exercices de son culte.

L'article 2 délimite les circonscriptions ecclésiastiques. Une péréquation s'imposait car bien des changements s'étaient produits depuis un siècle : Berlin en particulier était devenue une grande ville catholique et avec l'accroissement de population survenu dans l'Allemagne bismarckienne une multiplication des évêchés s'imposait. Enfin les modifications territoriales à l'intérieur de l'Allemagne avaient créé des situations que l'on devait s'efforcer de simplifier. L'accroissement de prestige que reçut l'Eglise de ces créations nouvelles fut sensible.

Contentons-nous d'indiquer les principaux changements apportés par le Concordat. L'un des plus symboliques est le rétablissement de l'archevêché d'Aix-la-Chapelle. Il avait déjà existé sous le Concordat napoléonien de 1801 ; Napoléon aimait les souvenirs de Charlemagne et l'idée d'Empire n'avait rien qui lui soit antipathique, bien au contraire. Les traditions prussiennes y étaient hostiles ; toute l'histoire de la Prusse et de sa grandeur est faite de son opposition à cette idée d'Empire ; aussi en 1821 l'évêché d'Aix-la-Chapelle avait-il été démembré au profit de ses voisins : Trèves, Cologne et Münster : l'article 2 du traité de 1929 le rétablit ; le chapitre du célèbre *Dom* change son nom de *Kollegiat kapitel* pour celui plus pompeux de *Domkapitel*, chapitre de la cathédrale, qu'il n'avait pas le droit de porter puisque pour qu'il y ait cathédrale, il faut qu'il y ait évêque résident.

Dans l'Est de la Prusse, deux transformations importantes sont à noter. Berlin, la dernière née des capitales européennes, n'avait pas d'évêque. Elle en aura désormais un. Attendons quatre ans et un second évêque s'y installera : ce sera l'évêque protestant Müller ; mais n'anticipons pas. Tenant compte de cette création nouvelle, ainsi que des pertes territoriales de l'Allemagne, une *Praelatur nullius* est née à Schneidemühl qui recueille ce qui demeure à l'Allemagne de l'ancien évê-

ché Gnesen-Posen. Il n'y avait pas assez de catholiques pour créer un évêché.

Passons sur les modifications territoriales de l'Allemagne moyenne et les échanges entre Fulda, Hildesheim, Paderborn... pour dire quelques mots des provinces ecclésiastiques. Désormais, on trouve en Prusse trois grandes provinces ecclésiastiques, donc trois archevêchés. La première est la province de l'Allemagne de l'Ouest groupée autour de l'archevêché de Cologne. Les suffragants sont les évêques de Trèves, Aix-la-Chapelle, Münster, Osnabrück (jusqu'à là indépendant) et Limburg qui, en vertu des anciennes bulles de circonscription, dépendait de Fribourg-en-Brisgau (Etat de Bade) ; la Hesse-Nassau était alors indépendante. En second lieu, nous trouvons une province ecclésiastique de l'Allemagne moyenne groupée autour de l'archevêché de Paderborn. C'est une création nouvelle. Les évêques suffragants sont ceux d'Hildesheim et de Fulda (qui était dans la même situation que Limburg) en Hesse-Cassel. La province de l'Allemagne de l'Est enfin a pour archevêché Breslau et comme suffragants les circonscriptions ecclésiastiques de Berlin, de la Warmie et de Schneidemühl.

Pour achever la réorganisation de l'Eglise, des coadjuteurs sont prévus dans certains évêchés déterminés (Cologne, Paderborn, Breslau, Trèves, Münster, Aix). On peut en établir autre part, mais s'ils ne doivent pas habiter au siège épiscopal l'évêque devra s'entendre avec le gouvernement.

Cette réorganisation consacre avec soixante de retard la grandeur de la Prusse bismarckienne dans l'Allemagne unifiée grâce à ses victoires. Il faudra attendre encore quelques années avant qu'une réorganisation analogue s'accomplisse dans le protestantisme.

L'article 3 du Concordat (auquel correspond l'article 4 du traité avec l'Eglise protestante) est intéressant parce qu'il prévoit une collaboration des deux administrations ecclésiastique et laïque. En vertu de cet article, tant que les finances de l'Etat ne sont pas intéressées, l'Eglise

crée et supprime des postes comme elle l'entend. Mais si l'on fait appel aux deniers publics, il faudra un accord avec l'Etat. De plus, l'Eglise ne jouit pas d'une entière liberté pour modifier l'organisation des circonscriptions inférieures, les paroisses en particulier. La seconde phrase de l'article stipule que « la collaboration de « l'Etat dans la formation et la modification des Kirchen-
« gemeinden s'effectuera conformément à des lignes
« directrices établies en accord avec les évêques ». Dans un cas pareil on voit la difficulté qu'il y a à distinguer le politique du non politique. Découper des circonscriptions religieuses n'est évidemment pas en soi une opération politique, mais pour peu que la population soit pratiquante, une pareille opération peut cependant troubler l'équilibre intérieur d'une commune. De plus, dans quelles circonstances, pour quels motifs agit-on ? On conçoit qu'un Etat prudent désire conserver un certain droit de regard.

La difficile question du patrimoine d'Eglise fait l'objet des articles 4 et 5.

Dans ce patrimoine on trouve d'abord une créance : c'est la créance de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat venant de titres divers que nous avons étudiés. L'Etat prussien si avare pendant la première partie du siècle, s'était montré progressivement plus généreux à l'époque wilhelminienne, les subventions à l'Eglise protestante s'étaient proportionnellement plus développées que celles de l'Eglise catholique. Quoiqu'il en soit, celle-ci recevait 346.000 thalers par an en 1850 ; 1.225.000 marks en 1900 ; 1.500.000 en 1910. Après la guerre, la population catholique ayant décru, le chiffre de la dotation avait été fortement réduit ; la crise du mark s'était greffée sur une insuffisance chronique, de sorte que le chiffre de 1927, à savoir 1.436.000 marks, était manifestement déficient en rapport aux droits de l'Eglise catholique. L'Etat prussien le reconnut et pour éteindre cette dette on éleva d'un million de marks le chiffre de la dotation qui fut ainsi fixée à 2.800.000 marks,

Le point sur lequel la discussion avait été le plus serrée était non pas tant le chiffre de cette dotation que le moyen d'assurer sa valeur. L'Etat prussien ne voulait pas entendre parler d'une dotation en bien-fonds et de fait l'opération était impraticable. Il s'opposait en principe à toute clause assurant automatiquement l'élévation de la somme comme compensation à la dépréciation de la valeur de l'argent. Ce qu'il voulait c'était que la somme de 2.800.000 marks par an fut fixée une fois pour toutes (1). L'Eglise, au contraire, voulait une garantie. Le phénomène économique auquel nous faisons allusion avait déjà rendu sans effet les dispositions prises en 1821 ; plus récemment, la chute du mark et de combien d'autres monnaies avait entraîné des expropriations indirectes dont elle n'entendait pas être victime une fois de plus. L'Etat finit par reconnaître le bien fondé de cette demande, mais sous quelle forme assurer cette garantie ? On s'entendit sur la clause suivante : si l'Etat introduisait dans l'avenir des modifications dans ses dépenses personnelles ou réelles, c'est-à-dire des dépenses concernant ses fonctionnaires ou ses bâtiments, dépenses qui dépendent du pouvoir d'achat de la monnaie, ces modifications seront prises en considération dans les dotations aux évêchés. Ainsi les traitements des fonctionnaires serviront en somme d'étalon de mesure. Cette clause est d'ailleurs assez vague et n'a rien d'automatique ; elle ne pourra être appliquée qu'à la suite de nouvelles négociations entre l'Eglise et l'Etat lorsque le cas se présentera.

La situation de ce qui constitue vraiment les biens d'églises, c'est-à-dire les églises, les habitations et les autres droits réels qu'elle peut posséder, est réglée dans les derniers paragraphes de l'article 4 et dans l'article 5 (2). On sait que la spoliation des biens d'Eglise est un phénomène historique périodique, contre quoi l'Eglise proteste et prend les précautions possibles pour

(1) Dotation dite *abgeschlossen*.

(2) Auxquels correspondent les articles similaires 5 et 6 du traité avec les Eglises protestantes.

la rendre plus difficile. Défendre sa propriété lui est d'ailleurs plus facile dans les temps modernes où il lui suffit en somme d'invoquer le droit commun ; son patrimoine actuel n'a rien de comparable avec ses richesses passées et forme un butin beaucoup moins tentant pour le pouvoir séculier. Les dispositions concordataires ne font guère que reprendre les garanties déjà inscrites dans la constitution de Weimar mais qui, consacrées par traité, deviennent beaucoup plus sérieuses. Immeubles et logements affectés à l'administration des Eglises demeurent la propriété de l'Eglise : celle-ci pourra faire inscrire au livre foncier ses droits de propriété et d'usufruit. Autrement dit, l'Eglise obtient les garanties du droit commun. Les immeubles ou terrains de l'Etat affectés antérieurement à l'Eglise catholique le demeureront ; c'est la même situation que celle dans laquelle se trouve en France la majorité des édifices cultuels catholiques. L'article 5, § 1^{er}, donne enfin le principe suivant : « Le droit de propriété et les autres droits réels seront garantis aux Eglises et à leurs associations de droit public, institutions et fondations, conformément à la constitution du Reich. »

Et si le Reich prescrit le rachat des dotations, on prendra pour base de ce rachat le montant des dotations conformément au droit actuel ; cette disposition n'est qu'un principe pour l'application duquel des négociations seront nécessaires.

Les articles 6 à 8 traitent des nominations aux postes ecclésiastiques. Là encore les prétentions de l'Etat prussien et du Saint-Siège étaient en contradiction. L'Etat voulait s'en tenir au mode adopté dans les accords précédents ; mais depuis cette époque l'Eglise avait réformé sa législation, le nouveau Codex Juris Canonici était entré en vigueur qui exigeait des modifications au système précédent. Grâce à de mutuelles concessions on aboutit à un nouveau mode de nomination qui est, il faut l'avouer, assez compliqué.

En cas de vacance d'un évêché ou d'un archevêché, le chapitre d'une part, les évêques prussiens d'autre part,

présentent chacun une liste au Saint-Siège sur lesquelles sont indiqués les noms des candidats aptes canoniquement. Le Pape choisit trois noms en prenant ces listes en considération, mais sans « y être lié inconditionnellement » (nous avons déjà rencontré une disposition semblable en Bavière) ; parmi ces trois noms le chapitre élit l'évêque, ou plutôt le candidat évêque, car la procédure n'est pas finie. Le chapitre doit demander alors au gouvernement si celui-ci n'a pas d'objection d'ordre politique à faire à ce choix. Ce n'est qu'après la réponse négative de celui-ci que l'évêque pourra être confirmé par le Saint-Siège. Pour les coadjuteurs et les prélats nullius, le Saint-Siège nomme directement après avoir soumis le nom au gouvernement pour savoir s'il n'y a pas d'objection d'ordre politique (1). Il y a de plus toute une réglementation des nominations dans le chapitre et des vicaires généraux où sont dosés les droits du chapitre et de l'évêque, réglementation dans laquelle nous n'allons pas entrer.

L'article 9 du Concordat est important car il donne à l'Eglise la liberté de former ses clercs comme elle l'entend. Pour être nommé archevêque, évêque, Prælat nullius, coadjuteur, chanoine, vicaire général, membre d'une autorité diocésaine, directeur ou professeur dans une institution d'éducation du diocèse, il faut satisfaire aux trois conditions suivantes :

- a) avoir la nationalité allemande ;
- b) posséder le certificat de maturité donnant accès aux études d'enseignement supérieur ;
- c) avoir étudié pendant trois ans d'études philosophiques et théologiques dans une Hochschule allemande d'Etat ou une Hochschule épiscopale reconnue ou encore à la Hochschule papale de Rome.

En somme, l'Etat prussien exige que les dignitaires de l'Eglise catholique en Allemagne aient une forte culture allemande. Cependant il a admis d'assez nom-

(1) Chose curieuse que le Concordat ne précise pas ce qui se passe en cas de refus.

breuses dérogations et il est admis que par entente entre l'Eglise et l'Etat on pourra prévoir de nouvelles exceptions.

Le même article exige une formalité spéciale pour la nomination des chanoines ainsi que celle des supérieurs et professeurs dans les séminaires diocésains qui ont pour but de permettre à l'Etat de faire respecter ces règles : deux mois avant l'entrée en fonction, l'évêque doit communiquer aux autorités laïques une note sur le *curriculum vitæ* du candidat. L'article spécifie que ces droits sont accordés à l'Etat en raison des prestations que celui-ci verse pour les institutions diocésaines.

Les aumôniers dans l'armée et dans les institutions telles que les hôpitaux doivent satisfaire également à certaines conditions de nationalité (article 10).

Passons maintenant pour en finir avec le Concordat à l'article 12 qui est fort intéressant. C'est le seul qui s'occupe de l'enseignement et encore s'agit-il là d'un enseignement très spécial : l'enseignement théologique. Les Facultés de théologie catholique de Bonn, Breslau, Münster, ainsi que l'Académie de Braunsberg, sont reconnues expressément comme instituts de formation pour le clergé prussien. Comment les professeurs en seront-ils nommés ? Comme en Bavière, par l'Etat, mais avec un droit d'opposition de l'évêque. La nomination n'est publiée qu'après communication à l'évêque et si celui-ci a déclaré qu'il n'avait pas d'objection contre l'enseignement ou la conduite du candidat. De plus, si un professeur de théologie donne dans sa doctrine ou dans sa vie des sujets d'inquiétude à l'évêque, celui-ci pourra se plaindre au ministre qui devra pourvoir au remplacement du professeur si ces craintes sont fondées.

Le texte traite enfin de l'organisation des séminaires diocésains dont les études devront être calquées sur celles des universités et les professeurs posséder les grades suffisants. Les évêques auront à donner connaissance au ministre des plans d'enseignement et des statuts du séminaire.

Le principal reproche que l'on pouvait faire à cet accord était d'être incomplet. Trois ou quatre questions seules y étaient abordées : les autres questions pendantes, telles que l'école, le statut des congrégations, les traitements ecclésiastiques, la législation matrimoniale, l'administration des biens d'Eglise étaient passées sous silence. Cependant, tel quel, c'était un accord et cela suffit pour déclencher une opposition violente des populistes, des nationalistes et des communistes. La sociale démocratie le vota par politique et pour faire pièce au fédéralisme qui s'appuyait volontiers sur l'idée religieuse, surtout en Rhénanie (1).

Comme nous l'avons dit, l'accord avec les Eglises évangéliques suivit deux ans plus tard. Analysons-le rapidement.

Le préambule montre bien le caractère juridique du Concordat : « Le ministre d'Etat et les représentants « constitutionnels des Eglises protestantes de Prusse « ont décidé de régler de nouveau comme il suit, et d'une « façon durable, la situation juridique des Eglises... » Ce sont deux puissances égales en droit dont l'accord est nécessaire pour dire le droit sur les matières visées par l'accord.

L'article premier, comme pour l'Eglise catholique, assure la protection de la loi à la liberté de professer et de pratiquer la religion évangélique. Mais tandis que l'accord ne s'occupe nullement des circonscriptions ecclésiastiques, ce qui est l'objet de l'article 2 du Concordat, il insère dans son article 2 les dispositions de la loi du 8 avril 1924 dont nous avons parlé : l'obligation de soumettre tous « les lois et décrets-lois de l'Eglise concer-
« nant la représentation des Eglises, de leurs associa-
« tions de droit public, de leurs établissements et fon-
« dations, en matière de propriété ou en ce qui concerne

(1) Sur le Concordat prussien, cf. : Delattre : *Le Concordat entre la Prusse et le Saint-Siège. Etudes*, t. 201, p. 666 ; Linneborn et Schmitt : *Das neue Konkordat zwischen dem heiligen Stuhl und Preussen* 1929.

« le règlement d'administration de leurs biens... au « ministre des Sciences, Arts et de l'Education Publi- « que ». Le paragraphe 2 précise les droits du ministre qui peut faire opposition pendant un mois si les lois « ne donnent pas la garantie d'une gestion régulière ». L'Eglise a un recours devant « le tribunal de l'instance la plus élevée en matière de contentieux administratif ». Les Eglises protestantes acceptent donc le régime qui leur avait été imposé unilatéralement par l'Etat. Ce contrôle d'Etat est étendu, mais désormais il est précisé et réglementé : ce n'est pas le retour pur et simple du régime antérieur à la constitution de Weimar.

Les articles 4, 5 et 6 correspondent aux articles 3, 4 et 5 du Concordat. La dotation de l'Eglise protestante qui repose sur la coutume plus que sur l'indemnisation de sécularisation, s'élève à 4.950.000 marks. L'article 7 contient la clause des « objections politiques » pour les nominations aux postes supérieurs des Eglises. Cet article souleva de grosses difficultés : on lui reprochait son imprécision. On finit par trouver un compromis qui fut inséré dans le protocole final : le gouvernement devait justifier des faits argués contre le candidat et au cas de dissentiment, une commission nommée en commun fera une enquête sur ces faits ; ainsi espérait-on éviter que l'Etat n'utilise la clause pour des raisons de parti (1). L'article 8 pose les conditions de nationalité et d'études nécessaires pour l'accession aux hauts grades ; l'article 9 celles que l'on exige des pasteurs et qui sont moins strictes. Les deux articles prévoient l'obligation pour l'Eglise de communiquer à l'Etat les dossiers concernant les titulaires envisagés.

L'article 11 est un des plus importants à cause de ses deux premiers alinéas qui concernent les facultés de théologie protestante. En voici le texte :

« 1) En vue de la préparation scientifique des ecclésiastiques, les facultés de théologie protestante aux

(1) On craignait que le gouvernement n'invoque des motifs tels que : fédéralisme, autonomie. Il faut avouer qu'entre le politique et le non politique la distinction ne peut être nette : les critères varient.

« universités de Berlin, Bonn, Breslau, Göttingen,
« Greifswald, Halle, Kiel, Königsberg, Marburg et
« Münster seront maintenues.

« 2) Avant la nomination d'un professeur titulaire ou
« extraordinaire à une faculté de théologie protestante,
« il sera donné aux autorités ecclésiastiques la possi-
« bilité de donner leur avis. »

Il appert immédiatement de ce texte que les droits accordés à l'autorité ecclésiastique protestante sont nettement inférieurs aux droits accordés aux autorités ecclésiastiques catholiques. Pourquoi cela ? Est-ce pour favoriser le catholicisme vis-à-vis du protestantisme ? Non pas. Ceci tient aux discussions entre protestants. Selon la tradition protestante, les facultés de théologie sont des séminaires de libre recherche scientifique et les professeurs, en vertu du libre examen, ne sont pas soumis à un contrôle dogmatique de la part des autorités ecclésiastiques. L'Eglise protestante ne reconnaît par le magistère épiscopal comme l'Eglise catholique.

Mais, objectera-t-on, les pasteurs sont formés dans ces Facultés. Prêcheront-ils n'importe quelle doctrine ? N'y a-t-il pas un minimum doctrinal, quand ce ne serait que la divinité du Christ ? Les autorités ecclésiastiques désiraient établir leur contrôle. Le fait que le gouvernement reconnaît que les facultés sont destinées « à la préparation scientifique des ecclésiastiques » contient implicitement la reconnaissance d'un certain droit aux autorités d'Eglise. Le § 2 délimite ce droit : c'est un simple droit de consultation. Le gouvernement tenait à conserver la haute main pour pouvoir trancher en cas de conflit.

Voici d'ailleurs la procédure prévue à ce sujet par le protocole final :

« Avant toute nomination d'un professeur ordinaire
« ou extraordinaire, les autorités religieuses de la
« région intéressée seront consultées. Aucune nomina-
« tion ne sera publiée aussi longtemps que le ministère
« ne sera pas en possession du rapport des autorités
« ecclésiastiques. Mais aucune objection contre la

« croyance et l'enseignement d'un candidat ne sera
« élevée par l'administration ecclésiastique sans que
« celle-ci ne les ait préalablement discutées et formu-
« lées avec les représentants des autres Eglises. Le
« résultat de cette consultation sera communiqué au
« gouvernement. Ces prescriptions valent également
« pour le déplacement ou le transfert d'un professeur. »

Mais personne n'était satisfait de ce compromis et la discussion reviendra lors de la conclusion de l'accord entre l'Etat de Bade et l'Eglise évangélique.

Le trait le plus significatif peut-être de cet accord se trouve dans les signatures des représentants des diverses Eglises :

« Le Sénat de l'Eglise évangélique de l'Union de la
« Vieille Prusse ;

« L'évêque, le président de la commission de l'Eglise
« provinciale et le président de l'Office paroissial de
« l'Eglise protestante luthérienne de la province de
« Hanovre ;

« Le Directoire de l'Eglise protestante luthérienne de
« la province de Schleswig-Holstein ;

« Le Directoire de l'Eglise protestante de la province
« de Hesse-Cassel ;

« Le Directoire de l'Eglise protestante de la province
« de Nassau ;

« Le Conseil provincial des Eglises protestantes de la
« province de Francfort-sur-le-Mein ;

« Le président provincial de l'Eglise protestante réfor-
« mée de la province de Hanovre ;

« Le Conseil provincial de l'Eglise protestante pour les
« provinces de Waldeck et Pyrmont. »

Cette énumération montre bien l'enchevêtrement de traditions historiques, d'aspirations nouvelles, l'aspect d'organisation inachevée de l'Eglise protestante prussienne. Ces cadres ne répondent plus aux données du moment. Deux ans plus tard la crise éclatera. Il est intéressant de reprendre à cette occasion les déclarations du populiste von Camp :

« L'attitude des deux Eglises en face de l'Etat est

« radicalement différente. Par son universalité, son
 « organisation, sa centralisation sous un pouvoir spiri-
 « tuel, l'Eglise catholique échappe aux atteintes de
 « l'Etat ; l'Eglise évangélique, au contraire, est une ins-
 « titution nationale : par son caractère comme par son
 « organisation, elle ne déborde point les limites du
 « pays ; si la première est romaine, l'autre reste prus-
 « sienne. De l'Eglise catholique, une séculaire expé-
 « rience apprend combien il est difficile d'enchaîner
 « l'indépendance, de diriger l'activité, car son person-
 « nel voit son autorité et son influence diminuer dans la
 « mesure même où il s'écarte des directives romaines ;
 « l'Eglise évangélique, par contre, quelles que soient
 « les tendances actuelles à la séparation des pouvoirs
 « spirituel et temporel, sera toujours, dans les cadres
 « de l'Etat, un instrument docile de politique cultu-
 « relle (1). »

De cette idée l'avènement du régime hitlérien allait donner une illustration frappante. Mais ce devait être aussi l'origine d'une crise très grave montrant qu'un grand nombre de protestants ont conservé très vive la foi dans le Christ.

§ 3. — *Les accords entre le pays de Bade et les Eglises* (2)

L'Etat de Bade était un pays de traditions assez peu cléricales et en tout cas antiultramontaines. Au lendemain des guerres napoléoniennes, l'Eglise avait été réorganisée par le même procédé qu'en Prusse. Le Saint-Siège promulgua les bulles « *Provida sollersque* » du 16 août 1821, relative aux diocèses et revenus ecclésiastiques et *Ad Dominici gregis custodiam*, du 11 avril 1827, relative aux nominations aux bénéfices. Le grand duc les publia, ce qui leur donna force de loi, avec l'ap-

(1) Cité par Delattre : *Le Concordat entre l'Eglise évangélique et la Prusse* dans *Correspondant*, 25 février 1932.

(2) Cf. Föhr : *Das Konkordat zwischen dem heiligen Stuhle und dem Freistaat Baden*, Herder, 1933.

pendice « von uns angenommen und unsere Landesherrliche Staatsgenehmigung erhalten ». Un essai de Concordat en 1869 échoua devant le Landtag. Au lendemain de la guerre une revision s'imposait, les juristes le reconnaissaient à cause de la disparition du système du Landesherr. Une difficulté se présenta lors de la vacance de l'archevêché de Fribourg. L'Etat, en vertu de la Constitution de Weimar, renonça à ses droits ; le chapitre élut l'archevêque. Le Saint-Siège ne reconnut pas l'élection, estimant que c'était contraire aux règles canoniques, mais nomma lui-même le candidat du chapitre.

Le 29 novembre 1929, le cardinal Pacelli offrit directement de négocier. Le président d'Etat Schmitt accepta le 24 décembre. On attendit le vote du budget, puis les négociations s'ouvrirent en Suisse en octobre. Le gouvernement badois accepta de discuter sur ces bases. Puis les choses traînèrent en longueur. En 1932 cependant, sentant sa fin prochaine, le gouvernement fit reprendre les négociations. L'accord fut conclu dans les appartements du Pape, puis signé définitivement le 12 octobre au château de Hegne am Bodensee. Les négociations avec l'Eglise protestante évangélique unie avaient été suivies parallèlement.

Lorsqu'on apprit la conclusion du Concordat, une forte opposition se dessina. Les populistes l'attaquèrent et les sociaux démocrates rompirent leur coalition avec le Centre qui existait depuis 1929. Le gouvernement n'en soumit pas moins le projet au Landtag dès le 7 novembre. La commission émit un avis favorable et le 1^{er} décembre, le Landtag le ratifiait à une majorité infime (45 voix à 44) grâce à la voix prépondérante du président. Nationaux socialistes et nationaux allemands avaient finalement voté contre, non parce qu'ils étaient contre le traité en soi, mais parce qu'ils estimaient que la parité n'y était pas respectée. Dès qu'il put le faire légalement, c'est-à-dire trois mois après, le Gouvernement ratifia le Concordat. Ce fut un de ses derniers actes : quelques jours après il s'effondrait et les nationaux socialistes prenaient le pouvoir.

Le Concordat reprend les diverses questions que nous avons déjà rencontrées dans les précédents Concordats. L'article premier garantit la protection légale à la liberté de confesser et de pratiquer la religion catholique, ceci en application de la constitution du Reich et de la constitution de l'Etat libre de Bade (1). Il n'y a pas ici de reconnaissance de l'Eglise, explicitement du moins, mais cela revient au même. Dans les 10 articles qui suivent, trois matières se trouvent abordées.

1°) L'organisation de l'archevêché de Fribourg (art. 2 et 3).

La procédure pour la nomination de l'archevêque est fixée par l'article 3. En cas de vacance, le chapitre soumettra au Saint-Siège une liste de candidats canoniquement aptes. De son côté, chaque année l'archevêque dresse une autre liste. Le Saint-Siège prendra en considération ces deux listes sans être lié par elles et soumettra trois noms au chapitre parmi lesquels le chapitre élira l'archevêque dans un vote libre et secret. C'est une procédure très analogue à la procédure prussienne. Une seule condition est spécifiée : c'est que sur les trois candidats proposés par le Saint-Siège, l'un au moins appartienne à l'archidiocèse de Fribourg.

Comme dans les autres Concordats nous rencontrons ici la clause des objections politiques. Avant l'introduction, le Saint-Siège doit s'assurer près du ministère d'Etat badois que celui-ci n'a pas à faire des objections de nature politique, hors de toute considération de politique de parti, est-il spécifié. Un protocole supplémentaire au protocole final donne la solution en cas de dissentiment : « tous les efforts seront faits de part et d'autre pour aboutir à un accord. » Si celui-ci ne peut s'établir « le Saint-Siège reprend sa liberté de nommer à l'archevêché l'un de ses candidats ».

Le Concordat règle de plus, dans le détail, l'organisation du chapitre et ses droits.

(1) Le pays de Bade, qui n'est plus Etat en Allemagne en droit interne, le demeure en droit international dans la mesure où il a capacité pour conclure des traités avec des puissances étrangères.

2°) Dans les articles suivants, le Concordat donne des solutions identiques à celle du Concordat prussien en ce qui concerne les nominations aux emplois ecclésiastiques. Les droits de l'évêque d'édicter des règlements en matière de patrimoine ecclésiastique sont très larges et l'article 4, § 3, précise que la loi badoise de 1927 sur la fortune ecclésiastique ne limite pas les droits de l'Eglise. Le droit d'imposer est garanti dans le § 4. Incidemment, à propos de la garantie à l'Eglise de ses droits de propriété, est abordée la question des ordres et congrégations qui bénéficient de cette même garantie (article 5). La dotation est fixée à 350.000 marks et un paragraphe réserve la prétention de l'Eglise à une dotation réelle. Une disposition analogue à celle du Concordat prussien prévoit une augmentation de la dotation corrélative à une augmentation des traitements des fonctionnaires.

3°) Nous retrouvons dans l'article 7 les mêmes dispositions que celles du Concordat prussien relatives à la formation du clergé, conditions de nationalité et d'études. Le texte indique aussi que le Saint-Siège admet ces conditions « à cause de la dotation assurée par le Concordat à l'archidiocèse ». Pour permettre à l'Etat le contrôle, il est également prévu que l'Etat doit être prévenu de la nomination aux postes ecclésiastiques pour lesquels ces conditions sont exigées. Mais le § 2 précise qu'il ne s'agit pas là d'un droit de veto de la part de l'Etat. L'article 7 reprend des dispositions analogues pour les nominations aux postes inférieurs.

4°) Les articles 9 et 10 sont consacrés aux Facultés de théologie. Ici encore nous trouvons des dispositions très semblables à celles du Concordat prussien.

Art. 9 : Pour la formation scientifique des ecclésiastiques, la faculté de théologie catholique de l'Université de Fribourg conserve les droits qu'elle avait lors de la conclusion du Concordat. L'enseignement doit être conforme aux prescriptions ecclésiastiques et aux nécessités du soin des âmes (Seel sorge). L'archevêque est en droit d'entretenir pour la formation des candidats aux

postes ecclésiastiques des convicts pour les prêtres et un séminaire, ainsi que de les diriger en son nom.

Art. 10 : Avant d'appeler quelqu'un à enseigner dans la faculté de théologie de Fribourg, l'archevêque, ou celui qu'il en a chargé, doit être entendu pour savoir s'il n'élève pas d'objections contre l'enseignement, les mœurs ou la capacité du candidat. S'il y en a, la nomination ne pourra avoir lieu. Le gouvernement devra pourvoir à la suppléance.

5°) L'enseignement secondaire et primaire fait l'objet de l'article 11. On ne parle pas de l'école confessionnelle, mais les dispositions libérales de la constitution de Weimar acquièrent un caractère contractuel.

« Les hautes parties contractantes étant d'accord, « l'enseignement de la religion catholique dans les « écoles badoises est matière ordinaire d'enseignement « en vertu des prescriptions de l'article 149 de la constitution du Reich. L'enseignement religieux est donné « en accord avec les principes de l'Eglise catholique ».

Mais l'Eglise n'obtient pas le droit de contrôle accordé par le Concordat bavarois. Comment le § 2 sera exécuté, le Concordat ne le dit pas. La question difficile est réservée. Cependant le fait de l'existence de cet article constitue un succès pour l'Eglise.

L'article 12 spécifie qu'au cas de dissentiment sur la portée d'une des décisions du Concordat, les parties négocieront amicalement. C'est la disposition que nous retrouverons dans le Concordat du Reich qui n'est postérieur que de quelques mois à celui-ci. Suit enfin, après l'article 13 et dernier, relatif aux ratifications et à l'entrée en vigueur, un protocole final faisant partie intégrante du Concordat qui contient en particulier deux dispositions intéressantes :

1) l'une relative aux ordres et congrégations. « Il est « entendu que la fondation des ordres et congrégations « religieuses en Bade, conformément à la constitution « du Reich, reste abandonnée (*überlassen*) à la décision « libre (*Willensbestimmung*) de l'office ecclésiastique « compétent » ;

2) l'autre relative aux Weltanschauungsprofessoren. Une chaire d'histoire et une de philosophie sont soumises au contrôle de l'évêque en ce sens que pour y être nommé il ne faut pas se heurter à des objections de la part de l'évêque.

L'accord avec l'Eglise protestante évangélique de Bade est à peu près identique, sauf naturellement en ce qui concerne les points tels que l'organisation de l'archevêché de Fribourg où nous ne trouvons pas le correspondant dans l'accord évangélique, d'ailleurs plus court puisqu'il ne comprend que 8 articles. Le ministre Remmelé avait demandé en mai 1930 à l'Eglise évangélique si elle souhaitait pareil accord et la réponse fut : oui si l'Etat en conclut un avec l'Eglise catholique. Ce trait montre bien le manque d'enthousiasme de l'Eglise protestante pour de pareils accords : ce ne sont que des contrepoids aux Concordats ; ils sont utiles et nécessaires pour maintenir la parité entre les deux confessions. Or, le Landes synode ne ratifia l'accord que par 38 voix à 21 avec le commentaire suivant : « Le Landes « synode évangélique a de fait approuvé le projet de « traité avec l'Etat. Mais il soutient qu'une influence « suffisante n'a pas été donnée à la Landeskirche évangélique protestante dans la collation des chaires d'enseignement théologique à l'université d'Heidelberg et « qu'ainsi le traité de l'Eglise évangélique avec l'Etat « badois ne peut être considéré comme équivalent au « traité correspondant avec l'Eglise catholique. »

Nous retrouvons ici la si difficile question des Facultés de théologie protestante. Remarquons que le reproche de ne pas respecter la parité ne s'adresse pas aux catholiques. Ceux-ci n'auraient vu aucun inconvénient à ce que les professeurs de théologie protestante ne soient nommés qu'après accord (*Einvernehmen*) avec l'autorité ecclésiastique compétente. Mais les protestants se trouvaient divisés : les uns favorables à l'indépendance des professeurs, les autres à la soumission aux autorités. En 1886 avait été admis un *Anhörungsrecht* (droit de donner son avis) des autorités ecclésiastiques ; en 1932,

on alla plus loin : on admit la nécessité d'un *Benehmen*, c'est-à-dire d'une certaine négociation. Par là on voulait dire : l'Etat doit demander son avis aux autorités religieuses et tenir compte de leurs objections si elles sont solides. Mais il n'est pas lié. D'ailleurs, cette extension du droit de l'autorité ecclésiastique avait déjà inquiété certains protestants et à une question au Landtag on avait dû préciser que les objections ne pouvaient être fondées sur l'orientation ecclésiastique du candidat. Nous touchons du doigt les divisions doctrinales protestantes.

Le Concordat badois est intéressant car plus complet que le Concordat prussien dont il suit les lignes générales. On voit se constituer une sorte de droit commun concordataire en Allemagne comprenant en somme les traits suivants : reconnaissance de la liberté de professer et de pratiquer la religion catholique, garantie de la propriété de l'Eglise, existence d'une dotation, clause des objections politiques en matière de nominations, rôle du chapitre dans la nomination de l'évêque, conditions de formation du clergé, statut des Facultés de théologie. Mais la question de l'enseignement n'est qu'esquissée ; du droit matrimonial on ne dit encore rien. Quoiqu'il en soit et en dépit des oppositions, on peut constater le développement de l'idée concordataire en Allemagne.

Mais nous allons assister maintenant à un bouleversement complet des positions et des points de vue. Le Rechtsstaat va disparaître et avec lui le sens du Concordat. Pour bien suivre ce nouvel aspect des choses, il faut se rendre compte des principes du nouveau Reich qui s'installe définitivement au printemps de 1933.

CHAPITRE IX

L'État national socialiste

Tous les nationaux socialistes considèrent que le nouvel Etat allemand diffère dans sa structure même de l'Etat weimarien. Dans l'opinion dominante, la constitution de Weimar cesse d'être en vigueur, sinon à titre de complément, lorsque ses dispositions ne sont pas en contradiction avec les principes fondamentaux du III^e Reich (1). La loi des pleins pouvoirs (*Ermächtigungsgesetz*) voté par le Reichstag à la majorité requise pour modifier la constitution, loi qui donnait au gouvernement une compétence très large en matière législative et constitutionnelle, est en réalité une constitution provisoire. Le terrain juridique sur lequel va s'édifier le nouvel Etat est donc absolument neuf.

L'Etat weimarien, tel qu'il était conçu par les juristes de l'école libérale, Reuss et Jellinek entre autres, reposait sur l'idée que le droit était avant tout un rapport de personnes (2) ; l'ensemble du droit d'un pays était l'ensemble des droits et devoirs de chaque personne et l'Etat se trouvait considéré comme une personne, doué de la personnalité dite morale ou juridique. Le nouvel Etat allemand part d'une autre donnée. Le concept essentiel est le concept de peuple. Le droit est alors considéré

(1) Cf. C. Schmitt : *Staat, Bewegung, Volk*, p. 5. Hanseatische Verlagsanstalt, Hambourg.

(2) « Beziehung von Persönlichkeiten » Jellinek *Gesetz und Verordnung*, p. 195, cité par Reinhardt Höhn : *Die Wandlung im staatsrechtlichen Denken*,

comme la structure de ce tout qu'est le peuple, c'en est en quelque sorte le squelette. Donner un droit à un peuple, c'est organiser cet être qui ne l'est pas tant qu'il n'y a pas de droit. Mais ce droit se trouve à l'état latent dans ce peuple, dans ses caractères raciques qui le distinguent des autres communautés populaires ; le droit sera donc l'expression de ces données, préexistantes dans le peuple. Ceci explique la formule fréquemment usitée dans les congrès de juristes nationaux socialistes : est juste ce qui profite au peuple (Volk) et injuste ce qui lui nuit.

C'est cette idée de peuple qui différencie le fascisme et le national socialisme. Pour Bortolotto, le peuple est une expression pour une « organisation sous la discipline de l'Etat ». Pour Koellreuter (1), le peuple a un être propre. C'est une unité, un tout déterminé par ses éléments fondamentaux sociaux, sa vie dans un espace déterminé de la planète, sa communauté historique de culture et de sort (*historische Kultur-und Schicksalsgemeinschaft*). Comme le peuple est le facteur déterminant de l'Etat dont il est la base, il n'y a pas de notion abstraite d'Etat, mais il y a autant de formes d'Etat, donc d'Etats, qu'il y a de peuples. La forme d'Etat qui convient au peuple allemand, c'est le Führerstaat. Le peuple n'est donc plus seulement la somme des électeurs, mais c'est en soi-même une unité, une réalité politique.

Le concept du chef, du Führer, est considéré par tous les nationaux socialistes comme essentiel à la doctrine nationale socialiste. Mais expliquer ce concept paraît quasi-impossible. Carl Schmitt consacre la dernière partie de son opuscule à le distinguer de concepts avec lesquels on risquerait de le confondre (2). Il faut le distinguer avec soin de l'idée de contrôle et surveillance (*Aufsicht*). Dans l'*Aufsicht* il y a une règle ou plutôt une

(1) Koellreutter : *Der deutsche Führerstaat*. Verlag Mohr, Tübingen, 1934.

(2) Schmitt : *op. cit.*, pp. 36 et suiv.

tendance normative (*normativistische Tendenz*) en ce sens que l'autorité supérieure vis-à-vis de l'inférieure doit respecter certains principes et certaines règles ; la conséquence en est que l'activité supérieure peut être citée par l'inférieure devant un tribunal qui décidera si l'autorité supérieure avait le droit de faire ce qu'elle a fait. Rien de pareil dans la notion de Führung où l'autorité directrice ne saurait être soumise à aucune règle juridique et à aucune autorité judiciaire.

Mais d'autre part « diriger (*führen*) n'est pas commander, dicter, gouverner avec centralisation et « bureaucratisme pas plus qu'aucune autre forme arbitraire (*beliebig*) de régner (*herrschen*) (1) ». Dans cette forme de gouvernement autocratique, explique K. Schmitt et de même Höhn, il y a une opposition, un dualisme : le gouvernement en face du gouverné ; il y a entre eux un rapport de souverain à sujet, qui est le type de la forme d'Etat des trois derniers siècles, issue de la Seigneurie italienne décrite par Machiavel. L'Etat national socialiste se présente différemment : le chef (Führer) n'est pas en face du peuple comme quelque chose de transcendant et d'une autre espèce que celui-ci. « C'est au contraire un concept de présence immédiate et de présence réelle (2) ». Donc quelque chose d'immanent, d'où suit qu'entre le chef et ceux qui le suivent il y a identité d'espèce (*Artgleichheit*) inconditionnée. La meilleure idée du Führer nous est donnée par le roi germain du v^e siècle, du roi franc, chef de bande. « Seule, cette *Artgleichheit* peut empêcher que la puissance du Führer ne devienne tyrannie et arbitraire ». Ayant la même âme, les mêmes espérances, les mêmes habitudes, les mêmes pensées que ceux qui le suivent, le chef les dirigera pour le mieux. Mais on se rend facilement compte que pour les nationaux socialistes cette *Artgleichheit* est garantie par l'identité de race entre le

(1) Schmitt : *op. cit.*, p. 41.

(2) Schmitt : *op. cit.*, p. 42.

chef et sa suite et aussi la pureté de la race qui assure l'unité de cette suite en un peuple.

Pratiquement ce concept du chef se traduit par les principes d'unité et d'absence de contrôle de la part des dirigés.

a) Principe d'unité : il n'y aura qu'un responsable à la tête d'une communauté. Ce responsable décidera seul et sera responsable. Il devra naturellement s'éclairer en prenant avis des compétences, mais lui seul décide. Quant à sa responsabilité, elle ne se traduit pas par la possibilité pour les dirigés de le priver de sa charge, mais « la responsabilité du Führer à l'égard de la communauté populaire (*Volksgemeinschaft*) découle immédiatement de sa position de Führer. Le Führer agit « en tant que tel nécessairement lorsqu'il dirige dans « l'esprit de la communauté. Si sa conduite ne correspond pas à cet esprit... il ne s'agit plus de Führung, « mais de la conduite d'un simple particulier qui n'est « plus soutenu (*getragen*) par la communauté. S'il n'en « tire pas les conséquences et se maintient au pouvoir « malgré tout, il devient un dictateur. En tant que tel « il ne peut se maintenir que tant qu'un autre Führer « n'émerge pas de la communauté qui écarte le dictateur. D'autant plus forte sera la vie de communauté, « d'autant plus vite cela arrivera (1) ».

D'autre part, les pouvoirs et la compétence du Führer ne connaissent pas de limite théorique. Comme le peuple est un tout, et la seule réalité politique, tout ce qui concerne la vie publique dépend du Führer. C'est en ce sens que l'Etat national socialiste est un Etat totalitaire. Tout ce qui est d'ordre politique est déterminé par le Führer. Distinguer ce qui est politique de ce qui ne l'est pas est au premier chef une question d'ordre politique, donc à trancher par le Führer (2).

b) Absence de contrôle de la part des dirigés. Ceux-ci n'ont pas droit en tant que tels à une activité politique.

(1) Föhn : *op. cit.*, p. 40.

(2) Cf. Schmitt : *op. cit.*, p. 17.

Les élections sont supprimées ; il n'y a plus place que pour la forme du plébiscite manifestant la confiance du peuple en son Führer, affirmant entre eux ce lien de fraternité, d'*Artgleichheit*. Mais ce n'est pas à dire que toute activité dans la vie publique leur soit interdite. A côté du politique qui concerne la communauté populaire prise comme un tout, il y a place pour des activités non politique d'ordre économique en particulier, qui ne présentent pas ce caractère totalitaire, n'intéressant que des groupement secondaires ou même des individus à l'intérieur de la communauté populaire.

C'est ici qu'à la suite de Carl Schmitt, nous allons pénétrer plus avant dans la structure de l'Etat national socialiste. C'est ici que perç le plus le néo-hégélianisme des théoriciens du régime.

A la base, ou plutôt comme principe de tout l'édifice politique, nous trouvons un tout inorganisé, le peuple au sens large du mot, ou d'une façon encore moins déterminée, une « unité politique (1) ». Pour l'organiser, le système libéral du xix^e siècle, qui s'était achevé dans la constitution de Weimar, était basé sur un dualisme : l'Etat d'une part, l'individu de l'autre et tout l'effort consistait à limiter l'action de l'Etat pour assurer la liberté des individus et le procédé le plus ingénieux qu'on avait découvert était de faire choisir les dirigeants politiques responsables par la masse des individus irresponsables politiquement. Mais d'après Schmitt c'était là un trompe-l'œil : en fait la puissance politique était aux mains d'associations et d'organisations partisans ou économiques, qui bénéficiaient de l'irresponsabilité, n'étant pas intégrées dans l'Etat tout en jouissant du pouvoir. La structure de l'Etat était donc mal comprise.

Une bonne organisation politique du Reich allemand exige non pas un dualisme, mais un trialisme (*Dreigliederung*) à savoir : l'Etat (*Staat*), le mouvement (*Bewegung*), le peuple (*Volk*).

a) L'Etat. Il ne s'agit pas ici de l'Etat au sens large

(1) *Politische Einheit*. Schmitt : *op. cit.*, p. 11.

du mot, mais de l'Etat au sens strict, c'est-à-dire de l'appareil administratif plus l'armée, en somme l'ensemble des fonctionnaires. Dans l'Etat ainsi compris comme un ordre (*Ordnungsreihe*) de la nation, règne le principe d'autorité : le supérieur commande à l'inférieur qui n'a qu'à obéir.

b) Au temps de l'absolutisme cet ordre avait également pour fonction de diriger politiquement la nation. Ce n'est plus le cas sous le III^e Reich. La direction politique appartient au mouvement ou parti (*Bewegung, Partei*). Le parti se recrute dans toutes les couches de la population, mais c'est un tout formé (*geschlossene*), une organisation à part fortement hiérarchisée et soumise au Führerprinzip. A ce parti il appartient d'être le support de l'Etat et de diriger le peuple vers ses destinées futures. C'est un ordre distinct de l'Etat, mais cependant uni à lui aux échelons supérieurs par des liens supérieurs : le Führer est à la fois chef de l'Etat et chef du parti ; les ministres seront souvent des personnalités détentrices de hautes fonctions dans le parti (1).

c) Le peuple. Le peuple, au sens étroit du mot, considéré comme un ordre dans l'unité politique du Reich, est un concept différent de celui de peuple développé par Koellreutter (2). Dans l'activité sociale une part est laissée à l'autonomie des individus ou plutôt des collectivités inférieures (*Selbstverwaltung*). C'est l'ordre économique et social professionnel (*berufsständische Wirtschafts und Sozialordnung*), ainsi que l'administration communale. Mais dès qu'une question de cet ordre a une importance telle qu'en fait elle intéresse la communauté du peuple, elle est susceptible de devenir une question politique et comme telle relevant non plus de l'autonomie administrative mais de l'Etat dirigé par le parti national socialiste, et nous savons que la distinction de ce qui est politique et de ce qui ne l'est pas

(1) Voir dans Höhn : *op. cit.*, pp. 33 et suiv., la théorie du Reichsführer et du Reichsregierung.

(2) De là le reproche fait par Koellreutter à Schmitt que sa thèse ne possédait pas « à la base le principe du peuple ».

est une affaire spécifiquement politique. D'ailleurs, les principes fondamentaux de l'Etat national socialiste, en particulier le Führerprinzip, l'absence d'élections doivent être respectés par les collectivités inférieures.

Dans cet édifice national socialiste où y a-t-il place pour les Eglises ? Schmitt a prévu la difficulté et voici ce qu'il en a dit (1) :

Si les Eglises n'ont pas de prétentions totalitaires politiques, leur place est tout naturellement dans le troisième ordre de la nation et elles y trouveront l'autonomie. Mais si une Eglise élève des prétentions à la totalité, prétentions qui ont un caractère politique comme nous l'avons vu, « cela signifie qu'elle revendique d'assigner leur place à l'Etat, au mouvement et au peuple en partant de ses propres principes (*von sich aus*) et qu'elle veut distinguer de la même façon l'ami et l'ennemi du peuple.

Or les Eglises chrétiennes — et c'est ce qui les différencie des sectes — ont des prétentions totalitaires. Dieu étant le principe de tout, la vie individuelle comme la vie sociale et politique doivent être soumises à la loi, loi dont les Eglises sont les dépositaires. Le national socialisme ayant lui aussi des prétentions totalitaires, à tout le moins en ce qui concerne la vie sociale et politique, des difficultés et des recherches de solution étaient inévitables.

Si on lit « Mein Kampf » d'Hitler, on n'y trouve pas trace d'un anticléricalisme de principe. Le mouvement hitlérien est un mouvement purement politique sans prétentions religieuses. Autre chose est d'être un chef politique, autre chose d'être un réformateur religieux ; et l'une des critiques faites par Hitler au mouvement grand-allemand fondé par Shönner, en Autriche, vers les années 1890, est d'avoir pris un mot d'ordre anticatholique : *Los von Rom*. « D'après toutes les expériences antérieures de l'histoire, il n'est encore jamais arrivé à un parti purement politique d'en venir à une

(1) Schmitt : *op. cit.*, p. 17 en note.

réforme religieuse (1) ». Voici d'ailleurs le passage le plus caractéristique sur cette question (2).

« Le mouvement se refuse nettement à prendre position sur des questions qui se trouvent ou bien en dehors du cadre de sa tâche politique ou qui sont sans importance pour lui comme n'étant pas d'une importance fondamentale. Son devoir n'est pas de faire une réforme religieuse, mais une réorganisation politique de notre peuple. Il voit dans les deux confessions religieuses des appuis également précieux pour la conservation de notre peuple et combat par suite ces partis qui veulent rabaisser ce fondement de la stabilité religieuse et morale du corps social à n'être qu'un instrument de leurs intérêts de parti ».

Il reconnaît la nécessité qu'il y ait des dogmes (3), mais le motif invoqué n'est pas celui des théologiens catholiques (4). Il est, au contraire, tiré du plus pur positivisme : « La large masse d'un peuple ne se compose pas de philosophes ; mais précisément pour la masse, la foi est fréquemment la seule base d'une conception du monde qui soit morale. » Ceci, au premier abord rassurant pour les Eglises était en réalité inquiétant, car que devrait-il se passer si les morales évangéliques et hitlériennes étaient en désaccord sur les questions de racisme par exemple ?

Hitler voyait en somme dans les Eglises des institutions à but limité, chargées de satisfaire le besoin religieux des hommes. Mais, admettant le fait religieux, il oubliait que ce fait repose sur Dieu et les Eglises sont centrées sur Dieu et non sur le désir des hommes. Les Eglises chrétiennes, confessant un Dieu créateur de toute chose et infini, s'étant incarné, ne pouvaient aban-

(1) Cf. Hitler : *Mein Kampf*, p. 129, édition 1933, Eher München.

(2) *Id.*, p. 379.

(3) *Id.*, p. 293.

(4) Pour eux la nécessité du dogme vient de la transcendance de Dieu par rapport à la nature et à notre raison. Le dogme est une vérité révélée. La philosophie seule ne pourrait faire découvrir des dogmes,

donner la moindre parole de Dieu sans cesser d'être elles-mêmes, car un Dieu dont on admet certains commandements et dont on rejette d'autres n'est plus le Dieu infini, créateur de toute chose. Méconnaissance de la vraie nature du fait religieux, telle semble avoir été l'erreur d'Hitler et la source de difficultés futures.

L'ossature dogmatique du protestantisme étant moins rigide que celle du catholicisme, un bon nombre de protestants put croire à une assimilation de la doctrine hitlérienne (1). Aussi l'accès du national socialisme au pouvoir se marque-t-il par une crise du protestantisme de caractère interne, bien que les interventions du pouvoir séculier aient été un facteur prépondérant de cette crise. Le catholicisme lui n'est pas atteint, ni dans sa structure ni dans sa doctrine, mais dans son caractère totalitaire, l'Etat voulant lui retirer son caractère social et toute influence sur la vie publique (c'est cela qu'il appelle le catholicisme politique).

(1) Il y a en effet une doctrine hitlérienne. Le national-socialisme est une école politique comme l'Action Française en France. Ces deux écoles sont à base de philosophie positive et cherchent les meilleures institutions politiques pour un peuple donné, abstraction faite de la Révélation, expression de la volonté de Dieu sur les hommes et les sociétés humaines. L'Action Française a été condamnée à cause de son influence sur des catholiques très pratiquants, ce qui n'était pas le cas du national-socialisme.

CHAPITRE X

L'État hitlérien et l'Eglise catholique

§ 1^{er}. — *L'Eglise catholique de janvier à juillet 1933*

Du point de vue de l'Eglise catholique à quoi revenait cette conception de l'Etat ? Au début de 1933, la chose restait obscure. Le national socialisme était une doctrine, doctrine qui appelait maintes réserves de la part de l'Eglise, sur certains points mêmes une condamnation formelle. D'autre part, le national socialisme c'était un gouvernement, gouvernement qui par la bouche du chancelier affirmait le 24 mars vouloir s'appuyer sur les Eglises chrétiennes ; l'Eglise catholique, toujours respectueuse du gouvernement qui assure l'ordre, se trouvait de ce fait amenée non seulement à le reconnaître loyalement, mais de plus à collaborer avec lui. Mais le national socialisme était de plus un mouvement. Sans prendre ici le terme dans le sens plein et mythique que lui donne Karl Schmitt, mouvement signifie quelque chose d'inachevé, en devenir. L'Eglise ne pouvait donc juger le national socialisme sur ce qu'il était au printemps de 1933 ; il fallait prévoir ce qu'il allait devenir. Or deux possibilités se présentaient : ou bien l'aspect gouvernemental allait l'emporter, le souci du bien commun, le respect des droits de chacun dans une communauté nationale assainie ; ou bien l'aspect idéologique avec son culte de la patrie, de l'Etat étroitement nationaliste et totalitaire. C'était une question d'appréciation demandant beaucoup de finesse.

Les catholiques se trouvaient hésitants et divisés. Les uns, de tendance conservatrice, hostiles plus ou moins aux compromis entre le Centre et la Sociale-Démocratie, étaient pour une entente complète. Ils insistaient sur les points du programme naziste les plus rapprochés de leurs propres vues ; rétablissement dans la vie publique des facteurs de tradition et d'autorité ; fin de l'athéisme marxiste ; rejet du libéralisme dans la Science, la Littérature, l'Art et la Presse ; les forces ploutocratiques contenues, le judaïsme freiné, la propagande pornographique matée ; la destruction des Trusts et Konzerns ; les classes moyennes secourues ; l'introduction du service du travail ; la lutte contre le traité de Versailles et ses injustices (1). La composition du ministère avec le catholique von Papen comme vice-chancelier semblait leur donner des garanties et l'on pouvait croire que l'appui des masses catholiques permettrait de mieux lutter contre l'aile extrémiste. Nous trouvons cette tendance parfaitement exprimée dans cet article de la *Germania* (2) :

« Nous disons oui à la Nouvelle Allemagne parce
« qu'elle accomplit son œuvre sur la destruction du
« libéralisme. Nous disons oui à la révolution natio-
« nale socialiste parce que c'est la condamnation du
« temps du particularisme individualiste et sa dissolu-
« tion. Nous lui disons oui parce que c'est une révolu-
« tion conservatrice qui ne signifie pas séparation de
« l'homme prétendument autonome hors des liens vou-
« lus par Dieu, mais de nouvelle connaissance de l'or-
« dre éternel de la création, de la communauté germa-
« nique de sang et d'état, conforme à notre manière
« d'être raciale. Nous disons oui à l'édification d'un
« ordre national organique à la place d'une commu-
« nauté divisée en classes et d'une économie au service
« de la nation à la place de la lutte capitaliste de tous
« contre tous. Nous approuvons la réunion et l'unifi-

(1) Cf. Eberlé dans *Schönere Zukunft*, 16 juillet 1933. .

(2) *Germania*, 2 juillet 1933.

« cation des forces qui composent l'Etat, car nous ne
 « pouvons croire à la volonté du peuple incarnée dans
 « les partis. Nous rejetons la fiction démocratico-libé-
 « rale du gouvernement du peuple par lui-même et
 « approuvons la responsabilité du chef avec son exi-
 « gence qu'on le suive sans réserve. »

Les associations catholiques sont menacées ? Mais sont-elles nécessaires à l'Eglise, se demande le comte Strachwitz (1), qui cite le mot d'un curé : « Les associations sont un mal, mais en notre temps un mal nécessaire... » « Il y a des catholiques qui par suite d'une
 « longue habitude pensent que l'Eglise ne pourrait
 « assister sans partis et sans associations. C'est une
 « fausse conception. L'Eglise n'a pas proprement
 « souhaité en son temps la fondation d'associations ou
 « même de partis politiques ; elle les a seulement tolé-
 « rées et parfois secondées quand elle croyait avoir
 « besoin d'appuis dans sa lutte pour la conservation
 « des biens les plus sacrés... Mais nous pouvons main-
 « tenant affirmer avec une grande joie que les associa-
 « tions, tout au moins dans leur majorité et spéciale-
 « ment celles qui ont un fondement politique ne sont
 « plus nécessaires... Pourquoi un syndicat catholi-
 « que ?... Aujourd'hui tout paraît bouleversé. L'Etat
 « protège les travailleurs, repousse les principes marxis-
 « tes... ; aussi des syndicats chrétiens quelconques,
 « d'une orientation déterminée, ne sont plus nécessai-
 « res... » etc... En application de ces idées, les associa-
 tions d'instituteurs et institutions catholiques s'inté-
 graient dans le cadre de l'association d'enseignement
 national socialiste. L'Akademikerverband, association
 des intellectuels catholiques, se réunissaient à l'abbaye
 bénédictine de Maria Laach pour étudier l'idée de tota-
 lité, d'Etat totalitaire (2). Certains élaboraient un pro-

(1) Juli Brief 1933 aus St Quirin am Tegernsee, *Schönere Zukunft*, 20 octobre 1933.

(2) Du 21 au 23 juillet, donc après la signature du Concordat ; mais l'orientation était déjà prise.

gramme réglant l'attitude des catholiques vis-à-vis du nouveau Reich (1).

Tout cela s'explique par l'atmosphère étonnante qui régna en Allemagne pendant les premiers mois du régime hitlérien : atmosphère mystique, apocalyptique où toute l'Allemagne se retrouvait vibrante et une, unie dans la profondeur de son élan. On croyait après tant d'années d'humiliation, de misère et de crise, avoir trouvé le paradis sur terre. L'âme d'Hitler vibrant de l'idée nationale, de dévouement total à l'Allemagne, au Reich avec tous les sentiments plus ou moins obscurs que ce mot évoque, cette âme s'était communiquée à l'ensemble de la nation.

L'Allemagne n'était cependant pas si une. Parmi les récalcitrants il y avait les vaincus de mars, persécutés par les vainqueurs et parmi ces vaincus les membres du Centre allemand qui allait être dissous en juillet, quelques jours avant le Concordat. Le Centre représentait ce que l'on allait appeler le « catholicisme politique », stigmatisé par les nazistes ; mais surtout c'était l'association catholique chargée de défendre les intérêts de la minorité catholique au Parlement (2). Les chefs se virent poursuivis. Les uns partirent à l'étranger, d'autres furent emprisonnés (3).

D'autres qui essayaient de voir clair dans ce chaos s'inquiétaient surtout à trois points de vue :

1) *Au point de vue de la vie de l'Eglise.* — La vie religieuse en Allemagne avait une de ses bases dans les associations : associations d'intellectuels, d'étudiants, syndicats chrétiens, associations de jeunesse (Sturmchar, Jungmänner verband). Ces associations n'étaient-

(1) Helltorf dans *Schöne Zukunft*, 9 juillet 1933 : 1) obéissance au gouvernement ; 2) orientation du sentiment de la responsabilité envers le peuple et l'Etat ; 3) reconnaissance au national-socialisme d'avoir préservé du bolchevisme ; 4) que les catholiques apportent au national-socialisme le trésor spirituel de leur foi.

(2) Confessionnel de fait, il ne l'était pas en droit.

(3) Moening chef du parti centriste rhénan, le député Esser (avril 1933) ; les chefs du parti populaire bavarois Schoeffer, Held (juillet) entre autres.

elles pas menacées dans leur existence par les prétentions totalitaires des associations hitlériennes (1)? En dépit de l'opinion que nous avons citée, c'était l'avis unanime du clergé et des catholiques allemands que les associations étaient un des éléments essentiels de la vie religieuse en Allemagne. De fait, dès le 4 avril, le bureau des syndicats chrétiens de la région de Tolberg, près d'Aix-la-Chapelle, avait été occupé par des miliciens nazistes. Un fait beaucoup plus grave se passe à Munich du 8 au 11 juin. Sous la protection du vice-chancelier von Papen, un congrès du groupement « les compagnons catholiques » à la chemise orange, s'était réuni et le cardinal Faulhaber devait y prendre la parole. Or ces réunions furent troublées par les chemises brunes ; suivant un procédé qui se répètera, la police intervint et, sous prétexte de trouble, suspendit le congrès. Un communiqué officiel désavoua von Papen, déclarant que de tels congrès n'étaient pas opportuns à l'heure présente. Le lendemain la police fermait le siège central de l'association des jeunes catholiques bavaroises et quelques jours plus tard fut interdit le port des insignes. Le 23 juin, les syndicats chrétiens se trouvaient « *gleichgeschaltet* » et les chefs congédiés ; le 24, les clubs de travailleurs chrétiens étaient dissous comme ennemis de l'Etat. De plus, de nombreuses associations de jeunesse catholique voyaient leurs biens confisqués, entre autres la *katholische Jungmännerverband*. Celle-ci fut interdite en Prusse le 1^{er} juillet, ainsi que d'autres associations, à cause, paraît-il, de la personnalité de leurs chefs : la *Windhorstbund*, la ligue des catholiques allemands pour la paix, l'association populaire pour l'Allemagne catholique (2). Cependant Hitler déclara dans une lettre au cardinal Bertram que les associations catholiques ne seraient pas importunées pour autant qu'elles ne se

(1) Il faut dire que dans un manifeste du 17 février, en vue des élections au Reichstag, les associations catholiques avaient pris position très nettement contre le national-socialisme.

(2) Cf. Türmer : *La Jeunesse catholique dans le 3^e Reich*, 15 janvier 1934. *Nouvelle Revue des Jeunes*.

livreraient pas à l'action politique et en s'opposeraient pas au nouveau régime. Mais qu'entendait-on par action politique ?

2) *Au point de vue de la liberté de l'Eglise.* — La presse catholique et la liberté de la chaire étaient menacées. En mai, deux prêtres furent emprisonnés à Ratisbonne. L'action catholique du diocèse protesta et demanda « le déplacement des responsables et des mesures contre eux », ceci afin de donner des garanties à l'opinion catholique. Ayant publié cette protestation, le *Regensburger Anzeiger* se vit interdit pour 3 jours, car celle-ci serait propre « à faire mettre en « doute l'autorité du gouvernement vis-à-vis de ses « fonctionnaires inférieurs ». Au début de juin, l'abbé Klinkhammer était conduit dans un camp de concentration pour avoir attaqué en chaire Rosenberg et Ludendorff ; dans le même mois furent arrêtés l'abbé Nachtigall pour avoir usé de termes méprisants à l'égard du national socialisme et l'abbé Admendinger pour avoir détourné la jeunesse des associations hitlériennes ; plusieurs prêtres dans le Palatinat subissaient le même sort et à Landau une réunion de prêtres avait été dissoute. D'autres étaient poursuivis pour cause de pacifisme (père Stratmann).

3) *Au point de vue des principes hitlériens.* — La pierre d'achoppement aurait pu être ce § 24 du programme nazi qui disait : « Nous demandons la liberté « de toutes les confessions religieuses dans l'Etat pour « autant qu'elles n'en mettent pas l'existence en péril « ou qu'elles ne contreviennent au sentiment de bien- « séance et de moralité de la race germanique. Le parti « défend le point de vue d'un christianisme positif sans « se lier à une confession déterminée... »

Le catholicisme contrevenait-il au sentiment de bien-séance et de moralité de la race germanique ? Qu'était-ce que le christianisme positif ?

Après le discours du chancelier au Reichstag, la première question se trouvait tranchée officiellement : le

§ 24 ne concernait pas les Eglises chrétiennes. Cependant, il faut noter que l'unanimité du parti national socialiste n'était pas faite sur ce point. Les extrémistes du mouvement considéraient la solution donnée comme provisoire et ils reprochaient au christianisme d'être « artfremd », c'est-à-dire étranger à la manière d'être allemande, au sentiment allemand. Il existe d'ailleurs toute une gamme de tendances. Tout à fait à l'extrême nous trouvons le mouvement de foi allemande du professeur Hauer (1) et du comte Reventlow (2), mouvement résultant d'une fédération de petites sectes. Un peu moins loin des formes religieuses traditionnelles se place Rosenberg qui se dit chrétien et protestant. Puis viennent les chrétiens allemands, les maîtres de l'Eglise protestante officielle actuelle. Tous ces mouvements ont pour objectif le développement d'une religion adaptée à l'âme allemande.

Quant au christianisme positif, c'est là une formule équivoque qui recouvre des sens différents. Les Eglises pouvaient l'interpréter comme la volonté de les soutenir dans leur travail religieux. On pouvait aussi y voir l'intention d'appuyer les Eglises, abstraction faite des discussions dogmatiques. Mais dans la pensée de Rosenberg, christianisme positif signifiait autre chose. Pour lui il fallait distinguer dans le christianisme deux éléments : l'un positif, le Christ considéré comme un héros, le Messie glorieux, celui qui chasse les vendeurs du Temple ; l'autre négatif, c'est le Christ souffrant, la Rédemption. Admettant la première forme du christianisme, il repoussait la seconde. Vu la haute position de Rosenberg dans le national socialisme et le III^e Reich, puisque c'était lui qui était chargé de tout ce qui concernait la doctrine du parti, il y avait là une menace réelle pour le christianisme authentique, d'autant plus que les sous-chefs hitlériens et en particulier ceux qui

(1) *Deutsche Gottschau*, Guttbrod, Stuttgart, 1935.

(2) Son journal est un hebdomadaire : *la Reichswart*. Cf. Bergmann ; von Leers ; Wirth ; A. Böhm : *Schönere, Zukunft*, 3 décembre 1933.

étaient chargés de la formation des S. A. étaient imbus de ces idées.

Plus précisément il y avait deux points sur lesquels l'Eglise catholique et la doctrine nationale socialiste se heurtaient. Les évêques autrichiens, à la suite de l'évêque de Linz, les soulignèrent :

a) *Le nationalisme exagéré.* — L'Eglise respecte les gouvernements et les Etats, mais le nationalisme lui est à peu près étranger. Que l'Etat soit national, cela est une question de fait, mais la nation n'est pas un absolu auquel on se doive sans réserve. Les droits de Dieu — du Dieu chrétien tel qu'il s'est révélé dans l'Ancien et le Nouveau Testament et tel qu'il vit dans l'Eglise — demeurent intangibles ainsi que les devoirs d'amour envers le prochain, c'est-à-dire les autres nations.

De plus, la personne humaine a des droits vis-à-vis de la collectivité. Famille et Etat sont des groupements naturels, leurs fins sont subordonnées à la fin de la personne humaine qui est la possession de Dieu. Ainsi la puissance de l'Etat se trouve-t-elle limitée par certains principes de droit naturel.

b) *Le racisme.* — D'après la doctrine traditionnelle de l'Eglise, l'humanité dérive d'un couple unique et tous les hommes ont été rachetés en droit par le Christ.

Mais les plus graves divergences entre national socialisme et catholicisme viennent de ce que le national socialisme part d'une base matérialiste tandis que la tendance catholique est nettement spiritualiste. La valeur des êtres vient de leur intelligence et de leur moralité. C'est son âme — et l'âme qui informe le corps et non pas le contraire — qui fait que l'homme est homme.

C'était aux évêques qu'il allait appartenir de déterminer la ligne de conduite à suivre. Relativement peu nombreux (il n'y a que 25 évêques en Allemagne) et remarquablement unis (bien que les tendances y soient diverses puisqu'on y trouve le cardinal Faulhaber, très attaqué par les hitlériens, et Mgr Berning, nommé mem-

bre du conseil d'Etat de Prusse par Goering), ils jouissaient d'un grand prestige.

Il n'y avait pas eu jusqu'ici de condamnation du national socialisme : seules des mesures plus restreintes avaient été prises : l'évêque de Limbourg avait interdit le port d'uniforme et d'insignes de parti au service divin et sur quelques points spéciaux de doctrine certains évêques avaient pris position. La position officielle de l'Eglise en Allemagne fut déterminée par la lettre pastorale rédigée par les évêques réunis à Fulda (3 juin 1933) (1). Les mesures restrictives à l'égard du parti s'étaient trouvées levées ; les condamnations de détail restaient en vigueur. La lettre insistait certainement sur les points communs entre catholicisme et national socialisme (principe d'autorité, amour de la patrie, justice internationale (2), nécessité de la religion), mais indiquait nettement les revendications des catholiques (liberté de l'Eglise, associations catholiques, presse catholique), revendications qui sonnaient un peu comme des doléances et témoignaient d'une réelle inquiétude sur ces points. La lettre se terminait cependant par un appel à la confiance dans le nouvel Etat. « Nous espérons avec
« confiance que la prudence et l'énergie des dirigeants
« de l'Allemagne réussiront à éteindre toutes les étin-
« celles et les charbons ardents qu'on voudrait ça et là
« attiser pour provoquer de terribles incendies contre
« l'Eglise catholique ».

§ 2. — *Le Concordat*

L'artisan du Concordat entre le Reich et le Saint-Siège fut M. Franz von Papen, personnage qui joua un rôle politique capital dans les années 1932-1933. Aristocrate catholique, du milieu des gros industriels de l'Ouest, confident du maréchal Hindenburg, « chancelier sans

(1) Les textes intéressant cette attitude des évêques se trouvent dans la *Vie Intellectuelle*, 25 avril, 25 mai, 25 juin (lettre pastorale de Fulda), 25 juillet 1933.

(2) Contre le traité de Versailles.

peuple » (*Kanzler ohne Volk*) pendant quelques mois, sa réconciliation avec Hitler en janvier 1933 détermina la chute de von Schleicher et l'arrivée au pouvoir d'Hitler et de l'hitlérisme ; dans le premier ministère d'Hitler il était vice-chancelier et représentait la tendance conservatrice catholique, mais sans avoir derrière lui les masses catholiques qui le considéraient comme un traître.

Voici comment il a raconté sa mission dans un rapport fait à Maria Laach à son retour de Rome (1) :

« Dès le temps de Schleicher je fus pénétré d'une
« manière plus vive par le regret de voir que le gouver-
« nement des partis empêchait la naissance des temps
« nouveaux ; je mûris le projet de faire obtenir à
« l'Eglise ce dont elle a besoin pour accomplir sa divine
« mission et de tirer entre l'Eglise et la politique un
« trait de séparation aussi fort que possible. Je trou-
« vais le chancelier Hitler dans des vues très positives
« sur toutes ces questions ; après avoir parfaitement
« clarifié ces vues on me chargea à Pâques de la direc-
« tion des négociations avec Rome. Elles furent longues
« et pénibles, mais Hitler avait sur ce sujet la plus
« grande compréhension, de sorte que ce ne fut pas un
« marchandage, une lutte d'intérêt sur le plus et le
« moins, mais un trait final sous le siècle libéral, ainsi
« que le trait final sous toute idée de Kulturkampf et
« la plus étroite union de travail des grandes puissances
« spirituelles qui s'exercent à l'élaboration du nouvel
« avenir allemand. »

Voici les faits. Le 5 avril courut le bruit, confirmé officieusement le lendemain, que von Papen et Goering allaient partir pour Rome, mais on insistait plutôt sur la visite de Goering à Mussolini que sur celle de von Papen au Pape. Le 11 avril il y avait des précisions : von Papen devait être chargé de négocier un Concordat

(1) *Deutsche Reichszeitung*, 27 juillet 1933, cité par *Schönere Zukunft*, 20 août 1933.

destiné à se substituer aux Concordats des Pays. On rattachait cette mission aux mesures centralisatrices prises le 7 avril par le gouvernement du Reich ; ces réformes menaçaient la compétence des Pays mais n'y touchaient pas encore. Il fut reçu le 12 avril au Vatican, mais on ne savait pas très bien s'il s'agissait de conclure un Concordat ou simplement de régler la situation des partis catholiques allemands. La négociation se ralentit alors jusqu'à la fin de juin.

Le 26 juin von Papen quittait Berlin avec assez de mystère (1). La situation avait beaucoup évolué : les partis non hitlériens se trouvaient supprimés : la dissolution du Centre n'était plus qu'une question de jours ; les associations catholiques étaient très menacées. D'autre part, le Vatican était réservé, inquiet des mesures prises à l'égard de l'Eglise protestante et des nombreuses arrestations pour raisons politiques. Des résistances se dessinaient dans le ministère allemand (M. Frick). Mais Hitler voulait le Concordat et envoya le 7 juillet de nouvelles instructions. D'autre part, Mgr Kaas, l'ancien chef du Centre réfugié à Rome, poussait vivement à la conclusion du Concordat et celui-ci fut paraphé le 8 juillet. Rarement négociations concordataires avaient été aussi brèves. Le chancelier Hitler rapporta alors les mesures prises contre les associations catholiques non politiques ainsi que toutes les « mesures de contrainte » prises contre leurs chefs et contre des ecclésiastiques.

Quel était le *contenu* de ce Concordat (2) ?

Notons d'abord qu'il est plus complet que les Concordats précédents : il contient 34 articles alors que le plus

(1) D'après *Le Temps* (1^{er} juillet 1933) voici ce que M. von Papen devait chercher à obtenir :

1) Abstention des organisations catholiques de toute activité politique ; 2) Union des formations de jeunesse catholique avec celles des chemises brunes ; 3) Union des syndicats chrétiens avec les organisations créées par le régime ; 4) Prestation par les évêques d'un serment de fidélité.

(2) On trouvera le texte ainsi que deux autres Concordats dans Wenner : *Reichskonkordat und Länderkonkordate*, Schöning, Paderborn, 1934.

long des Concordats de Pays, le Concordat bavarois n'en compte que 16. La plupart des questions pendantes entre l'Eglise et l'Etat y sont abordées.

1°) Relations mutuelles du Reich et de l'Eglise (art. 1-3).

L'article 1^{er} reprend les garanties de Weimar : « Le Reich allemand garantit la liberté de la profession et de l'exercice public de la religion catholique. » Le § 2 donne la même solution que l'ancien article 137 : « Il (le Reich) reconnaît le droit de l'Eglise catholique, dans le cadre des lois générales en vigueur (*innerhalb der Grenzen des für alle geltenden Gesetzes*) de régler et d'administrer librement ses propres affaires et de porter, dans le champ de sa compétence, des lois et ordonnances qui obligent ses membres. » C'est la reconnaissance de la législation canonique et de sa valeur obligatoire pour les fidèles de l'Eglise.

L'article 2 maintient en vigueur les Concordats des Pays ; ce n'était pas ce à quoi on s'était attendu tout d'abord, mais l'heure n'était pas encore venue qui rendrait possible une centralisation plus complète. Cette disposition devait prendre une importance encore plus considérable après la loi du 30 janvier 1934 dépossédant les Pays de leurs droits de souveraineté. L'article était conçu en faveur de l'Eglise et devait être interprété comme tel. Pour tous les points où les Concordats des Pays étaient muets le Concordat du Reich devait être appliqué ; de même pour les points où le traitement fait à l'Eglise par le Concordat du Reich était plus favorable que celui prévu par les Concordats des Pays.

L'article 3 traitait des relations diplomatiques entre le Saint-Siège et le Reich. Il y aurait un ambassadeur allemand au Vatican et un nonce à Berlin.

2°) Statut légal du clergé (art. 4-10 ; art. 32).

L'article 4 garantit la liberté de communication entre le Saint-Siège, le clergé et les fidèles. Le § 2 précise même que « les instructions, ordonnances, lettres pastorales, bulletins diocésains officiels... peuvent être publiés librement et portés à la connaissance des

« fidèles dans les formes usitées jusqu'ici ». Il y a là une certaine garantie de la liberté de la presse religieuse. Les articles 5 à 10 énumèrent les avantages conférés au clergé (protection pénale dans la mesure de leur activité sacerdotale, dispense de certains offices publics, exemption partielle de la saisie du traitement, secret de la confession, port illégal de l'habit ecclésiastique).

Il faut y joindre l'article 32 qui édicte une mesure de circonstance : « En raison de la situation spéciale du « moment et vu les garanties créées par les dispositions « du présent Concordat... le Saint-Siège édictera des « dispositions excluant pour les ecclésiastiques et religieux l'appartenance aux partis politiques et leur « activité à cet égard. » Une loi du Reich devant prochainement interdire tous les partis sauf le N. S. D. A. P. l'importance de cet article visait surtout l'activité politique du clergé. C'est la base de la campagne faite contre le catholicisme politique. Mais qu'est-ce que la politique ? Le Concordat ne précisait pas la ligne de démarcation, ce qui laissait la porte ouverte à toutes les difficultés. C'eut été d'ailleurs une tâche presque impossible.

3°) Circonscriptions ecclésiastiques (art. 11-13).

En principe, elles restent telles quelles ; toute érection de diocèses ou changements de circonscriptions devra être faite en accord avec l'autorité laïque compétente, Reich ou Pays (art. 11). La modification dans le régime des offices ecclésiastiques n'exige le concours de l'Etat que si les finances publiques y sont intéressées (art. 12). L'article 13 reprend les dispositions de la constitution de Weimar sur l'acquisition de la personnalité juridique par les différentes organisations ecclésiastiques ; de même pour l'acquisition de la qualité de corporation de droit public. Le droit demeure le même, il perd seulement le caractère de généralité qu'il avait. C'est l'Eglise catholique et non plus n'importe quelle association religieuse qui jouit de ces prérogatives.

4°) Nominations aux charges ecclésiastiques (art. 14).

Nous retrouvons ici les principes déjà rencontrés dans

les Concordats de Pays : liberté de l'Eglise, droits spéciaux reconnus à certains chapitres (tels qu'ils sont stipulés dans les Concordats des Pays) (1), conditions préalables pour remplir une charge ecclésiastique (citoyenneté allemande, diplôme permettant d'étudier dans une école supérieure allemande, trois ans d'études philosophico-théologiques dans une Université allemande ou un Institut ecclésiastique allemand ou dans une haute école pontificale de Rome), clause d'objection politique (2).

Il est en outre prévu à l'article 16 un serment de fidélité prêté par les évêques à l'Etat. Ce serment, ainsi que les prières pour le Reich prévues à l'article 30, achèvent de montrer que le Reich allemand ne se considère pas comme un Etat laïc.

5°) Congrégations religieuses (art. 15).

Le principe adopté est celui de la plus grande liberté. « Les ordres et les congrégations religieuses ne sont « soumis, de la part de l'Etat, à aucune particulière restriction concernant leur fondation, leurs résidences, « le nombre et les qualités de leurs membres, leur activité dans le soin des âmes, dans l'enseignement, dans « l'assistance aux malades et dans les œuvres de charité, dans le règlement de leurs affaires et dans l'administration de leurs biens ».

Une seule restriction : les supérieurs résidant en Allemagne devront être allemands et l'on s'efforcera de créer des provinces strictement allemandes. Les lois d'exception (telle la loi contre les Jésuites) étaient donc écartées. Une pareille disposition ne laissait guère prévoir les orages à venir à propos des lois sur les devises.

6°) Le patrimoine de l'Eglise (art. 17-18).

La possession de leurs biens est garantie à l'Eglise, à ses associations et ses institutions « conformément aux dispositions des lois générales de l'Etat ». En cas de

(1) Le système adopté pour Fribourg est étendu à Rottenbourg, Mayence et au diocèse de Misnie.

(2) Il est spécifié dans le protocole final que cette clause n'équivaut pas à un droit de veto. Un délai de vingt jours est de plus imparti au gouvernement.

rachat des prestations, il faudra une entente avec le Saint-Siège.

7° Enseignement (art. 19-25).

Les facultés de théologie d'Etat sont maintenues. L'Eglise conserve sur celles-ci le contrôle prévu par les Concordats antérieurs « aux termes des prescriptions ecclésiastiques qui y sont relatives ». De plus, l'Eglise peut fonder des écoles de philosophie et de théologie à sa discrétion pour autant qu'il n'est pas réclamé de subsides à l'Etat. Les séminaires ne relèvent que de l'autorité ecclésiastique.

Viennent alors les articles relatifs à l'enseignement religieux dans les écoles d'Etat et aux écoles confessionnelles. L'enseignement religieux sera matière ordinaire d'enseignement. « Le programme et le choix des livres « qui s'y réfèrent seront fixés d'accord avec l'autorité « ecclésiastique supérieure. Les autorités ecclésiastiques « supérieures auront le moyen d'examiner, d'accord « avec les autorités scolaires, si les élèves reçoivent « l'instruction religieuse conformément aux doctrines « et aux exigences de l'Eglise » (art. 21, § 3). C'est donc la fin des écoles laïques et la reconnaissance d'un certain contrôle de l'Eglise. Les professeurs de religion seront nommés conjointement par l'évêque et le gouvernement ; l'évêque peut déclarer impropre tel ou tel professeur à cause de sa doctrine ou de sa conduite morale et celui-ci devra être suspendu (art. 22). Ce droit de surveillance de l'Eglise qui avait suscité tant d'opposition lors de la conclusion du Concordat bavarois était donc maintenu et étendu à tout le Reich, bien que d'une manière moins précise et moins déterminée.

L'école confessionnelle catholique est conservée « dans « toutes les communes où les parents ou ceux qui tiennent leur place le réclament » si le nombre des élèves « fait estimer possible, aux termes des prescriptions de « l'Etat, un fonctionnement convenable de l'école » (art. 23). Les maîtres dans ces écoles devront être catholiques et l'Etat devra prévoir leur formation (art. 24).

Ordres et congrégations religieuses peuvent fonder des écoles privées (art. 25).

8°) Mariage religieux (art. 26).

C'est une cause de conflit entre l'Eglise et l'Etat moderne que l'interdiction par celui-ci de célébrer le mariage religieux avant le mariage civil. De plus, l'Eglise voyant dans le mariage un sacrement n'aime pas le mariage civil. L'article 26 du Concordat lui apporte une satisfaction permettant l'antériorité du mariage religieux dans deux cas : celui d'une maladie mortelle des époux, celui « d'une grave nécessité morale » dont l'existence doit être reconnue par l'autorité épiscopale compétente. La condition c'est que « dans ces cas le curé doit informer sans retard le bureau de l'état civil ».

9°) Services religieux spéciaux (art. 27-29).

Il s'agit, d'une part, des services d'aumônerie dans l'armée, les hôpitaux et d'autres établissements publics, et, d'autre part, « de l'admission de la langue maternelle dans le culte, dans l'enseignement religieux et « dans les associations ecclésiastiques » pour les catholiques allemands mais de langue étrangère (ex.: polonais) ; une seule condition, c'est que la réciprocité soit garantie.

10°) Statut légal de l'Action catholique (art. 31).

C'était là le point le plus délicat du Concordat. En février, les associations catholiques avaient pris nettement position contre l'hitlérisme et pour la liberté ; le gouvernement les considérait comme un foyer dangereux d'opposition et il était préoccupé de rassembler toute la jeunesse sous sa direction. Au contraire, les catholiques n'avaient pas confiance dans les sous-chefs hitlériens et l'orientation qu'ils donnaient à la jeunesse ; à Fulda, les évêques avaient insisté sur la nécessité pour l'Eglise de conserver ses associations. C'est grâce à elles qu'il existait un *milieu* catholique, une société chrétienne. Cette disposition pouvait avoir les conséquences les plus graves pour l'influence de l'Eglise sur la société et par conséquent sur les masses.

Voici les points sur lesquels on se mit d'accord :

« Les organisations et associations catholiques qui ont
« des buts exclusivement religieux, culturels et chari-
« tables, et qui, comme telles, dépendent de l'autorité
« ecclésiastique, seront protégées dans leurs institutions
« et dans leur activité. »

Par conséquent toutes les associations qui pouvaient avoir un caractère politique étaient abandonnées à la discrétion de l'Etat. Ainsi toutes les associations qui gravitaient autour du Centre (ex.: Windthorstbund) ne reparurent pas. Mais ici encore se posait la question des critères permettant de distinguer le politique du religieux.

« Les organisations catholiques qui, outre leurs buts
« religieux, culturels et charitables, ont aussi d'autres
« buts, parmi lesquels aussi des buts sociaux ou pro-
« fessionnels, jouiront, sans préjudice de leur éven-
« tuelle insertion dans les Unions de l'Etat, de la pro-
« tection dont il est parlé à l'article 31, alinéa 1^{er}, en
« tant qu'elles donnent la garantie de développer leur
« activité en dehors de tout parti politique ».

Or précisément, pour celles-ci, la clause restrictive joua. Elles subirent la *Gleichschaltung*, l'assimilation dans les grands organismes professionnels de l'Etat hitlérien.

« La liste des organisations et associations qui tombent sous les dispositions de cet article sera établie d'accord entre le gouvernement du Reich et l'épiscopat allemand ».

Cette liste ne fut jamais dressée et ce fut un des torts du Concordat allemand de ne pas avoir réglementé totalement, définitivement et d'une manière précise cette question des associations.

Venaient enfin des garanties pour l'exercice de leurs devoirs religieux par les catholiques faisant partie des associations d'Etat.

« En tant qu'il existe des organisations de jeunesse
« — sportives ou autres — soutenues par le Reich et
« par les Etats particuliers, on prendra soin de rendre

« possible à leurs membres l'accomplissement de leurs
« devoirs religieux, les dimanches et autres jours de
« fêtes, et de faire en sorte qu'ils ne soient pas obligés
« à des choses non compatibles avec leurs convictions
« et avec leurs devoirs religieux ou moraux ».

Bien qu'il n'ait guère reçu d'application, il n'est pas inutile de donner ici l'accord qui fut signé le 18 juillet entre le gouvernement du Reich et les représentants des évêques allemands (1).

« Pour l'exécution de l'article 31, le Gouvernement
« du Reich partira des points de vue suivants :

« Les organisations et unions catholiques prévues au
« § 1^{er} devront pouvoir mener pleinement d'elles-mêmes
« leur propre vie. L'Etat n'a à leur égard désormais
« aucun pouvoir d'immixtion pour autant qu'elles se
« conduisent conformément au devoir général de fidélité
« du citoyen envers l'Etat.

« Les organisations catholiques prévues au § 2 peuvent
« être intégrées dans les associations d'Etat, mais
« n'y sont pas obligées (*müssen aber nicht*). Cette intégration
« ne peut atteindre leur patrimoine social et leur
« vie propre, c'est-à-dire le caractère catholique et leur
« autonomie dans l'accomplissement de leurs tâches
« conformément aux statuts, y compris la décision en
« matière d'uniforme, les insignes et bannières dans
« leurs manifestations publiques. Elles doivent ainsi
« conserver (*beibehalten*) leurs statuts à moins que,
« dans ceux-ci des buts aient été prévus qui soient contraires
« au nouvel Etat. Leur président doit être nommé
« conformément aux statuts en vigueur. Pour autant
« que l'intégration possible dans des associations d'Etat
« ne rend pas nécessaires certaines prescriptions, toute
« intervention dans sa vie propre doit être écartée.

« Les membres des organisations catholiques ne peuvent,
« en vertu de cette situation, subir aucun désavantage
« de droit dans l'école ou l'Etat.

« Le gouvernement du Reich pose comme condition

(1) Cf. le commentaire de Radcl et Paulus sur le Reichskonkordat.

« pour l'intégration des associations catholiques que
 « celles-ci soient d'accord avec les autorités ecclésiastiques
 « dont elles dépendent (1) ».

11°) Dispositions complémentaires (art. 33-34).

Pour ce qui n'est pas traité dans le Concordat le droit canonique sera en vigueur, du moins dans le champ (Bereich) ecclésiastique. En cas de divergence entre l'Eglise et l'Etat, une solution à l'amiable devra être cherchée (art. 33).

Le Concordat entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Ce Concordat, signé le 21 juillet à Rome, fut ratifié, avec quelques hésitations, semble-t-il, le 10 septembre. Il ne fut pas promulgué comme loi du Reich, mais simplement comme traité le 12 septembre et en même temps fut promulguée une loi « pour l'exécution du Reichskonkordat » dont le texte suit :

« Le gouvernement du Reich a décrété la loi suivante,
 « qui est publiée :

« Le ministère de l'Intérieur du Reich est autorisé à
 « édicter les prescriptions juridiques et administratives
 « pour l'exécution des décisions du Reichskonkordat. »

Reichsgesetzblatt 1933, I, 625. Berlin, le 12 septembre 1933.

Signé
 Hitler, Neurath, Frick.

Quel était le sens et la portée de ce Concordat pour les deux parties contractantes ?

Pour l'Eglise et les catholiques allemands il fallait

(1) Des négociations postérieures devaient avoir lieu. Voici le commentaire de l'*Osservatore Romano* lors de la ratification : « Avant l'échange des documents de ratification, le Vatican avait transmis au Reich un rapport détaillé sur la signification et l'exécution des différentes clauses du Concordat, précisément sur l'activité et la protection des organisations catholiques et le droit des catholiques allemands d'exprimer publiquement et par la presse les articles de foi et de morale catholiques. Le gouvernement du Reich s'est déclaré prêt à des entretiens pour arriver à une entente en harmonie avec la lettre et l'esprit du Concordat ». Cité par *Schönere Zukunft*, 1^{er} octobre 1933.

y voir un fait dominant : le passage d'un état de Séparation entre l'Eglise et l'Etat à un état de collaboration (*Zusammenwirken*). « Le Concordat n'est pas un com-
« promis, d'éclaire le nonce Orsenigo, lors de la messe
« d'action de grâces célébrée le 18 septembre dans la
« cathédrale Sainte-Hedwige de Berlin, mais une col-
« laboration pour le bien du peuple allemand, inspirée
« par une volonté de paix et d'amitié. L'Etat se porte
« garant de la mission chrétienne de l'Eglise et l'Eglise
« met ses forces au service de la communauté popu-
« laire ; cette alliance amicale entre l'Eglise et l'Etat
« commence seulement à fonctionner. Pour les points
« de friction, il suffira de se rappeler la parole du chan-
« celier : je vois l'ensemble de la cathédrale, je ne vois
« pas les pierres brutes. »

Le Concordat était donc un point de départ : respectueux l'un de l'autre, épaulant leurs activités respectives, Eglise et Etat travailleraient en commun au salut du peuple. Ce serait l'âge de l'action catholique (1), déchargée de certaines questions de technique politique qui ne la regardait pas. D'autre part, il faut bien voir que ce Concordat était favorable à l'Eglise sur des points litigieux et que, loyalement observé, il devait lui assurer de larges possibilités d'apostolat.

L'Osservatore Romano (2) insistait sur le point que le Concordat reposait sur le droit canon, sur la protection de la législation et du patrimoine ecclésiastiques, sur les articles relatifs à l'enseignement et au mariage religieux. Sur l'activité publique du catholicisme il poursuivait ainsi : « Activité de groupe, la politique de parti n'est
« pas acceptée ; mais cela ne signifie pas que les catho-
« liques doivent se désintéresser du bien collectif véri-
« table de la communauté qu'est la patrie. Les organi-
« sations catholiques profiteront de la protection même
« de l'Etat... Les obligations imposées aux prêtres et
« aux ecclésiastiques religieux ne limitent en aucune

(1) Messner dans *Schönere Zukunft*, 13 août 1933.

(2) Cf. *Temps*, 27 juillet 1933.

« façon leur droit d'enseigner et d'expliquer publique-
« ment, comme c'est leur devoir, les doctrines et maxi-
« mes de l'Eglise, non seulement dogmatique, mais
« aussi morales. »

Mais ceci n'était pas le point de vue du gouvernement national socialiste qui réplique par l'intermédiaire de l'agence Wolff (1). Le Concordat ne reposait nullement sur le droit canon, qui reste purement et simplement le droit interne de l'Eglise ; aucun contrôle n'a été reconnu à l'Eglise de juger d'après des points de vue dogmatiques et confessionnels l'Etat national socialiste ; au contraire, il s'agit de faire pénétrer l'esprit national socialiste dans l'enseignement religieux (art. 21, § 2).

Ce que le gouvernement allemand voyait surtout dans le Concordat, c'était l'acte diplomatique : la reconnaissance de l'Etat national socialiste par l'Eglise catholique et la Papauté. Evidemment, par ce traité l'Eglise ne baptisait pas l'hitlérisme ni n'approuvait sa doctrine (elle traitait avec un gouvernement et un Etat, non pas avec un parti et une doctrine) mais cependant, du fait qu'elle acceptait de traiter avec cet Etat, elle semblait témoigner que cet Etat et les doctrines qu'il professait n'étaient pas aussi dangereuses et aussi antinaturelles que ses adversaires le disaient (1). C'était un succès international pour le national socialisme.

Sur un terrain plus limité : c'était un coup droit porté au gouvernement autrichien antihitlérien du chancelier Dollfuss qui entendait s'appuyer sur les principes chrétiens et venait de conclure un Concordat avec le Saint-Siège. Le Concordat allemand permettait de faire croire aux catholiques d'Autriche que le régime hitlérien était parfaitement compatible avec la foi catholique.

De plus, par ce Concordat se trouvait reconnue la nouvelle centralisation allemande et l'unité définitive de l'Allemagne qui avait paru ébranlée dans les premiers

(1) Cf. *Temps*, 30 juillet 1933.

(2) De là la violence de l'article paru dans l'*Europe Nouvelle* contre le Concordat.

mois de l'année 1933. De même que le Concordat bavarois avait affirmé l'autonomie relative de la Bavière, le Concordat allemand assurait la victoire de l'unification.

Enfin certaines dispositions étaient très favorables au régime hitlérien et lui fournissait des armes contre une opposition éventuelle. L'interdiction pour les prêtres de faire de la politique empêchaient des éléments pourvus d'une grosse influence de pénétrer sur ce terrain ; l'interdiction pour les associations confessionnelles d'agir politiquement laissait le champ libre aux associations hitlériennes (1).

Mais c'est précisément sous cette question de politique que gisait l'équivoque qui allait entraîner la ruine d'une partie du Concordat. Pour le Saint-Siège, politique avait le sens courant qu'il avait en régime parlementaire : faire de la politique c'est chercher à conquérir le pouvoir. Mais nous avons vu que pour les chefs hitlériens, le mot politique reprend son sens étymologique : tout ce qui concerne la cité. Avec cette interprétation, le Concordat n'était plus en mesure d'assurer la liberté de l'Eglise dans la vie publique. C'est ce que faisaient remarquer les catholiques opposés au Concordat.

« Les rapports de l'Eglise et de l'Etat ne sont plus
« seulement aujourd'hui en Allemagne une question
« accessoire à l'intérieur d'un ordre donné comme allant
« de soi et fermé. Précisément, c'est de cet ordre total
« sur lequel reposent l'Etat et la société qui est en ques-
« tion. Un Concordat qui sert de base à un ordre juri-
« dique stable peut certainement être encore aujourd'hui
« utile et précieux, mais il ne peut assurer l'importan-
« ce de l'Eglise dans la vie publique ; car justement
« cette vie publique demeure sous la loi du changement
« et on ne peut s'assurer contre un *mouvement* (Bewe-

(1) Beaucoup de nationaux socialistes, surtout parmi les jeunes, déclarèrent que le Concordat n'était qu'une tactique et qu'en réalité il y avait incompatibilité entre Eglise catholique et Etat national socialiste. Cf. *Temps*, 1^{er} août 1933.

« gung), alors que l'on conclut avec lui des traités. Il
« mine le sol sur lequel repose l'édifice du traité ; sou-
« dain est devenu sans importance et sans objet ce que
« le traité devait assurer, telle la délimitation faite avec
« soin des compétences et des domaines respectifs.

« Le Concordat ne peut ainsi éviter la question des
« fondements moraux de la société. Si les dépositaires
« de l'autorité ecclésiastique s'en tiennent avec soin aux
« dispositions du Concordat, il n'est par là en aucune
« façon fait obstacle à une évolution dirigée contre la
« position de l'Eglise et du christianisme dans la vie
« publique. L'Etat n'a pas besoin de violer ouverte-
« ment le Concordat. Il s'en tient extérieurement à ses
« termes, mais l'interprète autrement. Il ne fait rien
« contre une atmosphère propre à faire considérer le
« Concordat comme superflu, même comme nuisible,
« une atmosphère de défiance vis-à-vis des représentants
« de l'autorité ecclésiastique et contre l'action de
« l'Eglise dans la vie publique. De cette façon, le Con-
« cordat peut devenir une chaîne pour l'Eglise.

« L'activité politique des clercs par exemple doit, en
« vertu du Concordat, cesser dans l'avenir. Mais tout
« apostolat public du clergé peut être considéré comme
« politique si elle déplaît à l'Etat et à la puissance
« publique. Si l'on s'attaque à ces actes soi-disant poli-
« tiques, on soutient que ce n'est pas l'Eglise que l'on
« attaque, mais que l'on intervient pour purifier l'Eglise
« d'esprit irreligieux et pour sauver son essence reli-
« gieuse (1) ».

De fait, les inquiétudes des catholiques n'étaient pas
calmées (2) et l'on devait rapidement voir que c'était
à juste titre.

(1) Stefan Kirchmann : *Sankt Ambrosius und die deutschen Bischöfe*. Liga Verlag, Luzern, pp. 9-10.

(2) Cf. R. d'Harcourt dans *Correspondant*, 10 septembre 1933.

§ 3. — *Après le Concordat*

L'époque qui suit le Concordat et qui s'étend sur de longs mois a une physionomie assez indécise. Rien n'est encore clair. Le gouvernement, dans ses déclarations, respecte les Eglises et reste fidèle au christianisme positif ; mais l'ensemble du parti et des formations hitlériennes S. A. et S. S., combattent tout ce à quoi l'Eglise tient. Le gouvernement veut en effet imprégner l'esprit public des doctrines nationales socialistes sur lesquelles il fonde l'unité allemande ; il veut déconfessionnaliser la vie publique, car il ne voit dans les confessions que des germes de discorde. Le conflit est latent, mais une équivoque subsiste. Pendant cette époque, les positions ne sont pas encore claires. De plus, on considère de part et d'autre le conflit comme inévitable ; mais des éléments croient encore possible une conciliation. Une première période va du Concordat au 30 juin 1934, date à laquelle M. von Papen cesse d'avoir toute influence ; une seconde mène jusqu'en juillet 1935, date où le conflit entre Mgr von Galen et Rosenberg semble couper les ponts, préparant les décisions d'Hitler à Nuremberg où le chancelier prend nettement position. Mais ceci n'est que l'extérieur des choses. En fait l'Eglise ne cesse pas d'être persécutée dans son activité publique et ce qui est plus grave, depuis le printemps 1935, dans ses ordres et congrégations. Nous ferons le tableau des mesures prises contre elle après avoir étudié les quelques lois du gouvernement hitlérien sur le régime des cultes.

1°) Mesures d'ordre législatif.

Il faut citer une importante loi du 27 février 1934 sur les jours de fête.

Sont fêtes nationales le 1^{er} mai (fête nationale du peuple allemand) (1), le 5^e dimanche avant Pâques (fête mémoriale des héros), le 1^{er} dimanche après la Saint-Michel (fête des moissons), le jour de l'an, le Vendredi

(1) Des services religieux sont généralement prévus à cette occasion.

Saint, le lundi de Pâques, le jour de l'Ascension, le lundi de la Pentecôte, le jour de Pénitence, le mercredi avant le dernier dimanche de la Trinité, le premier et le second jour de Noël, enfin les dimanches, plus le jour anniversaire de la Réforme dans les pays à majorité protestante, le jour de la Fête-Dieu dans les pays à majorité catholique.

« Le ministre de l'intérieur du Reich est autorisé à « édicter des prescriptions sur la protection des dimanches, des jours de fête, ainsi que des jours de fête « purement ecclésiastiques, en accord avec le ministre « pour l'instruction du peuple et la propagande » (§ 7, 1).

Nous allons citer tout au long ce décret d'application parce qu'il montre bien le caractère de l'Etat hitlérien à cette époque : un Etat religieux mais non confessionnel.

« Tout travail susceptible d'être remarqué publiquement et propre à porter préjudice au repos du jour « est interdit pénalement, à moins que son exécution « ne soit autorisée par une loi du Reich. Outre les « exemptions qu'exige l'intérêt de la vie sociale, sont « de plus expressément autorisés les travaux faciles « dans les jardins et semblables pièces de terre pour « autant que celui qui y travaille en est propriétaire « ou en jouit. »

« Pendant la durée du service divin principal du lieu « sont interdites :

« 1°) toutes les organisations publiques de distraction, pour autant qu'il n'y a pas un grand intérêt « pour l'art, la science, la formation du peuple ou « encore un intérêt public ;

« 2°) les processions et toutes les organisations gymnastiques ou sportives, les battues et chasses à « courre, ainsi que les réunions publiques, pour autant « que ceci gênerait le service divin directement.

« Les soirs précédant les fêtes de Pâques et de Noël, « le premier jour de Pâques et de Noël, sont interdites « les danses publiques (à moins qu'il ne s'agisse de « danses exclusivement allemandes).

« Le Vendredi Saint, le Jour de pénitence, le jour en

« mémoire des héros sont placés sous une protection
« spéciale, et ne sont autorisées ce jour-là que des céré-
« monies de caractère sérieux.

« Pour la protection des jours de fêtes religieuses non
« reconnues par l'Etat, les autorités de Pays peuvent
« ordonner des dispositions particulières suivant l'orien-
« tation confessionnelle de chaque commune (1) ».

Il faudrait joindre à cela les mesures prises contre l'immoralité, contre les loges maçonniques et surtout les mesures prises en faveur de l'enseignement religieux (2), (rendu obligatoire en 1933 en Prusse et en Saxe), enfin le rétablissement par le ministre de la justice de la forme religieuse du serment (3). Il y a là un ensemble de mesures de caractère nettement religieux.

2°) Mesures hostiles à l'Eglise.

a) Mesures prises contre le clergé.

Elles commencèrent dès le mois d'août. Le curé Thoma et son vicaire Trapp, de Schonach, en Bade, furent arrêtés pour avoir interdit à leurs élèves de saluer à la Hitler. L'abbé Kappes, de Pforzheim, fut conduit dans le camp de concentration de Kislau, sous l'inculpation de s'être livré à une activité socialiste (4). Mais elles furent surtout actives après les élections de novembre.

On tira à cet effet de l'oubli le § 130 a du Code pénal introduit lors du Kulturkampf et depuis lors tombé en désuétude. C'est ce que l'on appelle le *Kanzelparagraph*, le paragraphe de la chaire, punissant de prison et d'amende le prêtre qui aurait abusé de son devoir de prêcher pour nuire au gouvernement. C'est ainsi que l'abbé Klinkhammer fut condamné à 6 mois de prison pour « propos de nature à troubler gravement la paix publique (5) ».

(1) Cf. *Schönere Zukunft*, 8 avril 1934.

(2) Abolies l'année suivante d'ailleurs.

(3) *Schönere Zukunft*, 4 juin 1933.

(4) Cf. *Temps*, 26 août 1933.

(5) Il aurait dit : « Je crains que si Hitler ne réussit pas à donner à bref délai du pain et du travail au peuple, les chemises brunes ne dirigent contre le chancelier les armes qui leur ont été données par

L'abbé Muhler fut arrêté pour avoir rapporté les paroles d'un communiste sur les atrocités commises au camp de concentration de Dachau (1). Le Père Brodesser fut condamné à cinq mois de prison pour avoir diffamé Hitler et Goebbels dans l'enseignement dont il était chargé (2). L'abbé Rossberger, directeur du séminaire de Freising, fut condamné à huit mois de prison et aux dépens pour avoir pris à son compte les assertions du livre brun relatives à l'incendie du Reichstag et pour avoir invité la population à ne pas participer au « secours d'hiver » organisé par le gouvernement (3). Le curé Dangelmazer, de Metzingen, et le curé Sturm, de Waldheim (Wurtemberg), furent arrêtés pour activité politique (4). En même temps que Muhler condamné à huit mois de prison, furent condamnés à cinq mois de prison les prêtres Thaler et Sollacher pour les mêmes motifs (5). Un prêtre de Bochum fut condamné à deux mois de prison pour avoir, lors de l'enterrement de Maïkowski, prononcé des paroles blessantes à l'égard du régime ; il bénéficiait des circonstances atténuantes « étant donné qu'un prêtre ne doit pas expier la faute des évêques dont l'attitude a été hostile au national socialisme (6) ». Le curé de Bechtheim, en Hesse, fut arrêté pour avoir refusé d'arborer le drapeau à croix gammée sur son église le 30 janvier (7). L'abbé Leyendecker, d'Aix-la-Chapelle, fut arrêté pour avoir, dans un sermon, attaqué le discours de Goebbels, anniversaire du 30 janvier (8). L'abbé Jansen, aumônier d'un asile d'épileptiques, fut condamné pour diffamation du

leurs chefs et ne l'abattent de leurs propres pistolets. » *Temps*, 29 novembre 1933.

(1) *Temps*, 1^{er} décembre 1933.

(2) *Temps*, 4 décembre 1933.

(3) *Temps*, 4 janvier 1934.

(4) *Temps*, 7 janvier 1934.

(5) *Temps*, 26 janvier 1934.

(6) *Temps*, 29 janvier 1934.

(7) *Temps*, 5 février 1934.

(8) *Temps*, 9 février 1934.

gouvernement du Reich : il y aurait dit qu'il y avait 400 prêtres dans les camps de concentration (1). L'abbé J.-B. Schubert fut condamné par le tribunal de Mayence à quatre mois de prison pour avoir tenu des propos, à l'occasion de la destitution d'un instituteur catholique, contre le Statthalter de Hesse, Sprenger, propos considérés comme de perfides attaques contre les autorités du Reich et des Pays.

Au printemps de 1935, l'abbé Thelen, de Bonn, fut condamné à une amende de 600 marks pour avoir fait allusion à la jeunesse hitlérienne dans un de ses sermons. Le tribunal refusa de tenir compte de la garantie de la liberté de la chaire inscrite au Concordat, parce que « le Concordat dit nettement que les prêtres sont « tenus d'observer les lois d'Etat ». Pour avoir critiqué *le Mythe du xx^e siècle* de Rosenberg devant trois étudiants. Mgr Leffers, curé de Rostock, dut passer dix-huit mois en prison. Le Père Spiecker, de Cologne, sur une vague accusation d'avoir tenu des propos offensants pour le chancelier, fut détenu trois semaines ; acquitté, la police secrète d'Etat le réincarcéra « en détention protectrice (3) ».

Typique est la nouvelle ordonnance du Gouverneur de Rhénanie Terboven : « Quiconque prétend défendre des « principes ecclésiastiques ou dogmatiques, et, ce faisant, contrevient de quelque manière que ce soit aux « principes du mouvement national socialiste, ou critique ses principes, encourt une amende de 150 Reichsmarks ou, au lieu de l'amende, une détention de trois « semaines. »

b) Mesures contre la jeunesse catholique.

Ce sont certainement les associations de jeunesse catholique qui ont subi le choc le plus violent, mais c'est aussi d'elles qu'est venue la résistance la plus tenace, puisque leur effectif global n'a pas varié, de nou-

(1) *Temps*, 7 avril 1934.

(2) *Temps*, 7 avril 1934.

(3) Cf. K. Törner : *Les luttes religieuses en Allemagne* dans *Vie Intellectuelle*, 25 mai 1935.

vellés inscriptions ayant compensé une perte d'environ 10 à 15 %. Le but de Baldur von Schirach, chef de la jeunesse hitlérienne, serait de les incorporer ; mais elles s'y refusent, les associations protestantes ayant subi cette intégration et s'étant trouvées de ce fait pratiquement dissoutes. Il n'y aurait d'ailleurs dans cette jeunesse que l'on pénètre de l'esprit du « Mythe du xx^e siècle » aucune garantie d'ordre moral et religieux (1). Voici ce que l'on pouvait trouver dans l'organe officiel de cette jeunesse d'Etat : « Les anciens Germains avaient « gardé jusqu'au jour où Charlemagne les courba sous « la croix, la paix de l'âme, la liberté de former leur foi « et leur volonté d'après les profondeurs de leur âme « raciale. Bravant tous les hommes noirs, chaque garçon allemand saura se décider. Nous ne troublerons « pas le retour de l'âme allemande à elle-même en imposant de force aux jeunes Allemands des formes « d'Eglise traditionnelles (2). »

Dès le lendemain du Concordat, certaines administrations mirent de la mauvaise volonté à rendre la liberté aux associations catholiques. C'est ainsi que la feuille officielle du diocèse d'Augsbourg disait : « Au « contraire de ce qui a lieu dans l'Allemagne du Nord, « il y a toujours ici défense de se réunir pour les associations catholiques (3). » En Wurtemberg on parvint à un accord, assez onéreux d'ailleurs pour les associations confessionnelles privées du sport et du service en campagne (4). Mais d'une façon générale elles furent soumises à un régime de police extrêmement compressif (5), surtout dans l'Ouest rhénan. Ces mesures seront étendues en juillet 1935 à tout l'ensemble du Reich. Les Regierungspräsidenten chargés par le Concordat de

(1) Surtout avec des principes tels que celui-ci : « S. A. Dienst geht vor Gottesdienst » : le service des S. A. avant le service divin.

(2) *Temps*, 24 avril 1934.

(3) Cité par *Schönere Zukunft*, 8 octobre 1933.

(4) *Temps*, 27 avril 1934.

(5) Voir les articles de K. Türmer dans *Revue des Jeunes*, 15 janvier, 16 février 1934.

protéger ces associations en conclurent qu'il fallait leur faire un régime spécial ; et ce régime spécial fut en réalité un régime d'exception.

Prenons par exemple le cas du district (Regierungsbezirk) d'Aix-la-Chapelle. En janvier fut promulguée l'ordonnance suivante : « En raison de nombreux incidents qui se sont produits entre jeunesse hitlérienne et jeunesse confessionnelle, dans un but de sécurité publique, il est interdit aux membres des organisations confessionnelles de porter un uniforme ou un vêtement particulier, de se livrer en groupe à une démonstration publique, à une manifestation publique orale ou écrite, d'arborer des emblèmes ou des drapeaux, enfin de se livrer à une activité sportive quelconque (1). »

En mai, ceci ne parut plus suffisant et voici le petit code de police concernant la jeunesse confessionnelle (2) :

« En vertu des §§ 14 et 24 de la loi sur l'administration de la police du 1^{er} juin 1931, en liaison avec le § 1^{er} de l'ordonnance du président du Reich pour la protection du peuple et de l'Etat du 28 février 1933 (3), j'ordonne comme suit pour l'ensemble du district d'Aix :

« § 1^{er} : Est interdite à toutes les associations confessionnelles toute activité hors du domaine religieux et ecclésiastique, spécialement d'ordre politique et sportif.

« § 2 : Pour les associations de jeunesse confessionnelle et leurs membres masculins et féminins, y compris ce que l'on appelle la jeunesse de paroisse, même si

(1) *Temps*, 25 janvier 1934.

(2) *Der Volksfreund*, Aix-la-Chapelle, n° 122, 29 mai 1934.

(3) Cette ordonnance ne visait que l'activité communiste. Cependant « les mesures qui peuvent se baser sur ce décret-loi visent les communistes d'abord mais aussi ceux qui collaborent avec les communistes et soutiennent, même indirectement, leurs buts criminels... Considérée de ce point de vue (attitude particulariste) l'activité des milieux confessionnels visés par l'ordonnance de la police secrète d'Etat constitue sans doute un danger indirect », *Preussisches Kammergericht*, 12 juillet 1935, *Vie Intellectuelle*, 25 septembre 1935, pp. 602 et suiv.

« celle-ci n'est réunie que pour un cas unique, valent
« les prescriptions particulières suivantes :

« Est interdit : 1) toute marche en ordre fermé sur
« la voie publique (délégations incluses). Est exclue
« la participation à des processions et pèlerinages usi-
« tés... Cependant, même dans ce cas, il ne faut pas
« que le groupe marche en tête ou en queue ;

« 2) le port de vêtements d'association (uniforme,
« etc...) ou d'habits identiques qui indiquent l'apparte-
« nance à une organisation de jeunesse confessionnelle ;

« 3) le port d'insignes qui font connaître l'apparte-
« nance à une association de jeunesse confessionnelle ;

« 4) le fait d'avoir avec soi ou de montrer des fanions
« et des drapeaux. Font exception l'exposition de dra-
« peaux consacrés dans les Eglises de même que le port
« dans les cas prévus à l'article 1^{er}. Avant et après ces
« dispositions, les drapeaux ne peuvent être portés que
« roulés.

« 5) Toute activité sportive à l'intérieur d'une asso-
« ciation de jeunesse confessionnelle. Il en est de même
« de la marche en groupe, de même que l'établissement
« de camps et de colonies de vacances.

« § 3 : Est interdite la production, le commerce, la
« vente ou la distribution d'imprimés de toute sorte,
« spécialement de tracts sur toutes les rues ou places
« accessibles au public :

« a) dans le voisinage des églises au moment du service
« divin ou d'organisations au moment où elles ont lieu ;

« b) pendant, avant et après les processions, pèlerina-
« ges, enterrements et semblables organisations ecclé-
« siastiques pour autant que les rues et les places sont
« touchées par celles-ci ou se trouvent dans le voisi-
« nage.

« § 4 : Les actes contraires à cette ordonnance de
« police seront punis d'amende ou de prison en vertu
« des §§ 33, 55 et 56 de la loi sur la police, et, le cas
« échéant, de détention protectrice en vertu de la loi du
« 28 février 1933. Le port d'insigne ou d'uniforme non
« autorisé, l'emploi de drapeaux et fanions non auto-

« risé; de même que la distribution illégale de brochures et tracts entraînent de plus confiscation. »

Comment peut-on concevoir des associations de jeunesse sans activité en plein air, des scouts sans camping, ni marche en commun, ni uniforme, une jeunesse paroissiale sans sports ?

c) Mesures concernant la presse.

Les journaux catholiques ont été fréquemment interdits pour des périodes indéterminées et sans indication du motif ; par exemple le Junge Front (actuellement Michael) organe de la Jungmänner verband, a été interdite déjà trois fois pour des durées allant de un à trois mois. La Pfälzer zeitung fut suspendue pour huit jours pour avoir critiqué certaines arrestations de prêtres (1). Dans un de ses jugements, le tribunal de Duisbourg a émis les considérants suivants :

« Le gouvernement national socialiste se tient sur le terrain du christianisme positif. Aucun gouvernement n'a comme lui protégé les confessions chrétiennes. L'attitude du plaignant (2) est susceptible de détruire l'union du peuple et la paix confessionnelle. Au surplus, la presse catholique est tout à fait superflue étant donné que les catholiques peuvent toujours se renseigner au presbytère sur les heures des offices et les diverses prescriptions de l'Eglise. »

La Germania, journal catholique, ayant protesté, la Correspondance du parti national socialiste lui répliqua : « Il n'y a plus de journalistes catholiques ou protestants, il n'y a que des journalistes allemands exclusivement responsables vis-à-vis de leur conscience nationale. » C'est justement cela que l'Eglise n'admet pas : la conscience est formée par la religion, non par le caractère national.

Tout ceci aboutit aux ordonnances du président de la Chambre de la Presse du Reich (24 avril 1935) interdisant

(1) *Temps*, 19 décembre 1933.

(2) Il s'agissait d'une plainte pour concurrence déloyale d'un journal catholique contre un journal hitlérien.

sant la presse confessionnelle, s'adressant à une partie de la population, et interdit aux bulletins religieux le commentaire des faits d'actualité.

d) Mesures concernant l'école.

Une grande propagande a été entreprise, surtout en Bavière, pour transformer les écoles confessionnelles en écoles mixtes.

e) Mesures contre les ordres religieux.

Il s'agit des procès entamés contre de nombreux administrateurs de communautés ecclésiastiques. Des irrégularités certaines avaient été commises, mais la législation du Reich était d'une complexité extrême et le conseiller juridique des congrégations semble les avoir trompées. Quoi qu'il en soit, une série de procès en assises aboutit à des condamnations énormes, procès qui paraissent avoir eu un but de propagande (1).

Un conflit ouvert est-il évitable ? Il ne le semble pas, mais bien des choses peuvent se produire. En tous cas, au congrès de Nuremberg, en septembre, Hitler a pris position personnellement pour la déconfessionnalisation de la vie publique ; la lettre pastorale des évêques allemands, si elle a pu être lue en chaire, n'a pu être publiée. Voici le passage fixant la position de l'Eglise vis-à-vis de l'effort de déconfessionnalisation du gouvernement :

« Restez fermes dans votre foi, quand on poursuit la
« déconfessionnalisation de la vie publique, qui signifie
« sa déchristianisation. Dans cette nouvelle destruction,
« il y a une atteinte au Concordat d'Empire, qui, dès
« le commencement, garantit l'exercice public de la
« religion catholique. Le Christ, le Seigneur, a donné
« l'ordre à ses messagers de prêcher sur les toits la loi
« souveraine et éternelle de son royaume (Mat., x, 27),
« c'est-à-dire de dresser aussi leurs chaires publique-
« ment dans la grande ville... Ce serait une atteinte

(1) Cf. R. d'Harcourt dans *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1934.

« inexcusable que de déchristianiser la vie publique et
« d'interdire tout signe du christianisme dans la vie
« publique et de tolérer en même temps les hostilités
« publiques au christianisme (1). »

(1) Lettre de Fulda, 20 août 1935. Sur ces questions, on pourra consulter la très intéressante étude intitulée *Der Kampf um die Kirche im dritten Reich*, par W. Gurian Vita nova verlag, Luzern, 1936.

CHAPITRE XI

La crise de l'Eglise protestante (1)

Si l'on s'en tenait au discours du Führer du 24 mars au Reichstag, on pourrait croire que la vie de l'Eglise protestante évangélique devait suivre, sous le III^e Reich, un cours parallèle à celle de l'Eglise catholique. Il n'en fut rien. L'histoire des rapports entre l'Etat et l'Eglise protestante à partir de 1933 est extrêmement instructive, mais particulièrement difficile à apprécier non pas tant à cause de la proximité des événements qu'à cause de la difficulté de trouver la lumière sous laquelle il faut juger et classer, car classer, ordonner, c'est déjà juger.

(1) Sur cette question qui, loin d'être entérinée, est toujours pendante, on pourra consulter :

— Les articles de P. Delattre dans la *Nouvelle Revue Théologique* (11, rue des Récollets, Louvain), mai, juin, juillet 1934 ; janvier, février, mars, mai 1935.

« La Tragédie de l'Eglise évangélique ».

— Les entrefilets très fréquents du *Temps*. Les articles de R. Allier, 3, 4, 5 décembre 1933 ; 7 et 27 mars, 11 avril 1934 ; 5 février 1935.

— Les articles de R. d'Harcourt, *Etudes*, 5 mars 1934, 5 février 1935.

— De très nombreux articles dans la *Vie Intellectuelle*, 25 décembre 1933, 10 juillet 1933, 25 juillet 1933.

— Ed. Vermeil dans *Allemagne contemporaine*, 30 mai 1933. D. Dudson dans *Etudes*, 5 octobre 1933. Al. Leroy, *Dossiers de l'Action populaire*, 10 février 1934. J. Cavaillès dans *Politique*, décembre 1934. d'Harcourt, *Correspondant*, 10 septembre 1933, etc., etc.

— De nombreux articles dans la *Schönere Zukunft* (Wien-Regensburg).

— De Remusat dans *Revue des Sciences Politiques*, avril-juillet 1935.

Le point fondamental, c'est qu'il ne s'agit pas essentiellement d'une crise des rapports de l'Eglise et de l'Etat, mais d'une crise à l'intérieur de l'Eglise elle-même. Nous avons vu les Eglises protestantes se réorganiser en 1919-1920 et se donner des constitutions nouvelles. Ce mouvement s'acheva en 1922 dans la création d'une Union, d'un Bund entre les diverses Eglises évangéliques d'Allemagne. Mais ce Bund était loin de donner satisfaction à toutes les aspirations des âmes protestantes vers l'unité. On demandait une Volkskirche, une Eglise qui soit comme une émanation du peuple allemand dans sa religiosité, une Eglise qui vive de la vie du peuple, qui partage ses aspirations, ses besoins, ses détresses. Or, le Bund n'avait rien de cette allure mystique. Le Bund était un organisme juridique destiné à faciliter les rapports entre les différentes Eglises et à les représenter devant l'Etat. Le *Kirchenbundvertrag*, du 25 mai 1922, disait dans son § 1^{er} : l'Union a pour but « la conservation et la représentation des intérêts communs ». Le même paragraphe ajoutait, il est vrai que le Bund devait s'occuper de la conscience totale (*gesamtbewusstsein*) du protestantisme allemand et développer les forces centripètes tendant à la défense de la Weltanschauung de la Réforme. Ces dernières phrases étaient destinées aux protagonistes de l'unité, mais en fait l'organisation du Bund le rendait inapte au rôle dynamique qu'on aurait voulu qu'il jouât. Tel qu'il était c'était cependant un progrès sur le morcellement des Eglises. Un pas de plus vers l'unité était souhaitable. Le tout était de savoir comment le franchir.

Une seconde cause de malaise était l'organisation même de l'Eglise, sa structure interne. Le système consistorial-synodal faisant deux parts dans le gouvernement de l'Eglise, l'une au principe d'autorité, l'autre au principe d'élection, ce principe avait résisté à la chute du Landesherrregiment ; il était maintenant menacé par ceux qui désiraient un accroissement de l'autorité au sein de l'Eglise comme au sein de l'Etat.

Ceci était une tendance d'origine luthérienne qui avait abouti au rétablissement de la dignité épiscopale dans quelques pays (Saxe, Schleswig-Holstein) mais elle se heurtait à de très vives résistances de la part des calvinistes beaucoup plus hostiles à toute hiérarchie. Il y avait là un germe latent de division et de crise.

Mais il y avait plus. On parle beaucoup et on a beaucoup parlé en France de réconcilier l'Eglise et le monde moderne. C'est en grande partie le perpétuel problème des rapports de l'Eglise et du monde tel qu'il est posé dans l'Evangile de saint Jean et tel qu'on le rencontre implicitement dans l'Ancien Testament, en particulier dans le Livre des Rois à propos d'Achab et de sa politique. Mais ce problème revêt un autre aspect : chaque époque pose de nouveaux problèmes et l'Eglise doit les résoudre. C'est une tâche qu'elle ne doit pas négliger. L'Eglise protestante aussi bien que l'Eglise catholique, si elles veulent demeurer vivantes et en contact avec le réel, doivent s'occuper des problèmes qui se posent aux contemporains. La grosse difficulté pour les Eglises est de demeurer fidèles à elles-mêmes et à leur fondateur, le Christ, sans cette adaptation. D'une façon générale, c'est un fait que l'Eglise protestante est plus perméable que l'Eglise catholique aux mouvements qui agitent le monde : le protestantisme libéral a été très puissant alors que le modernisme a été rapidement exclu du catholicisme ; un parti socialiste se constitua à l'intérieur du protestantisme, présentant des candidats aux élections synodales, remportant des succès partiels, mais n'influant pas profondément la vie de l'Eglise.

C'était là l'expression d'une tendance à utiliser les mouvements en vogue pour les canaliser et se servir d'eux afin de ramener au bercail la masse des brebis égarées. On comprend que certains pasteurs aient été éblouis par le mysticisme du national socialisme. Réaction contre le matérialisme marxiste, réaction contre l'individualisme égoïste, héritage du libéralisme, ce mouvement pouvait apparaître comme bienfaisant. Aussi, peu de temps avant l'avènement du national

socialisme, sous l'inspiration du pasteur Müller, aumônier militaire, ami d'Hitler, un mouvement se constitua, celui des chrétiens-allemands (1). Ils arrêterent leurs lignes directrices le 6 juin 1932. Leur idée était d'unir très étroitement l'Eglise et l'Etat national socialiste : elle n'était pas nettement explicite, n'apparaissant qu'indirectement dans leur insistance à réclamer « une Eglise nationale ». Elle eût alors suscité trop d'opposition, en particulier de la part des catholiques ; elle sera avouée plus tard, lorsque les choses se seront considérablement envenimées. Autour de cette idée les chrétiens allemands se trouvaient amenés à développer toute une théologie difficile à comprendre pour nous et inquiétante pour des chrétiens, en ce sens que le Christ semble ne plus être au centre de l'Eglise. Voilà deux des articles essentiels de leur programme.

ARTICLE VII. — « *Nous voyons dans la race, la nationalité et la nation un ordre naturel de la vie donné et confié à nous par Dieu et dont la conservation est une loi de Dieu. C'est pourquoi il faut s'opposer à tout croisement de races. La Mission étrangère allemande, se fondant sur son expérience, crie depuis longtemps au peuple allemand : « Conservez votre race pure ! » et elle vous donne la certitude que la foi en Christ ne détruit pas la race, mais au contraire la rend plus profonde et la sanctifie* ».

On voit le changement de perspective qui subordonne la foi au Christ à la nation. L'article IV, dans un langage assez curieux, précise ce qu'est cette foi au Christ : « Nous prenons pour fondement de notre doctrine le christianisme positif. Nous professons la foi au Christ, qui correspond à l'esprit luthérien allemand et à la piété héroïque ».

Que faut-il entendre par christianisme positif ? Rosenberg emploie aussi ce terme et nous avons vu le sens

(1) D'autres mouvements de tendance analogue l'avaient précédé : Bund für deutsche Kirche, Christlich deutsche Bewegung (1930), Die Arbeitschaft evangelischer nat. soz. Geistlichen.

qu'il y donne. Les chrétiens allemands qui se défendent contre l'accusation de lier partie avec les néo-païens du mouvement *Deutsche Glaubensbewegung*, n'en ont pas la même interprétation. Le sens le plus plausible semble être : l'action morale du christianisme, en faisant abstraction des discussions théologiques et dogmatiques.

Quoi qu'il en soit, le point fondamental est celui-ci : Dieu ne peut être adoré que par l'intermédiaire de la nation, c'est-à-dire de la race. Mais une pareille théologie devait soulever les plus graves objections de la part de théologiens soucieux de conserver à Dieu son caractère transcendant par rapport au monde. La théologie chrétienne-allemande était une théologie immanentiste, proche du panthéisme, car subordonnant Dieu en quelque sorte au monde, puisque le chrétien ne peut aller à Dieu suivant cette théologie que par le déterminisme du monde.

Le pasteur Vogel critiqua vivement les positions chrétiennes allemandes dans un article de la Revue *Die Tat* de juin 1933. Il leur reprocha de substituer à la foi chrétienne pure et authentique une foi d'ordre national et terrestre ; il ne faut pas confondre les messages et mêler la politique et la religion ; l'Eglise doit se réformer, mais la base de sa réforme doit être non pas un programme politique, mais la foi. Au printemps de 1933 déjà le pasteur Hans Asmussen, de Hambourg, sentant venir l'orage avait étudié le problème de l'Eglise et en particulier celui de la Reichskirche, posant à l'état aigu celui des rapports de l'Eglise et de l'Etat : il se prononçait pour une réforme constitutionnelle, un rapprochement des confessions ; une Eglise luthérienne de nation allemande mais non absorbée par l'Etat ; avant tout que l'Eglise reste centrée sur la foi. Cependant, un théologien éminent de Breslau, Gogarten, de la nouvelle école dite de Théologie dialectique, dont nous allons parler, se prononçait pour les chrétiens allemands. Il avait publié quelque temps auparavant une « Ethique politique » très fortement inspirée du plus pur luthéranisme : par le péché l'homme est tombé radicalement ;

la seule possibilité de son existence terrestre lui est donnée par l'Etat, « ordre par lequel l'homme cherche « à s'assurer contre le chaos et les puissances dissolvantes qui menacent son existence, puissance et dissolution qui jaillissent de son être propre » corrompu par le péché. C'est l'Etat qui crée la morale (1). Quant à l'Eglise elle n'a qu'à prêcher le message du salut.

Par contre, le théologien Karl Barth prit une position toute différente, bien que lui aussi de l'école dite de Théologie dialectique. Cette école s'oppose au catholicisme en ce qu'elle repousse l'idée catholique développée surtout par l'école thomiste d'analogie entre la nature et la surnature. Pour les dialecticiens Dieu est infiniment transcendant et l'homme déchu par le péché originel ne peut en voir aucune trace dans le monde qui l'entoure. Par là même les dialecticiens s'opposent aux chrétiens allemands qui soutiennent que Dieu ne se révèle qu'à travers la race. Réformer l'Eglise par un mouvement politique paraît à Barth une monstruosité, la ruine des principes luthériens : rien de bon ne peut sortir d'un mouvement politique, car comme tout ce qui est humain, comme tout ce qui est du monde, tout ce qui est politique est entaché irrémédiablement par le péché.

On se rend compte de la confusion des aspirations, ainsi que des idées et surtout des antagonismes en présence. Il ne faudrait pas d'ailleurs se faire d'illusions : il n'y eut pas que lutte de conceptions et l'ambition personnelle et les arrière-pensées politiques ont joué un rôle. Mais les protagonistes du drame ont été dépassés par la grandeur des idées qui s'affrontaient.

L'offensive chrétienne allemande se déclancha lors du congrès tenu du 3 au 5 avril à Berlin, à la suite de quoi le pasteur Hossenfelder présenta le 6 mai au docteur Kapler, président du Bund des Eglises évangéliques, les exigences suivantes :

« Nous exigeons :

(1) Ce sont aussi les idées du pasteur Stapel et de l'école du *Nomos*.

« 1) L'organisation d'une Eglise évangélique d'Empire,
« de caractère luthérien, dans laquelle, sous certaines
« garanties concernant les croyances particulières,
« seront incorporées toutes les Eglises réformées.

« 2) Cette Eglise ne sera pas une institution d'Etat,
« mais non plus un Etat dans l'Etat. Elle devra s'incli-
« ner par conviction religieuse devant la suprématie de
« l'Etat national socialiste...

« 3) L'Eglise des chrétiens allemands, composés exclu-
« sivement des chrétiens de race aryenne, sera partagée
« en dix régions au plus, à la tête de chacune desquelles
« sera placé un évêque ; un évêque d'Empire luthérien,
« résidant à Wittenberg, la dirigera, assisté d'un vicaire
« général calviniste.

« 4) Le peuple évangélique dans son ensemble sera
« amené à se prononcer...

« 5) Le premier évêque d'Empire devra être pris parmi
« les chrétiens allemands qui se chargeront de présen-
« ter leur candidat. Il lui appartiendra de parfaire
« ensuite l'organisation intérieure de l'Eglise. »

Dès le congrès d'avril les milieux protestants avaient commencé à réagir d'autant plus que les chrétiens allemands parlaient d'abolir le Concordat et de faire nommer un commissaire d'Etat chargé de réorganiser l'Eglise. Une tentative de ce genre avait même été faite en Mecklembourg. Les autorités supérieures de l'Eglise protestantes s'efforcèrent de dominer l'effervescence et nommèrent une commission de trois membres qui devait envisager les réformes nécessaires en même temps que le conseil supérieur des Eglises de la Vieille Prusse et les calvinistes rappelaient à Hitler ses promesses de mars. Le 7 mai, le ministre prussien Rust déclarait :
« En Prusse il n'y a aucune raison de craindre que
« l'Etat n'intervienne dans la vie intérieure de l'Eglise.
« Il ne tentera aucunement de participer aux affaires
« ecclésiastiques qui peuvent et doivent être résolues
« exclusivement par l'Eglise elle-même. »

Sous ces auspices, les 26 et 27 mai, se réunirent à Loccum les délégués des 28 Eglises protestantes. Muller

y assistait comme représentant d'Hitler. Un accord de principe intervint : il y aurait un évêque du Reich assisté d'un ministère ecclésiastique et un synode national (1). L'évêque élu fut le pasteur von Bodelschwingh, personnalité très respectée en Allemagne pour sa hauteur morale et sa grande charité. Mais les chrétiens allemands protestèrent immédiatement. Ils attaquèrent Bodelschwingh avec une violence inouïe, exigèrent des élections et la nomination de Müller au poste d'évêque du Reich. L'administration les favorisa en les laissant parler à la radio ; puis le gouvernement intervint brutalement le 24 juin. Kapler s'était retiré, la commission supérieure des Eglises désigna le superintendant général Stoltenhoss pour assurer provisoirement la direction des services de l'Union des Eglises. Rien ne l'obligeait à en référer à l'Etat, mais ne l'avoir pas fait servit de prétexte au ministre Rust pour y voir une violation du Concordat, révoquant le directeur des affaires ecclésiastiques von Trendelenburg, nommant à sa place le docteur Jaeger et confiant à celui-ci les pleins pouvoirs de commissaire d'Etat sur l'Eglise évangélique de Prusse.

Dès le 25 juin il dissout tous les conseils ecclésiastiques de Prusse, confia à l'avocat chrétien allemand Werner les pouvoirs du Sénat de l'Eglise de Prusse. Le 26 juin, le superintendant général de Berlin, Dibelius, était révoqué. Jaeger, assisté de sous-commissaires, concentrait tous les pouvoirs. Dès le 24, Bodelschwingh s'était retiré devant l'impossibilité d'accomplir sa mission. Jaeger interdit de plus tout appel devant le tribunal d'Empire siégeant à Leipzig, considérant cet acte comme un refus d'obéissance et une dénégation de la suprématie de l'Etat. Grâce à Jaeger, Müller et les chrétiens allemands occupèrent tous les postes directeurs. Hossenfelder, chef des chrétiens allemands (dont Müller était le protecteur) déclara à cette occasion : « Le peuple

(1) On admettait ainsi le Führer prinzip c'est-à-dire le principe par lequel l'Eglise est gouvernée par des personnalités responsables et non par des collectivités,

« et l'Eglise ne doivent désormais être qu'une seule et même chose, car l'Eglise ne peut exister qu'à la condition d'être la nation. L'Etat ne peut donc pas rester indifférent au sort d'une Eglise dépositaire du bien suprême d'une nation : la foi. »

Il fallait normaliser l'état de choses et avant tout élaborer la nouvelle constitution : cela était d'autant plus nécessaire que le président du Reich Hindenburg s'inquiétait et signifiait au chancelier sa volonté que le conflit cessât au plus tôt. Des tendances plus modérées l'emportèrent et l'accord se fit le 10 juillet.

Cette constitution serait fort intéressante à étudier (1) si elle avait été appliquée, mais elle ne fut pas respectée par les autorités ecclésiastiques. Les fondements de la nouvelle « Eglise d'Empire » sont la Sainte Ecriture et son interprétation par les Réformateurs ; les confessions restent intangibles. Mais au-dessus de la confession il y a la volonté d'unité. Désormais, les Eglises ne sont plus libres de se retirer de l'Union. La Reichskirche est « l'unité directrice » qui règle l'ensemble des rapports de droit (art. 3, § 1^{er}), mais les Eglises de Pays demeurent indépendantes en ce qui concerne la confession et le culte. En fait, les compétences sont mal délimitées et l'Eglise d'Empire aura une grande latitude.

Ce n'est pas une Eglise d'Etat (2). Mais les rapports de l'Eglise et de l'Etat ne sont pas autrement précisés : « La Reichskirche se trouve vis-à-vis de l'Etat dans la situation d'une association de droit public presque complètement indépendante mais qui, en tant qu'institution autonome porte en soi le signe d'un complément (Ergänzung) de l'Etat, afin que soient poursuivis les buts de même ordre (gleichgeartet) dans leurs domaines propres ; aussi ne peut-on la considérer comme pleinement indépendante (3). »

L'organe directeur de l'Eglise d'Empire est l'évêque

(1) Cf. Meinzolt : *Die neue Reichskirche* 1934 ; Mankel : *id.*

(2) Ceci pour permettre aux circonscriptions ecclésiastiques situées en Pologne de rester dans cette Eglise.

(3) Cf. Mankel : *op. cit.*, p. 24.

d'Empire. « Il a pour mission d'exprimer d'une manière « visible la communauté de vie dans l'Eglise des Landes-
« kirchen et de garantir à l'Eglise évangélique allemande
« l'unité de direction (1) ». Ses pouvoirs sont étendus : il prend les mesures qu'exige la sûreté de la « Constitution ». Il nomme les hauts fonctionnaires ou sanctionne leur nomination ; il a le droit d'initiative quelle que soit la fonction ecclésiastique. Il est appelé à son poste (non pas élu) par le Synode national sur la proposition des dirigeants des Landeskirchen d'accord avec le ministère ecclésiastique (art. 6, § 5). Il doit être luthérien. Pour ce qui touche aux confessions non luthériennes, ses mesures devront être sanctionnées par le membre du ministère ecclésiastique appartenant à la confession visée.

Le ministère ecclésiastique nommé par l'évêque d'Empire a pour mission « de diriger l'Eglise évangélique allemande et d'édicter des lois » (art. 7, § 1^{er}). Il se compose de trois théologiens pris respectivement dans chacune des trois confessions protestantes et d'un juriste. Celui-ci représente l'évêque d'Empire dans les affaires juridiques et dirige la chancellerie. La tâche des théologiens est d'ordre spirituel. Tous sont responsables devant l'évêque d'Empire de l'unité de l'Eglise.

Le synode national qui doit être convoqué par l'évêque d'Empire au moins une fois par an lui apporte sa collaboration dans les questions de personnel et de législation. Composé pour deux tiers des membres délégués par les Landeskirchen et pour un tiers des membres nommés par l'Eglise d'Empire, ses 60 membres ont un mandat de six années.

Tel est l'essentiel de la constitution qui ne donnait pas entière satisfaction aux chrétiens allemands et qui, sur de nombreux points, demeurerait muette. La question raciale était passée sous silence provisoirement ; quant au statut des facultés de théologie, des écoles confessionnelles, des organisations charitables, il restait en suspens.

(1) At. 6 § 1^{er}.

Ce qui montre bien le caractère de subordination de l'Eglise à l'Etat, c'est qu'avant même de voir ratifier la constitution par le synode, dès le 14 juillet, la constitution fut promulguée comme loi d'Etat par le gouvernement du Reich. C'est en somme cette loi qui règle les rapports de l'Eglise évangélique et de l'Etat allemand. L'Eglise évangélique allemande est reconnue comme corporation de droit public (art. 2). Le gouvernement des pays peut inscrire d'office au budget des Eglises régionales, si celles-ci s'y refusent, le montant de leur contribution à l'Eglise d'Empire (art. 3). L'article 4 reprend une disposition que nous connaissons déjà en matière disciplinaire.

« En cas de poursuite disciplinaire formelle contre les « fonctionnaires ecclésiastiques :

« 1°) les autorités disciplinaires ecclésiastiques sont « en droit de faire prêter serment aux témoins et aux « experts ;

« 2°) les tribunaux doivent faire droit à la requête des autorités ecclésiastiques demandant leur concours ».

L'article 5 contient une intervention flagrante de l'Etat dans la vie même de l'Eglise. Le gouvernement prévoit les élections, le mode de scrutin qui doit être direct, le vote par correspondance. Les élections sont mises sous le contrôle d'un fonctionnaire du ministère de l'intérieur ayant plein pouvoir à cet effet.

Dans la campagne électorale qui suivit, extrêmement humiliante pour l'Eglise, les réunions publiques des opposants aux chrétiens allemands, groupés dans l'Union « Evangile et Eglise » furent systématiquement interdites ainsi que leur presse, et dans un discours du 23 juillet, Hitler incitait à voter en masse pour les chrétiens allemands, ceci « d'un point de vue exclusivement national et politique ». La masse de ceux qui ne venaient jamais à l'Eglise vint ce jour-là manifester son attachement au national socialisme (1). Les chrétiens allemands

(1) En Saxe, où les églises protestantes étaient complètement abandonnées, plus de 80 % des électeurs prit part au vote.

emportaient 70 % des voix. L'opposition n'était forte que dans l'Ouest et le Sud : dans le synode de Rhénanie-Westphalie elle avait la majorité.

Devenu évêque de l'Union de la Vieille Prusse le 6 août, Müller réunit le 5 septembre le synode et fit voter par celui-ci deux lois, l'une d'elles divisant la Prusse en dix évêchés, l'autre introduisant le paragraphe aryen dans l'Eglise, excluant par conséquent les juifs et descendants de juifs convertis. Le 27 septembre, à Wittenberg, se réunit le synode national et Müller y fut élu évêque d'Empire. Il constitua son ministère ecclésiastique, nomma les évêques, les réunit le 4 novembre et leur parla de la nécessité de participer aux luttes politiques soutenues par l'Etat national socialiste. Mais c'est alors que dans une conférence tenue le 13 novembre au palais des Sports à Berlin, le docteur Krause prononça des paroles absolument inadmissibles pour une conscience chrétienne (1), ce qui renforça l'opposition au point d'obliger Müller à changer d'attitude.

Le chef spirituel de la résistance fut Karl Barth. Dès la fin de juin, il s'affirma par une brochure retentissante « *Theologische Existenz heute* ». Il y rappelait que l'Eglise est au service de Dieu et non pas au service des hommes ; il critiquait le Führerprinzip, il attaquait vivement enfin les chrétiens allemands à cause de l'intrusion de la politique dans la religion et pour leur tendance à remplacer dans l'Eglise l'Esprit Saint par la race. En même temps, l'opposition s'organisait en un Pfarretnotbund, mot à mot : ligue de détresse des pasteurs qui, rapidement, groupa plus de deux mille pasteurs et qui, comptant 42 délégués au synode prussien de septembre, refusa de voter le paragraphe aryen et quitta la salle. Le discours de Krause leur permit

(1) « L'Eglise d'Empire doit ... ne rendre son culte qu'à un Dieu allemand »... « Il faut écarter radicalement de nos livres religieux l'Ancien Testament et purifier le Nouveau des passages qui le défigurent... Les Saints Lieux ne sont pas à chercher en Palestine mais dans notre propre patrie. Le seul service divin véritable est celui qui a pour but le culte de la nation... Toutes ces revendications je les résume en un mot : nous rejetons le Crucifix. »

d'attaquer énergiquement l'introduction des idées néo-païennes dans l'Eglise par l'intermédiaire des chrétiens allemands. Dans l'Allemagne du Sud, le mouvement du Notbund l'emporta ; les évêques protestants de Bavière et de Wurtemberg avec leurs pasteurs, un nombre important de théologiens, dont Gogarten, abandonnèrent le mouvement chrétien-allemand. Une crise se produisit dans le ministère ecclésiastique, le luthérien Schoeffel ayant démissionné le 24 novembre. La position de Müller et surtout de Hossenfelder devint extrêmement difficile, attaqués à la fois par le Notbund et par les radicaux qui leur reprochaient d'avoir sacrifié Krause et de ne pas pousser suffisamment à une religion nordique. Le 30 novembre, Hossenfelder quittait lui aussi le ministère ecclésiastique. Pressenti, le 2 décembre, Hitler faisait savoir par la presse qu'il avait « formellement résolu qu'aucune influence politique ne « serait admise à s'interposer entre les partis. En conséquence, le ministre d'Empire pour l'Intérieur a prié « les gouvernements de Pays d'imposer à tous leurs « services la plus complète réserve. Aucune autorité « ecclésiastique ne sera non plus admise à invoquer « l'appui des organes publics dans les conflits ecclésiastiques d'opinion ».

La lutte se circonscrit alors entre Müller et le Notbund. Le Notbund était contre Müller parce qu'il n'avait aucune confiance en lui pour protéger le peuple évangélique contre les tendances néo-païennes qui le menaçaient. Mais Müller tenait à son poste. Le 4 décembre, il promulgua une loi interdisant aux fonctionnaires ecclésiastiques d'appartenir à quelque mouvement ecclésiastique que ce soit. Lui-même renonçait au titre de protecteur des chrétiens allemands. C'était là une concession. Mais le 8 décembre, pour s'assurer la bienveillance de l'Etat, par accord avec le chef des jeunesses hitlériennes Baldur von Schirach, il abandonnait les associations de jeunesses protestantes, désormais intégrées aux jeunesses hitlériennes. Cet acte était fait d'ailleurs en violation de la constitution, car celle-ci

obligeait Müller à consulter l'Eglise et il n'avait pris avis de personne. Il constitua son ministère avec le même arbitraire. Le 4 janvier 1934, il interdisait par décret toute critique des actes du gouvernement ecclésiastique. Il avait d'ailleurs à son service la police secrète prussienne.

De son côté, le Notbund faisait des progrès considérables. Comptant dans ses rangs une foule de nationaux socialistes loyaux et convaincus (alors que Jäger n'était un national socialiste que de très fraîche date), il ne pouvait apparaître comme un mouvement d'opposition politique. Il réunissait 10.000 pasteurs sur 18.000 (1) et la quasi-totalité des évêques de l'Ouest et du Sud. Une nouvelle crise ministérielle éclata. Désireux d'apaiser le conflit, le chancelier Hitler fit convoquer par Frick une réunion des protagonistes des différents courants pour le 25 janvier 1934.

Un coup de théâtre eut lieu à cette séance. Goering y produisit le compte rendu d'une conversation téléphonique tenue par Niemöller, le chef du Notbund, dans laquelle celui-ci disait : « Les affaires sont en bonne « voie. Avant même que s'ouvrent les négociations politico-ecclésiastiques, le chancelier sera convoqué chez « le président d'Empire qui lui administrera l'extrême « onction. » Cette idée de faire intervenir Hindenburg mit Hitler en fureur, Niemöller fut révoqué et les évêques se rapprochèrent de Müller, s'affirmant d'accord avec lui (déclaration collective du 27 janvier). Müller procéda alors à une série de mesures dictatoriales, multipliant les révocations et les décrets, modifiant profondément la constitution de juillet par un décret du 2 mars supprimant le synode national, diminuant les prérogatives du Ministère, inféodant l'Eglise d'Empire à l'Eglise de Prusse dont il était le maître.

Le Notbund répondit en déposant des plaintes devant les tribunaux civils pour illégalité des révocations et des

(1) Dont 14.000 en activité.

mesures prises. Mais de plus, la situation devenant intenable, les fidèles commencèrent à s'unir en synodes libres. Le mouvement partit de Rhénanie-Westphalie (1) où l'opposition était en majorité au synode qui refusa de se dissoudre de plein gré, ce qu'exigeaient les nouvelles ordonnances de Müller. La réunion fut d'ailleurs dissoute par la police. En Wurtemberg, l'évêque Wurm entra en conflit avec les chrétiens allemands. Müller fit alors appel à Jäger pour occuper le poste de juriste dans le ministère ecclésiastique, ce qui achevait de lier l'Eglise officielle à l'administration nationale socialiste. La crainte hâta la constitution d'une Eglise libre contre le gouvernement officiel. L'Union confessionnelle de l'Eglise évangélique protestante, que l'on appellera l'Eglise confessionnelle (*Bekennende Kirche*), acheva de se constituer le 29 avril en Westphalie. Dans toute l'Allemagne, dans vingt-quatre Eglises sur vingt-huit, le refus d'accepter la fusion des Eglises sous l'autorité de Müller fut des plus nets. Pendant tout le mois de mai, les synodes libres se multiplièrent. Du 29 mai au 1^{er} juin se réunit à Wuppertal Barmen le synode libre de l'Eglise de la Vieille Prusse : en même temps se tint une sorte de concile où dix-huit églises régionales s'étaient fait représenter et où siégeaient tous les chefs du Notbund : Bodelschwingh, Meiser, évêque de Bavière, Wurm, évêque de Wurtemberg, Mahrrens, évêque de Hanovre, Niemöller, etc... Ce concile se posa en organe authentique de l'Eglise. Il condamna le Führerprinzip, les incorporations d'Eglise, et destitua Müller. De plus, l'on se mit d'accord sur six articles de foi et l'Union confessionnelle donna une certaine structure à l'ensemble de l'Eglise allemande. Ce qui produisit la plus forte impression ce fut l'espèce d'excommunication lancée contre Müller et les chrétiens allemands ; les fidèles se trouvèrent obligés de prendre parti.

(1) Cf. *Bekennende Gemeinde im Kampf* par Immer (Müller-Wuppertal, Barmen). *Freie evangelische synode im Rheinland* par H. Held (Frei zeiten Verlag, Essen).

Alors que l'Eglise confessionnelle traitait de questions théologiques, les dirigeants de l'Eglise d'Empire se préoccupaient essentiellement de l'organisation de l'Eglise ; Jäger, devenu Rechtswalter de l'Eglise, préparait une nouvelle constitution où les Eglises disparaissaient pour faire place à de simples divisions administratives, les Gaue (1). Ce programme se réalisait en Saxe, puis en Brunswick, en Oldenbourg et à Brême. Mais une Eglise est autre chose qu'une organisation, Müller s'en aperçut le 15 juin lorsqu'à Wittenberg, où il avait réuni un congrès des chefs de l'Eglise pour approuver la nouvelle constitution, il ne trouva devant lui que les chrétiens allemands, les autres refusant désormais de collaborer.

C'est alors que se produisit une nouvelle intervention de l'Etat. Par la démission du vicaire général Oberheid, Jäger était devenu l'âme de l'Eglise évangélique. Or, il avait derrière lui Rust et Goering, c'est-à-dire le gouvernement prussien. Le gouvernement d'Empire était beaucoup moins favorable à l'Eglise officielle et, en particulier, le ministre de l'Intérieur Frick se refusait à interdire toute activité à l'Eglise confessionnelle. Cependant, au lendemain des événements du 30 juin, le 9 juillet, par décret, toute discussion publique, réunion, brochure, tract sur des questions d'ordre ecclésiastique étaient interdits, sauf toutefois ce qui était signé par l'évêque d'Empire. Du coup la campagne de l'Union confessionnelle fut réduite à néant. Le gouvernement de l'Eglise d'Empire poursuivit l'absorption des églises régionales et réunit un synode national en août d'où étaient exclus les chefs de l'opposition. Celle-ci y fut cependant représentée et protesta contre les projets faisant passer l'autorité législative des Eglises régionales au ministère de l'Eglise d'Empire et prescrivant aux fonctionnaires ecclésiastiques le serment à Hitler. Le juriste Flohr contestait d'ailleurs la légalité du synode.

(1) Ce fait était grave parce que ces Eglises avaient une confession, tandis que de simples divisions administratives n'en ont pas.

Quant aux tribunaux civils ils se prononçaient contre les révocations de pasteurs opérées par Müller. Le 17 août, le ministère Frick levait son décret (1). Cependant, le 3 septembre prenaient force de loi les décisions du synode.

C'est alors que sévit dans l'Eglise évangélique une « dictature laïque (2) », celle du docteur Jaeger. Il vint en personne à Stuttgart absorber l'Eglise de Wurtemberg dans l'Eglise officielle ; sous le prétexte fallacieux de « transactions financières irrégulières », l'évêque Wurm fut consigné à son domicile et, le 15 septembre, déposé. Une résistance populaire très vive se manifesta en Wurtemberg ainsi qu'en Bavière, mais malgré les conseils du gouvernement bavarois, le chancelier Hitler se prononça en faveur de l'Eglise officielle et ratifia les incorporations d'Eglises ainsi que l'obligation de prêter le serment au Reichsführer A. Hitler. L'organe dirigeant de l'Eglise confessionnelle, le conseil des Frères, n'hésita pourtant pas et décida de refuser le serment, n'admettant pas que Dieu et le Führer soient mis sur le même plan. La persécution s'abattit sur ceux qui le refusèrent. Le 6 octobre, l'évêque Wurm et ses principaux collaborateurs furent mis aux arrêts de rigueur ; l'entrée des églises et des sacristies fut interdite aux réfractaires, visites domiciliaires et perquisitions se multiplièrent. En Bavière, Jaeger débarqua également, consigna l'évêque Meiser sous la surveillance de la police et comme la foule vint manifester en sa faveur, il le révoqua. Cependant 80 % des pasteurs du Wurtemberg suivit Wurm et la quasi-totalité des pasteurs bavarois Meiser ; en Hanovre, sur 870 votants, 773 s'affirmèrent

(1) A cause des répercussions internationales, le congrès oecuménique des Eglises protestantes de Copenhague ayant invité l'Union confessionnelle, celle-ci avait répondu que le décret l'empêchait de pouvoir prendre part aux discussions sans paraître faire intervenir l'étranger dans un conflit d'ordre intérieur.

D'autre part il interdit postérieurement aux tribunaux de se prononcer sur la question de légalité des mesures prises sur l'Eglise officielle.

(2) Selon l'expression de P. Delattre.

formellement pour leur évêque Mahrarens menacé de suspension.

Le gouvernement national socialiste se déconsidérerait dans cette aventure. Fidèle à son amitié pour Müller, Hitler ne tenait pas à Jäger. Le 23 octobre, la Direction du parti national socialiste interdisait aux Gauleiter toute intervention dans le conflit ecclésiastique. Réduit à l'impuissance, Jäger démissionnait le 25, mais seulement en partie, entrant en conflit avec les chrétiens allemands eux-mêmes. Le 26, les trois évêques Meiser, Wurm et Mahrarens remis en liberté étaient reçus en audience par le chancelier Hitler et furent réintégrés dans leurs fonctions. Mais il ne faut pas croire que le conflit était résolu. L'Eglise confessionnelle ne pardonnait pas à Müller le dédain avec lequel il traitait les questions de foi. Le gouvernement d'Empire était loin d'abandonner le chef de l'Eglise d'Empire.

Celui-ci avait cependant perdu toute autorité. Le nouveau ministre des affaires ecclésiastiques Kerrl reçut compétence le 24 septembre 1935 par une loi d'Empire « pour rendre des décrets ayant force juridique obligatoire pour instaurer à nouveau un état d'ordre dans l'Eglise évangélique allemande et dans les Landeskirchen évangéliques ». Il commença par des mesures de clémence et s'efforça de faire collaborer chrétiens allemands et Eglise confessante dans des commissions nommées par lui et chargées de diriger l'Eglise protestante. L'évêque de Hanovre Mahrarens estimait juste de collaborer, mais l'Eglise confessante ne pouvait le faire sans reconnaître la suprématie de l'Etat et sans renoncer à ses propres principes. La tendance dite prussienne de Niemöller l'emporta : les dirigeants refusèrent d'entrer dans une Eglise qui ne repose pas essentiellement sur la confession de foi. Le ministre Kerrl a d'ailleurs interdit à l'Eglise confessionnelle toute activité publique.

Nous arrêterons là l'étude de ce conflit. Nous avons essayé de montrer la complexité du problème, les influences réciproques des questions d'organisation et de foi, les hésitations du gouvernement national socia-

liste. Celui-ci était certainement au fond désireux de parvenir à la constitution d'une Eglise nationale : c'était dans la ligne de ce gouvernement totalitaire en possession d'une métaphysique propre. La neutralité proclamée, puis abandonnée, affirmée de nouveau et abandonnée en mars 1935 où consécutivement à une déclaration du synode dirigée contre le paganisme raciste, précisant les limites du pouvoir de l'Etat et ses fondements (1), 530 pasteurs furent arrêtés. Sans avoir la prétention de tout dire, nous avons essayé de dégager les éléments du conflit. De l'issue on ne peut encore rien dire, l'Eglise protestante en tant qu'Eglise se défendant difficilement contre les emprises de l'Etat en vertu de ses principes mêmes. Quoi qu'il en soit, cette lutte, ce drame doit être suivi avec le plus grand intérêt pour quiconque veut comprendre la notion d'Eglise et il y a là matière à approfondir les rapports de l'Eglise et de l'Etat.

(1) « Quiconque veut faire du Sang, de la Race et de la Nation au lieu de Dieu les fondements de l'autorité de l'Etat ruine l'Etat ».

Le texte entier se trouve dans *Informations internationales*, 4, rue des Fossés-Saint-Jacques. Avril 1935.

CONCLUSION

De la rupture de l'unité religieuse, qui est la cause du confessionnalisme allemand, nous en sommes aux conséquences de ce confessionnalisme, c'est-à-dire le conflit entre un gouvernement qui veut l'unité allemande et des forces religieuses qu'il considère comme dissolvantes. Ceci est la conclusion historique de l'étude que nous venons de faire.

Mais une étude juridique comme celle-ci exige une conclusion juridique. Quelles sont donc les conclusions que l'on peut tirer de l'expérience allemande quant aux solutions à donner aux rapports de l'Eglise et de l'Etat ?

1° L'Etat ne peut ignorer les Eglises, c'est-à-dire les organisations communautaires ayant pour but de satisfaire le besoin religieux d'une part importante de ses sujets. S'il veut le faire, il entre en réalité en lutte avec elles, ce qui n'est pas un état normal, un état de droit. Il est obligé de légiférer en ce qui les concerne, de leur faire par conséquent une place dans son système juridique, quelle que soit cette place.

2° L'Etat traitera chaque Eglise différemment. Il n'y a pas de statut uniforme pour tous les cultes et toutes les Eglises. Chaque Eglise devra être traitée suivant ce qu'elle est en elle-même, suivant son essence et ses principes. Eglise catholique, Eglises protestantes, sectes, ne sauraient avoir le même traitement. Les problèmes qu'elles posent sont différents, leurs revendications ne sont pas les mêmes.

3° Il semble qu'il y aura toujours une tendance innée

à l'Eglise nationale, j'entends par là non pas l'indépendance de cette Eglise vis-à-vis d'autres Eglises, mais le fait que tout peuple organisé en un Etat aura tendance à avoir une Eglise. Ceci n'exclut pas la liberté de conscience et de culte. Un statut spécial pourra être concédé à chaque organisation religieuse dissidente. Mais tout peuple organisé collectivement en un Etat aura parallèlement tendance à être organisé collectivement en une Eglise. L'Eglise catholique peut d'ailleurs jouer ce rôle si le peuple est de tradition catholique. Autrement dit, tout peuple semble avoir besoin d'une Eglise officielle, ce qui ne veut pas dire une Eglise d'Etat. L'absence ou la pluralité d'Eglises officielles paraît devoir tôt ou tard engendrer un malaise dans l'Etat et par suite être une situation contre nature.

4° Le régime du Concordat semble ne convenir qu'à l'Eglise catholique. L'essai fait avec les Eglises protestantes n'a en somme pas abouti. Avec les Eglises non-catholiques, le Concordat semble n'avoir de force juridique obligatoire que par la volonté de l'Etat.

5° Il est nécessaire qu'il y ait des rapports entre l'Eglise et l'Etat mais il n'est pas nécessaire que ce soit sous la forme d'un Concordat. Un concordat est une œuvre délicate sur des questions difficiles. Il est indispensable au préalable que l'Eglise et l'Etat se connaissent et sachent sur quelles bases et sur quels principes l'un et l'autre reposent. Il y a en effet diverses formes d'Etat et diverses formes d'Eglise. L'erreur du Concordat de 1933 était de supposer un Etat de forme weimarienne — puisque c'était le couronnement de l'œuvre concordataire antérieure — alors que cet Etat était un Etat tout nouveau.

6° Conçu non pas tant comme un traité d'alliance que comme une texte juridique, le Concordat est cependant une des formes les meilleures pour créer des rapports stables entre Eglise et Etat.

7° La question juridique des rapports de l'Eglise et de l'Etat pose à l'état aigu celle des sources du Droit. Admettre en particulier la valeur obligatoire d'un Con-

cordat n'entraîne-t-il pas nécessairement que l'Etat n'est pas la source unique du Droit, à plus forte raison les paroles du chef d'Etat comme une nouvelle doctrine allemande semble tentée de le faire ? Il y aurait là beaucoup à dire, plus que ne le permettent les limites d'une thèse déjà trop longue ; mais il fallait le signaler à la fin d'une étude sur les Rapports de l'Eglise et de l'Etat.

VU : *Le Doyen,*

EDGARD ALLIX.

VU ET APPROUVÉ :

Le Président de thèse,

JOSEPH-BARTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	5
Le confessionnalisme allemand. — Eglise, confession, culte. — Aspect social du problème.	
CHAPITRE I. — <i>L'Allemagne et les confessions : Histoire et Géographie</i>	12
L'âme allemande. — La révolution protestante. — Le conflit confessionnel. — La carte religieuse de l'Allemagne : le Sud, le Nord. — Le <i>liberalismus</i>. — Le marxisme. — Catholicisme et Protestantisme au xx^e siècle. — Rapports entre les confessions. — Les sectes.	
CHAPITRE II. — <i>Comment se pose en 1919 la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat</i>	36
I. — Doctrine des Eglises	36
a) Eglise catholique ; b) Eglise évangélique ; c) Eglise réformée.	
II. — Le Landesherrregiment.....	51
Le Territorialisme et ses principes. — Le système dit de la Staatskirchenhoheit. — L'état de droit avant 1919. — Appréciation.	

III. — La constitution de Weimar	63
La crise de 1919. — Les différentes tendances dans le protestantisme. — La position des sociaux démocrates. — Celle des démocrates. — Les projets du Centre. — Le débat. — Les textes.	
CHAPITRE III. — <i>Le régime des cultes sous la constitution de Weimar</i>	82
L'Etat weimarien. — Sens de l'intervention du Reich. — Reich et Pays. — L'idée de séparation et l'idée de liberté. — La liberté religieuse. — Libertés de croyance, de confession et de culte. — Limites de ces libertés. — Les associations religieuses. — Conditions d'existence. — Le droit de disposer de soi-même (Selbstbestimmungsrecht) et de s'administrer. — Les affaires mixtes. — Restrictions à l'autonomie des associations religieuses. — La protection de l'Etat.	
CHAPITRE IV. — <i>Les corporations de droit public</i>	110
Sens de cette institution. — Sa nature. — Les dispositions constitutionnelles. — L'opinion de Kahl. — La critique d'Ebers, Löhr... — Sens général de la législation. — Le contrôle de l'Etat et le conflit doctrinal à ce sujet.	
CHAPITRE V. — <i>L'Etat et le patrimoine ecclésiastique</i>	129
§ 1 ^{er} . — Les Staatsleistungen	129
Leur principe. — Leurs fondements. —	

Leur avenir. — Compétence juridictionnelle.

- § 2. — Le droit d'imposer (Besteuerungsrecht) 137
 Ses conditions. — Son organisation. —
 Le Kirchgeld.

CHAPITRE VI. — *Les Lois complémentaires des Pays* (art. 137, § 8). 144

Section I. — Le système prussien de 1924. 144

a) Eglise catholique : L'Eglise. — Les clercs. — Le droit de Patronat. — L'administration des biens d'Eglise. — L'intervention de l'administration laïque. — Pouvoirs juridictionnels.. 145

b) Eglise protestante : Structure de l'Eglise protestante. — Les nouvelles constitutions. — Les organes. — L'autonomie de l'Eglise. — Clercs et fonctionnaires. — L'administration du patrimoine 154

Section II. — Quelques traits du régime des cultes dans les autres pays : Bade, Wurtemberg, Hesse. — Appréciation générale du système de Weimar.... 165

CHAPITRE VII. — *La conception allemande des Concordats* 169

Les théories. — Souveraineté de l'Eglise et souveraineté de l'Etat d'après Huber. — Nature du Concordat. — Concordat et traité international. — Concordat et loi. — Causes de disparition du Concordat. — Signification politique du Concordat.

CHAPITRE VIII. — <i>Les Concordats des Pays</i> <i>(Bavière, Prusse, Bade)</i>	182
§ 1 ^{er} . — Les accords de la Bavière avec les Eglises catholique et protestante.....	182
Forte position de l'Eglise catholique. — La conclusion du Concordat bavarois. — Reconnaissance de l'Eglise. — L'en- seignement. — Prestations financières. — La nomination des clercs et la clause des objections politiques. — L'opposition.	
§ 2. — Les accords de la Prusse avec les Eglises	193
Les traditions prussiennes. — Les négo- ciations. — Remaniement des diocè- ses. — Le patrimoine ecclésiastique. — La nomination aux postes ecclésiasti- ques. — L'enseignement. — L'accord avec les Eglises protestantes. — Ce qui n'est pas résolu.	
§ 3. — Les accords entre le Pays de Bade et les Eglises	206
La situation de droit. — L'archevêché de Fribourg. — Dispositions analogues à celles du Concordat prussien. — L'en- seignement. — La question des Facul- tés de théologie protestantes. — Fin de l'ère weimarienne.	
CHAPITRE IX. — <i>L'Etat national socialiste</i>	213
Le changement constitutionnel. — Le peuple. — Le Führer. — La théorie de l'Artgleichheit de Carl Schmitt. — Le trialisme : Etat, mouvement, peu- ple. — Situation des Eglises. — Les idées du chancelier Hitler. — Pers- pectives.	

CHAPITRE X. — *L'Etat hitlérien et l'Eglise catholique*

222

§ 1^{er}. — L'Eglise catholique de janvier à juillet 1933

222

Les deux attitudes possibles. — Les inquiétudes. — Le christianisme positif de Rosenberg. — Divergences doctrinales. — Attitude des évêques.

§ 2. — Le Concordat

230

Le vice-chancelier von Papen et ses négociations. — Conclusion du Concordat. — L'église ; le clergé ; les circonscriptions ecclésiastiques ; l'enseignement... — L'Action catholique. — Avantages respectifs pour les contractants. — L'équivoque.

§ 3. — Après le Concordat

245

Allure de cette période. — Législation. — Mesures hostiles à l'Eglise.

CHAPITRE XI. — *La crise de l'Eglise protestante*

256

De quoi s'agit-il. — Le Kirchenbund de 1922. — Les tendances. — Les chrétiens allemands et leur offensive. — La nomination de Jaeger. — La constitution de juillet 1933. — La victoire de Müller. — Le Pfarrernotbund. — La dictature de l'évêque d'Empire. — L'Eglise confessionnelle. — L'échec de Jaeger et de la politique unificatrice. — L'intervention de l'Etat et la politique de M. Kerrl.

CONCLUSION

275

Eglise, Etat et Concordat.

CAEN

IMPRIMERIE CARON & C^{ie}

34, rue Demolombe

